

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16062 - 7 F

MARDI 17 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Cahier
Initiatives-Métiers
8 pages d'offres d'emplois

Forte mobilisation serbe aux élections en Bosnie

Le scrutin a eu lieu dans le calme

EN DÉPIT des conditions contestables dans lesquelles se sont déroulées, samedi 14 septembre, les élections en Bosnie, les Occidentaux se sont félicités du bon déroulement du scrutin et vont s'efforcer de faire fonctionner les nouvelles institutions issues des urnes. Ils ont ainsi proposé que la première réunion de la présidence tripartite (un Musulman, un Serbe, un Croate) ait lieu d'ici la fin septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Cela coupe court, au moins provisoirement, au refus du probable élu des Serbes à cette présidence collégiale, Momčilo Karić, un proche de Radovan Karadžić, de participer à toute réunion à Sarajevo.

Les résultats de l'élection présidentielle devaient être connus dans la soirée de lundi, ceux des autres scrutins dans les jours suivants. Une légère incertitude pesait sur le score que remporterait l'actuel pré-

sident bosnien, Alija Izetbegović, exposé au risque de division des voix dans le camp musulman. M. Izetbegović doit en effet rassembler plus de voix que l'élu serbe pour être le « premier » président au sein de cet organe collégial, celui qui représentera la Bosnie sur la scène internationale.

La mobilisation a été plus forte dans le camp serbe. Du côté musulman, les personnes déplacées pendant la guerre ne sont guère allées voter sur les lieux de leur ancienne résidence. Ces réfugiés ont été découragés par les conditions dans lesquelles la consultation avait été organisée pour eux en zone serbe, comme en témoigne le reportage de notre correspondant Remy Ourdan à Srebrenica, ancienne enclave musulmane conquise par les Serbes.

Lire page 2
et notre éditorial page 14

M. Le Pen demande à ses militants de se préparer à une « révolution »

Importante progression de l'extrême droite lors d'une cantonale à Toulon



JEAN-MARIE LE PEN a appelé, samedi 14 septembre, les cadres du Front national de la jeunesse, à se préparer à « la révolution », car « à un moment donné les structures verrouillées de notre système vont s'écrouler ». Le matin à Marseille, le président du FN avait appelé ses partisans au combat contre « la République pourrie ». Dimanche soir sur France 3, il a réitéré ses propos sur les « races » en déclarant que « certaines sont plus égales que d'autres » et il a reproché à M. Chirac de s'être rendu à Auschwitz sans visiter aussi les « goulags » soviétique et chinois. Il a indiqué qu'il se rendra à Reims, le 22 septembre, pour la commémoration par Jean Paul II du baptême de Clovis. Lors d'une élection cantonale partielle à Toulon, le candidat du FN est arrivé en tête, avec 34,4 % des voix.

Lire pages 6 et 7, et un entretien avec Bernard Kouchner p. 13

Le va-tout de M. Dole

Le candidat républicain recense sa campagne électorale sur l'économie, les valeurs morales et sa crédibilité par rapport à Bill Clinton.

p. 3

Dépôts d'offres pour Thomson SA

Alcatel Alsthom et Lagardère Groupe ont déposé leur offre de reprise pour le groupe d'électronique Thomson SA auprès du ministère des finances p. 30

Inquiétudes pour le pape

Jean Paul II devra se faire opérer de l'appendicite après sa visite en France. A quelques jours de celle-ci, l'archevêque de Reims répond aux questions du Monde.

p. 10 et 13

Jurisprudence pour l'habitat

Des jugements rendus ces dernières années donnent corps au droit au logement.

p. 9

Les noces d'or du CNPF



Deux points de vue et une page portrait-enquête à l'occasion du cinquantième anniversaire de la création du Conseil national du patronat français.

p. 12 et 15

Le retour des « Barbares »

La banque d'affaires américaine KKR, dont les créateurs avaient été qualifiés de « Barbares » par le Wall Street Journal, lève à nouveau des capitaux.

p. 16

« Ça va ! »

Petites phrases - « ça va » - et gestes rituels de la vie quotidienne - bisous et fermeture du verrou - sont autant de gris-gris protecteurs.

p. 21

Les concerts de la rentrée

Le Monde publie une sélection des concerts de la rentrée à Paris et dans les régions.

p. 26

RFI en continu

Radio-France Internationale est désormais diffusée 24 heures sur 24 en français dans le monde entier. L'émission « A la Une du Monde » est présentée entre 12 h 45 et 13 heures, en direct du journal, avec des membres de la rédaction.

p. 28

International	2	Agenda	22
France	6	Abonnements	22
Société	9	Météorologie	22
Carnet	11	Mots croisés	22
Horizons	12	Culture	24
Entreprises	16	Guide culturel	27
Finances	18	Communication	28
Aujourd'hui	19	Radio-Télévision	29

Paroles d'Alain Delon

POUR SA RENTRÉE, le théâtre privé parisien s'offre une affiche spectaculaire : Michel Sardou, Jean-Paul Belmondo et Alain Delon. Le chanteur populaire ouvre le feu avec l'adaptation d'une pièce belonnoise, et Jean-Paul Belmondo attaque en octobre *Le Fil à la patte* de Feydeau, mais c'est sans doute Alain Delon qui retiendra le plus l'attention. Après vingt-huit années d'absence sur scène, il prend le risque de créer, à la fin du mois, la nouvelle pièce d'Edoardo de Smet, *Variations épiques*. « Je me sens totalement décalé par rapport à l'époque et, malheureusement, au cinéma d'aujourd'hui », nous a-t-il confié, au cours d'un entretien dans lequel il évoque les raisons de son retour.

Lire page 24

Le PSG toujours en tête



LE PARIS-SAINT-GERMAIN a repris, dimanche 15 septembre, la tête du championnat de France de première division de football en s'imposant (1-0) à Cannes. Le meneur de jeu brésilien Rai a converti l'unique occasion des Parisiens et a signé son premier but de la saison. En dépit de ce succès, l'équipe entraînée par Ricardo n'a réalisé qu'une partie très moyenne.

Lire page 19

M 0147-917-7,00 F

Israël inaugure une route réservée aux Israéliens...

JÉRUSALEM

de notre correspondant
A Jérusalem, la route 60 inaugure une bien curieuse séparation de la circulation selon les nationalités sur les routes. Palestiniens d'un côté, Israéliens de l'autre. « C'est tout de même extraordinaire », s'insurge Moustapha Natshe, le maire palestinien d'Hébron : « Une route percée sur des territoires arabes confisqués et expropriés par l'occupant, et nous n'avons pas le droit de l'utiliser ? Il ne manquait plus que cela, l'introduction de l'apartheid sur les routes ».

La jeune soldate en charge des relations avec la presse étrangère nous lit, sans commentaire, le communiqué officiel : « La route 60 est à la disposition de la population israélienne et des forces de sécurité seulement. La population palestinienne disposant des permis réglementaires (pour entrer à Jérusalem) peut utiliser les autres routes disponibles ». Une chose est sûre, c'est sous l'autorité du gouvernement nationaliste de Benjamin Nétanyahou que l'armée d'Israël a pris sa décision. Selon un jeune militant du mouvement La paix maintenant, « c'est le genre de monstruosité qui n'aurait jamais pu se produire sous les troupes ».

La semaine dernière, en inaugurant le prochain percement, en Cisjordanie occupée toujours, d'une autoroute qui reliera les lointaines colonies juives de la vallée du Jourdain au territoire israélien proprement dit, Ariel Sharon a entrepris de couper court aux protestations de ceux qui savent que le droit international interdit l'altération physique de territoires conquis par la force. Le célèbre ministre des Infrastructures a affirmé que son projet « servira la paix puisque les automobilistes israéliens et palestiniens pourront s'y mêler en toute liberté ». A supposer que le raisonnement tienne la route, il ne vaut certainement pas pour la route 60.

Patrice Claude

La dissuasion redimensionnée

LE PLATEAU D'ALBION rend les armes après un quart de siècle de bons et loyaux services au profit de la dissuasion nucléaire française. L'équivalent en énergie d'un millier de bombes sur Hiroshima, en 1945, a disparu, lundi 16 septembre, de l'arsenal national. La base d'Albion, en haute Provence, où étaient enfouis, depuis 1971, dix-huit missiles pointés vers l'ex-URSS, est désactivée. Il n'y a plus, veillant en permanence dans leur capsule au fond d'un long souterrain creusé dans la montagne bas-alpine, d'officiers susceptibles, aux ordres du chef de l'Etat, d'introduire dans leurs consoles la clé qui aurait libéré l'apocalypse.

Par une ironie de l'Histoire, c'est Jacques Chirac qui a mis fin à cette composante de la dissuasion nucléaire, telle qu'elle avait été voulue - à l'origine - par le général de Gaulle, soucieux de ne pas placer tous ses œufs dans le même panier et, donc, d'aligner à la fois des bombardiers, des missiles sol-sol enterrés en silos et des sous-marins stratégiques. Cette triple de la dissuasion, comme aux Etats-Unis, en Russie et en Chine, est restée en vigueur jusqu'à ce jour.

Premier ministre de la première cohabitation, entre 1986 et 1988, M. Chirac n'avait pas hésité à entrer en conflit avec François Mitterrand pour préconiser un successeur au plateau d'Albion. A l'image de ce que faisaient à l'époque Américains et Sovi-

tiques, l'actuel président de la République avait imaginé que la France puisse disposer d'un missile semi-mobile, projet que ses détracteurs qualifiaient, par dérision, de « missile à roulettes ». M. Chirac redoutait que la vulnérabilité du plateau d'Albion n'aille en s'accroissant au fil des ans. Le chef de l'Etat, chef des armées, s'en était tenu, lui, à l'idée d'une rénovation des missiles fixes. Le conflit s'acheva avec la

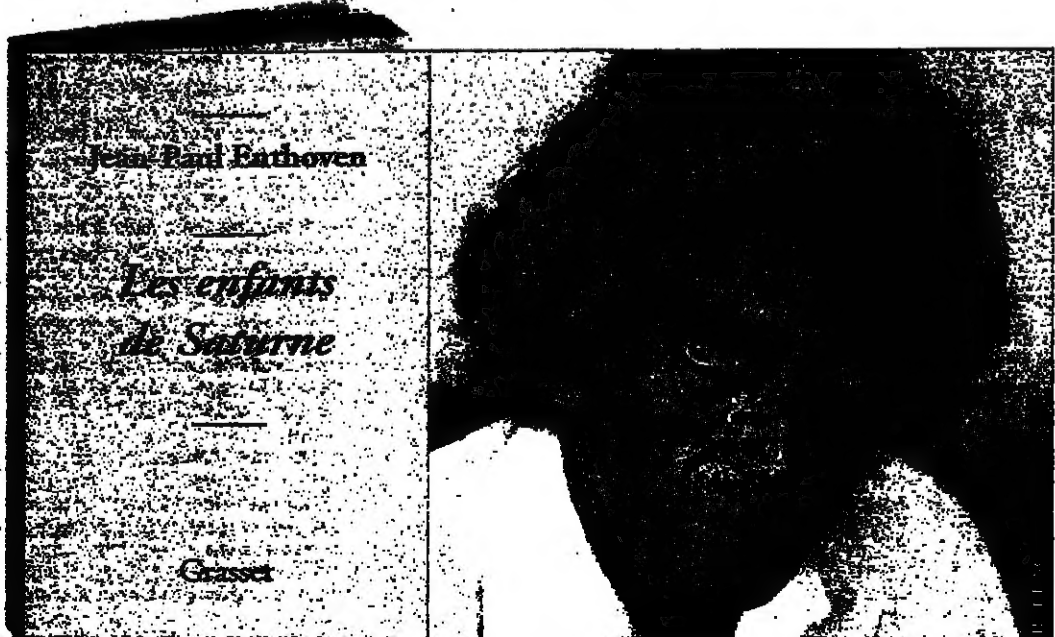
réélection de M. Mitterrand à l'Elysée. En 1995, à la fin du second mandat présidentiel de l'ancien chef de l'Etat, le plateau d'Albion n'avait pourtant pas été modernisé.

Entre-temps, le mur de Berlin s'est écroulé, le « bloc » de l'Est s'est dissous, la Russie n'est plus perçue comme un agresseur potentiel et la menace nucléaire, directement exercée sur la France, s'est évanouie.

Le contexte mondial ayant radicalement changé, M. Chirac, une fois élu à l'Elysée, a donc pris l'initiative d'un désarmement nucléaire de la France, unilatéral puisqu'il ne relève d'aucun accord international du type de celui qui lie Washington et Moscou et dont Paris n'est pas partie prenante.

Jacques Isnard

Lire la suite page 14



SCRUTIN Les Occidentaux se sont félicités du bon déroulement des premières élections organisées en Bosnie depuis la fin de la guerre, samedi 14 septembre. Au-

cun incident grave n'a en effet perturbé le scrutin. **LES CONDITIONS** dans lesquelles a été organisé le vote, en particulier pour les Musulmans déplacés, ont en revanche

été dénoncées par le président Alija Izetbegovic. La mobilisation a été plus forte chez les Serbes. **LES PREMIERS RÉSULTATS**, ceux de l'élection des trois membres de

la présidence collégiale, devaient être connus dans la journée de lundi. Le fonctionnement de cette présidence fait toutefois l'objet d'interrogations, étant donné les

réticences de ses membres (le Musulman Alija Izetbegovic, le Serbe Momcilo Krajisnik et le Croate Kresimir Zubak) à se réunir à Sarajevo. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

L'incertitude sur l'avenir de la Bosnie demeure après les élections

Rejetant la contestation du président Alija Izetbegovic, les Occidentaux se sont félicités du bon déroulement du scrutin. Les conditions de vote en zone serbe ont découragé les Musulmans déplacés d'y participer

SARAJEVO

de notre correspondant
Les premières élections de l'après-guerre en Bosnie-Herzégovine ont eu un double visage. Le scrutin, supposé être une étape de la réconciliation des communautés, a en fait illustré le séparatisme ethnique dans ses pires excès. D'un côté, les Occidentaux et la Serbie saluent l'absence d'incidents majeurs et un taux de participation proche de 70 %, de l'autre, les Bosniques et les observateurs indépendants dénoncent l'abandon des exigences de démocratie et de liberté de mouvement. Ce fut un scrutin à double visage qui ouvre la voie à une période de flou politique et de contestation.

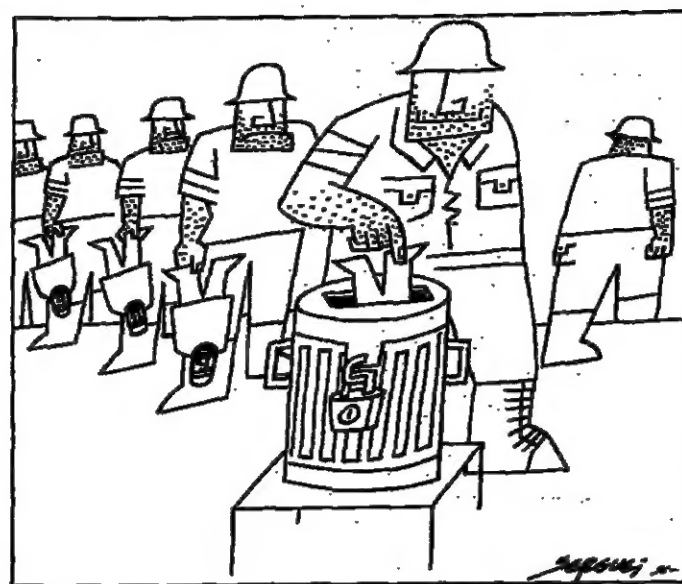
Avant la fermeture des bureaux de vote, samedi 14 septembre, le mouvement du président bosniaque Alija Izetbegovic (SDA, Parti d'action démocratique) a réclamé l'annulation du scrutin en République serbe (RS). Les réfugiés musulmans ne sont presque pas revenus voter dans les villes et les villages d'où ils furent expulsés par les combats et les campagnes de purification ethnique. Selon le haut représentant Carl Bildt, 20 000 Musulmans ont traversé la ligne inter-entité, au lieu des 150 000 attendus. « Il est malheureusement clair que les conditions pour des élections libres et démocratiques n'ont pas été réunies dans l'entité serbe », a estimé le SDA dans son communiqué, accusant les Serbes d'avoir supprimé des noms musulmans sur les listes électorales et d'avoir empêché les réfugiés de voter.

Très vite, des diplomates ont opposé une fin de non-recevoir au

président bosniaque et ont affirmé leur satisfaction. Richard Holbrooke, l'artisan du plan de paix de Dayton, certifiait qu'il n'y avait « aucune raison » d'annuler le scrutin. L'amiral Joseph Lopez, commandant des soldats de l'OTAN, s'est dit « extrêmement satisfait et très fier » du déroulement du scrutin. Le président Izetbegovic a tout de même insisté sur « de graves irrégularités dans l'entité serbe », précisant qu'il ferait « part de ses inquiétudes » lorsque les preuves auraient été réunies.

« APARTHEID » Rien ne semble devoir ébranler la certitude occidentale que les élections ont eu lieu dans les meilleures conditions possibles, et qu'elles sont, selon l'expression de Bill Clinton, un « remarquable pas en avant » après quatre années de guerre. Carl Bildt, « content et c'est normal », a cependant noté que « cette satisfaction ne repose pas sur une analyse approfondie du scrutin ».

« Nous avons été trompés », disaient les réfugiés musulmans, tenus à l'écart de leurs villes et de leurs maisons. Les bureaux de vote étaient fréquemment installés dans les faubourgs ou parfois en rase campagne, avec la bénédiction de l'OTAN et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), soucieux d'éviter des affrontements interethniques. Lorsqu'ils ont compris cette situation, beaucoup de réfugiés ont refusé de monter dans les autobus mis à leur disposition. « Un trajet en bus, une escorte militaire, un vote dans un endroit désert, un nouveau trajet en bus, et de nouveau, la séparation ethnique, dans la discipline et



l'ordre », raconte un observateur européen. « Ce furent de véritables élections-apartheid », conclut-il. Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) n'a pas caché sa déception. « Si c'est dû à la peur, à un sentiment d'apathie ou au sentiment que la force de la séparation ethnique ne peut pas être vaincue, ce n'est pas bon », a commenté un porte-parole.

Le report du scrutin municipal au mois de novembre a également contribué à la défection des réfugiés musulmans. Non seulement ce n'était pas un vote de retour provisoire vers une maison, mais ce n'était pas non plus un vote de retour hypothétique vers une ville. Le scrutin ne permettait pas de révéler d'être un maire musulman dans une ville « purifiée », devenue serbe. Les Musulmans

furent découragés, souvent écon-

nés. Les Serbes se sont en revanche fortement mobilisés. L'accord de Dayton a fait de la République serbe (RS) une entité de la Bosnie-Herzégovine, et le Parti démocratique serbe (SDS) ultranationaliste veut le transformer en État. Le taux de participation en RS aurait atteint 85 %, selon des informations du gouvernement séparatiste de Pale. « Les premières estimations montrent que le peuple serbe a voté pour la RS, exprimant le souhait de vivre de manière autonome », a annoncé un vice-premier ministre triomphant. Les réfugiés serbes sont revenus de Serbie afin de participer à la « serbisation » de la RS, sans considération pour l'endroit où ils vivaient avant la guerre. Une large

victoire du SDS est attendue par les observateurs. La période post-électorale pourrait être perturbée par de multiples contestations. L'appel du SDA à une annulation partielle du scrutin en a été la première illustration, puis les Serbes ont arrêté dimanche le dépouillement des bulletins durant quelques heures, mécontents. L'OSCE craint une contestation soit globale, soit ville par ville. Une contestation soit d'ordre moral, à cause d'une élection trop marquée par le séparatisme ethnique, soit pour des motivations plus discutables, si tel ou tel parti n'est pas satisfait de son score. L'argument moral pourrait également masquer des autres motivations, dans un pays où les partis dominants (le SDS serbe, le HDZ croate et le SDA musulman) ne sont pas prêts à accepter la perte de la moindre parcelle de pouvoir.

PRÉSIDENT TRICÉPHALE

Les résultats de l'élection présidentielle pourraient être annoncés lundi soir. Ensuite, le dépouillement et le contrôle des bulletins pour les élections législatives et cantonales se poursuivra pendant cinq à six jours.

La présidence de Bosnie-Herzégovine sera tricéphale et devrait accueillir, sans surprise, les leaders des partis nationalistes (le Musulman Alija Izetbegovic, le Serbe Momcilo Krajisnik et le Croate Kresimir Zubak). Ce sera la présidence commune des trois ennemis. Les premières réunions doivent avoir lieu fin septembre, en terrain neutre, à New York, où les trois présidents élus seront présents à l'Assemblée générale des Nations unies. Ensuite, nul ne sait quand ils se rencontreront à nou-

veau. M. Krajisnik, un séparatiste intransigeant très lié à Radovan Karadzic, a affirmé qu'il refusera de venir à Sarajevo, capitale de l'Etat de Bosnie-Herzégovine située du côté « musulman » de la ligne de front. Il n'est d'ailleurs pas évident qu'Alija Izetbegovic puisse, sans attirer les foudres de la population et de son parti, recevoir Momcilo Krajisnik dans une ville dont il fut l'un des plus actifs commanditaires du siège et des bombardements.

La journée électorale a également marqué le retour de Richard Holbrooke, désormais célèbre banquier new-yorkais, sur la scène ex-yougoslave. Le négociateur de Dayton était venu inspecter le scrutin. Il a préconisé la tenue prochaine d'un « mini-Dayton » afin d'« améliorer le processus de paix ». Il a également, pour la première fois, soutenu l'idée d'une présence militaire occidentale au-delà du mois de décembre. « On ne peut pas passer de 60 000 soldats à zéro sans risque d'une désintégration rapide », a-t-il dit.

L'intervention de Richard Holbrooke a lieu alors que les Européens soutiennent l'idée française d'un « plan de consolidation de la paix » de deux ans en Bosnie-Herzégovine, qui aurait notamment pour objectifs le retour des réfugiés dans leurs foyers, la reconstruction du pays et l'émergence d'une nouvelle classe politique, en vue de prochaines élections générales. L'automne 1998. Les Bosniques, quant à eux, s'interrogent encore sur le genre de pays qui est supposé émerger des élections de samedi.

Rémy Ourdan

Les présidents bosniaque et serbe vont se rencontrer à Paris

Dans le cadre de la normalisation des relations entre Belgrade et Sarajevo, les présidents serbe et bosniaque, Slobodan Milosevic et Alija Izetbegovic, doivent se rencontrer d'ici trois semaines à Paris, a annoncé, dimanche 15 septembre, le diplomate américain Richard Holbrooke.

La Bosnie-Herzégovine et la République fédérale de Yougoslavie (RFY, qui regroupe la Serbie et le Monténégro) se sont reconnues après l'accord de Dayton, signé il y a neuf mois, mais n'ont pas encore établi de relations diplomatiques. Une plainte pour génocide, déposée par Sarajevo contre Belgrade devant la Cour internationale de justice de La Haye, et le règlement de la succession de l'ex-Yougoslavie, sont les principaux problèmes qui entravent les relations entre les deux pays. - (APF)

A Srebrenica, un seul votant musulman parmi les fantômes

La ville-symbole du martyre bosniaque est devenue entièrement serbe

SREBRENICA

(Bosnie orientale)

de notre envoyé spécial
C'est un bureau de vote presque inaccessible, au bout d'un sentier forestier qui longe une rivière, au bout du monde. Il est convenu que les autobus et les voitures s'arrêtent en bordure de la route de Milici, puis que les gens traversent un pont en bois branlant, avant de s'enfoncer dans la boue du chemin. Il faut marcher, glisser, s'enfoncer. Enfin, dans le garage d'une maison particulière, des assesseurs serbes attendent les électeurs. Aucun soldat de l'OTAN n'est visible dans les environs. Aucun policier de l'ONU ne patrouille alentour. La station de vote fantôme de Zutica est réservée aux Musulmans de Srebrenica, ville-symbole du martyre bosniaque. Les Serbes l'ont installée à 50 kilomètres de la ville, tandis qu'eux votent paisiblement à Srebrenica.

Ailleurs en Bosnie-Herzégovine, les rares Musulmans se sont avancés en territoire serbe, vers leurs anciens villages, ont évacué les vacances, les bureaux introuvables, cachés loin des bourgs. Près de Zvornik, le bureau de vote a été ouvert dans une mosquée détruite. A Bratunac, ce fut à l'intérieur de deux vieilles écoles qui servaient, en 1995, de camps de détention, pour les Musulmans de Srebrenica qui gisent aujourd'hui dans les charniers. « Les hommes de Srebrenica ont été radicalement rayés du corps électoral en juillet 1995 », commente amèrement un diplomate, et maintenant les femmes et les vieux doivent subir de pareilles humiliations. Une honte... Ces bureaux de vote avaient tous été accédés par l'OSCE.

A Zutica, il n'y a pas de tel témoignage, pour la simple raison qu'il n'y a pas de Musulman. « Un seul Musulman est venu voter ce matin, son visage tremblait un peu, dit le Serbe posté à la porte, un sourire aux lèvres. Les autres ? Nous les attendons. Je doute qu'ils viennent... » L'unique électeur musulman du district de Srebrenica fut-il un courageux aventurier ? Un fou ? Quelqu'un croit qu'il bénéficierait d'un laissez-passer d'une organisation internationale, il n'en est pas sûr. Peu importe. « C'était amusant de voir un Musulman, après ces quatre années de guerre », confie Alexander, qui avait accepté d'être scrutateur afin de « passer une journée au zoo ».

Avant la guerre, Srebrenica était une ville multiculturelle où la majorité musulmane et la minorité serbe vivaient ensemble. L'église orthodoxe côtoyait une jolie mosquée. Au cours des trois années de siège, la ville a connu d'intenses bombardements, mais l'église et la mosquée ont survécu. Aujourd'hui, un an après la conquête de l'enclave par l'armée serbe, l'église a été rénovée, flam-

boyante, et la mosquée a disparu, dynamitée. Srebrenica est désormais absolument serbe.

« Notre souhait était que les Musulmans s'en aillent, car il est impossible de vivre ensemble », indique Dane Kananic, le délégué du Parti démocratique serbe (SDS). L'évocation des tueries systématiques et des charniers agace M. Kananic. « Dix morts ? Cent morts ? Qu'est-ce qu'une tuerie ? C'est une notion relative ».

Puis Srebrenica s'agite, au rythme des autobus qui arrivent. Ceux-là transportent des milliers de Serbes de Bosnie qui, réfugiés

abords du bureau de vote. Des Serbes, qui n'avaient souvent pas vécu à Srebrenica et n'y vivront sans doute jamais, votent tranquillement.

« NUMÉRIQUES »

Plus loin, dans les faubourgs, à Potocari, l'ancien camp de l'ONU affiche toujours un « UN Headquarters : Dutchbat », le QG du bataillon néerlandais. C'est là qu'un colonel de la Forprom avait travaillé avec le général Ratko Mladic, devant des caméras de télévision, tandis que ses « casques bleus » aidaient les soldats serbes à sépa-

poser une trentaine de vieux Musulmans. Certains paraissent avoir peur. Un champ, de l'autre côté de la route, recèle des centaines d'exécutes de 1995. Les enquêteurs de l'ONU ont déjà exhumé des corps vêtus de vêtements civils, les mains liées dans le dos, une trace de balle sur l'os de la nuque... Muharem, un Musulman, a quitté Srebrenica il y a quatre ans, et n'a donc connu ni le siège ni la défaite. « J'ai rencontré des amis serbes, dit-il, et j'ai senti qu'ils étaient contents de me voir. Bientôt, nous vivrons à nouveau ensemble ».

A Zutica, au bout du sentier forestier, aucun Musulman ne vient perturber la quiétude des lieux. Les Serbes continuent de parler de leur unique électeur comme d'une bête curieuse. Les observateurs de l'OSCE sont un peu gênés, ils ne parviennent pas à remplir le questionnaire qui doit servir à la validation des élections bosniaques. Bientôt, ils repartent vers une autre station de vote. « Nous ne restons qu'une demi-heure à chaque endroit, dit un observateur. Nous devons visiter douze stations. » Son camarade, Leendert, sourit. Son badge indique son origine néerlandaise. « Oui, c'est un retour en Bosnie », confie-t-il. Il ne dément pas avoir servi comme « casque bleu » au sein du Dutchbat à la sombre réputation. Puis il se tait, mystérieux. « Faisons là. Pas quand Srebrenica est tombée aux mains des Serbes. Avant. Il y a longtemps... » Il fuit la conversation.

La pluie tombe sur la Bosnie orientale, violente, ruisselant sur les routes et dans les prés. Le vent souffle. L'ampleur du vote serbe et l'absence de vote musulman devraient entériner la « purification ethnique ». Elle ne sera toutefois pas complètement effacée car, autour de Srebrenica, les fantômes de la guerre rôdent encore.

R.O.

Avis d'appel d'offres international

La Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un Appel d'Offres pour la fourniture d'insecticides, d'herbicides et d'appareils pulvérisateurs, pour le traitement des cultures cotonnières au Burkina Faso, campagne agricole 1997/98 en cinq lots :

Lot A Insecticide binaire acaricide en formulation EC 480 000 litres
Lot B Insecticide binaire aphicide en formulation EC 100 000 litres
Lot C Insecticide aphicide simple en formulation EC 20 000 litres
Lot D Insecticide coton 100 000 litres
Lot E Appareils pulvérisateurs TBV 16 000 unités

Date limite de dépôt des offres : 16.10.96 à Bobo Djoulasso (Burkina Faso)

Cahier des charges :

renseignements et retrait du dossier, au prix de 1 000 FF chez :

- SOFITEX - BP 1850 Ouagadougou : Tél : 30 24 52 & 53 - Fax 34 02 20

- SOFITEX - BP 147 Bobo Djoulasso : Tél : 97 00 24 & 25 - Fax 97 00 23

- Compagnie Française pour le développement des fibres Textiles CFTD (attention Direction du Développement Rural)

13 rue de Monceau 75008 Paris - Tél : 42 99 54 52 - Fax 42 99 53 24

Les Quinze divisés sur les aides à apporter aux éleveurs

La crise de la « vache folle » voit l'UE sombrer dans le « chacun pour soi »

Les solutions proposées par la Commission européenne pour aider les éleveurs frappés par la crise de la « vache folle » devaient être examinées lundi 16 et mardi 17 septembre par le conseil des ministres de l'agriculture des Quinze. Elles se heurtent au groupe de pression des cétariers et au « chacun pour soi » des gouvernements.

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Les éleveurs de l'Union européenne, victimes des effets de l'épidémie d'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine, ou maladie de la « vache folle »), tournent maintenant leurs regards vers Bruxelles où se réunissent, lundi 16 et mardi 17 septembre les ministres de l'agriculture des Quinze. C'est vrai, en particulier, pour les Français, en première ligne avec leurs « brouillards », ces animaux de sept à neuf mois qui arrivent sur le marché, mais qui, du fait de l'ESB, ne trouvent plus preneurs à l'exportation, leur débouché traditionnel. Cependant, personne n'est d'accord sur la marche à suivre, personne ne joue le jeu. La solidarité, qu'il s'agisse des gouvernements ou des agriculteurs entre eux, semble un vain mot : bref, les ingrédients paraissent réunis pour que les éleveurs soient déçus et que la réunion tourne court, laissant la porte ouverte à des dérapages.

Dans le cas de figure le plus vraisemblable, les ministres se séparent sans avoir été capables de décider autre chose qu'un nouveau rendez-vous, aggravant la colère paysanne. Sachant que l'automne serait difficile, Franz Fischler, le Commissaire responsable, a présenté avant l'été une série de propositions, reposant sur deux idées principales : 1) la consommation de viande ayant baissé, il importe de réduire la production pour rendre possible le redressement des cours ; 2) les caisses du budget européen étant vides, ces mesures d'assainissement, qui coûteront cher (1,3 milliard d'euros, soit environ 8 milliards de francs en 1997), devront être prises en charge par la solidarité professionnelle.

En d'autres termes, les cétariers et les producteurs d'oléagineux, aujourd'hui très à l'aise grâce à la

fermeture du marché, seront invités à mettre la main au portefeuille. Ces mesures, pourtant cohérentes, ont suscité un tollé, les plus déchaînés, qui ont été les assassins, étant les cétariers, notamment la française et prospère AGPB (Association générale des producteurs de bœuf).

La Grande-Bretagne entend sonder ses partenaires sur un assouplissement de l'embargo

Le Parlement européen s'est fait l'écho efficace de cette protestation. En l'absence de son avis, les ministres ne peuvent pas décider ; ainsi le veut la procédure. Aussi, au début du mois, suivant la recommandation de sa commission de l'agriculture, présidée par Christian Jacob, élu d'une grande région céréalière, le Parlement a-t-il refusé d'examiner en urgence les propositions de la Commission. M. Jacob ne cache pas l'antipathie que suscite chez lui le volet financier de ces propositions. Il conteste l'analyse des experts bruxellois, selon laquelle les céréales, du fait de la flambée des prix sur le marché mondial, auraient été surpayés au cours des trois ou quatre dernières années, sensiblement plus que ne le programmaient les règles édictées au moment de la réforme de la PAC.

Le Parlement, qui a convoqué une commission d'enquête pour évaluer les responsabilités des uns et des autres dans la crise de la « vache folle », (oubliant les siennes, à savoir une quasi-inexistence pendant des mois), joue aujourd'hui les fauteurs de guerre.

Que résultera-t-il de ce blocage ? Quels en seront les victimes ? Assurément d'abord, les éleveurs. Pour décharger le marché, la Commission propose d'abattre 500 000 brouillards et d'en stocker la viande. Mais pour rendre l'opération possible, il est nécessaire que le Conseil relève de 400.000 à 700 000 tonnes le volume de viande pouvant faire l'objet d'achats d'intervention. Plusieurs États membres, dont l'Allemagne, y sont hostiles.

Le blocage actuel ne pourra cependant pas durer : les achats publics de viandes destinées à être stockées dépassent déjà les 300 000 tonnes, si bien que le seuil de 400 000 tonnes autorisé sera bientôt atteint. Si rien n'est fait pour le relever, l'intervention, principale bouée de sauvetage sur un marché privé de ses débouchés, pourrait être stoppée net dès octobre, la recette la plus sûre si l'on veut provoquer une explosion.

La situation sur le front sanitaire trouvera les ministres tout aussi divisés. Les entraves à la libre circulation des farines et des abats en provenance d'autres États membres, décidées par la France, constituent des infractions aux règles du marché unique et risquent donc d'être contestées. Par ailleurs, la Grande-Bretagne entend sonder ses partenaires sur un assouplissement de l'embargo décrété par l'Union contre ses exportations de viandes et de produits dérivés. Comment réagirait-elle, si comme on peut le prévoir, la réponse est négative ? Les débats se déroulent, de surcroît, dans une ambiance déféctive. Certains, pour des raisons parfois bien troubles, cherchent à faire porter le chapeau de la crise aux dirigeants de la Commission européenne, quitte à faire, une fois de plus, le lit des anti-européens.

Philippe Lemaître

Devancé par M. Clinton dans les sondages M. Dole, serein, joue son va-tout

A cinquante jours de l'élection présidentielle américaine, le candidat républicain veut recentrer sa campagne en insistant plus encore sur l'économie et les valeurs morales

WASHINGTON

de notre correspondant

Déjà toute logique électorale pour un candidat que son adversaire devance dans les sondages de quinze à vingt points, le républicain Bob Dole fait campagne le cœur léger, en affichant une sérénité déconcertante. A cinquante jours de l'élection présidentielle, il s'apprête pourtant à jouer son va-tout, après avoir radicalement repensé sa stratégie.

L'humour de l'ex-sénateur du Kansas – son inconscience, selon certains – prend parfois une tournure surréaliste. En campagne dans l'Ohio, il fait une étape dans un cimetière et y évoque l'inscription qu'il aimerait voir figurer sur sa pierre tombale, ce qui n'est pas forcément le meilleur moyen de faire oublier ses soixante-trois printemps. Il parle aussi volontiers de ce que sera sa vie s'il perd l'élection présidentielle et dit de sa femme Elizabeth, présidente de la Croix-Rouge, qu'elle ferait elle-même un excellent président des États-Unis : « Moi, je pourrais m'occuper de la Croix-Rouge », sourit-il. Lorsqu'on lui demande quel poste le général Colin Powell pourrait occuper dans son administration, il répond : « N'importe lequel. Même le mien, s'il veut ». Bref, reconnaissait samedi Pat Robertson, l'un des leaders de la droite religieuse, devant l'assemblée annuelle de la Christian Coalition, « il faudrait un miracle » pour élire Bob Dole le 5 novembre.

ELECTORAT VOLATIL

Ce miracle, Bob Dole y croit. Selon l'un de ses amis et conseillers, il est convaincu que les sondages ne reflètent pas la réalité et que l'écart qui le sépare de Bill Clinton est plus proche de huit ou dix points que de quinze à vingt. Il sait aussi que l'électorat est extrêmement volatil et que Bill Clinton ne peut être dès aujourd'hui assuré de la victoire. Après avoir changé, il y a une dizaine de jours, ses conseillers en communication, le candidat républicain a décidé de recentrer sa campagne sur trois thèmes : l'économie, la perte des valeurs qui a suscité une augmentation de la consommation de drogue et de la criminalité juvénile, et la crédibilité morale du candidat Dole comparée à celle du candidat Clinton. Grâce à ces trois thèmes, qu'il va marteler dans une avalanche de spots télévisés, puis à l'occasion des débats présidentiels qui doivent bientôt l'opposer à Bill Clinton, Bob Dole

espère qu'il aura suffisamment remonté la pente dans les sondages au niveau national pour, durant les quatre dernières semaines de la campagne, pouvoir concentrer sa force de frappe télévisée dans les États jugés cruciaux pour une victoire républicaine.

L'économie est sans doute la partie la plus ardue pour Bob Dole, puisque son plan économique, lancé début août, devait être le fer de lance de sa campagne. Au cours d'une réunion récente avec un groupe de conseillers, surnommés « les barbes grises » car il s'agit d'amis de longue date de l'ancien sénateur qui se réunissent régulièrement avec lui pour placer « les jeunes responsables de la campagne sous la surveillance d'adultes », un constat d'échec a été dressé. « Nous sommes tous tombés d'accord sur le fait que le travail d'explication du plan économique avait été exécrable », confie Robert Ellsworth, ancien élu du Kansas et ex-haut responsable de l'administration, qui participait à cette réunion. On s'est contenté de le présenter comme un bonus de 2 000 dollars que chaque électeur pourrait empocher grâce à la réduction d'impôts de 15 %.

Les autres aspects du plan, en particulier son impact sur la relance de la productivité et la nécessité d'une croissance économique plus forte, qui auraient pu faire l'objet d'un vrai débat de fond, ont été omis, de même qu'une explication détaillée et crédible de la façon dont Bob Dole entendait parvenir à l'équilibre budgétaire tout en faisant baisser les impôts. Résultat : les électeurs n'ont pas mordu à l'hameçon, restant sceptiques sur ce qui leur est apparu comme une réédition du « demain, on rase gratis ». Il est donc impératif de clarifier le message économique.

En testant diverses idées sur des groupes représentatifs de l'opinion publique, ces « focus groups » sans lesquels plus une seule campagne n'est menée aux États-Unis, les sondages de l'équipe Dole ont par ailleurs constaté que la peur de la drogue et de la criminalité juvénile restaient des thèmes très porteurs. Les deux fleaux ayant enregistré une hausse sous l'administration Clinton, malgré une baisse générale de la criminalité, M. Dole va donc mettre l'accent sur la « crise morale » qui, à ses yeux, frappe l'Amérique de Bill Clinton. L'apparition surprise, samedi 14 septembre, de Bob Dole aux côtés de

Pat Robertson devant quatre mille partisans de la Christian Coalition, alors que le candidat républicain avait jusqu'ici pris soin de ne pas apparaître comme l'otage de la droite religieuse, montre qu'en ce domaine l'offensive est déjà lancée.

L'ÉPREUVE DU FEU

Enfin, le seul terrain sur lequel Bill Clinton soit toujours resté vulnérable dans les sondages qu'il compare à Bob Dole est celui de sa personnalité : perçu comme un homme à principes, l'ancien sénateur du Kansas inspire davantage confiance, lui qui a subi l'épreuve du feu et a courageusement survécu à ses blessures. C'est cet aspect de la biographie de M. Dole qui a été retenu dans un spot télévisé que les Américains vont découvrir sur leurs écrans et où le général Powell vante « les convictions, le caractère et la compétence » du candidat républicain. Parallèlement, aucun des points faibles de Bill Clinton ne devrait être négligé. Alors que M. Dole, régulièrement, s'étend sur la biographie de M. Dole qui a été retenu dans un spot télévisé que les Américains vont découvrir sur leurs écrans et où le général Powell vante « les convictions, le caractère et la compétence » du candidat républicain. Parallèlement, aucun des points faibles de Bill Clinton ne devrait être négligé.

Sur un autre front, M. Dole semble avoir réussi à persuader les élus républicains du Congrès de cesser de voter des lois que Bill Clinton se fustige de promouvoir aussitôt en les reprenant à son compte. Soucieux, eux aussi, de se faire réélire lors des législatives organisées en même temps que le scrutin présidentiel, les membres du Congrès ont intérêt à ce que leur bilan législatif soit aussi fourni que possible. Malheureusement pour Bob Dole, chaque loi votée et promulguée fait monter Bill Clinton dans les sondages. Selon toute vraisemblance, la proposition de loi républicaine visant à lutter contre l'immigration clandestine ne sera donc pas adoptée au cours de cette session. Une épine de moins dans le pied de Bob Dole, mais ce n'est pas la dernière : le candidat indépendant Ross Perot tient beaucoup à jouer les trouble-fête dans les débats télévisés, ce que son concurrent républicain veut à tout prix éviter.

Sylvie Kauffmann

Les postfascistes italiens en tête de la croisade contre la « Padanie »

VENISE
de notre envoyé spécial

Que retiendrez-vous de ce dimanche 15 septembre ? La petite foule – 15 000 à 50 000 personnes, selon les estimations – qui était réunie à Venise pour entendre le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, proclamer l'indépendance de la « Padanie » ? Ou la manifestation de la droite organisée par l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, qui a rassemblé 150 000 personnes, à Milan, au cœur de cette Italie du Nord, pour soutenir l'unité de la patrie menacée par les sécessionnistes ? Le mouvement héritier des néofascistes du MSI s'est placé à la tête du mouvement contre les « sécessionnistes ». « L'Italie est ici. Elle ne se laissera pas insulter et elle ne sera pas divisée », s'est écrié Gianfranco Fini à Milan. Les journaux italiens de lundi ne s'y sont pas trompés qui titrent sur le fiasco d'Umberto Bossi et le succès de l'Alliance nationale.

Romano Prodi, le chef du gouvernement de centre-gauche, en a profité pour relancer le fédéralisme, qui doit apporter une réponse concrète et politique aux problèmes réels du nord du pays. La majorité aurait sans doute tort de se réjouir trop vite de l'échec relatif de la Ligue, si celui-ci profite à l'Alliance nationale.

A Venise, on était loin de ces considérations politiques. Même relativement peu nombreux, les manifestants avaient l'impression de participer à un moment historique : pour la première fois, les peuples de la « Padanie » se voulaient « maîtres de leur destin ». « J'en ai vu de toutes les couleurs, mais, aujourd'hui, je suis vraiment ému », reconnaissait le « Senator » Bossi au moment où il annonçait la composition du « gouvernement provisoire » de la « Padanie ».

Quelques minutes auparavant, il avait prononcé la formule fati-

dique : « La Padanie est une République fédérale, indépendante et souveraine ». Le drapeau tricolore italien était alors remplacé par l'emblème vert et blanc du nouvel État. C'était le point d'orgue des fêtes pour l'indépendance du Nord, qui avaient duré trois jours. Les sirènes des bateaux se mêlaient aux cris des militants. Le rite était accompli.

DÉCHAÎNÉS

La Sérénissime était le décor idéal pour un tel événement. Mais, en même temps, tout s'est passé comme si chacun comprenait que la ville en a vu d'autres. Comme chaque dimanche, touristes et piétons prenaient d'assaut une place Saint-Marc menacée par un début d'acqua alta. Les couleurs étaient peut-être plus vives, mais les « Padaniens » n'en étaient pas les seuls responsables. Les chemises vertes des militants de la Ligue croisaient les maillots couleur amarante des supporters du Torino, venus encourager leur équipe. Le tout sous le fond bleu foncé des uniformes des innombrables carabinieri mobilisés pour l'occasion. Il fallait encore ajouter les visiteurs de la Biennale d'architecture, qui ouvrait ses portes le même jour, sans parler d'un tournoi international de golf, de plusieurs congrès de médecins et, naturellement, des diverses manifestations anti-sécession qui se déroulaient dans Venise comme dans le reste du pays.

Quant au maire de Venise, Massimo Cacciari, il avait invité ses administrés à rester chez eux. Au lieu de ce dimanche ordinaire dans la cité des Doges, les quelques milliers de légistes déchaînés dénonçaient la division dans l'indifférence plus ou moins générale. « On ne peut plus négocier avec eux, les Italiens. Désormais, combattre est la seule solution », soutenait un manifestant brandissant un drapeau revu et

corrigé par la Ligue : le lion vénitien armé d'une épée pose l'autre patte sur le livre ouvert, « comme au temps où la Sérénissime entraînait en guerre ».

Dans sa déclaration d'indépendance, Umberto Bossi a expliqué justement pourquoi le Nord devait prendre ses distances par rapport à « l'Italie colonisatrice », un « État oppresseur qui exploite économiquement », qui utilise les « ressources du Nord comme une sécurité sociale mafieuse en faveur du Sud ». Des propos souvent répétés mais qui, cette fois-ci, entrent dans un projet global. La Ligue du Nord a, en effet, rédigé une « constitution de transition » en vue de l'indépendance qui devrait entrer en vigueur après un an de « pourparlers » avec Rome. Le temps nécessaire pour mettre au point le « partage consensuel ».

Le texte explicite le fond même de la pensée léguiste. En « Padanie », toute activité publique devra être exercée par les citoyens du cru, que ce soit dans le système scolaire, judiciaire, fiscal ou policier. En entendant ces mots, les militants ont laissé éclater leur joie ; ils croyaient en avoir fini avec ces « occupants de Méridionale ». Reste qu'il ne sera pas difficile de devenir citoyen de « Padanie » : seule obligation, annonce la « constitution » – qui se veut démocratique –, « être ressortissant d'un État de l'Union européenne et résider déjà depuis cinq ans » dans le Nord. Afin que tout soit clair, le nouvel État demandera son adhésion à toutes les instances internationales.

Clin d'œil de l'histoire ? L'hymne « national » de la « Padanie » n'est autre que le chœur des exilés de Nabucco de Verdi, *Va pensiero*, considéré jusqu'ici comme l'un des chants de l'unité italienne.

Salvatore Alotse

Dijon

plus que jamais ville de congrès!



Le nouveau Palais des Congrès et le Parc des Expositions de Dijon construisent un vrai et moderne site de 31 000 m² en centre ville, dans le cœur de la ville.

PALAIS CONGRÈS • EXPOSITIONS
DIJON BOURGOGNE

Washington demande à Bagdad de démanteler ses rampes de missiles au sud du 33^e parallèle

Le secrétaire américain à la défense, William Perry, consulte les Européens

Les Etats-Unis ont répliqué à l'annonce à Bagdad de l'arrêt des tirs de missiles contre les avions américains survolant le territoire ira-

kien, en exigeant de l'Irak le démantèlement des rampes de lancement situées au sud du 33^e parallèle. Washington continue ses prépa-

ratifs militaires dans l'éventualité d'une frappe, mais certains pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite, se montrent réservés.

WASHINGTON a exigé de l'Irak, dimanche 15 septembre, le démantèlement de ses rampes de lancement de missiles sol-air et de ses radars installés au sud du 33^e parallèle. C'est « le seul moyen pour l'Irak d'éviter une frappe », a déclaré William Perry, le secrétaire à la défense, en tournée dans le Golfe, et qui devait rencontrer, lundi 16 septembre, à Londres, Charles Millon, le ministre français de la défense, et son homologue britannique. Samedi, M. Perry avait créé la confusion en annonçant que six missiles irakiens avaient été tirés contre des avions américains patrouillant au-dessus de l'Irak. Il avait évoqué « une très forte riposte », avant que, le lendemain, le Pentagone démentisse cette information.

Bagdad avait annoncé, vendredi, l'arrêt « jusqu'à nouvel ordre » des tirs contre les avions occidentaux chargés de la surveillance aérienne du pays. M. Perry avait réagi en indiquant que cette mesure n'était pas « suffisante ». Au lendemain des bombardements américains qui avaient suivi l'entrée des troupes irakiennes dans la ville d'Erbil, dans le Kurdistan irakien,

Saddam Hussein avait annoncé qu'il ne respecterait plus les zones d'exclusion aérienne au nord et au sud du pays. Venu convaincre les pays du Golfe de se rallier à la stratégie anti-irakienne des Etats-Unis, M. Perry s'est rendu en Arabie saoudite dimanche, mais le royaume wahhabite a indiqué qu'il n'entendait pas prêter son concours à une opération militaire contre Bagdad. Le ministre de la défense, le prince Sultan, a même indiqué qu'il ne s'attendait pas à une nouvelle frappe américaine compte tenu de la position « raisonnable » de l'Irak à propos des tirs de missiles.

Les Etats-Unis évacuent leurs collaborateurs

Les Etats-Unis ont commencé, dimanche 15 septembre, à évacuer vers l'île de Guam, dans l'océan Pacifique, via la Turquie, leurs collaborateurs qui vivaient dans le nord de l'Irak et leurs familles, soit environ 2 500 personnes, pour la plupart kurdes. Les réfugiés devaient demeurer deux à trois mois dans l'île, où les Etats-Unis disposent d'une base militaire, avant d'être acheminés vers le territoire américain. En outre, la CIA, pour laquelle travaillaient probablement une partie des réfugiés, avait investi environ 100 millions de dollars, depuis 1991, dans une opération secrète d'aide aux dissidents kurdes et irakiens pour renverser Saddam Hussein, a révélé, dimanche, le Washington Post. — (AFP, Reuters)

Malgré le geste de l'Irak, les Etats-Unis ont donc continué, samedi et dimanche, les préparatifs militaires pour une éventuelle opération. Alors que Bahrein a donné son accord, dimanche, pour le stationnement d'avions américains sur son sol, les Etats-Unis attendaient toujours, lundi, celui du Koweït pour y déployer trois mille soldats supplémentaires.

INQUIETUDES DES PAYS ARABES
Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, le chef de la diplomatie koweïtienne, a fait publiquement état des réserves de son pays, qui accueille déjà, depuis vendredi, des bombardiers furtifs américains F-117,

en indiquant que « les forces terrestres ne traverseront pas le territoire koweïtien pour se rendre en Irak ». M. Al-Ahmad Al-Sabah participait à la réunion informelle de onze pays arabes au Caire — dont l'Irak — présidée par le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Meguid, et au cours de laquelle ont été réaffirmées, selon un responsable de la Ligue, « la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Irak ».

Contrairement aux déclarations américaines de la semaine dernière qui évoquaient une réponse « disproportionnée » aux tirs irakiens, l'ambassadeur américain aux Nations unies, Madeleine Albright, a pris acte de leur arrêt décidé par Bagdad en indiquant que les Etats-Unis ne réagiraient pas « de façon excessive ». « Notre objectif est de nous assurer que Saddam Hussein ne menace pas ses voisins », a-t-elle ajouté. Lundi, M. Perry a quitté le Golfe pour la Turquie, où il pourrait demander aux dirigeants turcs l'autorisation pour les avions américains d'utiliser la base turco-américaine d'Inçirlik, au sud du pays, pour faire des frappes en Irak. — (AFP, Reuters)

Reprise des tirs dans la capitale tchétchène

GROZNY. Un regain de tension, marqué par des tirs et un durcissement des autorités russes, a succédé, dimanche 15 septembre, à trois semaines de calme euphorique en Tchétchénie. Le processus de paix n'en est pas nécessairement compromis : des patrouilles mixtes russo-tchétchènes ont immédiatement entouré la zone proche de l'aéroport, occupé par l'armée russe, où des « combats à l'arme automatique, à la grenade et au mortier ont éclaté dimanche soir », selon le porte-parole indépendantiste Movladi Oudougov. L'enquête sur l'origine des tirs devait être menée conjointement. Mais après l'annonce, jeudi, d'une suspension du retrait des troupes russes de Tchétchénie, le général Alexandre Lebed a accentué ses réserves en estimant, à l'issue d'une réunion au sommet sur la Tchétchénie à Moscou, que les concessions indépendantistes dans la recherche d'un gouvernement tchétchène de coalition étaient « très insuffisantes ». — (Corresp.)

Une majorité de Colombiens demandent la démission du président

BOGOTA. Cinquante-huit pour cent des Colombiens demandent la démission du président Ernesto Samper, soupçonné d'avoir bénéficié d'argent de la drogue pour financer sa campagne électorale, selon une enquête publiée, dimanche 15 septembre, par El Tiempo, influent quotidien de Bogota, proche du pouvoir. Interrogés les 10 et 11 septembre dans les cinq villes principales du pays, les 500 personnes interrogées estiment que le chef de l'Etat, dont la popularité est en baisse, doit imiter le vice-président Humberto De La Calle qui, le 10 septembre, a renoncé à ses fonctions. Les milieux d'affaires sont de plus en plus virulents contre le chef de l'Etat, comme en témoigne la réaction de l'importante Association nationale des institutions financières qui, le 15 septembre, a condamné le projet gouvernemental d'émissions de bons du Trésor pour financer la lutte contre la guérilla. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE

■ NIGER : huit partis politiques d'opposition créent un « Front pour la restauration et la défense de la démocratie », ont-ils annoncé, samedi 14 septembre. Emmené par la Convention démocratique et sociale (CDS) de l'ancien président Mahamane Ousmane, ce « Front » a posé comme préalable à sa participation aux élections législatives du 10 novembre la réhabilitation de l'ancienne Commission nationale électorale indépendante (CENI), dissoute par le pouvoir. — (AFP)

■ NIGERIA : les forces de sécurité ont été mises en état d'alerte, dimanche 15 septembre, dans le nord du Nigeria, en raison de l'agitation dans les milieux fondamentalistes chiites musulmans qui fait suite à des heurts violents avec la police, à Zaria, ayant provoqué la mort de plusieurs personnes. — (AFP)

■ RWANDA : l'embargo sur les armes décrété, en mai 1994, à l'encontre du gouvernement a été définitivement levé, samedi 14 septembre, par le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette mesure reste toutefois maintenue pour les forces non gouvernementales rwandaises. — (AFP)

AMERIQUES

■ ETATS-UNIS : Kenneth Starr, le procureur indépendant qui enquête sur l'affaire Whitewater, a l'intention d'entendre une ancienne prostituée, Sherry Rowlands, et l'ancien conseiller du président Bill Clinton, Dick Morris, rapporte, lundi 16 septembre, l'hebdomadaire Newsweek. Dick Morris a démissionné après la révélation de sa liaison avec Sherry Rowlands à qui il aurait confié quelques secrets de la Maison Blanche. — (AFP)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : un ingénieur allemand en fuite, soupçonné d'avoir été l'une des figures centrales du programme nucléaire militaire irakien, affirme dans l'hebdomadaire Der Spiegel, du lundi 16 septembre, qu'au moins quatre spécialistes de son ancien employeur, MAN-Technologie AG, ont également participé à ce programme. Karl-Heinz Schaub, 62 ans, est recherché pour haute trahison par la justice allemande. Selon Der Spiegel, le parquet de Darmstadt enquête actuellement contre seize dirigeants ou salariés d'entreprises allemandes soupçonnées d'avoir participé à des programmes d'armement irakiens. — (AFP)

■ RUSSIE : Boris Eltsine transmettra le « bouton nucléaire » au premier ministre, Viktor Tchemomyrdine le temps de l'opération qu'il doit subir à la fin du mois, selon une annonce faite par la chaîne de télévision indépendante NTV, citant des sources proches du Kremlin. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le premier ministre Benjamin Nétanyahou a accusé, dimanche 15 septembre, dans un entretien diffusé à la radio publique, le président palestinien Yasser Arafat d'être le responsable historique du développement du terrorisme international. Il lui a notamment reproché d'avoir « mis au point de nouvelles tactiques, comme l'enlèvement d'avions ou leur explosion en plein vol ». — (AFP)

ECONOMIE

■ JAPON : le produit intérieur brut a baissé de 0,7 % au deuxième trimestre 1996 par rapport au précédent, a indiqué l'Agence de planification économique. Pour l'ensemble du semestre, la croissance a été de 3,1 %. — (AFP)

■ ITALIE : l'excédent commercial a progressé au premier semestre avec l'Union européenne (notamment l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne) comme avec le reste du monde, selon l'Institut national des statistiques. Il atteint 28 366 milliards de lires (environ 9,45 milliards de francs). Les exportations ont augmenté de 5,6 %, les importations ont diminué de 0,7 %. — (AFP)

■ ARGENTINE : le Fonds monétaire international a donné son accord de principe au programme économique argentin « révisé » pour la période s'achevant en septembre 1997, qui « préserve les objectifs actuellement visés par l'accord stand-by ». — (AFP)

La Banque d'Angleterre s'inquiète d'une « discrimination » au sein de l'UE

LONDRES. « Pour la première fois, on a introduit dans la discussion sur l'Union monétaire des éléments discriminatoires pour une raison non-monnaire », déclare Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre dans un entretien au Financial Times du lundi 16 septembre, à propos du système Target, qui priverait d'avances quotidiennes en « euros » les banques des pays qui n'adoptent pas la monnaie unique.

M. George estime que « les banques françaises et certaines banques allemandes » ont vu à l'occasion d'obtenir un avantage dans la concurrence. Selon lui, on peut éviter la division entre les pays entrant dans l'Union monétaire et les autres par « un consensus » sur les politiques macro-économiques. Enfin, il juge « moins probable », qu'il y a un an, que l'Allemagne et la France remplissent à temps les critères de la monnaie unique.

Thomas Sotinel

La Conférence de l'entente nationale renforce le chef de l'Etat algérien

Liamine Zeroual lance un appel aux « égarés » islamistes

COMME UNE PARTITION bien réglée par la présidence d'Etat, la Conférence de l'entente nationale qui a rassemblé, pendant deux jours, au Palais des Nations, près d'Alger, un bon millier de délégués de la société politique et civile, s'est achevée, dimanche 15 septembre, en donnant carte blanche au président Liamine Zeroual pour parachever son projet de « démocratie dirigée ».

Les trente-huit partis et organisations qui ont participé à cette rencontre préparée de longue date par les autorités, boycottée par une partie de l'opposition légale, et dont les islamistes radicaux étaient exclus, ont signé un texte qui rejette la violence et souligne « l'adhésion au pluralisme politique et le respect de la Constitution et des lois de la République ».

Le chef de l'Etat, pour sa part, a reconfirmé son engagement à organiser des élections législatives au début de 1997 et un référendum sur

la révision de la Constitution d'ici à la fin de l'année. M. Zeroual a de nouveau demandé aux « égarés » islamistes qu'ils abandonnent la lutte armée, comme il l'avait fait lors de son élection en novembre 1995. Mais aucune personnalité de l'ex-Front islamiste du salut (FIS) n'avait été invitée à faire le déplacement au Palais des Nations, et le parti dissous, à la veille de la réunion, avait posé deux conditions à un éventuel appel à « trêve armée » : référendum sur le rôle des militaires dans la vie politique et libre accès aux médias locaux pour expliquer sa position.

LE VRAI DÉBAT OCULTE

Au-delà de l'unanimité « des délégués », il apparaît aux observateurs que cette rencontre a consacré le grand retour du Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, dans le giron du pouvoir et le triomphe de la ligne conservatrice qui prône les « valeurs arabo-islami-

ques » au détriment de celle des formations qui se réclament plus particulièrement de l'« ouverture démocratique et moderniste ».

La portée de la Conférence laisse sceptique de nombreux Algériens pour lesquels elle n'a servi qu'à renforcer la position de M. Zeroual, en occultant un véritable débat de fond sur la crise algérienne. « Le texte final de la plate-forme n'aura aucun impact sur l'évolution de la société parce qu'il manque de débat approfondi et que les solutions [qu'il propose] manquent de maturité », avertit l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche, figure importante du courant réformateur du FLN. Enfin, si la presse gouvernementale a affiché sa satisfaction, les médias privés, en revanche, n'ont pas caché leur scepticisme. « Une fois de plus, a estimé le quotidien Liberté, les grands perdants seront les gens qui ont voté en masse le 16 novembre 1995. »

Le président togolais a réussi à reconstituer peu à peu son pouvoir

LOMÉ

Le président Gnassingbé Eyadéma, qui a achevé une visite de travail à Paris, où il a été reçu par Jacques Chirac, est en train de cumuler les succès. De nouveau maître d'un gouvernement où l'on retrouve quelques-uns de ses plus fidèles collaborateurs, disposant enfin d'une solide majorité à l'Assemblée nationale, capable de mobiliser des centaines de Togolais dans des « marches de soutien », il semble avoir levé les derniers obstacles qui le séparaient d'une reconquête totale du pouvoir.

Après s'être maintenu par la force face à la vague démocratique qui a déferlé sur l'Afrique, après avoir été élu au scrutin universel en 1993, lors d'un scrutin boycotté par l'opposition, il a mis en place son dispositif pour le scrutin présidentiel de 1998, organisé trente et un ans après sa prise du pouvoir.

Les élections législatives partielles des 4 et 18 août ont permis au Rassemblement du peuple togolais (RPT), l'ancien parti unique, de conquérir, à l'Assemblée nationale,

une majorité absolue qui lui avait échappé lors du scrutin de 1994. M. Eyadéma s'était alors préservé des conséquences de la défaite de ses partisans en divisant les deux principales composantes de l'opposition. Il avait, en effet, désigné au poste de premier ministre l'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Edem Kodjo, dont la formation, l'Union togolaise pour la démocratie (UTD), n'avait remporté que six sièges, contre trente-quatre au Comité d'action pour le renouveau (CAR), dirigé par l'avocat Yawovi Agboyibo.

LE CHOC DE LA DÉVALUATION

M. Agboyibo avait refusé d'appuyer le gouvernement Kodjo, qui ne s'est maintenu pendant deux ans que grâce à l'appui des partisans de M. Eyadéma, tout en continuant de se réclamer de l'opposition. La complexité de la situation a interdit le vote des lois organiques nécessaires à la mise en place des institutions. Cour constitutionnelle, Haute Autorité de l'audiovisuel, Conseil de la magistrature... — prévues par la Constitution de

1992. De remontrances publiques du premier ministre envers le président en tracasseries policières envers les proches de M. Kodjo, cette cohabitation était vouée à l'échec. Avant même l'organisation des élections partielles, l'ancien parti unique avait mis en œuvre une stratégie de débauchage à l'encontre de l'opposition.

De même, les conditions dans lesquelles ont été organisées les élections partielles ont été vivement dénoncées par l'opposition et ont suscité un communiqué très critique de l'ambassade des Etats-Unis. Pourtant, au lendemain de la victoire du RPT, M. Kodjo a abandonné le poste de premier ministre et a été remplacé par Kwassi Klutse, un technocrate apprécié des institutions financières internationales.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, qui tiennent le Togo sous haute surveillance, ont repris leur aide, suivis par la France, au lendemain du scrutin législatif de 1994. Mais ils n'ont pas été suivis par l'Union européenne, l'Allemagne et les Etats-Unis. Or l'économie est mal en point. Paralysé par une grève générale de novembre 1992 à juillet 1993, déstabilisé par la fuite de la population de Lomé lors des affrontements de janvier 1993, le Togo n'est plus la plaque tournante du commerce ouest-africain.

Pendant ces années noires, qui se sont conclues par le choc de la dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, le PIB a reculé de 21 %. Depuis lors, la croissance a juste permis de retrouver le niveau d'avant la crise. Or, le FMI exige que les trous constatés dans les finances des sociétés d'Etat soient comblés. Selon un observateur, ces pon-

Pour vous aider à réussir

Stages intensifs et préparations annuelles

- SCIENCES PO : entrée en 1^{re} et 2^e années.
- GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE : HEC, ESCP et admissions parallèles : bac+2 et bac+3.
- Grands concours juridiques : EBF, CFPV et ENM.
- DROIT, ÉCO : soutien méthodologique universitaire.
- Concours d'entrée en MSTCE.

La confiance - La performance
Enseignement Supérieur Privé
DEPUIS 1954 Tél. 42 24 10 72+ Minitel 3615 ISTHES

Les talibans afghans menacent le régime de Kaboul

Le mouvement des « soldats-étudiants » contrôle tout le sud du pays

La chute de Jalalabad, chef-lieu de la province du Nangahar, dans l'est afghan, tombé, mercredi 11 septembre, aux mains des « soldats-étudiants » islamistes, porte un coup dur au pouvoir en place à Kaboul, qui prêche la « réconciliation nationale ». Les talibans, qui se-

raient soutenus par le Pakistan voisin, où ils disposeraient de bases logistiques, contrôlent désormais tout le sud du pays.

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

La chute de Jalalabad, la grande ville de l'est afghan, est un coup très dur pour les autorités de Kaboul : en s'emparant, mercredi 11 septembre, sans coup d'État, de Jalalabad, les talibans, « soldats-étudiants » islamistes, ont coupé l'axe routier entre le Pakistan et la capitale de l'Afghanistan. Les conséquences de la rupture de ce cordon ombilical qui relie Kaboul à son grand voisin pakistanais n'ont pas tardé à se faire sentir : les prix du pétrole ont augmenté de 50 %, et les biens de première nécessité pourraient prochainement subir le contre-coup de cette déroute.

Ce nouvel épisode de la guerre que se livrent, depuis un an et demi, talibans et forces gouvernementales vient donc renforcer l'isolement du régime de Kaboul, qui ne contrôle plus que la capitale et quelques provinces du Nord-Est et se trouve encerclé au sud et à l'est.

Jalalabad n'était pourtant pas sous contrôle de Kaboul. Depuis la chute de l'ancien régime communiste, en 1992, le chef-lieu de la province du Nangahar était dirigé par une *choura* (conseil) qui réunissait différents partis restés neutres dans l'affrontement fratricide auquel se livraient d'autres organisations issues, elles aussi, de l'ex-résistance antivolontaire. La présence de ce « gouvernement » autonome constituait, malgré tout, une zone tampon bien commode pour Kaboul.

La neutralité de la *choura* de Jalalabad n'était, cependant, plus ce qu'elle était : comme d'habitude en Afghanistan, les chefs locaux avaient fini par se diviser, et l'ancienne « alliance » était déchirée entre



éléments pro-gouvernementaux et pro-talibans, ce qui explique que la ville soit tombée si facilement. Le gouverneur, Haji Kader, a fui Jalalabad et s'est réfugié au Pakistan. L'« ingénieur » Mahmoud, l'un de ses opposants qui l'a remplacé, a été presque aussitôt tué avec plusieurs de ses hommes par une faction pro-Kaboul, à l'extérieur de la ville.

« SANS VRAIE BATAILLE »

Des centaines d'habitants ont quitté la ville et se sont réfugiés à la frontière pakistanaise, qui reste fermée au trafic routier. L'aviation gouvernementale a bombardé, dimanche, l'aéroport et le palais du gouverneur, faisant une dizaine de victimes, rapportent des journalistes pakistanais qui se sont rendus sur place. Les combats avec les

forces gouvernementales ont lieu maintenant sur la route de Sarobi, ville qui commande l'entrée de la vallée de Kaboul.

En réalité, cette nouvelle victoire militaire des talibans n'en est pas vraiment une. Comme lors de la chute de Herat, capitale de l'Ouest afghan, à l'automne 1995, les miliciens musulmans ultra-traditionnalistes se sont emparés d'une ville tombée sans trop de résistance. Et cette fois, il semble que le gouvernement de Kaboul n'ait pas envoyé de troupes pour se porter aux côtés des défenseurs locaux de la ville. « En réalité, les talibans n'ont jamais eu à faire face à une vraie bataille », remarque Ahmed Rashid, journaliste et expert pakistanais des questions afghanes.

L'inevitable montée en puissance des talibans est en train de

faire basculer une grande partie de l'Afghanistan dans leur camp : ils contrôlent désormais tout le sud du pays, depuis la frontière turkmène jusqu'au Pakistan. Le premier ministre afghan, Gulbuddin Hekmatyar, a accusé les talibans d'être venus du Pakistan, où ils possèdent des bases logistiques.

Cette dernière avancée des talibans s'inscrit dans un contexte intérieur difficile pour le gouvernement afghan. Le retour à Kaboul, cet été, de Gulbuddin Hekmatyar a eu des conséquences prévisibles autant que néfastes : l'ex-ennemi juré du commandant Ahmed Shah Massoud et du président Burhanuddin Rabbani a été nommé premier ministre après avoir, pendant des années, écrasé la ville sous son artillerie, faisant des milliers de morts. Il semble pourtant que cette « réconciliation » n'ait guère amélioré les relations entre Massoud et Hekmatyar, le premier, homme fort de l'armée, s'efforçant de mettre des bâtons dans les roues du premier ministre.

La tactique de Kaboul était pourtant claire : en forgeant une alliance spectaculaire avec son ancien rival, le gouvernement voulait montrer que M. Hekmatyar, représentant de l'ethnie pachoune, était prêt à se joindre à la lutte anti-taliban. L'objectif était de réunir autour de lui d'autres membres de cette ethnie qui avait perdu le pouvoir aux profits de Tadjiks lors de la chute de Kaboul aux mains des moudjahidins. Car l'essentiel du soutien des talibans provient des tribus pachounes, qui attendent des étudiants-soldats qu'ils réussissent à « pacifier », sous leur bannière, l'ensemble du pays.

Bruno Philip

Le roi du Cambodge amnistie le Khmer rouge Ieng Sary

LE ROI NORODOM SIHANOUK a accordé l'amnistie au chef des dissidents khmers rouges, Ieng Sary, ont annoncé, samedi 14 septembre, des sources officielles cambodgiennes. Une lettre informant Ieng Sary de la décision du roi devait lui être envoyée par hélicoptère militaire à Battambang, dans le nord-ouest du pays. Agé de soixante-sept ans, Ieng Sary, beau-frère de Pol Pot et considéré comme le numéro deux du régime khmer rouge (1975-1979), avait été condamné à mort par contumace, au lendemain de la mise en place d'un gouvernement pro-vietnamien, pour son rôle dans le génocide qui a fait entre un million et deux millions de morts.

Le roi Sihanouk a signé cette amnistie lors d'une réunion avec les copremiers ministres Hun Sen (ex-communiste) et le prince Norodom Ranariddh (royaliste) qui avaient défendu cette solution auprès de lui pour mettre fin à près de trente ans de guerre civile. La portée de l'amnistie n'est

pas encore connue, mais elle exclut, en tout cas, toute poursuite menée contre Ieng Sary au titre d'une juridiction de 1994 déclarant « hors la loi » le mouvement khmer rouge.

Après avoir fait défection des rangs pol-potistes, début août, Ieng Sary et ses partisans ont manifesté leur volonté de réapparaître dans le paysage politique cambodgien lors des accords de Paris de 1991, en créant un parti politique, le Mouvement démocratique national uni (MDNU). Contrôlant l'essentiel du secteur de Pailin-Phnom-Malae, situé à la frontière avec la Thaïlande, les divisions 415, 430 et 519 qui ont soutenu la dissidence de Ieng Sary, font l'objet d'un « mandat d'arrêt » de la direction du mouvement khmer rouge dont la place forte est désormais réduite au secteur d'Along Veng, dans le nord du pays.

Cette amnistie suit un accord de paix conclu, le 7 septembre, entre le gouverne-

ment royal et Ieng Sary. Aux termes de cet accord, les deux copremiers ministres, le prince Ranariddh et Hun Sen, s'engagent à demander au roi l'amnistie en échange de la reconnaissance par les dissidents khmers rouges du cadre constitutionnel. « Ce groupe a reconnu le gouvernement royal, notamment la loi interdisant les Khmers rouges, et a pris l'engagement que toutes ses forces s'y rallieraient au sein d'un seul Etat, s'étaient alors félicités Hun Sen, grand artisan de ce ralliement.

Si elle devait permettre de hâter le processus de « réconciliation nationale », l'amnistie accordée à Ieng Sary soulève des difficultés, notamment dans la perspective d'un éventuel tribunal jugeant les crimes khmers rouges. Amnesty International avait, ainsi, exprimé son opposition à une telle amnistie, estimant que « l'impunité est l'un des principaux facteurs qui contribuent à la violation des droits de l'homme ». (AFP, Reuters.)

De Pékin à Taïpeh, les Chinois dénoncent les ultranationalistes nippons

Une manifestation à Hongkong fustige l'« occupation » de l'archipel des Senkaku-Diaoyu

PÉKIN

De huit mille, selon la police, à quatorze mille personnes, selon les organisateurs : la manifestation du dimanche 15 septembre, à Hongkong, a probablement été le plus grand rassemblement public dans le territoire depuis la répression de Tiananmen en 1989 à Pékin. A la différence qu'aujourd'hui les protestataires n'avaient pas pris pour cible le régime pékinois, mais dénonçaient les actions des ultranationalistes nippons sur l'archipel des Senkaku-Diaoyu. Des drapeaux japonais ont été brûlés et des déclarations ont été faites, hostiles à « l'impérialisme et au militarisme » nippons.

A Taïpeh, le gouvernement a dû lancer un nouvel appel au calme après qu'un groupe d'une trentaine d'anciens prisonniers de droit commun graciés eut déclaré son intention de monter une expédition afin de faire sauter le phare édifié sur l'un des îlots de l'archipel contesté. Sur le

continent, des écrivains et intellectuels de renom, qui ne sont pas tous des hommes à la botte du régime, ont commencé à faire circuler une pétition qui réclame une action militaire pour mettre fin à l'« occupation » de l'archipel. Selon un activiste chinois en vue, Tong Zen, ils sont soutenus par des vétérans de la guerre sino-japonaise, issus de la prestigieuse académie militaire Huang Pu, berceau des armées communiste et nationaliste chinoises.

ANNIVERSAIRE

Les médias officiels continuent quotidiennement leurs attaques contre le gouvernement japonais, accusé de complaisance envers les extrémistes, « voire de connivence », selon l'expression de l'agence Chine nouvelle. La police a bien tenté de faire comprendre à M. Tong, par une brève détention, qu'il lui fallait mesurer ses propos. Mais elle l'a rapidement remis en liberté.

Ce crescendo de protestations réunit des milieux chinois bien

différents. Outre les prisonniers graciés de Taiwan, on y retrouve des indépendantistes de l'Ile et, à Hongkong, des figures apparues sur la scène publique dans la mouvance critique envers Pékin depuis Tiananmen. Ainsi en va-t-il notamment de Tsang King-shing, qui, il y a sept ans, était en première ligne pour protester contre l'action de l'armée du régime de Pékin qui visait à mater le mouvement pro-démocratique.

Comme pratiquement toujours en Chine, cette effervescence ambiguë est liée à un anniversaire, en l'occurrence celui de l'incident de Moukden, quand, le 18 septembre 1931, les troupes japonaises stationnées en Mandchourie en chassèrent les troupes du maréchal chinois Chang Hsueh-liang, et établirent le protectorat impérial sur la quasi-totalité du Nord-Est sous le nom de Manchoukouo (littéralement, pays des Mandchous), avec, pour souverain-fantôme, l'ex-dernier empereur de Chine, Pu Yi. Ce fut le point de départ de la face asiatique de la seconde guerre mon-


diale et un tournant qui allait révéler l'habileté de l'insurrection communiste pour capter le sentiment nationaliste.

La charge émotionnelle de ce genre de commémoration est telle que l'éditorialiste du quotidien *Ming Pao*, à Hongkong, qui semble s'être rapproché de Pékin à cette occasion, a lancé, à l'intention du président taïwanais Lee Teng-hui, un avertissement à ne pas se comporter « en moderne Pu Yi » qui autoriserait la création d'un « *Taiwankouo* » dans son île - sous-entendu, en « vendant » sa souveraineté à l'étranger.

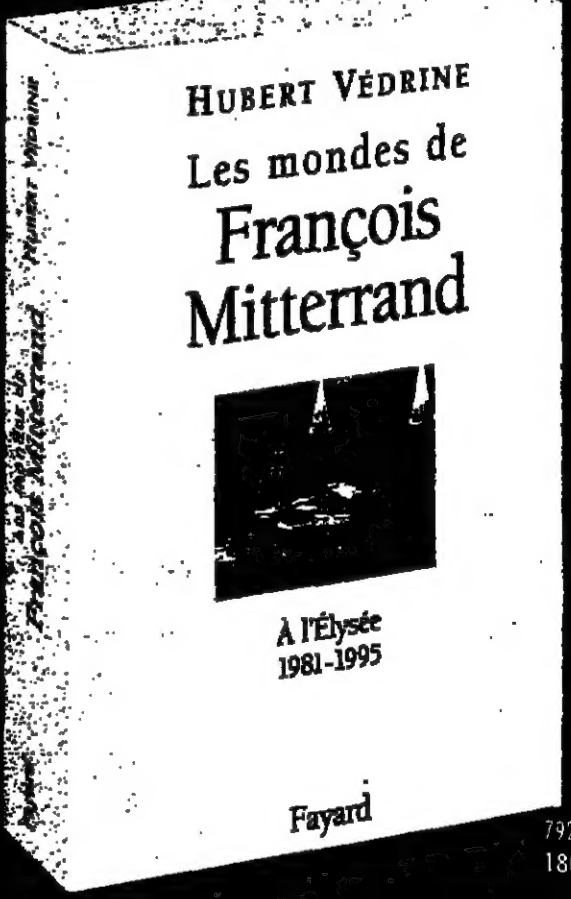
Tout cela relève un peu du théâtre psychologique chinois, mais l'histoire est là pour inciter à manier cette problématique avec la plus grande prudence. Ce qui explique vraisemblablement la discrétion du gouvernement japonais quant à ses intentions et son embarras devant cette singulière poussée de fièvre nationale chinoise.

Francis Devon

HUBERT VÉDRINE



HUBERT VÉDRINE
Les mondes de François Mitterrand



A l'Élysée 1981-1995
Fayard

792 p.
180 F

Vedrine excelle... Une fresque passionnante... Il démonte les rouages, démontre les rapports de force, les tensions, les dynamiques qui ont permis à François Mitterrand d'assumer cette mission de « passeur » entre le monde d'hier et la mondialisation brutale... Hubert Vedrine n'esquive aucune des polémiques qui ont jalonné ce parcours.

Gerard Courtois, *Le Monde*

Un livre qui fera référence.

L'Événement du Jeudi

Vedrine recuse de façon convaincante un certain nombre d'approximations bien-pensantes.

François Sureau, *L'Express*

Une chronique indispensable aux historiens lorsqu'ils se pencheront sur les temps forts des deux septennats.

Jacques Amalric, *Libération*

Passionnant, clair et passionné.

Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur*

La compétence, l'esprit de déontologie et la finesse d'un grand diplomate, jamais pris en défaut de mépris ni de médisance.

Alain-Gérard Slama, *Le Figaro*

FAYARD

EXTRÊME DROITE A gauche comme à droite, les responsables politiques ont condamné la manifestation organisée par le Front national à Marseille, samedi 14 septembre, le jour de l'enterrement de Nicolas, et la récupération politique de ce meurtre par Jean-Marie Le Pen. Ainsi, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, pour qui « l'attitude de Le Pen, que ce soit à Marseille ou que ce soit avec ses propos racistes, est totalement condamnable », a estimé devant des journalistes à la Fête de l'Humanité que « la récupération politicienne de Le Pen est ignoble ».

Dimanche à Villandry (Indre-et-Loire), Charles Pasqua, l'ancien ministre de l'Intérieur, a dénoncé « ceux qui disséminent sans vergogne des théories étrangères à la dignité de l'homme ». A Villandry (Indre-et-Loire), Charles Pasqua a

dénoncé « ceux qui disséminent sans vergogne des théories étrangères à la dignité de l'homme ». A Villandry (Indre-et-Loire), Charles Pasqua a

Le Pen a dénoncé « la V^e République pourrie ». La veille, il avait invité les cadres du FN à « se préparer à une révolution ». ● UN SONDAGE, réalisé par Ipsos pour Libération, montre

la banalisation des idées du FN dans l'opinion même si 63 % des personnes interrogées se déclarent choquées par les propos de M. Le Pen sur « l'inégalité des races ».

L'attitude et le discours du FN suscitent une condamnation unanime

De Robert Hue à Charles Pasqua, en passant par François Léotard, les responsables politiques ont dénoncé la « récupération politicienne » du meurtre de Nicolas. Le président du Front national s'en est pris à la « V^e République pourrie » et dénonce les « obsédés de l'antiracisme »

DU PARTI COMMUNISTE à l'UDF, en passant par le Parti socialiste et le RPR, les responsables politiques condamnent tous fermement la manifestation organisée par le Front national à Marseille, samedi 14 septembre, le jour de l'enterrement de Nicolas, et la récupération politique de ce meurtre par Jean-Marie Le Pen. Ainsi, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, pour qui « l'attitude de Le Pen, que ce soit à Marseille ou que ce soit avec ses propos racistes, est totalement condamnable », a estimé devant des journalistes à la Fête de l'Humanité que « la récupération politicienne de Le Pen est ignoble ».

Dimanche à Villandry (Indre-et-Loire), Charles Pasqua, l'ancien ministre de l'Intérieur, a dénoncé « ceux qui disséminent sans vergogne des théories étrangères à la dignité de l'homme, dignité qui fait partie intégrante des coutumes, du mode de vie et des institutions en vigueur dans notre pays », avant de demander que les lois de la République soient appliquées « sans délai et sans faiblesse ». « Je ne me suis pas engagé à se tenir derrière le général de Gaulle, a ajouté M. Pasqua, pour entendre sans réagir n'importe quel propos, en France, cinquante ans après. »

A la Fête des républicains de Provence, dimanche 15 septembre à Rogues (Bouches-du-Rhône), François Léotard a fait référence



aux heures sombres de l'histoire de France, en s'en prenant à « ceux qui utilisent la mort d'un enfant pour gagner quelques voix ». Pour le président de l'UDF, « Le Pen incarne avec obstination, comme un besoin, la petitesse du cœur et de la raison. C'est la France des petites rancunes, des petites lâchetés, des petites ambitions, mais c'est aussi, souvenez-vous-en, la France des grandes trahisons ». Mais, a-t-il ajouté, « on n'interdit pas la peste. On la combat, on s'en

protège, on l'empêche de progresser ». Quant au maire de Marseille, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, « des deux images, celle de Le Pen érudite devant la préfecture et celle de Jacques Chirac à Auschwitz, il préfère garder « celle qui nous rappelle où peut conduire un discours de haine et d'intolérance ».

Plusieurs responsables politiques ont dénoncé ce qui peut ap-

paraître comme un durcissement du discours de M. Le Pen, mais qui n'est en fait qu'une expression claire de ce que lui et ses lieutenants n'ont cessé de clamer en langage codé. Pour Georges Sarre, porte-parole du Mouvement des citoyens, « tant que la course à la monnaie unique se poursuivra, tant que la mondialisation libérale sera relayée par la construction européenne libérale, le chômage augmentera et le FN progressera ». L'ancien ministre, qui s'exprimait lors d'une réunion publique à Lunel (Hérault), a dénoncé « la politique de gribouille » du gouvernement « où l'électoratisme et l'incohérence règnent en maîtres ». « Ce n'est pas en faisant involontairement le jeu du FN comme on le fait plus ou moins discrètement à droite, et parfois à gauche, que l'on mettra un frein à l'expansion de ce parti qui empoisonne la vie politique, déshonore la France », a ajouté M. Sarre.

La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, a choisi de pratiquer l'autocritique : « Nous avons tous échoué en laissant les idées de Jean-Marie Le Pen se distiller », a-t-elle déclaré, dimanche 15 septembre au Club de la presse d'Europe 1. « Maintenant, a poursuivi M^{me} Notat, il faut que les Français ouvrent les yeux. Cet homme, Le Pen, est un raciste. » Sur le plan politique, les déclarations de M. Le Pen ont aussi relan-

cé le débat sur l'opportunité d'une réforme des modes de scrutin, consistant à instiller une dose de proportionnelle pour les élections législatives de 1998.

A la droite de la droite, le petit

contre le dirigeant d'extrême droite, l'Observatoire de l'extrémisme, mis récemment en place par Jean-Philippe Miotte, a décidé de « porter plainte contre M. Le Pen et les dirigeants du FN, qui, ce

M. Emmanuelli dénonce le gouvernement

« M. Le Pen sait parfaitement que le pessimisme est le terreau sur lequel les thématiques d'extrême droite se développent avec le plus de facilité, et il la passe pour une autre raison : c'est qu'il a vu que le gouvernement actuel était en train de chasser sur ses terres », a estimé Henri Emmanuelli, député des Landes, dimanche 15 septembre, au « Grand Jury RTL-Le Monde ». L'ancien premier secrétaire du PS est revenu sur sa demande d'interdiction du FN : « On me dit : "Ce n'est pas la bonne solution." Pour ma part, je serais tenté de dire qu'il n'y a pas de bonne solution. [...] Je voudrais surtout que plus tard on ne nous dise pas : "Mais pourquoi n'avez-vous rien fait ?" » M. Emmanuelli a affirmé que « le visage affiché aujourd'hui par le Front national et par M. Le Pen doit faire beaucoup réfléchir celles et ceux qui pourraient penser qu'on peut le faire rentrer à l'Assemblée par une réforme du mode de scrutin ».

part de Jean-François Touré, le PNR (Parti national républicain), qui condamne l'« irresponsabilité » du président du FN, en profite pour « lancer un appel en direction de tous ceux qui se reconnaissent dans la droite de conviction », déçu du FN ou du CNI, pour constituer « un pôle national et républicain ».

Né se laissant pas décourager par les interprétations pessimistes de la législation sur les chances d'aboutissement des poursuites

jour, ont eux-mêmes montré que leurs déclarations et leurs actions constituent une incitation à la haine raciale, sanctionnée par la loi et condamnable devant les tribunaux ». L'Observatoire souligne, dans un document de conviction, que « l'auteur présumé du crime, mineur de nationalité française, n'a provoqué la mobilisation des dirigeants léninistes que du fait de son origine, en l'occurrence marocaine ».

Christiane Chombeau

L'opinion est de plus en plus perméable aux idées du FN

AU FIL DES ENQUÊTES, la banalisation des idées du Front national fait son chemin dans l'opinion publique. Selon un sondage d'IP-SOS, réalisé les 13 et 14 septembre auprès de 956 personnes et publié par Libération le 16 septembre, 63 % des personnes interrogées ont été « choquées » par les propos de M. Le Pen sur l'inégalité des races. Mais 33 % seulement se déclarent « très choquées », contre 30 % « plutôt choquées », 11 % « plutôt pas choquées » et 14 % « pas du tout choquées ».

Autrement dit, un Français sur trois continue à être radicalement opposé aux idées du mouvement d'extrême droite mais un sur sept y adhère ouvertement et une proportion équivalente (17 %) soutient que le FN n'est pas un parti raciste. Si 71 % des personnes interrogées approuvent un renforcement de la législation contre l'incitation à la haine raciale, elles sont 69 % à être défavorables à l'interdiction du FN.

Au-delà de la seule question du racisme, le FN marque progressivement des points dans l'opinion. Certes, 73 % des Français jugent que c'est un parti « d'extrême droite », mais 42 % estiment que c'est « un parti comme les autres » et un parti « utile ». Et 66 % des personnes interrogées (contre 25 % d'avis contraire et 9 % qui ne se prononcent pas) déclarent que le mouvement de M. Le Pen est « dangereux pour la démocratie ». Dans l'enquête réalisée au printemps par la Sofres pour Le Monde (datée 3 avril), 71 % des Français jugeaient le FN dangereux.

Si 44 % des Français ne se sentent pas proches du FN et désapprouvent toutes ses idées, une proportion presque équivalente (40 %) déclare ne pas se sentir proche du parti d'extrême droite mais approuver certaines de ses idées. Cette attitude conciliante est même celle de 44 % des sympathisants de l'UDF et de 59 % de ceux du RPR.

Gérard Courtois

Jean-Marie Le Pen devant les cadres du FNJ : « Préparez-vous à la révolution »

● Au terme de la manifestation organisée par le Front national, samedi 14 septembre, à Marseille, Jean-Marie Le Pen a prononcé un discours dont voici les principaux extraits :

« Je n'ai pas besoin de vous prêcher le calme, car nos manifestations ont toujours été calmes. Lorsqu'elles ne l'ont pas été, c'est quand la population est venue, incitée par la presse gauchiste et maoïste, et dressée contre nous, essayer de [les] troubler par l'injure et la violence. (...) Contrairement à ce qu'affirment, ressassent, matraquent ou suggèrent les médias de la décadence, le Front national n'est pas un mouvement d'agitation de rue, il laisse ces méthodes d'intimidation et de violence aux caloths et aux obsédés de l'antiracisme. Alors arri- rière, pleurnicheurs professionnels, hypocrites de tous bords, qui

appelez au silence, à la résignation, parce que la colère des peuples devrait se retourner contre vous, qui êtes les complices objectifs de ce crime révoltant. »

« Cet assassinat d'un enfant en pleine rue, par un adolescent de son âge, sans autre raison que la haine, c'est l'aboutissement de votre politique de lâcheté, de mensonge et d'impuissance. (...) Le jeune meurtrier est (...) mauvais fils, mauvais frère, étranger, et non français comme on continue injustement de l'affirmer. (...) Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, le jeune meurtrier n'est pas français, il est marocain, comme son père et sa mère. (...) »

« Je voudrais m'adresser à M. Gaudin. (...) Même si mon propos blesse ou choque, pardonnez-moi, le meurtrier est coupable, il appartient désormais à la justice, mais il n'est pas le principal coupable. Le principal coupable, c'est l'Etat décadent et impuissant. (...) Dans ce décor de tragédie, le véritable coupable est incarné, c'est

justement le représentant du pouvoir, du pouvoir local parce qu'il est maire, du pouvoir régional parce qu'il est président du conseil régional, du pouvoir national où de ce qu'il en reste parce qu'il est ministre, et ministre de la ville. (...) »

« Après les lois liberticides, Pleven et Gaysot, ils veulent aller plus loin, et veulent condamner même l'intention et la pensée, dont, bien sûr, ils seront les seuls juges. Selon le même scénario du détail, de Duraufour ou de Carpentras (...), on voit les aboyeurs professionnels du Monde, de Libération, de Charlie Hebdo hurler à la mort à la proscription, à la dénonciation, à la dissolution. (...) M. Toubon (...) propose d'aggraver les peines et d'en donner une nouvelle définition. Il suffit alors, de façon indirecte, d'appeler ou de provoquer des réactions racistes pour être condamné. »

● Le même jour, M. Le Pen s'est adressé aux cadres du Front national de la jeunesse réunis à Saint-Cloud en conseil national :

« Notre mouvement est ce que nous parlons. (...) Moins pour compatir à la mort du petit Nicolas et à la peine de ses parents, puisqu'ils nous écartaient de ce contexte, mais parce que c'est un petit Français. (...) »

« Qui sont les coupables, et les seuls coupables, sinon ceux qui depuis vingt ans se partagent le pouvoir, dix ans pour la droite, dix ans pour la gauche, avec les mêmes résultats désastreux. Ils ne se contentent pas de nous diffamer, ils veulent maintenant nous bâillonner, voire nous interdire. (...) »

« Nous allons sans doute vivre des moments de crise. Mais c'est la crise qui est la grande accoucheuse de l'Histoire. Quand les situations sont bloquées, généralement : c'est le forçement de la nature humaine qui débouche sur des temps nouveaux. (...) Or, c'est certain, il n'y a plus que le Front national qui puisse arracher le pays à la décadence. (...) Il y a un moment ou tout cela va s'arrêter, »

« L'extrême gauche s'y prépare avec les moyens que l'on connaît, parce que l'on peut toujours avoir espoir. Alors je crois que vous aussi vous devez vous y préparer, parce que à un moment donné les structures verrouillées de notre système vont s'écrouler. Vous devez vous y préparer l'esprit et le cœur (...) car nous serons appelés à un moment donné par le peuple. (...) »

« Invité de l'émission « Dimanche soir » sur France 3, M. Le Pen a notamment fait les déclarations suivantes :

« Que le président de la République soit allé rendre hommage aux morts et aux ancêtres [à Auschwitz], je trouve cela très bien, mais je lui aurais conseillé d'aller plus loin. (...) Il aurait pu encore prolonger son voyage jusqu'au goulag russe (...), et un peu plus loin encore, le goulag communiste chinois. (...) Mais je le sais, l'opinion de M. Chirac est à sens unique. (...) »

Les deux faces de Marseille, la ville qui pleure et la ville qui hait

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Il ne bougent pas, ne parlent pas, respirent à peine. Amassés les uns aux autres, collés derrière les barrières, ils fixent du regard cette petite église Saint-Pierre et Saint-Paul dont ils ne devinent que le clocher. Tout à l'heure, quand le cercueil de Nicolas Bourgat aura pris le chemin du cimetière Saint-Pierre, quand la famille, les amis, les personnalités, auront quitté les lieux, certains entraineront s'asseoir quelques instants face à l'autel. Pour le moment, c'est debout que près de cinq mille Marseillais rendent un dernier hommage à l'adolescent de quatorze ans tué, le 9 septembre, d'un coup de couteau au cœur.

Des femmes, des enfants, des hommes, pleurent en silence. D'autres reprennent les prières de l'archevêque de Marseille, Mgr Bernard Panafieu. Les oreilles tendues vers la voix amplifiée, ils écoutent, hésitent, puis prononcent, en murmurant, ces mots que certains croyaient sans doute avoir oubliés. En cet après-midi ensoleillé, toute une ville semble plongée dans le recueillement.

Sous la voûte blanche, huit cents personnes ont pu se masser. D'un côté, les représentants de la République, avec, au premier rang, le maire, Jean-Claude Gaudin, son premier adjoint, Renaud Muselier, le

préfet, le président du conseil général, Lucien Weygand (PS), suivis de nombreux élus, toutes étiquettes confondues, à l'exception du Front national. De l'autre, les parents, la famille, et des dizaines d'amis du collège Saint-Joseph-de-la-Madeleine ou du club de boxe où Nicolas s'entraînait régulièrement. Sur le drap blanc qui couvre le cercueil, la paire de gants rouges de l'adolescent a été déposée afin de rappeler cette passion.

« On ne pourra jamais l'oublier, les pensées resteront gravées dans nos cœurs à jamais. » Au micro, Frédéric vient d'entamer la lecture d'un texte préparé par les amis de Nicolas, mais il doit s'arrêter, la voix noyée par les larmes. Un enseignant prend le relais. « Maintenant que tu es parti, dit-il, la vie reste ce qu'elle est, ce qu'elle a toujours été, mais il y a un grand vide. » Un vide, un vertige, aussi, devant ce crime incompréhensible, ce meurtre d'un enfant de quatorze ans par un autre, de quelques mois son aîné. « Pourquoi ce silence de Dieu devant tant d'horreur ? », s'interroge Henri Jourdan, le curé de la paroisse et aumônier du collège Saint-Joseph, qui avait baptisé l'adolescent il y a un an et demi.

Dehors, les quelques instants de silence laissés par le prêtre après sa question durent une éternité. Les employés des pompes funèbres peuvent bien sortir, par

dizaines, les couronnes de fleurs qui encombreraient l'église, les photographes peuvent continuer leur ballet incessant autour du corbillard : personne ne s'en préoccupe. Même les policiers en uniforme - au milieu desquels le brigadier Patrice Charpentier, qui a permis l'arrestation du meurtrier, tient son poste comme les autres - ne semblent entendre que les propos du prêtre.

● ELIMINER LES MUSULMANS

Après lui, Mgr Panafieu lancera lui aussi un « appel de respect et de tolérance », en assurant que « Marseille n'a qu'un cœur, dans le silence et la dignité ». Lorsque, à 15 h 40, le cercueil remonte le boulevard de la Libération, ce sont encore les mots du père Jourdan qui résonnent : « Nicolas, le drame de ton départ a pris une dimension nationale, mais, loin de toute polémique, c'est notre affection pour toi qui nous réunit. Nous ne sommes pas ici pour crier vengeance, mais pour nous recueillir. »

Le matin, c'est un tout autre discours qui a retenti dans les rues de Marseille. Une autre foule, aussi, plus âgée, plus masculine, plus bruyante, s'y était rassemblée. Sur le Vieux Port, ils sont deux mille, à 11 heures, à avoir répondu à l'appel du Front national, mais d'autres attendent le long de la Canebière. Ils applaudissent

« Jean-Marie » et les élus régionaux du parti. A l'arrivée, ils seront cinq mille à écouter, pendant une heure, le président du Front national dénoncer « la pourriture et la décadence de la V^e République ». Cinq mille, comme aux obsèques. Cinq mille, comme pour souligner que ce sont bien les deux faces d'une même ville qui s'expriment.

La face sombre ne cache pas ses motivations. Dans son discours, M. Le Pen peut bien estimer que « les vrais responsables du crime sont les politiciens français », ces « représentants de la gauche caviar et de la droite saumonnée qui ont mis le feu au pays ». La foule, elle, n'a qu'une cible : les étrangers. « Stop au racisme anti-Français ! » proclame d'ailleurs une banderole de la fédération départementale des Bouches-du-Rhône. « Il faut faire comme Charles Martel, éliminer les Musulmans », explique tranquillement un sexagénaire.

Sur le passage du cortège, quelques sifflets retentissent. Des panneaux anti-FN sortent, mais la consigne a été donnée : « Ne pas répondre. » Alors, chacun se retient jusqu'au discours du président. Ensuite, une vingtaine de personnes, venues dénoncer la « récupération politicienne », n'ont pas hésité à lancer des pierres, à la protection des policiers.

Nathaniel Herzberg

L'extrême droite confirme son implantation à Toulon à l'occasion d'une cantonale partielle

Le candidat socialiste appelle à voter RPR au second tour

Le Front national est solidement implanté à Toulon. Après avoir pris la mairie de la ville en juin 1995, il pourrait remporter l'un des cantons de la

commune ; au premier tour, dimanche 15 septembre, il a obtenu plus de douze points d'avance sur le candidat de la droite parlementaire.

La gauche ne peut se maintenir au second tour ; le candidat du PS a appelé à voter pour celui du RPR.

QUINZE MOIS après l'élection du candidat Front national, Jean-Marie Le Chevallier, à la mairie de Toulon, l'extrême droite apporte une spectaculaire démonstration de son implantation dans la préfecture du Var. Son candidat, Gérard Bauer, adjoint au maire, arrive largement en tête du premier tour de l'élection cantonale partielle organisée, dimanche 15 septembre, pour pourvoir au remplacement de Georges Fouque (UDF-FD), invalidé pour avoir reçu, lors de sa campagne, des fonds provenant de deux associations paramilitaires. Il affrontera au second tour le candidat investi par le RPR et l'UDF, Philippe Vitel (RPR). Celui du PS, qui ne peut se maintenir, a demandé à ses électeurs de voter pour le représentant du RPR, afin de faire barrage à l'extrême droite.

Le Front national, dont le score,

aux élections municipales, avoisinait les 37 % dans ce canton, gagne plus de seize points par rapport aux dernières cantonales, celles de 1994. La principale victime de ce bon résultat du Front national est la majorité. Son candidat, M. Vitel, progresse certes légèrement par rapport au premier tour de 1994. Mais il est très loin d'obtenir un résultat équivalent à ceux, cumulés, des deux candidats RPR et UDF d'alors (22,08 % contre 46,52 % en 1994). Même si l'on ajoute à son résultat ceux des deux candidats divers droite, la majorité enregistrée globalement un recul de 8,63 points en deux ans (37,89 % contre 46,52 % en 1994).

La gauche confirme sa difficulté à mobiliser. Le candidat socialiste gagne 5,47 points et stagne en voix, et le candidat communiste maintient son score, tout en perdant des voix. Compte tenu de la

présence, en 1994, d'un candidat radical de gauche, la gauche marque globalement un léger recul en pourcentage (-1,76 point).

Dans un contexte marqué par une abstention encore plus importante, le Front national enregistre une autre progression, dans le canton de Chaville (Hauts-de-Seine), où il s'agissait d'être le successeur de Marcel Houlier (UDF-CDS), démissionnaire pour raisons de santé. Le second tour opposera, dimanche 22 septembre, Denis Badré, sénateur centriste, investi par l'UDF et le RPR, à Sophie Brissaud, directrice de la communication du Front national. L'extrême droite progresse de 3,98 points par rapport aux cantonales de 1992. M. Badré a pûti de la présence d'une divers droite, Rose-Anne Pestre, ancien premier adjoint de Marcel Houlier à la mairie de Chaville, mairie pas-

sée à gauche en 1995. Au total, la droite parlementaire recule de deux points par rapport à 1992. Divisée, la gauche gagne 5,5 points, mais ne pourra pas être présente au second tour.

En revanche le FN ne progresse que d'un point dans le canton de Sélestat (Bas-Rhin), où il ne peut se maintenir au second tour. La succession du socialiste Gilbert Estève, décédé en juin, s'annonce difficile pour le socialiste Jean-Jacques Renaudet, qui sera opposé au second tour au RPR Pierre Risch. Dans le canton de Marchenoir (Loir-et-Cher), enfin, le FN perd plus de trois points, et le siège laissé vacant par le décès de René Salvat (RPR) ne devrait pas échapper au divers droite André Boissonnet.

Cécile Chambraud (avec nos correspondants)

Margie Sudre battue dans une législative partielle à la Réunion

Sa démission du gouvernement a été refusée

SAINT-DENIS

DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Avec plus de 5 000 voix d'avance sur Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, le candidat de l'union de la gauche, Claude Hoarau, conserve la deuxième circonscription de la Réunion dans l'escarcelle du Parti communiste réunionnais. Lors de cette législative partielle, dimanche 15 septembre, M. Hoarau améliore le score réalisé en 1993 par Paul Vergès, président du PCR, qui a abandonné son mandat de député pour un siège de sénateur. Comme elle s'y était engagée, M^{me} Sudre a présenté sa démission du gouvernement. Celle-ci a été refusée : « En accord avec le président de la République, le premier ministre a demandé à M^{me} Margie Sudre de poursuivre sa mission comme secrétaire d'Etat à la francophonie, où l'efficacité de son action est unanimement appréciée », a affirmé, dimanche soir, un communiqué de l'hôtel Matignon.

Il reste que la droite n'a pas réussi son pari. Les électeurs de Saint-Paul, commune gérée par le RPR, ont, dans l'ensemble, équilibré leurs suffrages entre les deux candidats, et M^{me} Sudre n'a pas fait le plein des voix qui s'étaient portées, aux élections municipales de juin 1995, sur la liste conduite par Joseph Siminalé (RPR). La défaite du secrétaire d'Etat marque une double sanction. D'abord, celle de l'action du gouvernement, qui avait fait naître certains espoirs en organisant, au mois de février, à Paris, des Assises de l'égalité sociale et du développement dans les départements d'outre-mer. Or, sept mois après, les Réunionnais

attendent toujours la concrétisation des propositions formulées. La sanction vise aussi la droite locale qui pensait avoir trouvé dans la présidence du conseil régional un nouveau « chef », après le retrait de Michel Debré, en 1988. En écartant du poste de suppléant M. Siminalé, au profit de François Mas, ancien secrétaire départemental du RPR, M^{me} Sudre a commis une erreur. Plusieurs voix s'étaient d'ailleurs manifestées en coulisse au sein de la droite locale pour regretter l'« humiliation » faite au maire de Saint-Paul.

Après avoir effectué une percée fulgurante sur la scène politique réunionnaise, en étant élue au conseil régional en 1993, puis en entrant au gouvernement en 1995, Margie Sudre subit son premier échec, qui ne manquera pas de laisser des traces au sein du mouvement Free-Don, dont elle est issue.

Alix Dujoux

LA RÉUNION

2^e circonscription (2^e tour)

L. 74 742 ; V. 50 104 ; A. 32,96 % ; E. 47 173.

Claude Hoarau, PCR, 26 409 (55,98 %)

Margie Sudre, div.d., secr. d'E., 20 764 (44,01 %)

(8 septembre 1996 : L. 74 743 ; V. 39 477 ; A. 47,38 % ; E. 36 374 ; Claude Hoarau, PCR, 17 337 (47,66 %) ; Margie Sudre, div.d., 15 459 (42,50 %) ; Jean-Max Nizivel, div. g., 921 (2,53 %) ; Pascal Besnard, FN, 662 (1,82 %) ; Bernard Law-Wal, div.d., 1 194 (3,28 %) ; Emile Chane-Ton-Ry, div.d., 801 (2,20 %).

28 mars 1995 : L. 67 696 ; V. 46 788 ; A. 30,88 % ; E. 44 565 ; Paul Vergès, PCR, 24 460 (54,88 %) ; Jean-François Boissel, RPR, 20 105 (45,11 %).

HAUTS-DE-SEINE

Canton de Chaville (1^{er} tour).

L. 25 863 ; V. 7 127 ; A. 72,44 % ; E. 6 979.

Denis Badré, UDF-FD, s. c. r. m. de Ville-d'Avray, 2 255 (32,31 %) ; Sophie Brissaud, FN, c. r. 1 264 (18,11 %) ; Caroline Roy, div. g., adj. m. de Chaville, 1 177 (16,86 %) ; Bruno Lemoine, PS, adj. m. de Chaville, 963 (13,79 %) ; Rose-Anne Pestre, div.d., c. m. de Chaville, 873 (12,50 %) ; René Faugeras, PC, adj. m. de Chaville, 447 (6,40 %).

(22 mars 1992 : L. 25 605 ; V. 17 568 ; A. 31,58 % ; E. 17 090 ; Marcel Houlier, UDF-CDS, 8 001 (46,81 %) ; Caroline Roy, MRG sout. GE, 2 710 (15,85 %) ; Sophie Brissaud, FN, 2 416 (14,13 %) ; Jean Pricot, PS, 2 046 (11,97 %) ; Michel Rémond, Verts, 1 279 (7,48 %) ; Pierre-Charles Ricot, PC, 638 (5,73 %).

LOIR-ET-CHER

Canton de Marchenoir (1^{er} tour).

L. 4 372 ; V. 2 617 ; A. 40,14 % ; E. 2 532.

André Boissonnet, div. d., 1 195 (47,19 %) ; Daniel Boungoin, div. g., 529 (20,89 %) ; André Mesas, PCF, 280 (11,03 %) ; Michel Gandon, div., 244 (9,63 %) ; Aymar de Boisgrollier, FN, 174 (6,87 %) ; François Messina, UDF-FR, 110 (4,34 %).

(22 mars 1992 : L. 4 454 ; V. 3 325 ; A. 20,85 % ; E. 3 364 ; René Salvez, RPR, 1 664 (49,46 %) ; Bernard Demion, mol. p., 794 (23,60 %) ; Antoine Breton, Verts, 354 (10,52 %) ; Christian Thoreau, FN, 300 (8,59 %) ; Jean-Baptiste, PC, 282 (8,30 %).

BAS-RHIN

Canton de Sélestat (1^{er} tour).

L. 19 175 ; V. 8 409 ; A. 56,14 % ; E. 7 987.

Jean-Jacques Renaudet, PS, adj. m. de Sélestat, 2 946 (36,88 %) ; Pierre Risch, RPR, m. de Châteaufort, 2 164 (27,09 %) ; Jean-Jacques Meneghetti, UDF-FD, 1 472 (18,42 %) ; Christian Cotelie, FN, 1 083 (13,55 %) ; François Waag, autonomiste, 179 (2,24 %) ; André Hemmerlé, PCF, 118 (1,47 %) ; Damien Bresse, div. d., 25 (0,31 %).

(22 mars 1992 : L. 18 665 ; V. 13 492 ; A. 27,71 % ; E. 12 851 ; Gilbert Estève, PS, 5 814 (45,31 %) ; Made-Paule Sigwalt-Debes, UDF-FR, 3 626 (28,23 %) ; Christian Cotelie, FN, 1 611 (12,55 %) ; Jean-François Gueldin, Verts, 1 570 (12,23 %) ; Gilbert Hugel, PC, 210 (1,63 %).

VAR

Canton de Toulon-3 (1^{er} tour).

L. 16 630 ; V. 5 598 ; A. 66,33 % ; E. 5 324.

Gérard Bauer, FN, adj. m. de Toulon, 1 832 (34,41 %) ; Philippe Vitel, RPR, 1 176 (22,08 %) ; Robert Alfonsi, PS, 821 (15,42 %) ; Gérard Fouque, div. d., 466 (8,75 %) ; Xavier Hardy, PC, 465 (8,73 %) ; Jacques Malpertuy, MEI, 188 (3,53 %) ; Gérard Nabes, div. d., 376 (7,06 %).

(20 mars 1994 : L. 16 657 ; V. 8 753 ; A. 47,45 % ; E. 8 309 ; Georges Fouque, UDF-CDS, 2 187 (26,32 %) ; Philippe Vitel, RPR, 1 679 (20,20 %) ; Gérard Bauer, FN, 1 520 (18,29 %) ; Christian Prosperi, PS, 827 (9,95 %) ; André de Ubeda, PC, 676 (8,13 %) ; Alexandre Hory, MRG, 651 (7,81 %) ; Michel Campra, Verts, 534 (6,42 %) ; Pierre-Deguelles, UDI, 235 (2,82 %).

L'UPE REJOINT LE GROUPE SOCIÉTÉ SUISSE.
L'UNION QUI DONNE DES AILES
À L'ASSURANCE.



« La Suisse »
Assurances (France)

« La Suisse »
Assurances (France)

هكذا من الجمل

Le PCF entre l'« union nouvelle » et les vieilles connivences

QUELQUES ALLÉES périphériques fermées, un circuit piéton plus resserré : les plans du parc de La Courneuve avaient été discrètement revus, cette année, pour donner, le cas échéant, une impression de foule à une Fête de l'Humanité qu'elle aurait désertée. Précautions superflues : si, pour cette soixante-sixième édition, les militants communistes ont vendu nettement moins de « vignettes » que l'an passé, les entrées, grâce au joli temps, ont rivalisé avec celles de 1995. Qu'on se le dise : avec quatre cent mille visiteurs, le Parti communiste français est en plein « bouillonnement d'idées ».

Cent débats organisés et presque autant de points de vue : entre les frètes et les boudins, les discussions ont drainé, cette année, une masse remarquable de visiteurs. A l'évidence, les communistes des diverses tribunes avaient compris les nouvelles consignes d'« écoute plurielle » et de « dialogue réciproque ». Régis Debray est invité malgré ses démentis avec la fille du « Che » ; le débat sur la psychanalyse réconcilie les laciniens et les « anti ». Après quinze ans d'absence, Antoine Spire, producteur à France-Culture, en reste confondu : « Ces débats sont... sans rivages ! » Un militant supplie : « A défaut d'être "guides", montrez-nous au moins où il ne faut pas aller ! »

GRINCEMENTS DE DENTS

Dans un discours « humaniste », Marie-George Buffet, prononçant l'allocution du bureau national sur la grande scène, a rappelé les luttes de novembre-décembre, et aussi « ceux qui agissent pour leurs droits et leur dignité, comme les sans-papiers de Saint-Bernard ». Leurs porte-parole, Ababacar Diop et Madjiguène Cissé, tenaient une grande tente, où sont passés Léon Schwartzberg, Mgr Jacques Gallot et Roland Castro. Invitée de la fête, Danielle Mitterrand félicite Robert Hue à l'oreille : pour Saint-Bernard, estime-t-elle, les communistes ont été davantage en prise sur la société que les socialistes.

Ce « virage » du PCF ne va pas sans grincements de dents. « Si le parti choisit l'immigration et la solidarité tous azimuts, il perd ses électeurs, et c'est la fin de la ceinture rouge », assure un militant sur l'un des cahiers de doléances déposés dans l'espace « Transparence ». C'est surtout sur les rapports avec les socialistes – et sur le principe de la monnaie unique – que s'expriment les visiteurs. « Nous sommes anti-européens (souligné), il faut le dire. » « Ouverture, transparence, très bien, mais il ne faut pas devenir un parti social-démocrate », écrit une autre. « Surtout, on ne doit pas s'allier au PS, à ces social-traitres ! »

M^{me} Buffet s'est donc contentée de rappeler *mezzo voce* la nécessité de cette fameuse « union nouvelle » entre « les forces de gauche, de progrès, écologistes... » et « féministes », s'est-elle quand même permis d'ajouter, mais elle s'est hâtée de rappeler que « des obstacles importants demeurent ». De son côté, M. Hue rappelait, au hasard des rencontres avec les caméras, que la signature d'un contrat de gouvernement avec le PS n'est « pas à l'ordre du jour » et constituerait, pour les communistes, un « compromis au rabais ».

En revanche, le secrétaire national mettait une grande application à se faire filmer, photographier et interroger au côté de M^{me} Mitterrand, tandis que cette dernière s'émouvait, en confidence, de cette ambiance de « vraie » union de la « gauche » retrouvée. Ce louvoiement devrait durer jusqu'au 29^e congrès, en décembre. Les plus contestataires s'y préparent activement. Tandis que les ultra-orthodoxes réussissent à interpeller le secrétaire national devant les caméras de télévision, la ligue communiste révolutionnaire (LCR), profitant de ce rendez-vous désormais « ouvert », distribuait la première contribution au congrès n'émanant pas... de la direction.

Ariane Chemin

MM. Pasqua et Madelin ouvrent un débat sur le redressement du pays

A Villandry, le rassemblement des déçus du gouvernement Juppé

Au cours d'une réunion commune avec Alain Madelin, dimanche 15 septembre à Villandry, Charles Pasqua a rappelé que « la France n'est pas une race » mais il a

mis en cause « ceux qui se croient chez eux, alors qu'ils sont chez nous », M. Madelin veut défendre la « France du risque ».

VILLANDRY (Indre-et-Loire)

de notre envoyé spécial

Comme étonnés de l'écho renvoyé à l'avance par leur initiative commune, Alain Madelin et Charles Pasqua ont tenu, dimanche 15 septembre, à Villandry (Indre-et-Loire), à en donner eux-mêmes le sens.

Il ne s'agit pas, selon l'ancien ministre de l'Intérieur, d'un « petit pas de deux du dimanche », mais rien de moins que de « l'ouverture d'un grand débat sur les voies et les moyens du redressement économique, social et moral de la France ». « Ce qui nous rapproche, c'est un même refus de voir le découragement, le renoncement, la résignation », a précisé l'ancien ministre de l'Économie et des Finances.

Devant près de mille cinq cents personnes, réunies sous un chapiteau à l'invitation du député (UDF-PR) Hervé Novelli, les deux hommes ont tout naturellement retrouvé leur propre registre, différent l'un de l'autre mais se re-

coupant : pour M. Madelin, la libération des énergies, « la France de l'initiative, du courage et du risque », celle des entrepreneurs, des commerçants, des artisans ; pour M. Pasqua, le culte de la République, la France des Français, de ceux qui redoutent les effets de la mondialisation.

« LIBRE DE TOUTE ATTACHE »

Pour le député d'Ille-et-Vilaine, « il est clair que la France déprime ». Il faut en revenir à l'élan de la campagne présidentielle de Jacques Chirac, a-t-il demandé en se prenant sèchement à la politique budgétaire d'Alain Juppé. Il a ainsi assuré que, entre les prélèvements opérés depuis juin 1995 et la baisse annoncée pour 1997, « le compte n'y est pas ». « Un bon gouvernement ne doit pas chercher à multiplier les initiatives de l'État, mais à libérer les initiatives de la société », a affirmé M. Madelin. « Si nous ne trouvons pas la sortie, c'est parce qu'il y a tout un système de pensée, de pou-

voir et de décision qui est au-

jourd'hui usé », a-t-il expliqué.

Se considérant désormais « libre de toute attache », M. Pasqua veut renouer, de son côté, avec l'esprit de la V^e République. « La V^e République n'est pas l'affaire des partis, ni celle des syndicats, a ajouté M. Pasqua. Ce n'est pas davantage l'affaire des marchés, ni celle des Allemands (...). A qui appartient-il de décider de la France ? Aux partis ? Aux syndicats ? A l'ENA ? A la commission de Bruxelles ? A la Bundesbank ? Ou aux Français, éclairés par le débat politique puis réunis par le suffrage universel ? »

Tout en condamnant fermement les thèses de Jean-Marie Le Pen – « La France est une construction audacieuse et permanente. Ce n'est pas une race. », l'ancien ministre de l'Intérieur s'est taillé un franc succès en dénonçant, à plusieurs reprises, « ceux qui se croient chez eux alors qu'ils sont chez nous » et en s'interrogeant sur « la présence d'une population dont on ne sait plus trop bien si elle entend partager ou non notre destin ». Il a réaffirmé ce qui sert de fondement aux lois qui portent son nom : « La France a le droit d'accueillir qui elle veut, mais non plus qui le veut ! »

Les deux anciens ministres ont ainsi marqué leurs différences. Leur objectif : éviter des pertes dans l'électorat de la majorité présidentielle, en montrant qu'il y a encore des dirigeants de l'UDF et du RPR pour critiquer la politique du gouvernement.

Jean-Louis Sautou

Près de 15 000 manifestants s'opposent à l'implantation de DHL à Strasbourg

Le refus des nuisances évince le débat économique

STRASBOURG

de notre correspondant régional

Ils étaient entre 12 000 et 15 000, samedi 14 septembre, dans les rues de la capitale alsacienne, à marquer leur hostilité à l'implantation du transporteur de fret aérien express DHL, « voleur de sommeil ». La défense de la tranquillité nocturne des riverains de l'aéroport d'Entzheim (Bas-Rhin) a produit la plus forte mobilisation à Strasbourg, hormis les rassemblements des agriculteurs de l'Union européenne, depuis le procès d'Oradour en 1953 et le cortège de soutien au général de Gaulle en 1968.

Les adversaires de DHL ont sans doute marqué ainsi un point décisif, malgré les contorsions des responsables alsaciens pour calmer le jeu et court-circuiter la manifestation (Le Monde daté 15-16 septembre). Dans un premier temps, ils avaient rivalisé de déclarations fermes, voire intempestives, sur les conditions – « à prendre ou à laisser » – que devrait honorer le transporteur pour s'installer sur l'aéroport strasbourgeois. A la veille du défilé de samedi, ils avaient publié un communiqué au contenu très proche des aspirations des riverains.

QUALITÉ DE VIE

Du coup, le débat économique a été occulté. Au-delà de la querelle, entre partisans et adversaires du projet, sur le nombre prévisible d'emplois directs et indirects, il reste que la venue de DHL à Strasbourg aurait nécessairement créé des postes de travail, notamment non qualifiés, qui ont leur importance. Sans compter qu'un client de cette table à manger du bombardier

à l'équilibre financier d'Entzheim. L'extension actuellement en cours de la desserte strasbourgeoise est financée à 70 % par les collectivités locales.

La question du développement international de l'aéroport strasbourgeois est aussi passée à la trappe. La volonté des gouvernements de droite et de gauche d'assumer un acheminement correct des acteurs de la vie parlementaire européenne fait que l'Etat comble pour les deux tiers les pertes occasionnées par nombre de lignes défectueuses. Même s'il est difficile de quantifier les effets induits de la venue de DHL, il est indéniable que le transporteur aurait pu donner, par phénomène d'entraînement, une autre dimension aéroportuaire à Strasbourg que celle dont elle bénéficie aujourd'hui. Le capital alsacien construit un nouvel hémicycle d'un coût de 2,3 milliards de francs, qui sera payé par le contribuable européen sous la forme d'un bail de location signé par l'Assemblée de l'Union pour une durée de vingt ans.

Face aux impératifs économiques et aux ambitions de Strasbourg de revendiquer le statut de capitale européenne, le refus des nuisances l'a vraisemblablement emporté. L'Alsace pourra-t-elle se permettre, longtemps encore, de faire la fine bouche ? Pour l'heure, ce sont les défenseurs d'un niveau élevé de qualité de vie qui tiennent le bon bout. Déterminés à ne pas faire de concessions sur ce point, les manifestants arboraient une banderole qui disait : « Chut... On dort ! »

Marcel Scotto

AIDES

Notre lutte concerne tout le monde.

aussi de transpa...
financ...
vous permettr...
de prendre les...

Pour recevoir notre rapport d'actions 1995 ou pour soutenir l'action de AIDES, téléphoner au 03 26 26 26 ou envoyer AIDES, Fédération Nationale 20, rue de Châteauneuf, 75010 Paris. Minitel 36 15 codes AIDES (1 207 min).

Les radicaux socialistes proposent un « contrat de majorité »

LE PRÉSIDENT du Parti radical socialiste (ex-Radical), Jean-Michel Baylet, a proposé, dimanche 15 septembre, à La Rochelle (Charente-Maritime), l'établissement d'un « contrat de majorité » entre le PS, le PCF, les Verts, le Mouvement des citoyens (MDC) et son propre parti en vue des élections législatives de 1998. « Je ne crois pas à l'idée d'un nouveau programme commun, ni même à celle d'un contrat de gouvernement qui engagerait toute la gauche », a expliqué M. Baylet, qui clôturait l'université d'été des radicaux socialistes. Ces derniers ont annoncé l'adhésion de Lionel Stoleru, ancien secrétaire d'Etat de Raymond Barre, et de Michel Rocard. Le président délégué chargé de l'innovation politique, Bernard Kouchner, devient également le porte-parole du parti.

DÉPÊCHES

■ RÉFORME : Nicolas Sarkozy propose une « vote médiane » pour la politique économique française, dans un entretien à La Tribune-Desfossés du 16 septembre. L'ancien ministre du budget d'Edouard Balladur se dit globalement d'accord avec la réforme de l'impôt sur le revenu, mais il estime qu'il « faudra aller plus loin en termes d'allègements » que les 75 milliards de francs prévus sur cinq ans par Alain Juppé. Hostile au projet visant à transférer les cotisations sociales sur la contribution sociale généralisée (CSG), il suggère « un assouplissement raisonnable » de la politique monétaire.

■ SOCIALISTES : Henri Emmanuelli a estimé, dimanche 15 septembre au Grand Jury RTL-Le Monde, que « la thématique de l'avenir politique n'a pas de sens » car « ce serait sortir de l'économie de marché et proposer un modèle alternatif ». « Au lieu d'avoir des politiques basées sur l'offre, sur l'aide à l'entreprise, sur la rentabilité financière et sur la recherche éperdue de la baisse des coûts de production », l'ancien premier secrétaire du PS propose que « la priorité soit celle de la lutte contre le chômage ». Le président du conseil général des Landes a qualifié la réforme fiscale de M. Juppé de « gestapolation électoraliste ».

■ ASSURANCE-CHÔMAGE : Nicolas Notat, secrétaire générale de la CFTD, a annoncé, dimanche 15 septembre, sur Europe 1, qu'elle était prête, sous certaines conditions, à accepter une baisse des cotisations d'assurance-chômage lors de la négociation sur le renouvellement de la convention Unedec prévue à la fin de l'année. M^{me} Notat a prévenu que la CFTD ne « troquerait pas la présidence de l'Unedec contre l'abandon de la politique des dépenses actives », qui « consiste à aider les chômeurs à se reconverter ».

■ ASSURANCE-MALADIE : l'Union nationale des omniopécistes français (UNOF), qui regroupe les généralistes de la CSMF, a menacé, dimanche 15 septembre, de lancer un mot d'ordre de « grève générale des visites de nuit » si le gouvernement approuve la modification des tarifs nocturnes décidée par la Caisse nationale d'assurance-maladie. Dans son plan d'économies (Le Monde du 12 septembre), la CNAM a décidé de réduire l'application du tarif de nuit pour les généralistes de 21 heures à 7 heures du matin (au lieu de 20 heures à 8 heures). De son côté, la CSMF a demandé au ministre des affaires sociales que toute décision en matière de nomenclature soit soumise à la commission ad hoc où sont représentés les médecins libéraux.

■ PME : les patrons de petites et moyennes entreprises retrouvent un peu le moral, selon le baromètre publié par La Tribune-Desfossés du 16 septembre. L'indice de santé de leurs entreprises progresse de 2 points. Mais le décalage est net entre leurs perspectives à l'exportation, qui s'améliorent, et leur sentiment que l'environnement national est stagne. Les projets d'investissements et d'embauches demeurent en recul.

PRÉCARITÉ Des jugements rendus ces dernières années donnent corps au droit au logement, « objectif reconnu de valeur constitutionnelle », en 1995, par la Cour su-

prême. Les magistrats ont dessiné de nouveaux équilibres entre le droit de propriété et la situation des occupants de logements. ● LES JUGES se révèlent plus attentifs à la

situation sociale et à la précarité des habitants. Des délais sont exigés, des négociations en vue du relogement des personnes expulsables souhaitées. Cela pourrait peser sur

les réflexions menées quant à une réforme de l'ordonnance de 1945 sur les réquisitions. ● LES HABITANTS d'hôtel meublé ont ainsi pu, dans plusieurs cas, se voir reconnaître le

statut de locataires. Sans droits ni titres, expulsables lors d'un simple changement de gérant, certains ont pu obtenir des tribunaux un bail de location au titre de la loi de 1948.

Plusieurs décisions de justice renforcent le droit au logement

Depuis la loi Besson de 1990, des magistrats, confrontés à des affaires de squats et d'expulsions, tentent de concilier les prérogatives des propriétaires et la situation des occupants. Des jugements ont ainsi redessiné la jurisprudence

L'ASSOCIATION Droit au logement (DAL) a salué comme une étape importante l'ordonnance de référé rendue par le vice-président du tribunal de grande instance de Paris, lundi 2 septembre, dans l'affaire de la rue Marcadet. La Ville de Paris, propriétaire d'un immeuble occupé depuis le 29 juin par dix familles, a été déboutée de sa demande d'expulsion (Le Monde des 23 août et 2 septembre). Une décision racieuse, les magistrats se contentant généralement d'octroyer - même s'ils le majoritent souvent - le délai légal de deux mois prévu avant d'ordonner une expulsion.

Les motifs invoqués par le juge

constituent un précédent important. Depuis le vote de la loi Besson de 1990, les tribunaux redissent, d'affaire en affaire, leur impuissance à concilier deux droits : le droit au logement, institué par la loi de 1990 et qui est « un objectif de valeur constitutionnelle » depuis la décision du Conseil constitutionnel du 19 janvier 1995, et le droit de propriété, « inviolable et sacré ». Or, dans l'affaire de la rue Marcadet, le tribunal a estimé que « le droit au logement mérite protection au même titre que le droit de propriété ».

La Ville de Paris peut faire appel de cette décision. Mais cette ordonnance représente une avancée importante pour les occupants et les ma-

gistrats qui tentent, depuis six ans, de forger un cadre juridique au droit au logement. Elle pourrait, en outre, peser sur les réflexions menées depuis plusieurs mois par le ministère du logement et la chancellerie pour réformer l'ordonnance de 1945 sur les réquisitions. Ce n'était pas, en fait, la première fois que le tribunal de grande instance de Paris posait le principe de l'égalité entre droit au logement et droit de propriété. En octobre 1995, le même magistrat, Marie-Thérèse Feydeau, avait déjà utilisé l'argument dans une affaire opposant un sans-abri à la SNCF. Mais l'affaire était passée inaperçue.

Dans l'évolution du droit au logement, la loi Besson puis la décision du Conseil constitutionnel ont servi de tremplin. La professionnalisation croissante des associations, la médiatisation des grandes opérations du DAL, le changement de discours politique - notamment pendant la campagne pour l'élection présidentielle - et l'augmentation de la précarité ont fait le reste. « A cela, il faut ajouter le ras-le-bol des magistrats, qui voient se multiplier les affaires de squats et expulsions et qui ne peuvent plus faire autrement qu'accorder, au minimum, les délais qu'autorise la loi », souligne François Breteau, avocat des familles de la rue Marcadet.

En avril 1995, dans une affaire opposant la ville d'Alfortville à une

famille de squatters, le juge des référés avait demandé qu'un délai soit accordé jusqu'à l'attribution d'un « logement prioritaire ». Il avait souligné que les familles avaient toutes déposé des demandes de relogement.

UN « TOURNANT »

En février 1996, le tribunal de grande instance d'Orléans a jugé irrecevable la demande d'expulsion formulée par une congrégation de religieuses à l'encontre d'un groupe de jeunes, soutenus par le DAL. Le motif invoqué était que l'association n'occupait pas « elle-même » les locaux squattés. Une manière de « botter en touche », souligne Fran-

çois Breteau, sans se prononcer sur le fond.

Ces deux exemples, parmi d'autres, sont représentatifs de la tonalité d'ensemble. Demande de médiations, renvoi pour des questions de forme, évocation des conditions de vie et de logement des familles, rappel des termes de la loi Besson et précisions, parfois datées, des nombreuses demandes de logement formulées par les familles expulsables : d'un jugement à l'autre, la façon dont les magistrats motivent leurs décisions - le plus souvent, l'expulsion avec délai - ne varie guère.

Deux affaires ont toutefois soulevé le paysage depuis 1991 et, sans

doute, préparé le nouveau « tournant » de la rue Marcadet. Dans l'affaire du quai de la Gare, le tribunal de grande instance de Paris avait accordé trois délais successifs aux 103 familles installées sur le terrain de la future Très Grande Bibliothèque. La Ville de Paris s'était vu sommer de participer au relogement des familles « dans le cadre de ses responsabilités propres, indépendantes de sa qualité de propriétaire du terrain ».

Un pas supplémentaire a été franchi, deux ans plus tard, avec l'affaire de l'avenue René-Coty. Pour la première fois, une cour d'appel, tout en confirmant l'expulsion ordonnée en référé, accordait un délai supplémentaire de six mois aux occupants. Une décision surréaliste, puisqu'ils avaient déjà été expulsés, mais importante, la cour d'appel ayant évoqué « une occupation contraire à la loi mais dictée par l'état de nécessité ». Cette notion est ancienne mais a été, de longue date, opposée par des juristes pour tenter de justifier les infractions liées au squat », explique Sylvia Laussiotte, avocate.

Très médiatisée, l'opération du DAL, rue du Dragon, a marqué une autre étape importante. Les cinquante-trois familles concernées ont toutes été relogées, au terme de négociations avec le groupe immobilier Cogedim et la préfecture. « Ces avancées du droit au logement ne doivent pas faire illusion, tempère toutefois Sylvia Laussiotte. Le droit commun de toutes ces affaires, c'est aussi que toutes se sont résolues dans la seule logique de l'urgence et de l'humanité. Pour les associations, comme pour les pouvoirs publics, la réquisition doit être une stratégie, pas un objectif. Pour toute une frange de la population, le logement n'est plus jamais d'accès direct : c'est aussi cette régression qui a marqué ces six dernières années. »

Christine Garin

La réquisition redéfinie

La demande a été formulée par Jacques Chirac, il y a dix mois, après la première vague de 500 logements réquisitionnés dans la capitale. L'ordonnance de 1945 organisant « la réquisition civile » doit être « modernisée ». Le nouveau texte pourrait être inséré dans la loi-cadre sur l'expulsion. Lors des deux opérations de réquisitions, en décembre 1995 et janvier 1996, le ministère du logement s'était heurté au problème du délai légal (un an renouvelable quatre fois), trop court pour amortir le coût des travaux entrepris par l'Etat dans les logements. Il est donc question de l'allonger, sans doute à dix ou douze ans.

Faut-il, en outre, réquisitionner des logements appartenant à des personnes physiques, comme l'ordonnance de 1945 le permet ? Politiquement sensible, la question n'a pas encore été tranchée. Mais la possibilité de limiter la réquisition aux personnes privées, propriétaires de plus de cinq logements situés dans la même commune, a été évoquée.

La bataille des habitants d'hôtel meublé pour obtenir de vrais baux locatifs

EN LETTRES D'OR sur fond noir, la plaque, à côté de l'entrée, affiche : « Confort moderne ». Il ne faut pas s'y fier. Pas davantage qu'à la dénomination d'« hôtel meublé » du bâtiment. Au 6 de la rue Ramey, dans le 18^e arrondissement de Paris, le « confort » est une notion qui a fui depuis longtemps l'hôtel du Sacre-Coeur. Et l'hôtel, comme la plupart de ceux de sa catégorie, n'a de meublé que le nom. Ses vrais « meubles », ce sont ses occupants, ballottés au gré du bon vouloir du propriétaire et des gérants successifs. Ils ne possèdent ni droits ni titres, comme tous les clients des établissements de ce type. Depuis des années, ils n'ont d'autre choix que de payer, chaque mois, impuissants, les dix familles qui demeurent encore rue Ramey n'ont fait que glisser le long de la même déchéance que celle de l'hôtel qui les hébergeait.

Au quatrième étage, Christiane Bourget, septuagénaire péruvienne, se souvient de la « belle époque » de l'endroit. Celle où l'on n'aurait pu reprocher au gérant des lieux qu'un calcul aussi cynique que celui : faire payer le plus cher possible des clients anxieux leur pauvre logement. Ces derniers temps, M^{me} Bourget louait 2 050 francs par mois les 13 mètres carrés qu'elle occupe depuis plus de vingt ans. La disproportion entre la somme et la surface habitable était moins criante lorsque l'état des locaux restait correct. Mais à la fin des années 80, tout a changé.

« Un nouveau gérant est arrivé, explique Salah Demradji, un maçon actuellement au chômage qui habite au troisième, et il n'a plus rien fait pour entretenir l'immeuble. A cette époque, les quarante chambres de l'hôtel étaient toutes occupées. Lorsque l'on protestait, on nous répondait que nous étions libres de partir. Mais ailleurs, c'est trop cher ou personne ne veut de nous : nous n'avions pas d'autre solution que de vivre là. » Si l'on peut appeler vivre la gymnastique quotidienne qui consiste à s'entasser à cinq, les deux parents et trois enfants, dans une pièce louée 2 400 francs par mois. Au deuxième étage, la famille de Yakouba Sidibe, employé dans des pressings, se serre à sept dans

un espace équivalent. Les cartables des cinq enfants, tous scolarisés, sont suspendus au mur, feute de place. Depuis neuf mois, ces contorsions et ces privations paralysent presque enviables aux derniers locataires de l'hôtel.

En novembre 1995, ils ont vu partir le gérant. Ils ont vu que la propriétaire, qui veut vendre le bâtiment, avait obtenu son expulsion devant un tribunal. Ils ont surtout appris qu'à leur tour, quoique non représentés devant la justice, ils devaient quitter les lieux. Sans bail locatif, les occupants n'avaient de toute manière aucun argument à faire valoir. La plupart sont donc partis. Leurs chambres ont été immédiatement murées. Seules dix familles ont choisi, faute d'autre solution, de demeurer sur place. La préfecture n'a pas osé faire appliquer l'arrêt d'expulsion.

« PAS DES SQUATTERS » Depuis que l'eau a été coupée, les occupants doivent aller se ravitailler à une bouche au coin de la rue. L'hôtel a rapidement fini de se transformer en taudis. Chez Yakouba Sidibe, les souris rongent la vaisselle placée sous l'unique armoire de la chambre, le bois des fenêtres a pourri et laisse passer l'air, glacial durant l'hiver, alors que le chauffage central ne peut être remis en marche. Tout l'immeuble s'est coté pour faire rétablir l'électricité. Mais plus personne ne verse de loyer depuis neuf mois. « Nous ne sommes pas des squatters », dit M. Sidibe. Nous voudrions bien continuer à payer, nous sommes tous en mesure de le faire. Mais personne ne veut de notre argent. La propriétaire n'attend que notre départ. Nous ne demandons qu'à partir, mais personne ne veut nous reloger. »

Récemment, quelques locataires de meublés ont réussi à sortir de l'impasse dans laquelle se retrouvent coincés ceux de la rue Ramey. Ils ont profité des succès juridiques obtenus notamment par M^{me} Breteau, l'un des avocats du DAL. La victoire qui a autorisé toutes les autres a été remportée rue de Gergovie. Là, des locataires d'un meublé avaient pris leur expulsion, sans avoir pu faire entendre leurs voix au tribunal où était assigné leur gérant. Le

1^{er} mars 1994, la cour d'appel de Paris reconnaissait qu'« il serait particulièrement choquant et contraire à tous nos principes de droit qu'en tant qu'occupants réguliers les locataires d'un hôtel meublé puissent faire l'objet d'une expulsion sans avoir été partie à l'instance ni même informés de son déroulement » et annulait donc l'expulsion des occupants des lieux.

Depuis, M^{me} Breteau a pu représenter plusieurs fois des locataires de meublés devant des tribunaux d'instance. A chaque fois, l'avocat a plaidé le non-respect des obligations du gérant - notamment la fourniture de meubles et de draps ou l'affichage des tarifs sur la porte des chambres - ou la dégradation des locaux pour démontrer que l'appellation d'hôtel meublé n'était plus qu'une fiction. Et qu'il fallait donc requalifier les contrats de location de leurs occupants en véritables baux, conformes à la loi du 1^{er} septembre 1948, avec tous les droits qui se rattachent aux bâtiments délabrés : maintien dans les lieux et, surtout, obligation de relogement si une mesure d'expulsion ou un arrêté de péril est prononcé. Le 20 mai 1994, le tribunal d'instance du 20^e arrondissement de Paris accordait cette requalification aux locataires du 15, rue Julien-Lacroix. Pour la première fois, des résidents en hôtel meublé parvenaient à obtenir des droits équivalents à ceux de locataires classiques.

D'autres requalifications des contrats en baux ont depuis été obtenues devant des tribunaux d'instance. « Tout se passe comme si ces tribunaux en avaient assez, analyse M^{me} Breteau. Des magistrats me disent qu'ils ne supportent plus d'être placés en situation de gérer seuls la misère. » Deux jugements favorables obtenus dans le 20^e arrondissement doivent encore faire l'objet d'un appel. En revanche, place Gambetta, les locataires du West Hotel sont en cours de relogement. Pour la première fois, des locataires ont échappé au sort commun des occupants des hôtels meublés, obligés de se diriger vers des établissements encore plus déplorables que ceux qu'ils abandonnaient.

Hervé Fenoglio

Les nouveaux amateurs de Bourgogne



Des grands crus, des petits crus, toujours des bons crus... des crus de 1^{re} classe...



En matière de Bourgogne, quel que soit le lieu, mais surtout, qui l'entend, quelle que soit votre bourse. Il y aura toujours parmi les 96 appellations celle que vous attendez. Vins frais et gouléants, véritables vins de plaisir pour les petits moments " sympas " et les déjeuners entre amis, grands crus prestigieux ayant le don de transformer n'importe quel grand moment en fête des sens : ici chaque cru a sa personnalité. Une personnalité que l'on ne demande qu'à s'accorder à la vôtre.

ETERNELS BOURGOGNES
Chablis / Auxerrois - Mâconnais
Côte Chalonnaise - Côte de Nuits
Côte de Beaune

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ.

Le programme de la visite du pape en France est officiellement maintenu dans son intégralité

Jean Paul II sera opéré d'une appendicite dans quelques semaines

Le médecin personnel du pape, le docteur Renato Buzzonetti, a indiqué, samedi 14 septembre, que Jean Paul II devra subir « dans le courant de

l'année » une appendicectomie. Officiellement, pour l'instant, rien ne laisse penser que le voyage du pape en France, qui doit débuter le

19 septembre, sera annulé. « Même en brancard, il viendra », affirmait-on à Paris la semaine dernière.

C'EST vraisemblablement au mois d'octobre que le pape sera opéré de l'« appendicite » diagnostiquée par son médecin personnel, Renato Buzzonetti, et révélée par un communiqué du Vatican, samedi 14 septembre, à Rome. Le 6 octobre, Jean Paul II doit présider une cérémonie de béatification et il disposera ensuite, pour une hospitalisation et une convalescence, d'une vingtaine de jours sans échéance majeure sur son calendrier. La décision d'opérer le pape « dans l'année » a été prise jeudi 12 septembre, cinq jours après son voyage en Hongrie, où il était apparu très fatigué. Le conseil médical qui l'a examiné a estimé que « les accès transitoires de douleur abdominale associée à de la fièvre, observés depuis le 26 décembre 1995, sont à attribuer à des phénomènes phlogistiques récurrents de l'appendice ».

Officiellement, rien n'est changé concernant la visite que Jean Paul II doit faire en France du jeudi 19 au dimanche 22 septembre, d'abord à Tours, où il résidera, puis à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Vendée (le 19), à Sainte-Anne-d'Auray, dans le Morbihan (le 20), et à Reims (le 22). Les rumeurs d'annulation de certaines étapes (Vendée et même Reims) ont pourtant circulé la semaine dernière, après son difficile déplacement en Hongrie, et elles devraient reprendre après la publication d'un communiqué annonçant, à cinq jours seulement de l'arrivée du pape, une opération sans urgence apparente. Le Vatican aurait voulu préparer les esprits à un changement de pro-

gramme, voire à une annulation de dernière minute, qu'il ne s'y serait pas pris autrement. Dès son voyage en Hongrie, Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du Vatican, n'avait pas exclu que pouvaient se produire de nouvelles « attaques fébriles », comme celles qui avaient déjà interrompu l'activité de Jean Paul II le jour de Noël 1995, en mars, et le 13 août dernier. Le pape s'est déjà vu contraint de reporter des voyages, notamment en 1994 en Belgique et à New York, à la suite de sa fracture du col du fémur, mais dans des délais plus confortables que ceux dont il disposerait si un incident devait survenir avant son départ pour Tours et Reims.

ÉVITER LA STATION DEBOUT

LE Vatican et l'épiscopat français se montraient lundi matin rassurants. « Même en brancard, il viendra », disait-on à Paris la semaine dernière. Dans l'épiscopat

français, la confiance est si grande qu'aucune formule de rechange n'a été prévue en cas d'annulation de dernière minute. Tout au plus, les organisateurs précisent-ils que la station debout et les conversations privées trop longues seront épargnées au pape. De même n'excluent-ils pas que des passages de ses homélies ou discours ne soient pas lus par lui — ce qui s'est déjà produit dans d'autres voyages récents. Quant à alléger davantage son emploi du temps, il n'en était pas question lundi. Les organisateurs des voyages du pape ont depuis longtemps pour consignes de ne pas prévoir plus de deux « événements » (une célébration et une rencontre) par jour, de raccourcir les déplacements et de limiter la résidence du pape à un lieu unique : en France, ce sera dans un établissement religieux de Tours, la Grande-Brèche. Pas plus que son état de santé, le climat de polémique qui entoure

cette visite ne serait de nature à faire reculer le pape, affirme-t-on aussi au Vatican et chez les évêques français. Il aurait même pour effet de le « dopper ». Les campagnes de « débaptisation » lancées au début de l'été n'ont rencontré qu'un écho limité : quatre cents demandes de retrait des registres de baptême ont été enregistrées dans l'ensemble des diocèses de France, dont cinquante-huit pour Paris. Dans Le Figaro du 10 septembre, Mgr Lustiger écrivait : « Il me semble extraordinaire que les mêmes invoquent le crédit moral de l'Eglise pour la défense des causes humanitaires et dénoncent le complot papiste et clérical de mainmise sur l'Etat ».

Cent cinquante mille fidèles sont attendus à Sainte-Anne-d'Auray, quatre-vingt mille à Tours et cent cinquante mille à Reims. Le pape a récemment reçu la visite du président de la conférence des évêques et des archevêques de Tours et de Reims. Le 21 septembre à Tours, où il célébrera le 1600^e anniversaire de la mort de saint Martin (le légionnaire qui partagea son manteau avec un misérable), le pape traitera de la solidarité et de l'immigration. Le lendemain à Reims, étape la plus contestée, avec la célébration du quinzième centenaire du baptême de Clovis, il évoquera la fidélité de la France à sa mémoire chrétienne, mais surtout la signification du baptême dans un pays multiculturel et religieux et la vocation du responsable politique baptisé.

Henri Tincq

De bien curieux « phénomènes phlogistiques »

Selon le médecin personnel de Jean Paul II, « les accès transitoires de douleur abdominale associée à de la fièvre, observés depuis le 26 décembre 1995, sont à attribuer à des phénomènes phlogistiques récurrents de l'appendice ». En recourant au terme dénué de « phlogistique », le Vatican veut dire que l'appendice de Jean Paul II est le siège de phénomènes inflammatoires, cas mieux connu sous le nom d'« appendicite ». Or celle-ci est, en règle générale, une urgence chirurgicale. Comment, dès lors, comprendre que le collège médical ne prévoit une intervention que « dans le courant de l'année » ? L'hypothèse la plus vraisemblable n'est pas une appendicite mais bien une évolution cancéreuse de la « tumeur bénigne » digestive qui avait nécessité une intervention chirurgicale pratiquée le 17 juillet 1992. Pourtant, le collège médical réuni pour l'occasion a diagnostiqué, à l'unanimité, des « phénomènes phlogistiques récurrents de l'appendice, à l'exclusion de toute pathologie néoplasique abdominale ».

Les Sézannais défendent leur hôpital, cible d'une politique de « démenagement du territoire »

SÉZANNE (Marne)

Vivre et travailler au pays, certes, mais aussi y être opéré dans de bonnes conditions d'urgence et de sécurité : tel était le sens de la plus importante manifestation jamais vue de mémoire de Sézannais. Dans ce chef-lieu du sud-ouest marnais, qui ne compte que 6 000 habitants, près de 2 000 personnes ont défilé silencieusement, samedi 14 septembre, pour protester contre la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital de la ville, programmée pour juillet 1997. Dans le cortège se côtoyaient petits commerçants et viticulteurs, ouvriers et cadres, lycéens et retraités, notables et RMistes. Regroupés dans la maison des sports, les manifestants ont acclamé le maire et le chirurgien-chef, qui ont pris la tête de cette croisade contre une « santé à deux vitesses » et une politique de « démenagement du territoire ».

Une opération « portes ouvertes » à l'hôpital a donné le coup d'envoi de la journée d'action. Sous un ciel de Toussaint, c'est le plus souvent en famille, devisant paisiblement, que l'on s'est rendu à l'hôpital pour visiter ce bâtiment fondé en 1164, par Henri I^{er}. Silence, hôpital... en danger : la foule baissait le ton comme on le fait au chevet

d'un malade. Guidés par les médecins, les infirmières et le personnel non soignant, les habitants ont sagement déambulé de la salle de radiologie, rééquipée cette année, au nouveau bloc opératoire, inauguré en 1992 « avec du matériel aussi performant qu'à Reims », soulignait une anesthésiste.

Appliquant les directives d'économie du gouvernement, la direction régionale de l'action sanitaire et sociale s'est appuyée sur les « bilans d'activité défavorables » du service de chirurgie pour programmer sa fermeture, au 1^{er} juillet 1997. Dans ce service, qui réalise, en moyenne, quelque trois interventions par jour, les 1 209 actes réalisés en 1995, dont les trois quarts en ambulatoire — c'est-à-dire sans hospitalisation —, ne représentent que 29 300 KC, soit un acte moyen à 24 KC (une opération de l'appendicite est cotée 50 KC). Si les urgences accueillies sont en augmentation sensible (3 295 en 1995 contre 3 084 en 1994) et majoritairement motivées par des raisons chirurgicales, le rapport note aussi que très peu d'interventions sont pratiquées pendant les heures d'astreinte, la plupart étant différées.

A la sécheresse des chiffres, le maire (divers gauche) de Sézanne depuis 1977 et président du conseil d'administration de l'hôpital, Philippe Bonnotte, oppose le droit à la

santé d'une population très isolée. Pour se rendre à Epernay (50 km), Châlons-en-Champagne (60 km) ou Reims (80 km), où seront reconstruits les traitements de l'urgence et de la chirurgie, il n'existe aucun transport en commun. « La ligne de chemin de fer Sézanne-Paris a été fermée en 1972 et, aujourd'hui, même pour aller à Romilly-sur-Seine, la ville la plus proche, à 25 km, il faut disposer d'une voiture. L'hiver, avec du brouillard ou du verglas, l'évacuation d'une urgence sera problématique et l'on dépensera en transports le peu que l'on gagnera en fonctionnement. Et que dire des difficultés de visite d'un parent hospitalisé ? Si l'on ferme la chirurgie, tous les habitants du bassin de vie de Sézanne se sentiront un peu plus isolés et délaissés... »

SOLIDARITÉ OU RENTABILITÉ ?

Surplombée par les vignes de Champagne, la grosse bourgade a la chance de compter plusieurs entreprises performantes fournissant un millier d'emplois, mais elle ne dispose même pas d'un cinéma. « On parle d'aménagement du territoire et l'on pratique le démenagement », s'indigne M. Bonnotte, qui craint que la disparition des plus petites unités sanitaires en milieu rural — le service de chirurgie de Sainte-Me-

niehould (Marne) a été fermé le 1^{er} juillet, celui de Vouziers (Ardennes) bénéficie d'un suris — préfigurent des coupes claires dans d'autres domaines. « Qui sait si un jour on ne s'en prendra pas à notre lycée, obligeant nos enfants à partir en internat dès l'âge de quinze ans ? »

L'opposition de ces deux logiques — la solidarité et la rentabilité —, le docteur Derman Ayeve, qui dirige le service de chirurgie depuis 1980, la souligne plus concrètement encore. « Grâce à une équipe très compétente, nous intervenons en traumatologie pour réduire des fractures ou des luxations, pour stopper des hémorragies dues notamment à des accidents du travail ou de la route — la RN 4 est, par ici, particulièrement meurtrière —, nous opérons des hernies étranglées, des affections gynécologiques, des appendicites aiguës... L'intervention d'urgence peut être vitale, mais elle évite aussi les souffrances occasionnées par un transport et les risques de nécrose. Surtout, l'hospitalisation sur place permet aux patients de ne pas être coupés de leurs familles. A côté des lits de médecine, de moyen et de long séjour, les douze lits de chirurgie constituent un minimum cohérent ».

Robert Belleret

Une enquête est ouverte après l'agression de M^{me} Germon

MAGDELINE GERMON, veuve de Félix Germon, dont le corps avait été exhumé lors de la profanation de Carpentras en mai 1990, a été agressée à son domicile carpentrassien, vendredi 13 septembre (Le Monde daté 15-16 septembre), et était toujours hospitalisée lundi. Se faisant passer pour un préposé de La Poste, un homme d'environ vingt-cinq ans a réussi à pénétrer dans l'appartement de M^{me} Germon, âgée de quatre-vingt-six ans, puis l'a rouée de coups en l'insultant. L'agresseur lui a également fait ingérer de force un produit corrosif, non identifié, qui lui a brûlé les voies respiratoires et digestives. Aucun vol n'a été commis. Une enquête a été confiée au SRPJ d'Avignon.

Sans pouvoir affirmer que cette agression ait un lien direct avec l'affaire de la profanation, l'avocat de M^{me} Germon a indiqué que sa cliente avait fait l'objet de menaces depuis que quatre anciens skinheads ont été arrêtés, début août, après avoir avoué être les auteurs de la profanation. L'un d'eux, Bertrand Nouveau, affirmant avoir été « influencé par les discours de haine et xénophobes du Front national », avait récemment demandé pardon (Le Monde du 13 septembre). « Je ne pardonne pas, cela fait six ans que je souffre », avait répondu M^{me} Germon.

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : la Fédération des conseils des parents d'élèves (FCPE) a appelé, dimanche 15 septembre, ses adhérents et l'ensemble des parents, « à manifester leur opposition au projet de budget et à envisager toute forme d'action » lors de la journée de grève du 30 septembre, organisée par l'ensemble des syndicats de l'éducation, à l'exception de FO. La FCPE demande aux parents de « se mobiliser pour obtenir du gouvernement un changement de politique pour la jeunesse ».

■ **DROGUES** : Alain, le fils d'André et Jeanne Gagneux, les retraités mosellans condamnés à Tanger pour avoir tenté de passer du cannabis (Le Monde du 8 août), a été incarcéré, vendredi 13 septembre, ainsi qu'un complice, Rachid Lachi. Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir organisé de nombreux convois de drogue.

■ **PATRIMOINE** : 8 millions de visiteurs se sont rendus sur les 11 500 sites ouverts au public, samedi 14 et dimanche 15 septembre, à l'occasion des 13^e Journées du patrimoine, a annoncé le ministre de la culture. Ce chiffre, en hausse de 14,29 % par rapport à l'an dernier, constitue un record.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Michel Gagneux

Ancien PDG de la Sonacotra, Michel Gagneux a bénéficié en 1995 de deux non-lieux dans des procédures qui mettaient en cause sa gestion. Bien que Le Monde en ait informé ses lecteurs dans ses éditions du 3 juin 1995, la cour d'appel de Paris, malgré cette publication,

nous contraignait, par un jugement du 5 septembre, à publier la lettre suivante de Michel Gagneux :

« Sous le titre « La Sonacotra porte plainte contre son ancien PDG », Le Monde a publié, le 12 février 1993, un article détaillant les graves accusations portées à mon encontre par la société Sonacotra et, en même temps, même d'une conférence de presse tenue par cette société qui avait cru bon de faire une très large publicité à la plainte qu'elle s'appropriait à déposer. »

J'ai eu l'occasion de protester très vigoureusement contre de tels procédés, et la Sonacotra ainsi que plusieurs organes de presse, dont, notamment, Le Monde et L'Express, ont été condamnés par la cour d'appel de Paris pour s'être ainsi prêtés à cette abusive opération médiatique. L'événement du jeudi étant pour sa part condamné pour diffamation.

Alors que Le Monde n'a pas manqué d'informer ses lecteurs de l'ouverture d'une information suite au dépôt de cette plainte, précisant qu'elle était confiée à madame le juge Jacqueline Meyson, je constate qu'il a omis de porter à leur connaissance qu'elle s'est conclue le 20 février 1995 par une ordonnance de non-lieu, sans que, d'ailleurs, je n'aie jamais été mis en examen.

Et pourtant je n'avais pas manqué d'informer très rapidement Le Monde de ce dénouement.

Je regrette vivement que votre journal n'ait pas eu le souci, après avoir fait une si large place à ceux qui me mettaient en cause devant la justice, avec les conséquences privées et professionnelles que chacun peut imaginer, de prévenir ses lecteurs de cette issue judiciaire.

Je ne vois donc comment d'imposer cette insertion forcée, informant vos lecteurs qu'au terme de deux années d'enquête aucune des infractions d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux ou d'abus des pouvoirs sociaux n'a pu être établie à mon encontre.

Cette décision, aujourd'hui définitive, fait d'ailleurs suite à une autre ordonnance de non-lieu rendue quelques semaines auparavant sur la plainte en infraction déposée à mon encontre par M. Teulade, alors ministre des affaires sociales et de l'intégration. Telle est l'issue judiciaire qui vient d'être donnée aux poursuites engagées par la Sonacotra et M. Teulade, au moment même où, à Rennes, dans le cadre d'une instruction menée par monsieur le conseiller Van Rynbeke, je demandais à être confronté à un ancien ministre d'un gouvernement socialiste.

8 CONGRÈS NATIONAL DU CLUB DES VILLES CYCLABLES "UNE NOUVELLE CULTURE VÉLO"



NANTES-LES 11 ET 12 OCTOBRE CHEZ DES COUVRES

RENSEIGNEMENTS - INSCRIPTIONS :

DISTRICT DE L'AGGLOMERATION NANTAISE - Tour Bretagne, 44047 NANTES Cedex 01 - BP 3702
Tél. 40 99 46 48 - Fax 40 99 46 60

A l'heure du centenaire

de la naissance de Jean Piaget, la psychologie de l'enfant est en plein renouvellement. Regard sur les recherches en cours.

SCIENCES HUMAINES

La psychologie de l'enfant

SCIENCES HUMAINES

Le magazine des sciences de l'homme

en kiosque, en librairie et sur commande au 06 72 07 00
26, rue Ranthoume - BP 256 - 85004 Auxerre Cedex

CAVEAL
17 septembre 1996

Débat du Monde

Jean-Marie COCHET

Nicolas SARRE
Michel Edouard LEVY

Erik IZRAELVICH
LA BENTEE

DISPARITION

Ernesto Geisel

L'avant-dernier dirigeant militaire du Brésil

LE GÉNÉRAL ERNESTO GEISEL, président du Brésil de 1974 à 1979, est décédé, jeudi 12 septembre, d'un cancer généralisé. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Le général Ernesto Geisel était le quatrième des cinq généraux qui, après le coup d'État du 31 mars 1964, et jusqu'en 1985, dirigèrent le Brésil. En dépit de ce lourd héritage, et malgré de nombreux retours en arrière, il fut aussi celui qui initia le lent processus de démocratisation du pays. Raide et austère, petit-fils d'un pasteur de Stuttgart et fils d'un professeur allemand émigré au Brésil à la fin du siècle dernier, Ernesto Geisel, né en 1908 dans le Rio-Grande-do-Sul, avait suivi la filière classique des bonnes écoles militaires, parachevant sa formation par un stage aux États-Unis.

Sous-lieutenant en 1928, il se joint, deux ans plus tard, aux putschistes qui renversent le président Washington Luiz et le remplacent par Getulio Vargas. Il servira le nouveau maître du Brésil durant quinze ans avant de mettre ses tanks de la division blindée de Rio de Janeiro à la disposition des putschistes qui, en 1945, renvoient Vargas. Considéré comme un nationaliste moderniste et complet, Ernesto Geisel occupa alors plusieurs postes dans l'administration civile et militaire.

Promu général en 1961, il est de ceux qui, en 1964, poussent vers la sortie le président constitutionnel João Goulart, réputé trop à gauche, pour le remplacer par le maréchal Humberto Castello Branco, chef du « syndicat » des officiers généraux. Pour la façade, certaines institutions civiles, quoique dépourvues de tout pouvoir, restent en place. Mais c'est bien l'armée qui, lourdement, gomme tout en son sein, avec la bénédiction des États-Unis, opposants de gauche et syndicalistes. Inscrits dans la lignée de Costa e Silva, successeur du maréchal Castello Branco, Ernesto Geisel devient président du tribunal militaire suprême où sont jugés, sans scrupules excessifs, les opposants accusés de subversion.

Deux ans plus tard, avec l'arrivée au pouvoir du général Médici, Ernesto Geisel est propulsé « patron » des pétroliers brésiliens. Puis il est choisi par ses pairs pour devenir, à son tour, le 15 janvier 1974, chef de l'État. Sous son règne, le Brésil connaît un développement économique certain, quoique inégal, ainsi qu'un début de démocratisation politique qui devait se matérialiser entièrement avec le retour des civils au pouvoir, en 1985, sous la présidence de son successeur, le général João Figueiredo.

Georges Marion

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. et M^{me} Jean-François DELAMARRE sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Hélène DELAMARRE,

au foyer de Jean-Baptiste et Christine, le 9 septembre 1996, à Barfleur (Manche).

16, parc de Diane, 78350 Jouy-en-Josas.

Clair et Denis HYENNE ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Louise, Claude, André, Paul,

le 9 septembre 1996.

Centre hospitalier Louis-Pasteur, 39108 Dole Cedex.

Anniversaires de naissance

— Très heureux anniversaire.

Elan,

et mille bisous pour ses dix ans.

Maman, Alice et tous les tiens.

Marie,

— It's good

So good...

Joyeux anniversaire.

Dominique.

Mariages

Juliette THEURIOT

et

Lilian HAMON

se sont mariés le 7 septembre 1996, en la mairie de Seine-Laurent (Ille-et-Vilaine).

9, avenue Dupuch, 35190 Tintinnac.

Magali de CHAMPRES

et

Stéphane de ROBEN

se sont mariés le 14 septembre 1996, en l'église Saint-Clair, au sein de la Caselle.

Leurs parents sont heureux d'annoncer cette belle nouvelle.

3, chemin Saint-François, 83330 La Caselle.

M^{me} Jean Berthier, son épouse,

M^{me} Alain Berthier,

M^{me} Brigitte Berthier,

M^{me} Jeanne, Pierre-Olivier,

ses petits-enfants,

ont le plaisir de faire part du décès de

M. Jean BERTHIER,

officier de la Légion d'honneur,

médecin-paysan général honoraire,

survécu à Paris, le 12 septembre 1996.

83 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

M^{me} Nicole Châtelet, son épouse,

Carole et Emmanuel Piviera,

Eve et Pierre,

ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Robert Calabrese

et leurs enfants et petits-enfants,

Ses cousins et cousines,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pierre CALLEBAUT,

le 12 septembre 1996.

La cérémonie aura lieu en la salle du crématorium de Brezelles, le mercredi 18 septembre, à 12 heures.

Région au crématorium à 11 h 45 (avenue de Silance, à Uccle-Calevoit).

L'inhumation dans le caveau de famille de Brezelles aura lieu dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, avenue de Forestiers, 1180 Brezelles.

30, avenue Georges-Mandel, 75116 Paris.

— Le conseil d'administration et le personnel d'Anytime Group,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de leur président,

M. Pierre CALLEBAUT,

le 12 septembre 1996.

La cérémonie aura lieu en la salle du crématorium de Brezelles, le mercredi 18 septembre, à 12 heures.

L'inhumation aura lieu au crématorium d'Ille-et-Vilaine.

M. Durban, 9300 Aals.

43-47, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

— M^{me} Nicole Couvrech, son épouse,

Marcelle et Armand

Douglas-Couvrech,

sa fille et son grand,

Et tous la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

Ses proches ont l'honneur de faire part du décès de

M. Raymond COUVRECH,

survécu le samedi 14 septembre 1996, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 septembre 1996, à 16 heures,

en l'église Saint-Georges de Villeneuve-Saint-Georges.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Henri GORDON,

née Dora RETEL,

survécus le 13 septembre 1996.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 septembre 1996.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 30 précises.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

De la part de

M. et M^{me} Jean Tony Gordon,

ses enfants,

M. et M^{me} Didier Gordon,

M. et M^{me} Ciro Ascione,

ses petits-enfants,

Joseph, Méry, Chloé, Thomas,

ses arrière-petits-enfants,

M. Alexandre Rodriguez,

son dévoué serviteur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La présidence et les membres du conseil d'administration du Centre Israélien de Montreuil,

ont le regret d'annoncer le décès de

M^{me} Dora GORDON,

née RETEL,

vice-présidente des crèches.

Elle rappelle la mémoire de son mari.

M. Henri GORDON,

vice-président

des « anciens » aînés de jour et de nuit,

et présentait à son fils, Tony Gordon,

vice-président délégué, et à sa famille,

leurs sincères condoléances.

16, rue Lamark, 75011 Paris.

— M. Michel Goulloud,

son fils,

M. et M^{me} Philippe Vallet,

M. et M^{me} Gilles Goulloud,

M. Antoine Goulloud,

ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M^{me} veuve

M<

Ancien officier de cavalerie, le « colonel » a été pendant près de vingt ans le directeur de la communication du CNPF. Il s'y est efforcé, avec succès, de changer l'image du patronat français

RIEN ne prédisposait Michel Frois à devenir un des « papes » de la communication des entreprises et le redresseur de l'image du CNPF, qui fête son cinquantième anniversaire, le 16 septembre, en présence du président de la République. Rien dans son aspect n'annonce l'homme d'entregent : il ne manque que le monocle à cet ancien officier de cavalerie de quatre-vingt-deux ans, « droit dans ses bottes » au propre comme au figuré, autoritaire et fraternel, amical et glorieux. Curieux homme qui suscite l'adhésion chez des personnes fort dissemblables : Henri Weber, sénateur socialiste, membre fondateur de la Ligue communiste, qui a écrit en 1986 un livre sur le CNPF « le parti des patrons », le juge « extraordinaire » ; Gérard Longuet, président UDF-PR de la région Lorraine, ancien ministre, qui a organisé avec lui, en 1969, un jeu radiophonique sur les entreprises, le dit « formidable ».

Michel Frois naît en 1914 à Bayonne, dans une famille à la confluence d'armateurs, de négociants et de banquiers. Il monte à Paris pour suivre les cours de l'École libre de sciences politiques et de la faculté de droit, tout en gagnant trois sous avec son violon dans les orchestres de jazz, où il accompagne notamment Django Reinhardt. Sa passion du cheval et les menaces de guerre vont l'écarter d'une trajectoire qui semblait le conduire à l'inspection des finances. Il opte pour la carrière d'officier d'active et passe par l'École de cavalerie de Saumur.

La guerre de 40 lui vaut une blessure et une évacuation, qui seront suivies d'un départ pour l'Afrique du Nord, où son patriotisme ardent lui fait reprendre les armes à partir de 1943. C'est à Casablanca qu'il dit avoir éprouvé « une véritable illumination » devant le hall d'information des troupes américaines où les cartes expliquaient les positions des armées amies et ennemies. Premier enseignement : il faut dire et montrer. Il se met donc aux cartes et aux exposés, car « il était essentiel d'informer nos troupes composées en grande partie de pieds-noirs et de Marocains ignorants des lieux qu'ils allaient délivrer ».

Depuis le débarquement à Boulogne jusqu'à Stuttgart, en passant par Belfort, où il est blessé, il participe à la chevauchée victorieuse de la 1^{re} armée. Comme capitaine dans le Palatinat occupé, il n'oublie pas sa nouvelle passion. Il dirige le bureau de presse à la 5^e division blindée et crée des halls d'information dans tous les régiments, qu'il approvisionne en panneaux sur les grandes questions nationales et internationales expliquant, par exemple, aux soldats la toute nouvelle Constitution de la République française. En Indochine, en réaction au maoïsme et à la manipulation de la presse que pratiquent certains, il se persuade d'un deuxième principe : il faut parler vrai et montrer la vraie guerre. Au côté du général de Lattre de Tassigny, qu'il vénère, dans les cabinets des ministres des États associés et des armées de la IV^e République, auprès des rési-

dents généraux en Tunisie ou au Maroc, il gère les images et les mots, les films et les journalistes aux pires moments de l'Indochine et de la décolonisation. Ce qui veut dire, par exemple, « calmer le triomphalisme de certains journalistes français le jour de l'attaque sur Dien-Bien-Phu et les préparer à la catastrophe prévisible ».

La déroute diplomatique et médiatique qui suit l'expédition franco-britannique de Suez le convainc de quitter l'armée en 1957, avec le grade de lieutenant-colonel. Il commande un régiment de chars de huit cents hommes à Berlin ; le voilà dirigeant dans un bureau des relations extérieures du Syndicat général de la construction électrique auprès de Henri Davezac, car les patrons ont autant de progrès à faire que les militaires en matière de communication. Pendant treize ans, il consacre son énergie à persuader les PDG d'exporter et par exemple de participer à la Foire de Hanovre. « La première année, se souvient-il, ils ne voulaient pas y aller. La deuxième, ils y étaient, mais sans fiches techniques sur leurs matériels. La troisième, les fiches techniques n'étaient qu'en français. La quatrième, elles étaient rédigées dans un allemand incompréhensible, etc. »

Ce sont les événements de mai 1968 qui le propulsent au CNPF. Au cours de la crise, les syndicats sont partout, dans la rue, sur les ondes, dans la presse. Et les patrons, nulle part. Cette situation insupportable pour certains dirigeants comme Jacques Ehrsam, de Singer France, mais aussi le président de la construction électrique, Georges Glasser, et surtout le président et le secrétaire général du CNPF, Paul Huvelin et Patrice Leroy-Jay, qui convainquent Michel Frois de venir en 1970 rue Pierre-I^{er} de Ser-

bie participer à la modification de l'image du patronat en pratiquant une information ouverte.

Lorsque celui que l'on va baptiser le « colonel » accepte la charge, le rapport des forces n'est pas brillant. « Le CNPF est alors un organisme obscur voué à la défense des grandes entreprises, se souvient Michel Frois. Son attaché de presse a pour mission de ne rien dire. La grande presse ignore les entreprises et l'économie : un directeur de radio me dit même que celle-ci emmerde ses auditeurs. Les Echos sont dédiés au petit commerce. Le Figaro et Le Monde ont des rubriques économiques peu

« Le CNPF est toujours indispensable, mais pas pour la défense d'un patronat qui n'existe pas en tant que corporation. Il est indispensable pour la promotion et la défense de l'entreprise »

développées et L'Express, rien du tout. Les syndicats aiment la lutte des classes et refusent l'économie de marché. » Il n'ajoute pas, mais il le pense : les journalistes sociaux sont dans le camp des syndicalistes.

Lorsque François Ceyrac, alors vice-président du CNPF et président de sa commission sociale, accepte - ce qui est une première - de rencontrer dans l'émission télévisée « A armes égales » Georges Ségué, secrétaire général de la CGT, Michel Frois n'arrive pas à trouver un réalisateur pour le film qui doit ouvrir l'intervention de M. Ceyrac sur le thème de la grève : les professionnels contactés se défilent, prétextant qu'ils ne veulent pas « faire de politique », et la direction de la pre-

mière chaîne doit commettre un réalisateur d'office. Ce qui n'empêche pas que « le sabotage » perdure : les montages du film tombent malades et les éclairagistes privilégient le responsable syndical.

Les objectifs de la nouvelle direction générale de l'information sont simples. Michel Frois rappelle qu'il s'agissait « d'affirmer la représentativité du CNPF comme défenseur de toutes les entreprises et de démontrer la crédibilité de ses positions ; ensuite, de faire la promotion de l'image des entreprises ». Dans son bureau trône le credo de Lincoln : « Vous ne pouvez pas fa-

communiqué, à répondre à un journaliste. » Il crée, en 1972, à Biarritz, le Festival de l'audiovisuel et de la communication, qui existe toujours. Des journées « portes ouvertes » donnent aux entreprises l'envie d'être pimpantes, à la satisfaction de l'organisateur en chef, persuadé que « l'information est un corset qui oblige à se tenir droit ».

La deuxième cible est la presse, toute la presse. Fini l'ostracisme à l'égard des révolutionnaires : L'Humanité ou L'Ami du peuple sont invités aux conférences du CNPF pour la première fois, car « à eux aussi nous avons des choses à dire ». Le contact avec les journaux, les radios et les télévisions est permanent grâce aux communiqués, rectifications d'informations, considérées comme erronées, interviews, conférences de presse, déjeuners, propositions de sujets de reportage, tables rondes ou colloques. Une centaine d'hommes et de femmes occupant des responsabilités dans la communication ont fait un stage au sein de la direction de l'information du CNPF. Les moyens pour faire connaître l'entreprise et personnaliser le CNPF autour de ses présidents successifs sont innombrables.

Les armes de Michel Frois, ce sont les hommes et le travail en équipe. Du même âge et titulaires des mêmes diplômes de Sciences-Po que les journalistes, les « froisiens », qui approchent le chiffre de quarante, ont pour mission de « marquer » leurs frères de plume ou d'audiovisuel. Le « colonel » les réunit tous les matins à 9 h 30 pour une similitude de conférence de rédaction. Sa garde rapprochée est composée de Michel Calzaroni, son adjoint et son double parfait, que Gérard Longuet lui a présenté, de Ghislaine Calzaroni et de

Christian d'Oleón. « En nous embauchant, on ne nous demandait pas pour qui nous votions, se souvient un ancien. Mais ce que nous pensions de l'économie de marché. En fait, Michel Frois aime les collaborateurs vertueux, et il n'hésite pas à faire cohabiter des personnalités fortes venues aussi bien de l'extrême droite que de l'extrême gauche. »

Ce travail de fond s'harmonise avec la volonté de François Ceyrac de changer l'image du CNPF, en proposant de développer la formation économique des salariés, leur expression sur le lieu de travail et leur intérêt aux résultats des entreprises. Bien avant les lois socialistes Auroux ou Aubry, c'est le CNPF qui prend l'initiative de cette révolution culturelle et qui donne aux entreprises un air inhabituel d'ouverture.

Tant et si bien qu'à l'avènement de François Mitterrand, en 1981, le patronat est en ordre de bataille comme il ne l'a jamais été. Son image commence à être positive. Son nouveau président, Yvon Gattaz, est un petit patron autodidacte qui ne peut être assimilé au « grand capital » par le nouveau pouvoir de gauche. Le CNPF se lance dans un intense lobbying pour écarter les menaces que, de son point de vue, le gouvernement Mauroy fait peser sur les entreprises. Dès 1982, le CNPF étend son influence. Au printemps,

les cotisations sociales patronales sont stabilisées, le gouvernement abandonne son projet de semaine de 35 heures, la taxe professionnelle est écartée, les salaires sont bloqués. Au mois de décembre, la direction de l'information organise à Villepin des États généraux de l'entreprise au service de la PME. Un responsable de PME émet la France entière en racontant en pleurant à la tribune comment il a été abandonné des autorités. Dans une salle chauffée à blanc, vingt-cinq mille patrons adoptent huit propositions pour la survie de l'entreprise. Le président de la République félicite Yvon Gattaz. Il accepte de recevoir de celui-ci une sorte de « formation économique permanente » grâce à laquelle le président du CNPF le convainc que l'entreprise est un lieu de création de richesses et d'emplois et pas seulement un lieu d'exploitation des salariés.

Le 1^{er} janvier 1987, Michel Frois invite le CNPF pour rejoindre certains de ses anciens lieutenants qui veulent l'avoir pour associé. Ils créent ensemble l'agence de communication DGM (Dominique-Ghislaine-Michel), dont il est le PDG. Le paysage qu'il a contribué à façonner a été bouleversé. Les journalistes économiques et sociaux dominent l'actualité. Les socialistes ont réhabilité l'entreprise. Les patrons sont portés au pinacle. Cinq ans encore, et ce sera la descente aux enfers avec les « affaires », les licenciements à la chaîne provoquant le gonflement du chômage et une image patronale altérée. Jean Gandois, le président actuel du CNPF, allume un contre-feu en plaçant pour une entreprise « citoyenne ». S'en va-t-il en disant : « C'est nécessaire, mais cela ne veut pas dire que les entreprises ne pourront plus licencier, sinon elles iront toutes à la faillite », s'exclame Michel Frois. Cela signifie qu'elles doivent se trouver dans leur environnement comme poisson dans l'eau.

Le CNPF doit-il disparaître puisque les syndicats ne sont plus les bouterfeux qu'ils étaient ? « Non, répond le « colonel », le CNPF est toujours indispensable, mais pas pour la défense d'un patronat qui n'existe pas en tant que corporation. Il est indispensable pour la promotion et la défense de l'entreprise. » Les années n'ont pas modifié sa façon de faire avec les journalistes : « Nos règles demeurent aussi strictes et reposent sur la conviction que le mensonge nous est interdit. » Fermez le ban.

Alain Faujas
Dessin : Damien Chavanat



Michel Frois, l'ex-« Cadre noir » du CNPF

Le discours

Le discours de Michel Frois, ancien officier de cavalerie, directeur de la communication du CNPF, est un véritable spectacle. Il est toujours accompagné d'un orchestre de jazz, ce qui lui permet de montrer sa maîtrise du violon. Il est également très apprécié pour ses interventions à la télévision, où il défend avec brio les intérêts du patronat français. Son style est direct, franc, et souvent humoristique. Il ne craint pas de s'engager dans des débats polémiques, et sa parole est toujours écoutée avec attention. Son parcours, marqué par la guerre et la décolonisation, lui a donné une expérience unique, qu'il met à profit dans son rôle actuel. Son engagement pour la promotion et la défense de l'entreprise est indéniable, et son influence sur le monde du patronat français est considérable.

Mgr Gérard Defois, archevêque de Reims

« L'héritage chrétien fait partie de notre patrimoine national »

Avant la commémoration dans sa ville du baptême de Clovis, le futur hôte du pape souhaite une meilleure reconnaissance de la place du christianisme dans l'histoire et la constitution de l'identité française

LE PAPE Jean Paul II participera, dimanche 22 septembre à Reims, à la célébration du quinzième centenaire du baptême de Clovis. Mgr Gérard Defois explique la signification que l'Eglise catholique donne à cet événement.

« Beaucoup s'étonnent qu'un Etat laïque se soit associé à l'Eglise pour célébrer la mémoire d'un baptême religieux, celui du roi Clovis, il y a quinze siècles. Quelle est votre interprétation ?

— Rappelons-nous, d'abord, que le baptême de Clovis est le choix d'un homme qui, plongé dans une civilisation imprégnée d'une croyance primitive dans les divinités romaines ou germaniques, a connu des déboires personnels et familiaux, des revers politiques et militaires. On a souvent caricaturé cette conversion, que l'on a dit dictée uniquement par l'opportunité. Mais, en se faisant chrétien, Clovis ne prenait-il pas plutôt des risques vis-à-vis de son peuple ? Son intérêt tactique n'était-il pas de se faire aryan ? Ce que nous voulons commémorer, en premier lieu, c'est d'abord la fidélité à ce choix chrétien, malgré des alliances politiques incertaines, malgré une violence allant jusqu'à l'assassinat de ses adversaires, et même au sein de sa propre famille.

« Alors, faut-il s'étonner qu'un Etat laïque célèbre la mémoire d'un baptême religieux ? Je pense, au contraire, que cet acte de mémoire pose une question que nous n'avions jamais osé aborder de front depuis au moins un siècle : celle du rôle du christianisme dans la constitution de l'identité française. Au XIX^e siècle, cette question avait été portée par un courant royaliste, avide de restauration, et elle avait été généralement disqualifiée comme partisane et rétrograde. Mais le temps a passé. L'Eglise, en France, est séparée de l'Etat. Elle ne remet plus en question cette désamalgamation que le pape Léon XIII, en 1891, lui avait demandé de se rallier et que l'épiscopat d'alors avait en tant de peine à accepter.

« Le climat des relations entre l'Eglise et l'Etat s'est heureusement apaisé. N'est-il donc pas temps de reconnaître à nouveau la place du christianisme dans la constitution de l'identité française ? Pour l'éducation, qui pourrait nier que la France, c'est Jules Ferry, qui a permis la scolarisation des plus pauvres ? Mais n'est-ce pas aussi Jean-Baptiste de La Salle qui avait fondé, pour la même raison, au XVIII^e siècle, les Frères des écoles chrétiennes ? La France, c'est certainement Jean Jaurès, avec son exigence de justice et de paix. Mais ne peut-on pas reconnaître aussi la part prise par tant de chrétiens à cet engagement intellectuel et politique en faveur



de la justice et de la paix ? Mgr Pierre Claverie et les moines de l'Atlas en sont la plus récente illustration.

« Le moment est-il opportun pour cette réévaluation que vous souhaitez de la part du christianisme dans l'histoire de France ? On vous accuse de vouloir annexer l'identité nationale.

— Que le climat soit opportun, on peut en discuter, mais on ne choisit pas ses anniversaires. Au Bourget, en 1980, le pape avait déjà renvoyé la France à son « baptême », mais aussi à sa vocation de défense des droits et de la dignité de l'homme. Il avait même ajouté que « Liberté, Egalité, Fraternité » étaient des valeurs chrétiennes, tout en prenant soin de préciser que les auteurs de cette formule, devenue devise nationale, ne se référaient pas au christianisme. Par là, il voulait signifier que, bon gré mal gré, la culture française hérite du christianisme.

« Ceux qui refusent de prendre en compte cet héritage chrétien de la France ne peuvent pas nier sérieusement qu'il fasse partie de notre patrimoine national. Un homme comme Voltaire, dans ses réactions aux guerres de religion, était en connivence avec une anthropologie inspirée du christianisme. Le très anticlérical Paul Bert, originaire d'Auxerre, où j'ai été archevêque, critiquait l'Eglise, mais il le faisait au nom de valeurs qui étaient en consonance avec l'Evangile, quand, par exemple, il défendait la liberté de conscience. »

« Il est vrai qu'à l'occasion de

cet anniversaire du baptême de Clovis certaines publications témoignent d'un souhait de reconquête chrétienne ou d'annexion — comme vous dites — de l'identité nationale. Mais je peux vous assurer que l'Eglise en France n'a pas d'autre exigence que de contribuer à une réflexion, certainement pas de la confisquer.

« Vouloir annexer l'identité française, ce serait d'une part illusoire, d'autre part incompatible avec l'esprit évangélique et l'enseignement du dernier concile. A de multiples reprises, notamment au Parlement européen de Strasbourg, en 1988, le pape a montré que la culture chrétienne était une parmi d'autres — la culture grecque, la culture romaine, la culture celte, la culture juive — dans la constitution de l'âme de l'Europe. On peut en dire autant de la France. Ce n'est pas l'Eglise qui a fait la France, mais on ne peut nier que la France soit aussi le produit de choix politiques d'hommes qui étaient des croyants et parfois des saints.

« Comment faire cohabiter, dans un pays comme la France, des valeurs laïques avec des références chrétiennes ?

— Autour de l'humanisme, c'est-à-dire d'un projet pour l'homme. L'Eglise est dans son rôle quand elle montre qu'au-delà des tactiques politiques et des réponses immédiates des valeurs fondamentales sont en cause. Elle est dans son rôle quand elle affirme que la loi morale est plus profonde en intention que la loi civile, qui doit être ajustée continuellement. La

tension est inévitable entre, d'un côté, la gestion des intérêts de la nation, qui est de la responsabilité du gouvernement sous le contrôle des assemblées, et, de l'autre, cette exigence fondamentale que doit représenter l'Eglise. Mais cette tension entre la loi de l'Etat et la loi morale est bénéfique. Elle est même constitutive du progrès de la législation et de l'éthique.

« A quelles conditions ? En laissant le débat ouvert et permanent. L'Eglise estime que la morale ne peut être le seul fruit des sondages, mais Jean Paul II ajoute aussitôt qu'il ne s'agit pas d'appliquer la loi morale d'une manière verticale pour traiter de situations qui sont toujours complexes et ambiguës. Et c'est un débat qui doit être ouvert aux autres traditions philosophiques et religieuses, réformées, orthodoxes, à l'incroyance moderne, sans oublier l'islam. Je veux dire par là que tenir compte du fait religieux fait partie de la santé morale du pays.

« Mais en quoi n'est-il pas tenu compte du fait religieux ? Faut-il mettre en cause une certaine conception de la laïcité ?

— Je ne revendique rien. Même si certains ont émis des opinions différentes, je ne revendique pas du tout, pour ma part, la remise en question de la loi de 1905. Je me demande seulement s'il n'y a pas des aménagements à trouver au niveau de notre expression dans l'espace public, dans nos rapports avec les médias comme avec l'Etat.

« Pourquoi les Eglises ne parviennent-elles pas à capitaliser le besoin religieux qui émane de toute part dans la société aujourd'hui ?

— C'est vrai que l'expression religieuse est devenue effervescente. Le problème, c'est que le christianisme est fondé sur une Révélation et que le besoin religieux

d'aujourd'hui ne rencontre pas forcément la proposition de l'Evangile. Si nous souhaitons, dans l'incertitude du temps, des consolations spirituelles, les sectes seront toujours plus efficaces que les Eglises.

« Cette religiosité émotionnelle et sans références objectives se développe sur un fonds de méconnaissance des religions, y compris du christianisme, dans notre propre culture. Pour découvrir ce qu'est la foi chrétienne, il faut donc que la communication existe entre l'Eglise et cette attente religieuse. Mais cette communication ne se fera jamais sous forme de questions-réponses, comme si elle venait combler un manque.

« Ce n'est pas l'Eglise qui a fait la France, mais on ne peut nier que la France soit aussi le produit de choix politiques d'hommes qui étaient des croyants et parfois des saints »

Elle sera toujours le fruit d'une histoire de conscience, d'un rapport nouveau à l'Eglise, qui ne sera évidemment pas le rapport d'appartenance socioculturelle d'autrefois, mais un acte de reconnaissance de la vérité de l'Evangile auquel on adhère par une libre décision.

« L'effort du pape pour tenter de ranimer les racines chrétiennes de la France ou d'autres pays d'Europe n'a-t-il pas échoué ?

— Le pape n'attendait pas un effet magique de ses paroles ! Je crois cependant qu'il a permis de retracer des perspectives historiques, là où elles étaient oubliées, à une époque où la tentation est grande de « zapper » sur des impressions d'actualité. Je ne pense

tion, disait-il, et l'audience des religions diminuera. » Dans nos sociétés où tout peut se dire, tout peut se faire, comment maintenir une vie d'Eglise qui soit à la fois respectueuse de l'homme et de la liberté de conscience, qui transmette des valeurs fondatrices de nouvelles relations sociales et qui soit en même temps un espace où l'on fait l'expérience d'un esprit différent par rapport à la société ? C'est pourquoi le pape insiste tant sur l'identité chrétienne. L'identité qu'il préconise n'est pas agressive, elle est faite de choix, de priorités, de responsabilités éthiques et de liberté spirituelle. »

Propos recueillis par Henri Tineq

Un intellectuel éclectique



Mgr Gérard Defois, soixante-cinq ans, est l'une des personnalités les plus marquantes de l'Eglise de France. Docteur en théologie et diplômé de l'Ecole pratique des hautes études, il est devenu, en 1977, secrétaire général de l'épiscopat, donnant à cette fonction un éclat perdu depuis. En 1980, il a publié un rapport, resté célèbre, traçant de nouvelles perspectives (« Identité », « visibilité », « communion ») à l'Eglise de France. Il a joué un rôle actif dans la préparation des premiers voyages du pape en France. Mais sa trop grande activité à un poste ordinairement plus discret lui vaudra, après la fin de son mandat, en 1983, quelques années de « purgatoire » comme recteur de l'université catholique de Lyon, avant d'être enfin nommé archevêque de Sens, en 1990, Intellectuel chaleureux et éclectique, ce socio-

logue de formation est un bon spécialiste de la pensée de l'Eglise sur l'Europe, la morale, la bioéthique, la défense, etc. Président du comité épiscopal français Justice et Société, il est responsable de l'aumônerie générale des prisons. Disposant enfin de la pleine confiance de Rome, c'est lui qui a défendu les dernières encycliques du pape, notamment *Evangelium vitae* en 1995.

Il fut proche des cardinaux Marty (Paris), Etchegaray (Marseille) et Decourtray (Lyon). Mais, dans un épiscopat aux tendances très marquées, il est capable de jouer un rôle fédérateur, et son nom est régulièrement cité pour la succession de Mgr Joseph Duval, qui sera, en novembre prochain, en fin de mandat de président de la Conférence des évêques de France.

H. T.

« Le Rendez-Vous des politiques »/Bernard Kouchner, porte-parole du Parti radical socialiste

Le discours de M. Le Pen exprime un vrai fascisme à la française

L'ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire estime que les citoyens ne réagissent pas assez contre les idées du Front national

BERNARD KOUCHNER, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, porte-parole du Parti radical socialiste, était l'invité, dimanche 15 septembre, sur France-Culture, du « Rendez-Vous des politiques », émission mensuelle organisée en association avec *Le Monde*. Il répondait aux questions du *Monde*, ainsi qu'à celles de Danièle Salenave, écrivain, Alain Finkielkraut, philosophe, et Alain-Gérard Slama, historien. Nous publions des extraits de cet entretien.

« *Le Monde*. — Après les déclarations racistes de Jean-Marie Le Pen, faut-il interdire le Front national ?

— L'incitation à la haine raciale est interdite. Les propos de ce genre, savamment distillés, sont-ils suffisants pour qu'on interdise le parti, je n'en sais rien, c'est à la justice de le dire. Je ne pense pas qu'on le fera, mais c'est bien qu'on se pose la question.

« Alain-Gérard Slama. — Ne serait-ce pas inviter les politiques à se défasser sur les juges ? Et,

en choisissant d'interdire, renvoyer à l'action du politique sur l'opinion ?

— Ne nous gargarisons pas avec le politique. Le politique est fait de chacun d'entre nous, et en particulier des citoyens français. Je ne les vois pas réagir assez contre les idées de M. Le Pen. Cela me navre, mais c'est la réalité. J'espère que la justice sera saine. Il ne s'agit pas d'une défausse. Moi, je suis né dans l'antifascisme, j'y demeure et je crois que cela se combat de la main à la main, si j'ose dire, et de l'esprit à ce qui n'en est pas.

« Alain Finkielkraut. — Je vois dans cette passion du droit un certain nombre de dangers. Faut-il proscrire l'enseignement de Husserl, qui écrit dans la *Kritik* qu'il y a une différence entre les Esquimaux et l'humanité européenne ? Le discours sur l'incapacité des races était, hélas, le discours commun à toute la pensée républicaine à la fin du XIX^e siècle.

— Dans le cas de M. Le Pen, le contexte est différent. En outre, il

y a à la fois une récidive et une dérive que je qualifie de raciste, sans aucun doute, et de cryptofasciste. Je pense qu'il y a un avant-Auschwitz et un après-Auschwitz, et qu'on doit rester vigilant en permanence. Ce n'est pas seulement l'affaire des juges, mais c'est aussi l'affaire des citoyens, car un discours se développe aujourd'hui qui, d'exclusions en attaques personnelles et en violences exercées sur les immigrés ou sur des gens qui n'ont pas la même couleur de peau, est en train de construire un vrai fascisme à la française.

« A. R. — *Le Monde* a publié, le 6 septembre, un article de Mario Vargas Llosa présentant l'immigration comme une « bénédiction ». Parler de cette question en termes élogieux et euphoriques, n'est-ce pas pratiquer une dénégation de la réalité dont, au bout du compte, profite Jean-Marie Le Pen ?

— Il est vrai qu'à un moment donné on est allé chercher les immigrés parce qu'on avait besoin

d'eux. La France a été reconstruite ainsi. Cela dit, je pense que tous ceux qui ont une solution simple, clé en mains, sur ces problèmes très difficiles accroissent la crise. On ne fermait pas les frontières, c'est un problème qui durera cinquante ans, ou un siècle, mais il y a supercherie à nous faire le chantage au sentiment. Il est essentiel de faire la différence entre l'immigration économique et le droit

« Je pense qu'il y a un avant-Auschwitz et un après-Auschwitz, et qu'on doit rester vigilant en permanence. Ce n'est pas seulement l'affaire des juges »

d'asile : nous devons accueillir tous les gens qui sont persécutés chez eux, mais nous ne pouvons pas accueillir toute la migration économique, ce serait un très mauvais service à leur rendre. Danièle Salenave. — Que pen-

sez-vous de la manière dont le système éducatif a été mis en déroute, alors qu'il aurait dû répondre à ce terrible défi de la coexistence entre des gens d'origine, de langue et de coutumes diverses ?

— On demande beaucoup à l'école, mais vous avez raison : on peut en attendre beaucoup dans le domaine de l'éducation civique, du combat contre le racisme, de la

gnants ne se sentent pas isolés, que l'environnement de l'école leur soit favorable. Répondre à la violence, ce n'est pas seulement l'affaire de l'éducation ni des politiques, c'est l'affaire de nous tous, cela s'appelle le civisme, le militantisme, une certaine conception de la France à la fin du XX^e siècle.

« A.-G. S. — Tout le monde est contre le mal, mais on peut toujours trouver des raisons à la violence des jeunes : ne risquent-ils pas de se contenter d'une réprobation molle, au lieu d'affirmer la nécessité de l'ordre républicain ?

— Il ne suffit pas de dire : la République, la République, la République. Je ne suis pas contre la fermeté, ni contre l'application de la loi, ni contre la police, mais quel rôle propose-t-on aux adolescents, quel avenir, quel chômage ? Dans ces conditions, lutter contre la violence, c'est la besogne de la société tout entière. »

Propos recueillis par Thomas Ferenzi

هكذا من الإمل

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Sébastien Pignatelli
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perrenet, Jean-Christophe Lagarde, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Decaux, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Michel Kohnen, Bertrand Le Gendre, Olivier Lecoq, Dominique Boyer
Rédacteur en chef adjoint : Sébastien Pignatelli
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur exécutif : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Chaperonny
Conseiller de la direction : Alain Rabat ; Directeur des relations internationales : Daniel Verzet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Autres directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1989), Jacques Favre (1989-1992), André Laurens (1992-1995), André Fontaine (1995-1997), Jacques Lecoq (1997-1999)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société des rédacteurs du Monde, Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Association des abonnés du Monde, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Rue Presso, Le Monde Prévoyance
Siège social : 21 rue de Valenciennes, 75001 Paris Cedex 01
Tél. : (0) 1 42 47 30 00. Télécopieur : (0) 1 42 47 30 01. Fax : 206 806 10

La République au défi

ALORS que le gouvernement va approuver, le 18 septembre, en conseil des ministres, le projet de budget pour 1997, la scène publique est envahie par un parti qui n'a rien à dire sur le sujet. Est-il bon d'abaisser l'impôt sur le revenu ? Faudrait-il le réduire davantage ? Le déficit budgétaire est-il excessif ou insuffisant ? Les priorités retenues, pour ce qu'on en connaît, sont-elles pertinentes ? Y a-t-il trop de fonctionnaires ? A toutes ces questions, le Front national n'a rien à répondre, hormis des slogans abstraits tels que la suppression de l'impôt sur le revenu. Il préfère parler d'autre chose, puisque c'est en parlant d'autre chose qu'il fait parler de lui.

Et comme toujours depuis bientôt quinze ans, le Front national soulève le même dilemme : d'un côté, il est évident que ce parti a échoué dans toutes ses tentatives pour s'approcher du pouvoir ; d'un autre côté, il s'est incarné dans le paysage politique, il a conquis des positions locales non négligeables, et ses « idées », sur ses sujets de prédilection, sont partagées par une proportion de Français très supérieure au nombre de ses électeurs.

Le Front national travaille à élever chaque fois un peu plus le seuil de tolérance dont il bénéficie

Après les élections municipales de 1983, ni la percée des euro-péens de 1984, ni l'entrée à l'Assemblée nationale et dans les conseils régionaux en 1986, ni les alliances marseillaises - avec Jean-Claude Gaudin - en 1988 n'avaient permis à Jean-Marie Le Pen de faire un pas décisif vers la participation à une coalition gouvernementale. La droite est ensuite passée, sous l'impulsion notamment d'Alain Juppé au RPR et de François Létoury à l'UDF, de l'ambiguïté à une stricte démarcation entre les partis républicains et l'extrême droite. Celle-ci a été cantonnée, aux élections régionales de 1992, dans une marginalité confirmée lors du référendum de la même année sur le traité de Maastricht et aggravée aux élections législatives de 1993. La présidentielle de 1995 a montré qu'à l'heure des grands choix, ceux-ci éclipse l'agitation du Front national.

Dans le même temps, d'autres éléments sont venus contredire une vision rassurante qui ferait de M. Le Pen et de son parti un simple symptôme social ou « sociétal », certes préoccupant, mais sans effet sur les orientations politiques du pays. D'abord, en 1995 aussi, l'extrême droite a conquis une ville importante, Toulon, et deux petites villes, Marignane et Orange, dont il fait ses vitrines dans une région où il s'est accablé au point de paraître s'identifier à sa sociologie.

Alors même qu'il a cessé de progresser électoralement dans le Sud et que ses gains de la présidentielle de 1995 se situent dans le Nord et dans l'Est, le Front national est devenu la réalité politique spécifique du pourtour méditerranéen et de l'arrière-pays provençal. Quoi de commun à Perpignan, Montpellier, Marseille, Nice ou Avignon ? Réponse : l'emprise du Front national.

Ensuite, s'il est institutionnelle-

ment impuissant, le lepénisme est socialement agissant et électoralement menaçant. Sa capacité de nuisance est attestée par les dérapages répétés des responsables gouvernementaux, de gauche hier, de droite aujourd'hui, au sujet de l'immigration. Du « seuil de tolérance » de François Mitterrand, en 1989, à l'intervention des forces de l'ordre contre les sans-papiers de l'église Saint-Bernard, décidée par Jacques Chirac et Alain Juppé en août 1996, la pression de l'extrême droite est patente dans les décisions ou les attitudes des dirigeants républicains.

En envisageant de lui faciliter l'accès à l'Assemblée nationale, grâce à une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin, la majorité avoue sa crainte d'être précipitée dans la défaite, au second tour des élections législatives, par le maintien des candidats lepénistes ou par les consignes de vote qu'ils donneraient à leurs électeurs.

Le dialogue entre les politiques et les intellectuels, au sujet du Front national, est jusqu'à maintenant stérile. Les premiers ont tendance à renvoyer les seconds à leurs études en leur disant : plutôt que de pousser des cris et de prendre des poses avantageuses à chaque ignominie de M. Le Pen et de ses partisans, allez voir ce qui se passe dans la société, cherchez des explications, donnez-nous des conseils ! A quoi les intellectuels répondent en reprochant aux politiques de jouer avec le Front national, à droite pour tenter de récupérer ses voix contre la gauche, à gauche pour priver la droite d'une partie de ses siennes.

Pendant ce temps, le Front national travaille à élever chaque fois un peu plus le seuil de tolérance dont il bénéficie : il en est, à présent, à proclamer « l'inegalité des races » et à organiser une manifestation pour dénoncer un meurtre après, dit-il, s'être « assuré de l'origine » du suspect.

Depuis la fameuse distinction formulée par Charles Maurras entre le « pays légal » et le « pays réel », l'extrême droite, en France, n'a jamais prospéré qu'à la faveur de cette rhétorique. Il est heureux qu'elle rencontre aujourd'hui une concurrence dans la société civile, avec le mouvement social de la fin 1995 et avec l'émergence d'un Parti communiste peu à peu libéré des hypothèques soviétiques prolongées par le règne de Georges Marchais. L'apparente captation du « peuple » par le Front national, rendue possible par l'assèchement des rivières syndicales et protestataires de gauche durant les législatures socialistes, se heurte maintenant à de sérieux démentis. Il n'en a pas moins conquis, depuis quinze ans, un terrain d'où rien n'indique qu'il puisse être chassé facilement. Il peut même rêver que les circonstances lui permettront de l'étendre.

La renaissance du social et sa reconquête par la gauche peuvent d'autant moins suffire à faire reculer l'extrême droite que celle-ci, désormais, met ouvertement la République au défi de défendre ses valeurs. Or, les politiques ne peuvent relever ce défi sans entendre les critiques que la société leur adresse. Lionel Jospin l'avait bien compris qui, durant sa campagne pour l'élection présidentielle, avait proposé de changer les règles de la vie politique. Le RPR, maintenant, se déclare désireux de la « moderniser ». L'extrême droite ne peut être mise hors jeu que par des responsables politiques qui, avec le courage de la combattre, auront trouvé celui de se réformer.

Patrick Jarreau

SALUÉES le plus souvent comme un « moindre mal », les élections générales qui ont eu lieu samedi en Bosnie apparaissent surtout comme l'aboutissement d'une « diplomatie à la hussarde ». Le calendrier de la normalisation, entériné à Dayton, ne pouvait souffrir aucun retard, sous peine de mettre en péril le fragile édifice imaginé. Ni cet empressement ni le peu de cas fait des principes de liberté de circulation ou d'indépendance des médias n'aidèrent à résoudre les difficultés de la Bosnie.

La très faible participation des réfugiés et la marginalisation d'une opposition malmenée pendant la campagne électorale illustrent en effet l'une des impasses de ce scrutin, qui a conduit au renforcement des courants nationalistes de tous bords. Ces derniers, dont le succès ne semble faire aucun doute, deviennent aujourd'hui les garants théoriques d'un multi-ethnicisme, ouvertement combattu par les Serbes et les Croates et guère mieux défendu par les nationalistes musulmans.

L'autre difficulté de ce scrutin découle de la complexité des institutions qui seront mises en place à son issue. Comment fonctionnera ce monstre institutionnel

Impasses en Bosnie

composé d'une présidence collégiale entre les trois anciens ennemis, et d'autant d'assemblées ? La seule localisation de la présidence provoque déjà des discussions byzantines. Le probable président serbe et son homologue croate refusent de mettre les pieds à Sarajevo - capitale de l'Etat bosniaque - et envisagent des réunions « en territoire neutre », ou dans des édifices frontaliers à plusieurs entrées ! De telles sources de blocage seront évidemment innombrables.

Conscients de ces difficultés à venir, les diplomates occidentaux ont multiplié - avant même que les résultats ne soient connus - les projets de rencontres multilatérales : à New York, entre les trois futurs élus et les membres du groupe de

contact pour un « mini-Dayton » ; et à Paris entre les présidents serbe, Slobodan Milosevic, et bosniaque, Alija Izetbegovic, dans le cadre de la normalisation des relations entre les deux Etats. Parallèlement, la prolongation du mandat de la force multinationale de l'OTAN, sous une forme allégée qui reste à définir, est d'ores et déjà décidée.

Il aura fallu neuf mois, entre les accords de Dayton et le scrutin de samedi, pour passer de la guerre à la paix en Bosnie-Herzégovine. Mais ce succès, pour incontestable qu'il soit, reste d'une extrême fragilité. La nouvelle échéance qui transparaît - mandat de l'Ifor 2, et prochaines élections générales - est aujourd'hui dans deux ans.

C'est peu pour parvenir à une réconciliation dont la Bosnie est encore bien loin, comme l'a montré la campagne électorale, et alors que les partisans du multi-ethnicisme vont se trouver encore plus marginalisés par la probable victoire des nationalistes. C'est quasiment illusoire, si l'on considère qu'une partie des futurs élus, forts de leur nouvelle légitimité, auront à cœur de se consacrer à formaliser la division de la Bosnie-Herzégovine.

Purification bovine par Maja



La dissuasion redimensionnée

Suite de la première page

Le 22 février de cette année, M. Chirac choisissait de fermer le plateau d'Albion en septembre. Voilà qui est fait. Au même moment, le chef de l'Etat, qui n'avait pas hésité à soulever un tollé en décidant de procéder à six essais nucléaires entre septembre 1995 et janvier 1996, annonce que la France signera, dès le 24 septembre, le traité d'interdiction totale des expérimentations nucléaires (CTBT).

D'ici à la fin de 1999, l'année de l'air va voir les silos de lancement de leurs balles électriques, de leurs systèmes hydrauliques et de leurs groupes électrogènes, sans parler des centaines de kilomètres de câbles. Les techniciens du groupe Aerospatiale vont démonter les missiles et des personnels de l'armement les détruiront dans le Sud-Ouest. Des ingénieurs du Commissariat à l'énergie atomique récupéreront les charges. Soit une trentaine de mois de travail pour quelque 500 millions de francs.

Dans le même temps, les responsables politiques devront, avec les élus locaux, avoir trouvé des solutions, à la fois civiles et militaires, de reconversion. Dans le pays d'Apt (Vaucluse) et sur le plateau lui-même, les missiles, si l'on en croit

une étude d'impact de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), faisaient vivre 13,7 % de la population et occupaient 6,7 % de l'emploi de la région. L'avenir du plateau n'est pas une mince affaire, estime le mensuel Le Pays d'Apt, pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), surtout pour la sous-préfecture d'Apt, les communes de Saint-Christol et Rustrel.

Au niveau national, c'est aussi un tournant de la stratégie nucléaire de la France. La dissuasion ne reposera plus désormais que sur deux composantes qui, à la différence des missiles fixes de Haute-Provence, sont mobiles et, donc, moins détectables : des bombardiers Mirage 2000 ou Super-Bombardier (relayés par le Rafale au début du siècle prochain) et des sous-marins tapis au fond des mers. De ce point de vue, la France adopte la « posture » nucléaire du Royaume-Uni, qui n'a jamais mis en œuvre de missiles sol-sol intercontinentaux, ce qui peut faciliter un rapprochement entre les deux pays.

COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE

Depuis plusieurs mois, de part et d'autre de la Manche, on discute de la possibilité de jeter les bases d'une « dissuasion concertée », qui permettrait aux deux puissances nucléaires d'harmoniser d'abord les doctrines et ensuite - pourquoi pas ? - de coordonner les moyens. Mais la voie qui mènerait à une coopération opérationnelle, celle

d'un emploi commun obligeant à des partages précis de responsabilités, est étroite et elle reste encore semée d'embûches.

Il y va, en effet, du sort d'une Europe capable, ou non, de s'abriter derrière une dissuasion communautaire, indépendante et, au besoin, susceptible de se substituer à l'actuel « parapluie » américain. Le débat est fondamentalement politique. Il n'est pas certain que tous les pays européens aient la même envie de le voir bientôt tranché.

« STRICTE SUFFISANCE »

Pour autant, la fermeture du plateau d'Albion ne signifie pas la fin de la dissuasion, comme aime à le dire ceux qui sont persuadés que l'arme nucléaire a perdu sa raison d'être ou de la « non-guerre ».

A constants, à Genève, l'apreté des discussions, souvent passionnées et pleines de sous-entendus, voire de méfiance, lors de la préparation du CTBT, on est en droit de considérer que fortes demeurent les ambitions de pays attachés à détenir eux aussi de tels armements et nombreux les Etats intéressés à dissuader au monde entier le fait qu'ils en ont déjà.

L'arme nucléaire ne disparaît donc pas des panoplies militaires, mais celles-ci sont désormais remises en perspective. On en revient à des ordres de grandeur plus judicieux pour les armements, à l'inverse de ce qui se pratiquait précédemment quand des pays - principalement les Etats-Unis et l'ex-URSS

DANS LA PRESSE

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG
■ Sans une grande bienveillance politique de ses partenaires, la France n'aurait que très peu de chance de pouvoir se qualifier pour la monnaie unique. Aussi le gouvernement français cherche-t-il, par tous les artifices, à embellir son budget pour l'an prochain. Il n'est pas encore certain que Bruxelles dénoncera [ces artifices] (...). Si Paris parvenait à surmonter l'obstacle, ce serait alors ouvrir la boîte de Pandore. D'autres gouvernements, en Europe, seraient incités à s'inspirer de la démarche française consistant à réduire les déficits publics à travers des arbes financiers. Jacques Chirac a confié à son premier ministre Alain Juppé une mission impossible (...). Pour sauver la face sur le plan de la politique intérieure, Alain Juppé plétine l'esprit de Maastricht.

LIBÉRATION

Serge July

■ Il faut combattre Le Pen. Sur trois terrains. D'abord sur le terrain de l'exigence politique : les partis gouvernementaux doivent cesser de tricher avec la politique. Tout manquement à l'éthique démocratique, toute annonce démagogique qui tourne à la massacre, alimentent le petit commerce électoral-épéniste (...). Sur le terrain juridique ensuite. Le Pen doit être poursuivi chaque fois qu'il incite à la haine raciale (...). Enfin, sur le plan parlementaire. Le chef de l'Etat envisage de « moderniser la vie politique » en introduisant une dose de proportionnelle (...). Cette réforme donnera une représentation parlementaire aux électeurs du Front national. Il faut en passer par cette situation paradoxale pour exorciser le lepénisme.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Les Occidentaux se réjouissent du succès du processus électoral en Bosnie. Il s'agit en fait d'une victoire de la démocratie beaucoup plus formelle que réelle (...). Comme au Liban, la guerre et ses terribles exactions ont fait voler en éclats un rare, fragile et précieux équilibre pacifique. Comme au Liban, nul ne sait ce qui se produira lorsque les forces armées d'origine extérieure (syriennes et irakiennes ici, Otan là) se retireront (...).

Jacques Isnard

RECTIFICATIF

FRONT NATIONAL

Affirmant : « A Marseille, la manifestation du Front national a rassemblé près de 2 000 personnes », le sous-titre de la première page de nos éditions datées 15-16 septembre était erroné. S'il est vrai, comme le rapportait notre envoyé spécial à Marseille, qu'au départ du défilé, samedi 14 septembre à 11 heures (heure de « bouclage » du Monde les manifestants étaient environ 2 000, ils furent finalement près de 5 000 à son terme, en début d'après-midi.

Entreprises françaises : pas de médailles d'or

par Gérard Worms

TOUS les Français se sont réjouis, à juste titre, de la moisson de médailles conquises par nos sportifs à Atlanta. Mais une autre remise de médailles s'est, cet été, révélée moins flatteuse : il s'agit du classement, établi chaque année par *Business Week*, des 1 000 premières capitalisations d'entreprises à travers le monde.

La valeur en Bourse d'une entreprise cotée reflète sa puissance, sa capacité de manœuvre. C'est pourquoi le poids relatif des divers pays dans cette compétition n'est pas sans signification.

Or la place de la France n'y est guère réjouissante. La première entreprise française, LVMH, est au 113^e rang, alors que onze pays placent au moins un de leurs champions dans les cent premières capitalisations mondiales, et souvent plusieurs : les États-Unis et le Japon bien sûr, mais aussi la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Hollande, la Suisse, l'Italie, la Suède, l'Australie, Hongkong et Singapour.

Cela ne va guère mieux si l'on examine, en poursuivant la lecture du classement, les deux cents premières capitalisations : après les États-Unis (avec 91 « médailles ») et le Japon (avec 46), viennent la Grande-Bretagne (avec 16), l'Allemagne (avec 10), la Suisse (avec 6). La France ne décroche que 5 nominations. Elle fait jeu égal avec l'Italie et Hongkong.

Certains objecteront que l'existence en France d'un fort secteur public nous pénalise dans les classements boursiers, de même que le poids de l'Allemagne, dans ce type de mesures, pèse de l'existence de grandes entreprises germaniques possédées par des fondations familiales non cotées.

De fait, la possible cotation de France Télécom dans l'avenir nous permettrait de faire figurer l'une de nos entreprises parmi les cent premières (quelque part entre la trentième et la quarantième). Et l'on

pourrait aussi, pour une comparaison homogène, extraire du classement les (rares) compagnies mondiales de chemins de fer ou d'électricité figurant dans les deux cents plus fortes capitalisations, puisque leurs homologues français ne peuvent concourir. Mais le panorama d'ensemble n'en serait pas fondamentalement modifié.

La quasi-totalité des deux cents premières capitalisations (à l'exception de General Electric et de quelques conglomérats britanniques ou japonais) correspond à des entreprises qui n'exercent qu'un grand métier. De Shell à Coca-Cola ou de Merck à Microsoft, la primauté est celle des entreprises spécialisées dans une ligne d'activités.

La quasi-totalité des deux cents premières capitalisations mondiales correspond à des firmes qui n'exercent qu'un grand métier

L'auteur de ces lignes ne voit de ce fait aucune contradiction entre ses regrets devant le médiocre classement de la France et la réticence qu'il marque naguère à une idée de fusion Suez-BNP-LIAP : celle-ci eût certes accru la capitalisation du groupe, mais en rassemblant dans un même ensemble des banques, des compagnies d'assurances et des producteurs de zinc ou d'électricité, alors que le destin de Suez est sans nul doute de poursuivre sa focalisation sur un, ou à la rigueur deux secteurs.

Autre constatation : nos entreprises font plus pâle figure dans les classements fondés sur la capitalisation que dans ceux reposant sur le volume d'affaires. Aucun de nos groupes bancaires ou d'assurances, par exemple, ne compte parmi les deux cents premières capitalisations mondiales, alors que les ban-

quiers et les assureurs des autres pays y occupent trente-cinq places. Il en irait tout autrement dans un classement en termes de bilans bancaires ou de primes d'assurance récoltées.

La différence tient à la trop faible rentabilité des grandes entreprises françaises de banque ou d'assurances, qui résulte elle-même de deux raisons principales : la nationalisation, durant des décennies, d'une grande partie de ces entreprises, qui les a conduites à être moins hantées par l'exigence de retour sur fonds propres que leurs concurrents étrangers ; l'insuffisance « profitabilité » de leur marché domestique, du fait des excès ou des distorsions de concurrence.

tion, c'est-à-dire la non-décroissance du profit par action. C'est ce que n'ont pas assez fait certains groupes français dans l'euphorie des années 1987 à 1989, pratiquant une course à la taille dilutive pour leurs actionnaires, dont il a fallu ensuite subir les séquences.

Deuxième observation : la relative faiblesse de l'ensemble de l'économie continentale (Suisse, Suède et Benelux exceptés). Les « bombes » fusions, c'est-à-dire les fusions non dilutives, y sont en effet moins faciles à trouver et à réaliser qu'ailleurs. Moins faciles à trouver parce que, malgré le marché unique, les rapprochements d'activités y engendrent moins d'économies qu'ailleurs, du fait des barrières réglementaires et des rigidités de toute nature. Moins faciles à réaliser aussi, parce que, lorsqu'il s'agit d'entreprises de pays différents, des facteurs nationaux peuvent les entraver. Il n'est que de penser à l'industrie de l'aéronautique ou de l'armement pour s'en convaincre.

L'optimisme est toutefois possible. Les fusions binationales comme celles qui ont donné naissance à Asea Brown Boveri ou à Fortis, ou comme le projet de rapprochement entre le Crédit local de France et le Crédit communal de Belgique, montrent que des montages juridiques et managériaux bien conçus, appliqués à des entreprises exerçant le même métier, permettent de surmonter les obstacles liés aux frontières.

Une amélioration de nos performances dans la « compétition olympique » que l'on vient d'évoquer passe par des regroupements d'entreprises exerçant dans le monde le même métier ou des métiers voisins, et qui se rapprochent sans diluer leur résultat par action. C'est nécessaire. Et c'est possible.

Gérard Worms est président du conseil des commanditaires de Rothschild & Cie Banque.

La mission d'influence du CNPF

par François Perigot

RÉPRÉSENTANT la communauté des entreprises, le CNPF, tout au long de son histoire, social responsable, un acteur économique exigeant et un interlocuteur attentif des pouvoirs publics. Certes, examinées au jour le jour tout au long de ces cinquante années, les décisions et prises de position de l'organisation patronale peuvent faire l'objet de jugements contrastés mais elles affichent un bilan global largement positif. Force est de reconnaître le rôle d'influence joué par cette institution et la part qu'elle a prise ces dernières années, non seulement dans la réhabilitation des entreprises mais surtout dans la prise de conscience par les hommes politiques – et par l'opinion publique tout entière – des réalités économiques.

Cette mission d'influence devra, dans les années à venir, demeurer la vocation première de la représentation patronale. Dans les deux dernières décennies, elle a déjà puissamment contribué à la mise en cause du dirigisme et de l'intervention de l'État dans l'économie. Elle a permis, ce faisant, l'engagement progressif de notre pays dans la libéralisation de l'économie et dans la responsabilisation du citoyen.

Certes, il y a vingt ans, les premiers à convaincre des vertus du libre jeu de la concurrence nationale et internationale ont été certains chefs d'entreprise eux-mêmes. A priori, tous étaient acquis à la libéralisation des prix et des changes, à l'ouverture des marchés extérieurs. Mais seul un nombre restreint avait pris conscience des contreparties nécessaires, qu'elles concernent l'amélioration de la compétitivité de leur entreprise ou l'exercice responsable des libertés nouvellement acquises.

C'est singulièrement à l'occasion d'échéances historiques comme la signature des accords du GATT ou la mise en place du processus qui doit aboutir à la monnaie unique euro-

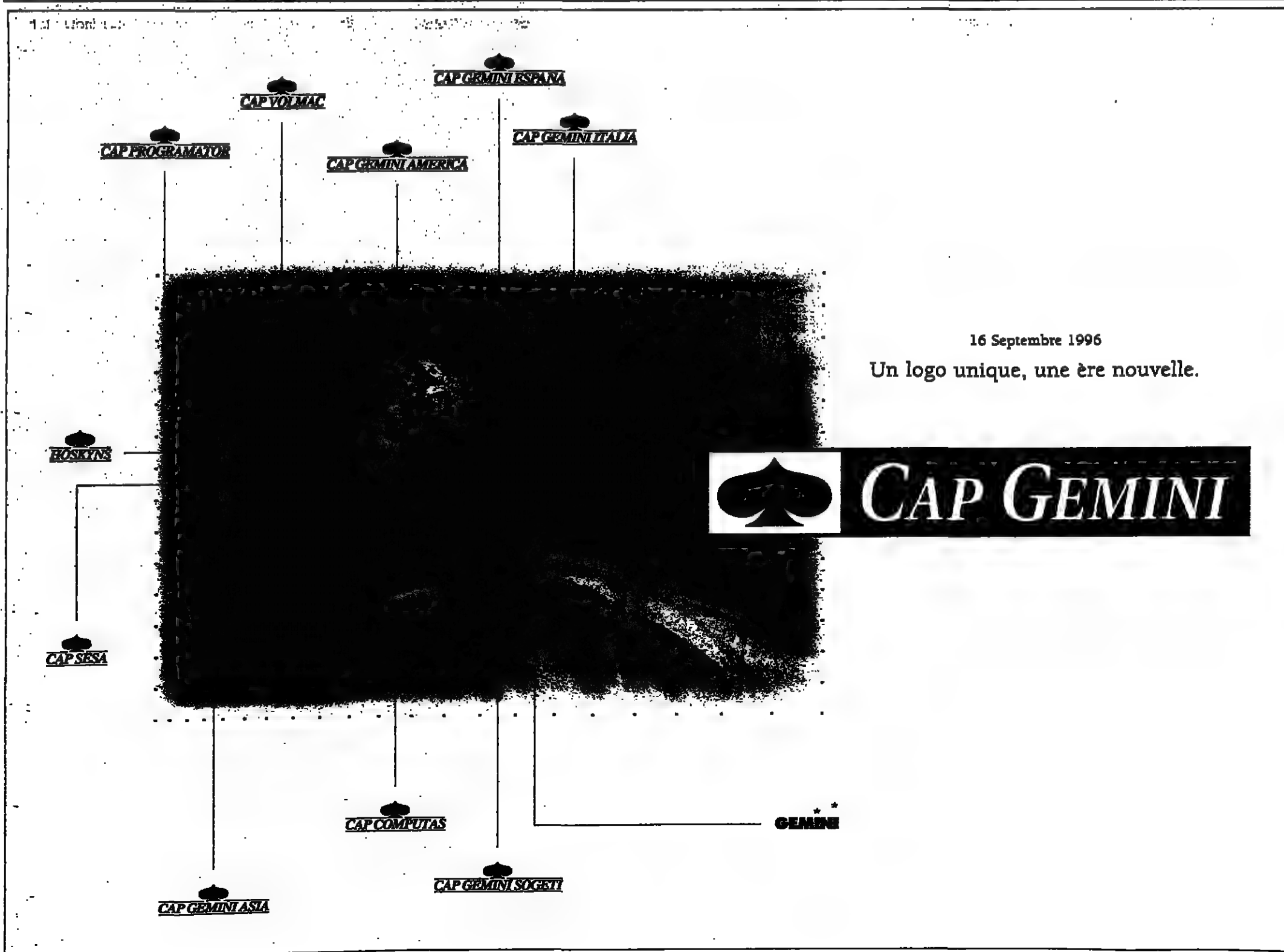
péenne que se sont fait sentir à la fois le besoin impérieux et la difficulté d'obtenir un consensus fort et sans ambiguïté des agents économiques. En l'absence d'un tel consensus, les gouvernements n'auraient certainement pas été conduits comme ils l'ont été à prendre les positions courageuses et affirmées qui ont été les leurs.

L'approche tout entière d'un fonctionnement compétitif de la société française dans une économie ouverte a dû impérativement faire l'objet d'une doctrine patronale claire et d'une action pédagogique forte auprès de l'opinion publique. Certes, le CNPF n'a pas été le seul protagoniste dans ce jeu d'influence, il n'en a pas moins été l'un des plus pressants tant la libéralisation de l'économie mondiale, l'intégration européenne nous commandaient de mettre la société française à l'heure du monde comme à celle de l'Europe.

C'est grâce à une capacité de mobilisation et de conviction dont peu nous croyaient capables que nous avons ainsi pu assurer aux entreprises françaises une présence forte dans le monde et permis à la France d'influencer très directement les orientations économiques et sociales de la construction européenne.

L'amélioration de la compétitivité des entreprises – et donc de leurs résultats quand la croissance est au rendez-vous –, l'adaptation du pays à son nouvel environnement économique sont les deux résultats tangibles de cette mission d'influence que le patronat devra poursuivre. Sans oublier un troisième bénéfice : celui de dépasser les clivages et les malentendus traditionnels entre le monde de l'entreprise et l'opinion publique et de porter cette dernière à accepter des réalités qu'elle ne doit plus ignorer aujourd'hui.

François Perigot est ancien président du CNPF (1986-1994).



ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996

SPÉCULATION La banque d'affaires Kohlberg Kravis Roberts (KKR) va engranger une plus-value de 3 milliards de dollars (plus de 15 milliards de francs) en cédant le fabricant de piles

Duracell à Gillette. Depuis le début de l'année, KKR multiplie les plus-values. ● L'ENTREPRISE avait été la reine des rachats avec effet de levier (LBO) dans les années 80. L'objectif était de racheter

des groupes mal valorisés en s'endettant pour les revendre ensuite par appartement. Illustration typique : le démantèlement de Beatrice Foods, rachetée en 1986. ● L'OPÉRATION LA

PLUS SPECTACULAIRE a été le rachat du géant de l'agroalimentaire RJR Nabisco, en 1988, pour 26,4 milliards de dollars. Elle n'a pas rapporté un centime à ses actionnaires. ● LA BANQUE

visa aujourd'hui à développer des entreprises pour les revendre à prix d'or à des industriels. Elle cherche à lever 5 milliards de dollars auprès des investisseurs.

Le raider américain KKR est de retour sur les marchés

La banque d'affaires new-yorkaise, qui vient de vendre Duracell à Gillette, cherche 5 milliards de dollars auprès des investisseurs. Fini la logique de dépeçage des années 80 ! KKR développe les entreprises pour les revendre cher à des industriels

KKR EST DE RETOUR. La banque d'affaires new-yorkaise Kohlberg Kravis Roberts & Co s'était rendue célèbre en lançant, en 1988, la plus grande OPA (offre publique d'achat) hostile de tous les temps, pour s'emparer du groupe de tabac et d'agroalimentaire RJR-Nabisco pour 26,4 milliards de dollars (158,4 milliards de francs à l'époque). Aujourd'hui, la banque fait de nouveau parler d'elle. Elle est l'une des principales gagnantes du rachat par Gillette des piles Duracell (*Le Monde* du 14 septembre), dont elle détenait 34 %, pour plus de 7 milliards de dollars (environ 36 milliards de francs). KKR, qui avait acheté Duracell en 1988, va multiplier sa mise par neuf et encaisser une plus-value de 3 milliards de dollars.

Cette performance extraordinaire n'est pas isolée. Depuis le début de l'année, KKR profite de la hausse de Wall Street pour céder ses participations et encaisser ses plus-values. Elle tente de faire oublier la piètre performance réalisée lors de l'aventure RJR Nabisco, qui n'a pas rapporté un centime à ses actionnaires.

Fondé en 1976 par Jérôme Kohlberg, Henri Kravis et son cousin

George Roberts, KKR est devenu, dans les années 80, le roi des levées *buy out* (LBO), ou rachats avec effet de « levier ». Pour racheter une entreprise 100 millions de dollars, KKR et ses associés investissent personnellement 10 millions et trouvent les 90 millions manquants en s'endettant auprès de banquiers. Si l'entreprise est revendue 110 millions de dollars, les actionnaires se retrouvent avec 20 millions de dollars après avoir remboursé leurs banquiers. KKR double ainsi sa mise, alors que la valeur de l'entreprise n'a progressé que de 10 %.

Ce système fera la fortune de KKR dans les années 80, période d'euphorie boursière et d'OPA. Depuis sa création, KKR a réalisé

une cinquantaine d'opérations, portant sur un montant total de 85 milliards de dollars (environ 440 milliards de francs). L'opération la plus typique est le rachat, en 1986, de Beatrice Foods, alors numéro un de l'agroalimentaire aux États-Unis, pour 6,2 milliards de dollars.

DANS LE VIF

Arrivés dans les lieux, les raiders de KKR taillent dans le vif. « *Gérer n'est pas notre métier* », déclarait Henry Kravis au *Nouvel Economiste* en août 1994. « *Nous sommes des financiers, nous achetons pour obtenir un retour sur notre investissement. Après une acquisition, nous recalibrons tous les postes de l'entreprise : la direction, la masse sala-*

riale, les investissements. » Dès 1986, Beatrice Foods est démantelée : elle se sépare de l'entreprise de location Avis et cède à Coca-Cola ses activités d'embouteillage, vend les usines Playtex, ses eaux minérales américaines au français Perrier, les jus d'orange Tropicana au groupe canadien de spiritueux Seagram, etc. En 1990, il ne reste rien de Beatrice, si ce ne sont des plus-values et une redistribution de cartes dans l'agroalimentaire.

En 1988, KKR récidive et monte le plus grand LBO de l'histoire en reprenant RJR-Nabisco, à la suite d'une bataille boursière homérique contre la direction du groupe. L'aventure a été rendue possible grâce aux investisseurs et aux fonds de pension qui, séduits

par les performances extraordinaires de KKR, lui ont apporté en 1987 5,6 milliards de dollars. Parallèlement, la montée en puissance des *junk bonds*, ces obligations très risquées à haut rendement, a permis de financer ce LBO à haut risque.

Mais KKR, qui commence à dépecer le groupe en cédant, par exemple, ses biscuits européens à Danone, ne réitérera pas l'exploit de Beatrice Foods : il paye RJR-Nabisco cher, au plus haut du cycle économique. L'activité de l'entreprise ne permet pas de rembourser ses dettes. En 1990, RJR-Nabisco frise la faillite et doit faire appel à ses banquiers pour refinancer une partie de sa dette, alors que le marché des *junk bonds* s'effondre.

RJR-Nabisco accumule les revers. Les profits ne sont pas au rendez-vous : ils sont même divisés par deux à 1,2 milliard de dollars entre 1988 et 1993. Cette année-là, une nouvelle catastrophe arrive : Philip Morris lance une guerre des prix dans le tabac en baissant brutalement ses tarifs de 20 %. Vient ensuite le procès des consommateurs contre les producteurs de tabac. In fine, KKR n'a pas gagné un cent dans l'aventure,

mais a évité la banqueroute que tout le monde lui prédisait.

KKR entame cependant une longue traversée du désert : aucune acquisition en 1990, une seule en 1991, deux en 1992 et une en 1993. La stratégie est désormais différente : les conglomérats hérités des années 70 ayant presque tous disparu, KKR ne se lance plus à l'assaut de paquebots. La stratégie consiste désormais à choisir des petites entreprises sous-évaluées, pas très bien gérées et à potentiel de croissance, dans des secteurs en voie de concentration : la manœuvre permet de céder à bon prix sa participation à un industriel.

De ce fait, KKR cherche actuellement à lever un nouveau fond de 5 milliards de dollars, qui lui permettrait de procéder à des acquisitions pour environ 30 milliards de dollars. Mais les investisseurs sont plus exigeants qu'ils ne l'étaient en 1987 : KKR leur coûte trop cher, et ils jugent ses frais et commissions excessifs. En dix ans, d'autres investisseurs les ont imités, pour moins cher.

Arnaud Leparmentier
(avec l'agence Bloomberg)

Un acteur de nouveau très présent

● **Des plus-values :** En 1996, KKR a vendu pour 1 milliard de dollars des actions Wells Fargo qui avaient coûté 231 millions de dollars huit ans plus tôt. La revente de la chaîne de supermarchés Stop & Shop, cédée au groupe hollandais Royal Hoid, a permis à la banque d'affaires de

transformer 100 millions de dollars en 1 milliard. En août, la banque a multiplié par sept sa mise de 302 millions dans la compagnie de réassurance American Re, cédée à l'allemand Munich Re.

● **De nouveaux investissements :** En 1995, KKR a

acheté la chaîne de supermarchés Bruno's pour 1,2 milliard de dollars ; Reitec, entreprise d'équipements de télécommunications pour 500 millions de dollars ; en 1996, KKR a investi dans Spalding & Evenflo, fabricant d'articles de sport et de biberos.

Le Crédit national absorbe la totalité de la BFCE

LA PREMIÈRE FUSION bancaire française depuis près de trente ans est sur le point de s'achever. Sur le plan capitalistique tout du moins. Le Crédit national a annoncé, dimanche 15 septembre, qu'il allait très prochainement détenir la totalité du capital de la Banque française de commerce extérieur (BFCE) dont elle possédait 88 % depuis neuf mois.

L'opération était prévue dès le lancement de la privatisation de gré à gré de la BFCE en janvier. Le Crédit national, déjà présent à hauteur de 10 % dans le capital de la BFCE, avait alors acquis la participation du Crédit lyonnais (24 %) et une partie de celle des AGF pour un total de 3,36 milliards de francs. La Banque de France, qui détenait encore 11,2 % de la BFCE, les a cédés pour 493 millions de francs. L'Institut d'émission ne disparaîtra

pas totalement puisque, en acquérant 222 000 actions du Crédit national pour 75 millions de francs, il restera actionnaire du nouveau groupe à hauteur de 1,5 %.

Pour être totalement maître chez lui, le président du Crédit national, Emmanuel Rodocanachi, devra encore acheter les 0,51 % du capital de la BFCE détenus par la Caisse française de développement (CFD). Si le principe est acquis, il faut encore attendre la tenue du conseil de surveillance de la CFD, fin septembre. L'ambition de M. Rodocanachi de créer un véritable nouveau groupe bancaire capable de rivaliser avec le Crédit lyonnais, la Société générale et la BNP sur le marché des moyennes et grandes entreprises sera alors atteinte, pour une somme totale de 3,87 milliards de francs. Attendue pour la fin de l'année, la prise de

pouvoir total du Crédit national sur la BFCE s'est accélérée pour, selon le Crédit national, « *faciliter la fusion et notamment les négociations avec les syndicats* ». Car le rapprochement entre les deux banques a également un coût social. On sait, depuis juillet, qu'il devrait se traduire par la suppression d'environ 600 postes temps plein sur les 3 700 salariés que comptent les deux établissements.

COUP DE SEMONCE

Vendredi, les syndicats ont rencontré Emmanuel Rodocanachi afin d'engager la réflexion sur la manière dont les négociations devront désormais se dérouler. Cette réunion faisait suite à un coup de semonce donné par le tribunal de grande instance de Paris. Jeudi 12 septembre, ce dernier a interdit à la BFCE et au Crédit national de rapprocher les salles de marché des deux banques (une quinzaine de personnes sont concernées) avant que le comité central d'entreprise n'ait été consulté « car il ne peut être dissocié de l'ensemble du projet de regroupement des sociétés ». Cette décision prise en référé, à la demande du CCE de la BFCE, est assortie d'une astreinte de 10 000 francs par infraction. Le tribunal a, de plus, ordonné à la BFCE de fournir à son comité d'entreprise toutes les informations nécessaires sur les conséquences sociales du regroupement.

Babette Stern

Rabot Dutilleul réorganise le travail et... embauche

DEPUIS DÉBUT SEPTEMBRE, Rabot Dutilleul expérimente sur ses chantiers de BTP une organisation du travail unique en France. Dans ses bureaux situés à Wasquehal (Nord), à quelques kilomètres de Lille, Jean-François Dutilleul, président de l'entreprise, explique : « *Nous faisons des plans sociaux depuis trois ans. Cette fois-ci, la baisse des effectifs aurait été de 20 %, comme le chiffre d'affaires en 1996. Mais nous en avons ras le bol des licenciements. Nous savons très bien que les gens dont nous nous séparons auront du mal à retrouver un emploi.* » Or, deux éléments nouveaux ont fait leur apparition : « *La loi de Robien, qui finance partiellement la réduction du temps de travail, et la certitude que, désormais, la crise est profonde. Nous devons durablement repenser l'organisation de l'entreprise. C'est pourquoi nous avons décidé d'adopter une organisation du travail qui nous différencie de nos concurrents.* »

Peu connu au niveau national, ce groupe familial fait, dans le Nord, jeu égal avec Bouygues, Eiffage et Dumez, qu'il concurrence également sur certains appels d'offres parisiens. Avec un chiffre d'affaires passé de 1 milliard à 750 millions de francs en trois ans, Rabot Dutilleul a réduit ses effectifs de 1 000 personnes à 650. Première concernée, Rabot Dutilleul Entreprise, la principale filiale, chargée de la construction des bâtiments conçus par le groupe : ses effectifs ont fondu de 700 à 420 personnes (330 ouvriers et 90 agents de maîtrise). C'est elle qui est concernée par la nouvelle organisation du travail.

Depuis début septembre, une organisation du travail unique dans la profession se met en place, conformément à l'accord conclu en juin avec la CFDT, premier syndicat de l'entreprise, et la CFTC. Le temps de travail est réduit de 20 %, les salaires de 1 % à 9 % selon le niveau hiérarchique, et, non seulement, l'entreprise ne licencie pas, mais elle embauchera 20 personnes en 1996 et 40 autres en 1997.

Sur les chantiers situés à moins de 50 kilomètres de Lille, l'horaire traditionnel (8 heures-16 h 45) disparaît au profit d'une organisation en deux équipes qui travaillent de 6 heures à 20 heures durant huit mois (soit 33 h 30 par semaine et par équipe) et de 7 h 30 à

18 h 30 pendant les quatre mois les plus froids (soit 27 h 30 par semaine et par équipe). Sur les chantiers plus éloignés, nécessitant de dormir à l'hôtel - Rabot Dutilleul a supprimé l'hébergement sur les chantiers il y a deux ans - deux équipes se relaient du lundi au samedi. La première travaille le lundi et le mardi ainsi que le mercredi matin et le jeudi matin. La seconde travaille le mercredi après-midi, le jeudi après-midi, le vendredi toute la journée et le samedi matin. « *Cela est possible, car nous avons un niveau de qualification élevé. Depuis cinq ans, nous consacrons 5 millions de francs par an à la formation, ce qui représente 5 % de la masse salariale* », commente Jean-François Dutilleul.

SOLLICITÉS PAR LES ÉCOLES

Pour les cadres, l'entreprise expérimente un autre système : le « 1 sur 5 ». En accord avec leur hiérarchie, les cadres peuvent choisir entre une journée, une semaine ou un mois libre sur cinq. Pour le moment, un seul a choisi la semaine de quatre jours. Les autres réfléchissent à une nouvelle organisation de leur temps. Souvent sollicités pour intervenir dans les écoles de la région, certains pourraient structurer cette activité, jusqu'ici marginale.

René Clouet, délégué syndical CFDT, reconnaît que les salariés ont été réticents : « *Il y a eu une vague de protestation à cause de la baisse des salaires. Même si celle-ci ne représente que 1 % à 5 % du salaire net grâce à la modification de certaines primes, la CGT est parvenue à mobiliser sur ce thème. De plus, les salariés qui travaillent sur des chantiers parisiens ont peur de dépenser de l'argent les mercredis après-midi où ils ne travaillent pas. Pour nous, l'accord est positif, et je pense qu'il leur deviendra pour les salariés quand ils verront qu'il permet d'embaucher leur fils ou un membre de leur famille.* »

Observé de près par l'administration, cet accord devrait durer davantage que les deux ans pour lesquels il a été conclu. Ni la direction ni les syndicats n'envisagent de revoir si tôt l'organisation du travail.

Frédéric Lemaître

BOONS RESULTATS SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration s'est réuni le jeudi 12 septembre 1996 sous la présidence de Mademoiselle Eliane SERMONDADAZ. Il a pris connaissance des comptes du premier semestre 1996 ainsi que de l'évolution de l'activité et des perspectives de la Société.

COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 1996

Le chiffre d'affaires, hors immeuble de l'avenue de Villiers, acquis en parts de S.C.I., s'est élevé à 183.732.000 F en hausse de 3,98 %. A surface constante, la progression est de 2,98 %. Le résultat d'exploitation est en augmentation de 4,09 % à 104.146.000 F. Le résultat financier est en diminution de 23,50 % du fait des investissements réalisés en 1995. Le bénéfice net s'est établi à 87.349.000 F en augmentation de 1,48 %.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

L'activité se déroule de manière satisfaisante. L'occupation du patrimoine est restée stable pour les immeubles d'habitation avec un taux de 91,50 %. Les cessions d'appartements se réalisent selon le programme établi.

PERSPECTIVES

Compte tenu des perspectives d'activité pour le second semestre, et sauf imprévu, le résultat de l'exercice 1996 devrait être en légère progression par rapport à celui de 1995.

Communication financière : Tour Franklin
92 042 PARIS LA DEFENSE - Tél. 49 01 93 02

Une rentrée sous le signe de la comptabilité

VOICI, dès la rentrée, une très bonne livraison. Écrit simplement, l'ouvrage nous entraîne à la découverte de « la comptabilité anglo-saxonne » et, dans un même élan, de l'exception française.



Autorité scientifique de réputation internationale, le professeur Peter Walton enseigne aux universités de Genève, Londres et Paris. Gouvernements et entreprises le consultent. Peter Walton porte un regard de connaisseur sur les systèmes et pratiques comptables. L'exposé est riche de faits, précis et d'actualité. Un glossaire fort bien conçu traduit en bon français les nomenclatures anglo-saxonnes. L'auteur observe avec sympathie

les jeux sociaux de la comptabilité. Peter Walton est aussi un homme de jugement qui, avec des pointes d'humour tout britannique, sait mettre de l'ordre dans les débats vifs qui chahutent les livres et les règles comptables.

L'ouvrage passionne. Le lecteur découvre les univers et réticences de « l'empire des chiffres » anglosaxons, comme dit A.T.H., un collectif de consultants (Fayard 1985). Peter Walton rend intelligibles les parties qui se jouent sur le plan international entre autorités publiques, cabinets d'audit, marchés financiers et entreprises.

Grosso modo, d'un côté, la puissance anglo-saxonne, mais, souligne Peter Walton, sa cohésion est loin d'être homogène. De l'autre, l'Union européenne, au sein de laquelle les divergences et les préférences nationales demeurent.

Les enjeux de l'internationalisation comptable ne sont pas minces. Allons-nous vers la coexistence d'une comptabilité « cosmopolite », les yeux fixés sur les exigences des marchés financiers, et d'une comptabilité « protégée » pour satisfaire les besoins et les habitudes nationales, par exemple ceux des artisans et du petit commerce ? La face cachée de la comptabilité anglo-saxonne serait-elle une « troisième colonne », selon le vocabulaire de l'essayiste américain John Brieff, spécialiste des grands cabinets d'audit de Wall Street ?

La réglementation anglo-saxonne prospère. Les règles deviennent de plus en plus nombreuses et obligatoires, et l'essor d'autorités indépendantes se dessine. Cette comptabilité n'est pas tendue envers les petites et moyennes entreprises.

Heureusement, les spécialistes français ne restent pas à l'écart de la géopolitique de la comptabilité. La cinquième édition du « classique » de Bernard Collasse, *Comptabilité générale*, éclaire les débats avec beaucoup de finesse. De même, Jacques Richard, au fil d'un mémorandum alerte, se penche sur la crise de la comptabilité française à la fin du XX^e siècle.

Jean-Gustave Padoleau

* *La Comptabilité anglo-saxonne*, de Peter Walton, La Découverte, collection « Repères », Paris, 1996, 128 p., 49 F. *Comptabilité générale*, de Bernard Collasse, Economica, Paris, 5^e édition, 1996, 430 p., 285 F. *Comptabilité et pratiques comptables*, de Jacques Richard, Dalloz, Paris, 1996, 332 p., 62 F.

Yves Michot, PDG d'Aérospatiale, veut intégrer les « missiles » dans la branche défense-espace

Ce projet avait été lancé par son prédécesseur, Louis Gallois

Le regroupement des activités missiles et de la branche défense-espace d'Aérospatiale est à l'ordre du jour. Ce nouvel ensemble, s'il est créé,

sera doté de 9400 salariés, et affichera un chiffre d'affaires de 12,7 milliards de francs. Ce projet, qui sera présenté en comité central d'entreprise

le 23 septembre, a vocation à prévenir d'éventuelles prétentions de Matra sur les missiles du groupe aéronautique.

LE NOUVEAU PDG du groupe Aérospatiale doit présenter, le 23 septembre en comité central d'entreprise, un projet de réorganisation qui reprend les grandes lignes arrêtées par Louis Gallois avant qu'il ne soit nommé à la tête de la SNCF. Ce projet, défini en janvier 1995, crée trois branches à l'intérieur du groupe : une branche aéronautique, une branche espace-défense et une branche hélicoptères. Yves Michot, nouvellement promu à la présidence du groupe Aérospatiale, a décidé d'appliquer jusqu'au bout le plan de restructuration de son prédécesseur.

La branche aéronautique est déjà constituée, regroupant les activités propres à Airbus, à l'ATR, à la réparation et à l'entretien (par le biais de la Sogerma) et les avions légers (grâce à la Socata). De même, la branche hélicoptères existe déjà et se consacre au consortium franco-allemand Eurocopter.

La constitution de la branche aéronautique est indépendante du projet de fusion, qui doit aboutir en janvier 1997, du groupe Aérospatiale avec Dassault Aviation. Cette fusion financière et industrielle couvre l'ensemble du spectre des activités avions (civils et militaires) des deux entreprises. A cela près, néanmoins, qu'il pourrait être question de pouvoir inclure Dassault Electronique dans le périmètre du nouveau groupe, si Serge Dassault en est d'accord.

En l'état présent des discussions qui ont repris depuis la nomination de M. Michot, le projet de fusion établit une distinction entre la structure juridique et l'organisation industrielle. La structure juridique unique chapeautera les branches d'activités et les filiales. L'organisa-

tion industrielle du nouvel ensemble sera du ressort du futur groupe « dans le respect des cultures propres » à Dassault et à Aérospatiale, dit-on au ministère de la défense. Ce qui signifie que chaque groupe continuera d'assembler chez lui ses propres productions.

M. Michot vient de décider d'intégrer, comme l'avait prévu M. Gallois, la division missiles, qui était restée autonome jusqu'à présent, en attendant la conclusion des accords avec le groupe allemand DASA (filiale de

A l'heure actuelle, la division missiles, avec ses 4 620 salariés, réalise un chiffre d'affaires de 4,1 milliards de francs, dont 47 % à l'exportation. La branche défense-espace, avec 4 780 salariés, a un chiffre d'affaires de 8,6 milliards de francs, dont 26 % à l'exportation.

UN ORDRE DE BATAILLE

Le réaménagement envisagé laisse cependant la possibilité de distinguer, de nouveau, les activités missiles au sein du nouvel ensemble si,

Boeing cherche à débaucher des ingénieurs européens

« Le plus grand constructeur aéronautique mondial recherche des personnes justifiant d'une solide expérience professionnelle pour travailler à Seattle. » La petite annonce parue dans le quotidien *Le Dépeche du Midi*, à Toulouse, centre industriel du constructeur aéronautique français Aérospatiale, ne trompe personne. L'américain Boeing, basé à Seattle, veut débaucher jusqu'à cinq cents ingénieurs et techniciens européens. La même annonce a été passée dans toute la presse européenne.

Confrontés à un brusque retournement du marché aéronautique, les constructeurs s'apprêtent à augmenter rapidement leurs cadences (*Le Monde* du 20 août 1996). Alors que ses effectifs ont été ramenés de 165 000 en 1989 à 105 000 à fin 1995, Boeing vient d'annoncer qu'il embaucherait 13 000 nouveaux employés d'ici à la fin de l'année. Interrogé, le consortium Airbus a souligné « qu'il est intéressant de noter que Boeing a besoin de recruter des techniciens de haut niveau ».

Daimler-Benz), au sein de la branche espace-défense. Cette nouvelle branche se fonde sur l'existence de synergies entre les fabrications de satellites, du lanceur Ariane, de missiles balistiques et d'engins tactiques. Ces différentes productions font, en effet, appel à des matériaux, des études aérodynamiques et des informatiques communes. Il y a, au demeurant, une évidente logique à rapprocher les engins tactiques des missiles stratégiques.

Il y a, au demeurant, une évidente logique à rapprocher les engins tactiques des missiles stratégiques. D'ici là, le rapprochement avec DASA devenait effectif. En discussion depuis deux à trois ans, ce projet tarde à venir. Mais, à Paris comme à Bonn, les restrictions budgétaires dans la défense obligent les deux gouvernements à revoir leur copie. Aussi les administrations de l'armement ont-elles été invitées, pour cet automne, à réexaminer la liste des programmes conjoints dans un souci d'économies, avant de passer à l'étape d'une fusion industrielle.

Jacques Isnard

La CCIP propose une dépénalisation du droit des sociétés

LA CHAMBRE DE COMMERCE et d'industrie de Paris (CCIP) a adopté le 12 septembre le rapport de Lucien Jibert sur « la réforme du droit pénal des sociétés commerciales ». Ce rapport s'inscrit dans le droit fil des propositions du CNIP (Le Monde du 13 août) et du rapport Marini (Le Monde du 11 septembre) eux aussi soucieux de « dépénaliser » et de « moderniser » un système répressif devenu « inflationniste » et « spectaculaire ». Le rapport Jibert veut clarifier les critères d'incrimination en distinguant entre les sociétés qui font appel à l'épargne et les autres pour lesquelles il est demandé de supprimer des délits tels le défaut de tenue de présence. En matière d'abus de biens sociaux, il souhaite que soient réprimés seulement les actes causant un « préjudice » à la société et accompli « à des fins personnelles et matérielles ». Dans l'ensemble, il propose de rattacher davantage d'infractions économiques au droit pénal commun et d'adapter les peines aux réalités de la vie des affaires.

DÉPÊCHES

● PECHINEY : Une centaine d'employés des trois sites de production de Pechiney en Ardèche ont manifesté samedi 14 septembre aux abords de Thuaud pour dénoncer les projets de restructuration de l'entreprise. De nombreux élus et commerçants de cette vallée se sont associés à ce mouvement.

■ FIAT : le constructeur automobile italien aura recours au chômage technique pendant les trois dernières semaines d'octobre. Au total, 9 400 véhicules de moins que prévu seront produits pendant cette période.

■ BULL : la direction du groupe informatique français a indiqué, lors d'un conseil d'administration tenu le 13 septembre, prévoir un bénéfice net « au moins aussi élevé et sans doute plus élevé » que les 306 millions de francs enregistrés en 1995. Thierry Breton a été nommé vice-président du conseil d'administration.

■ VERA : le groupe allemand a signé un contrat avec les compagnies régionales allemandes de distribution de gaz afin d'utiliser leurs réseaux de télécommunications (30 000 kilomètres au total), affirme lundi 16 septembre le quotidien *Die Welt*. Il utilisera cette ressource pour offrir des services concurrents de ceux de Deutsche Telekom.

■ MITSUBISHI : le groupe japonais va vendre à partir de fin 1996 au Japon des ordinateurs personnels fabriqués par l'américain Motorola, compatibles avec les Macintosh d'Apple, a indiqué le 16 septembre le quotidien *Nihon Keizai Shimbun*.

■ OLIVETTI : la justice italienne enquête sur Olivetti. Les juges d'ivresse, siège du groupe, ont entendu en fin de semaine dernière Renzo Francesconi, l'ancien directeur financier, qui a démissionné voici deux semaines en laissant entendre que les comptes ne reflétaient pas la situation du groupe.

■ DEUTSCHE TELEKOM : l'exploitant téléphonique allemand prévoit un bénéfice d'exploitation de 7 milliards de marks (23,8 milliards de francs) pour 1996, en hausse de 3 milliards de marks sur 1995, et des recettes d'environ 62 milliards de marks (+5 %), selon *Der Spiegel* du 16 septembre. Le résultat net serait sensiblement inférieur à celui de 1995 en raison d'une provision de 1,8 milliard de marks pour des suppressions de postes (60 000 d'ici à l'an 2000).

■ DAIMLER-BENZ : Jürgen Schrempp, président du directoire de Daimler-Benz, envisage une profonde réforme de structure de la direction du groupe, affirme l'hebdomadaire *Der Spiegel* dans son édition de lundi. Deux scénarios sont envisagés : le premier, centralisateur, confierait à la direction du groupe toutes les grandes décisions, l'autre transformerait au contraire cette direction en une simple holding.

COLINE SERREAU

ALAIN SARDE
PRÉSENTE

VINCENT LINDON

APRÈS
"LA CRISE"

LA BELLE VERTE

LE NOUVEAU FILM DE COLINE SERREAU

SAMUEL TAJAN, JAMES THIERRE, MARION COTILLARD, CLAIRE KEM, CATHERINE SAMIE, PAUL CRAUCHET, DIDIER FLAMAND, PATRICK ZINSAT, MICHEL LAGUENIE, DENIS RODALYDES, PHILIPPINE LERO, BRANTIERO, FRANCIS PERRIN, COLINE SERREAU, ROBERT ALAZRANI A.F.C., GUY-CLAUDE FRANÇOIS, KAREN MULLER, GUILAUME SCIAHA, DOMINIQUE DALMASSO, CATHERINE REHAULT, CAUNA SCOZZI, CHRISTINE GOZLAN, ALAIN SARDE, THOMAS PROUDHON

LE STUDIO CANAL - www.studiocanal.fr - Région Languedoc-Roussillon Canal - Studio Images 2 - Tous droits réservés

MERCREDI

AUJOURD'HUI

SPORTS

GOLF Le Suédois Jesper Parnevik a remporté, dimanche 15 septembre, à Saint-Nom-la-Bretèche, la 27^e édition du Trophée Lancôme. Il a devancé de cinq coups l'Eco-ssais Co-

lin Montgomerie, numéro un européen et vainqueur de l'épreuve l'an dernier. LA SÉLECTION pour la prochaine Ryder Cup, qui opposera les douze meilleurs joueurs américains

aux douze meilleurs européens, en septembre 1997, pourrait cependant ne pas retenir Jesper Parnevik, qui entend encore jouer la prochaine saison sur le circuit américain. La

plupart des golfeurs les mieux classés du Vieux Continent préfèrent en effet s'expatrier. UN CIRCUIT MONDIAL regroupant les plus grandes épreuves internationales

pourrait être mis en place dans les prochaines années à la suite de la création, dimanche, d'une fédération commune aux organisateurs des cinq continents.

Jesper Parnevik interrompt son exil américain pour gagner le « Lancôme »

Pour sa plus belle victoire de la saison, le Suédois, âgé de 31 ans, a dominé les meilleurs joueurs européens dans la vingt-septième édition du tournoi. Ses organisateurs souhaitent le transformer en l'un des tout premiers rendez-vous du calendrier international

COLIN MONTGOMERIE s'est lassé le premier. Jesper Parnevik n'avait qu'à le prendre, ce Trophée Lancôme, puisqu'il y tenait tant. L'Eco-ssais en a assez de batailler avec ce Suédois insensible aux intimidations. Depuis trois jours, cinquante-quatre trous et un peu plus de deux cents coups, les deux golfeurs étaient au coude-à-coude. Au départ de cette ultime journée, dimanche 15 septembre, un point les séparait, autant dire rien, un mauvais coup était si vite arrivé.

Colin Montgomerie décidait d'effacer au plus vite son maigre handicap. Il assénait cinq birdies, à chaque fois un coup en-dessous du par, au cinq premiers trous. « Mon démarrage aurait mis K.O. n'importe qui, mais pas lui », confessa le vainqueur de la précédente édition. Jesper Parnevik encaissait sans montrer le moindre signe de fébrilité. Il limitait l'écart en réalisant lui-même deux birdies aux trous quatre et cinq. Cette résistance allait finir d'agacer l'Eco-ssais. Ce dernier tentait une nouvelle esbroufe au trou numéro six, égarait un grand coup de fer 4 et récoltait un bogey, un coup au-dessus du par.

« A partir de là, j'ai joué plus librement », confiait Colin Montgomerie. Sur les treize derniers

trous, le numéro un européen a concédé six bogeys et n'a plus réalisé le moindre birdie. L'Eco-ssais titubait, zigzaguant d'un bord à l'autre du parcours derrière des swings mal assurés. Cette déliquescence n'est pas sans rappeler l'effondrement dont fut victime l'Australien Greg Norman, lors du dernier Masters aux Etats-Unis, en avril. Le golf aimera toujours distribuer ces leçons d'humilité.

Tandis que s'effondrait son adversaire, Jesper Parnevik n'avait plus qu'à poursuivre un honnête chemin, terminant la journée à trois coups sous le par et à cinq coups de son adversaire au classement final (66 ; 69 ; 66 ; 67 ; 268). A 31 ans, il signait sa principale victoire de la saison.

Même si le suspense s'est dénoué trop tôt pour véritablement tenir en haleine le public, cette vingt-septième édition aura tout de même renforcé la réputation du Trophée Lancôme. Le parcours ayant été durci (Le Monde du 12 septembre), quatorze joueurs seulement ont terminé sous le par. Les concurrents ont loué la qualité technique du tracé, donnant à la compétition une onction qui lui fut longtemps refusée.

Les organisateurs regretteront sans doute la facette du vainqueur sur le dernier trou, arborant au

coin de la bouche un cigare éteint. Il relevait ainsi le défi que lui avait lancé deux semaines auparavant un ami. Il n'est pas certain que cette petite provocation ait été appréciée de gens qui s'évertuent à donner au rendez-vous golfique de Saint-Nom-la-Bretèche une image moins mondaine et plus sportive.

VERS UN CIRCUIT MONDIAL

Fort de cette crédibilité croissante, les organisateurs souhaitent désormais faire de leur compétition un des tout premiers rendez-vous du calendrier international. Le chemin est encore long. Avec ses 650 000 livres de dotations (environ 5,2 millions de

francs), le Trophée Lancôme est le mieux doté des tournois français, mais peine encore à attirer les meilleurs drives de la planète.

Paradoxalement, le public select et parfois ostentatoire de Saint-Nom-la-Bretèche ne fait pas financièrement le poids face aux admirateurs en bermuda de l'Amérique profonde. Un tournoi moyen de l'autre côté de l'Atlantique offre près de 8 millions de francs de prix. Dans un sport professionnel qui a aboli toute hypocrisie au point de classer ses joueurs selon le montant d'argent gagné dans l'année, le prestige ne tient pas la comparaison en face d'un bon gros chèque.

En marge du Trophée Lancôme,

une cinquantaine de joueurs ont tenu meeting et se sont plaints de la modestie des structures sur le Vieux Continent. Les meilleurs joueurs européens optent de plus en plus pour le circuit américain. Jesper Parnevik a choisi cet exil doré en 1995. Nick Faldo a également relancé sa carrière loin de l'Angleterre. Colin Montgomerie, en passe de gagner pour la quatrième année consécutive le circuit européen, se dit de plus en plus tenté par une expérience au pays du dollar.

Outre les Etats-Unis, l'Asie se montre de plus en plus attractive. La deuxième édition de la President's Cup, qui opposait ce week-end à Lake Manassas, en Virginie, les meilleurs joueurs américains aux meilleurs joueurs non européens, selon le modèle de la Ryder Cup, démontre l'émergence d'une troisième force dans le golf mondial. Même la Chine commence à se toquer de ce sport.

La concurrence et la surenchère deviennent planétaires. Les traditions sont bousculées. L'organisation alambiquée et compartimentée des compétitions également. L'évolution en cours pourrait trouver son aboutissement dans un circuit mondial regroupant les meilleures épreuves et les mei-

leurs joueurs. Dimanche, alors que les derniers concurrents en terminaient à Saint-Nom-la-Bretèche, les représentants des cinq grands circuits mondiaux (américain, européen, sud-africain, japonais et « australasiatique »), réunis à Lake Manassas, annonçaient la création d'une fédération commune. Ils déclaraient également de lancer trois formules de championnat du monde en 1999. Une harmonisation du calendrier des compétitions et du classement des joueurs est par ailleurs prévue.

Il convient donc de se placer au plus vite sur la scène internationale. Le Trophée Lancôme espère franchir rapidement la barre du million de livres de dotations (environ 8 millions de francs) qui assurait sa réputation. La présence dans le comité d'organisation d'IMG-McCormack, partenaire de nombreuses épreuves et possesseur d'une des plus belles écoles de joueurs (Nick Faldo, Colin Montgomerie, Jesper Parnevik, Bernhard Langer, etc.), est un gage de crédibilité. Mais la France, qui demeure un parent pauvre du golf et attend toujours son champion emblématique, a-t-elle les moyens de s'offrir un tel prestige ?

Benoît Hopquin

La pression cannoise n'était pas assez forte pour battre le PSG

Guy Lacombe, le nouvel entraîneur azuréen, veut enseigner la rigueur à ses jeunes joueurs

CANNES de notre envoyé spécial. Quatre matches à l'extérieur : trois victoires et un nul ; trois rencontres à domicile : un nul suivi de deux défaites, contre Monaco et, dimanche 15 septembre, face à Paris-Saint-Germain (0-1). Le football cannois se fait-il victime d'un « syndrome monégasque » ?

En effet, tout comme leurs riches voisins de la Côte d'Azur, les Cannois réalisent des prouesses loin de chez eux, mais ils éprouvent les pires difficultés à engranger des points devant leur public. Là s'arrête pourtant la comparaison entre les deux clubs azuréens, dont l'un, l'AS Monaco, figure parmi les favoris de la compétition et l'autre, l'AS Cannes, a débuté la saison avec l'un des budgets les plus étiés de toute la D1 (38 millions de francs) et pas la moindre marque à afficher sur son maillot à bandes rouges et blanches, sinon l'étiquette en-

combrante de « relégable ». Pourtant à la tête de la jeune équipe cannoise est un homme, l'entraîneur Guy Lacombe, s'acharne à déjouer ces sombres pronostics. En octobre 1995, il avait pris les rênes d'une équipe moribonde, classée dernière du championnat et privée de sept titulaires, suspendus, comme le stade de La Bocca. Le nouvel entraîneur avait pris ses fonctions nant de quelques idées nouvelles, nourries par son expérience forgée dans sept clubs français et couronné par un titre de champion olympique à Los Angeles en 1984.

De ses débuts à Nantes, il a conservé, raconte-t-il, « la philosophie du jeu à la nantaise », de Lens « le goût de tout donner pour l'équipe, pour le public », de Tours « le jeu pour la survie » et de Toulouse « le souvenir d'un entraîneur de valeur, Daniel Jeandupeux, qui m'a fait découvrir qu'il y avait d'autres footballs que le monde ».

Aux vedettes cannoises, il a imposé sa règle du jeu sibylline : « Que chacun se mette à plat ventre pour sauver Cannes. Et qu'il n'y ait pas d'état d'âme. » Pour mieux faire

passer son discours milité de « rigueur » et de « discipline », il s'est fait accompagner d'une poignée de jeunes élèves du Centre de formation qu'il dirigeait depuis 1989. « Je les ai incorporés dans un système qu'ils connaissent bien explique Guy Lacombe. Il leur a fallu s'adapter à l'environnement de la première division, pas au jeu. C'est tout de même ce qu'il y a de plus important le jeu ».

VOLONTÉ DE SURVIE
Pour Romain Perrier, 20 ans, l'un des heureux promus, « il a incité tout le monde à se révolter, à se remettre les uns les autres en mouvement dans une spirale descendante ». En quelques matches, « le temps de remettre leur tête à leur vraie

avoir conscience qu'il faut s'accrocher à tous les matches. C'est peut-être ce qui nous rend plus forts à l'extérieur ». Tacitement, cette volonté de survie se traduit par un jeu en zone défensive. « Mon principe est que le porteur du ballon est le patron du jeu et que ses partenaires sont disponibles, dit Guy Lacombe. Ensuite, toute l'équipe doit participer à la récupération. On s'entraîne ».

Sur le terrain de La Bocca, contre Paris-Saint-Germain, ces préceptes ont été suivis à la lettre par la jeune garde cannoise (23 ans de moyenne d'âge). Les joueurs de Guy Lacombe ont attaqué et défendu avec la barge de ceux qui ne sont pas sûrs des lendemains. A la faveur d'un pressing constant, ils ont

Les malheurs du Milan AC

Le Milan AC s'est incliné à Gènes devant la Sampdoria (2-1) pour le compte de la deuxième journée du championnat d'Italie. Tenants du titre, les joueurs du président Silvio Berlusconi connaissent un début de saison difficile, marqué par une défaite à domicile en Ligue des champions face au FC Porto (3-2), mercredi 11 septembre. L'AS Roma, Bologne et l'Inter de Milan occupent pour l'instant la tête du Calcio.

En Angleterre, Manchester United s'est imposé devant Nottingham Forest (4-1), et Eric Cantona a marqué deux buts. Les champions d'Angleterre sont désormais demeurés au classement derrière Liverpool au terme des six premières journées. En Espagne, où l'on disputait la troisième journée, le FC Barcelone, grâce à un match nul à Santander (1-1), a pris la tête. En Allemagne, le Bayern de Munich a enregistré le même résultat à Schalke 04 (1-1). A l'issue de la sixième journée, il devance au classement général Stuttgart et Dortmund.

place », le groupe s'est transformé en une troupe, façon commun. Résultat de cette mutation : les Cannois ont retrouvé leur efficacité ; ils se sont maintenus parmi l'élite.

L'intersaison a été synonyme d'exode massif des footballeurs cannois. Après Patrick Vieira, prestement vendu au Milan AC pour renflouer les caisses du club, dix joueurs, dont sept membres de l'équipe type, ont quitté la Croisette. Pour reconstruire, Guy Lacombe a de nouveau puisé dans les réserves du centre de formation, riche en jeunes talents qui avaient décroché la coupe Gambardella chez les juniors (1995) et deux titres de champions de France des moins de dix-sept ans (1995 et 1996).

« Depuis, c'est une question de survie, assure l'entraîneur cannois sans céder au misanthisme. Nous

souvent dominé les vice-champions de France, mais la rencontre s'est finalement jouée entre les deux gardiens.

Le Cannois François Lemasson a commis une erreur d'appréciation qui a permis à Raf de le devancer d'une astucieuse pichenette : à quelques minutes du coup de sifflet final, le Parisien Bernard Lama s'est blessé au pérone pour sauver son équipe sur un penalty. Il a ainsi préservé son invincibilité désormais vieille de 630 minutes.

A l'issue du match, l'entraîneur parisien Raymond Ricardo, beau joueur, pouvait adresser cette forme d'hommage à Guy Lacombe : « L'équipe cannoise est celle qui nous a le plus dérangés. C'est la première fois que nous n'avons pas eu la maîtrise du ballon ».

Eric Collier

Le championnat de France de football de D1

7 ^e journée	
Grasse/Le Havre	1-0
Strasbourg/Paris	0-0
Monaco/Toulon	0-0
Nantes/Amiens	0-0
Stade de Reims/Le Mans	0-0
Angers/Le Havre	0-0
Metz/Le Mans	0-0
Caen/Le Mans	0-0
Le Mans/Le Mans	0-0
10 ^e journée	
Paris/Le Mans	1-0
Le Mans/Paris	0-1
Paris/Le Mans	1-0
Le Mans/Paris	0-1
Paris/Le Mans	1-0
Le Mans/Paris	0-1
Paris/Le Mans	1-0
Le Mans/Paris	0-1
Paris/Le Mans	1-0
Le Mans/Paris	0-1

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

Décathlon 1. E. Hamel (BEL), 8 478 pts (10 s 88 ; 7,20 m ; 16,40 m ; 8,04 m ; 47 s 62 ; 14 s 18 ; 40,80 m ; 4,85 m ; 50,80 m ; 4 m 35 s 10) ; 2. T. Deschamps (FRA), 8 450 ; 3. R. Zisk (FRG), 8 425 ; 4. S. Loeck (FRA), 8 388 ; 5. R. Gervais (CAN), 8 285.

Héptathlon 1. R. Nazarov (UZB), 5 481 points (10 s 15 ; 1,70 m ; 14,54 m ; 24 s 08 ; 8,17 m ; 40,80 m ; 2 m 10 s 12) ; 2. E. Becker (GER), 5 418 ; 3. K. Carter (USA), 5 337 ; 4. N. Stanovich (CAN), 5 283 ; 5. S. Hanson (CAN), 5 287.

BASKET-BALL

Championnat de France Pro A (deuxième journée)
Montpellier-Orléans 70-78
Nancy-Orléans-Bastia 80-87
Brest-Lyon 82-87
Paris-Orléans 82-87
Paris-SG-Evreux 80-88
Dijon-Vichy 67-87
Nantes-Orléans 80-84
Le Mans-Strasbourg 84-80

CYCLISME

Tour d'Espagne
1^{er} étape, Huesca-Jaca (220 km)
1. N. Minal (ITA, Gewiss) ; 2. G. Lombard (ITA) ; 3. J. Llaneras (ESP) ; 4. R. Balado (ITA) ; 5. L. Jorj (ITA), m.t.

Equitation
Saut d'obstacles : Masters de Paris
Après 1^{re} manche : 1. A. Ledermann (FRA, Rochet 44, 0 pt, 41 s 02) ; 2. T. Coyle (AUS, Coalinga, 0, 41 s 46) ; 3. U. Feh (AUT, Jernise), 0, 43 s 78 ; 4. N. Shotton (GBR, Tink's Bay), 0, 45 s 15 ; 5. J. Tops (FRA, Osmont), 0, 45 s 32.

FOOTBALL

Championnat d'Allemagne (deuxième journée)
Werder Brême-Borussia Dortmund 5-1
Fortuna Düsseldorf-Hansa Rostock 0-2
Schalke 04-Bayer Munich 1-1
Borussia Dortmund-VFB Stuttgart 1-1
Kaiserslautern-Duisburg 1-0
Eintracht Frankfurt-Leverkusen 0-1
Munich 1860-Fribourg 4-0
Cologne-Münchener 40-40
Hambourg-Schalke 8-0

Championnat d'Angleterre (deuxième journée)
Derby County-Sunderland 2-1
Everton-Middlesbrough 1-2
Manchester United-Hull Kingston 2-1
Sheff Wed-Cardiff 1-1
Southampton-Tottenham 0-1
West Ham-Wolverhampton 0-2
Leeds-Univ.-Sheff Wed 0-1
Leeds-Univ.-Sheff Wed 0-1

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
Bordeaux-Dax 35-21
Pau-Grasse 23-30
Nîmes-Agen 15-25
Bordeaux-Grenoble 31-22
Toulouse-Castres 20-19

Championnat de France (groupe B)
1^{re} journée
1. Agen, 9 pts ; 2. Dax, 7 ; 3. Bayonne, 7 ; 4. Biarritz, 7 ; 5. Toulouse, 7 ; 6. Castres, 5 ; 7. Béziers, 5 ; 8. Grenoble, 5 ; 9. Périgueux, 5 ; 10. Nîmes, 3.

Championnat de France (groupe C)
1^{re} journée
1. Agen, 9 pts ; 2. Dax, 7 ; 3. Bayonne, 7 ; 4. Biarritz, 7 ; 5. Toulouse, 7 ; 6. Castres, 5 ; 7. Béziers, 5 ; 8. Grenoble, 5 ; 9. Périgueux, 5 ; 10. Nîmes, 3.

Championnat de France (groupe D)
1^{re} journée
1. Agen, 9 pts ; 2. Dax, 7 ; 3. Bayonne, 7 ; 4. Biarritz, 7 ; 5. Toulouse, 7 ; 6. Castres, 5 ; 7. Béziers, 5 ; 8. Grenoble, 5 ; 9. Périgueux, 5 ; 10. Nîmes, 3.

11. S. Westwood, 8 ; 12. D. Dwyer, 8 ; 13. A. Smith, 8 ; 14. T. Hetherington, 8 ; 15. L. Lewis, 7 ; 16. B. Bardsley, 6 ; 17. W. H. Smith, 5 ; 18. C. Cowley, 4 ; 19. S. Westwood, 2 ; 20. B. Bardsley, 1.

Championnat d'Espagne (deuxième journée)
Barça-Valladolid 1-1
Compostela-León 1-2
Real Sociedad-Sporting Gijón 1-0
Racing Santander-FC Barcelone 1-1
Espanyol-Barcelone-Valladolid 1-1

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

Championnat d'Italie (deuxième journée)
Inter Milan-Pesaro 1-0
Venezia-AS Roma 0-2
Venezia-Bologna 0-2
Atalanta-Frosinone 0-1
Juventus-Cagliari 2-1
Lazio-Livorno 0-1
Napoli-Foggia 1-0
Parma-Pesaro 0-0
Sampdoria-Génova-Milan AC 0-0

Championnat de France (groupe A)
1^{re} journée
1. AS Roma, 6 pts ; 2. Bologna, 6 ; 3. Inter Milan, 6 ; 4. Juventus Turin, 6 ; 5. Parma, 4 ; 6. Milan AC, 3 ; 7. Cagliari, 3 ; 8. Lazio, 3 ; 9. Fiorentina, 3 ; 10. Livorno, 3 ; 11. Sampdoria Gênes, 3 ; 12. Naples, 3 ; 13. Atalanta Bergamasca, 1 ; 14. Fiorentina, 1 ; 15. Foggia, 1 ; 16. Pescara, 1 ; 17. Lazio Roma, 0 ; 18. Verona, 0.

هكذا من الجمل

20 / LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996

AUJOURD'HUI-SPORTS

Le cavalier brésilien Rodrigo Pessoa perpétue la légende de son père, Nelson

Depuis sa médaille aux Jeux d'Atlanta, le jeune espoir veut développer ses soutiens financiers

Le concours international de saut d'obstacles de Paris a réuni, du vendredi 13 au dimanche 15 septembre, au Champ-de-Mars, les meilleurs

cavaliers mondiaux. A vingt-sept ans, la Française Alexandra Ledermann a confirmé sa médaille de bronze individuelle des Jeux d'Atlanta,

en s'imposant dans le Grand Prix. De son côté, Rodrigo Pessoa s'emploie à faire fructifier sa médaille de bronze dans l'épreuve par équipes.

AVEC LE BRÉSIL, Rodrigo Pessoa a remporté la médaille de bronze d'équitation par équipes à Atlanta. Depuis, le jeune homme de vingt-quatre ans ne chôme pas. Le Masters de Paris était sa quatrième sortie postolympique. Une compétition qu'il lui faudra oublier après l'émotion d'Atlanta et une excellente troisième place dans un concours relevé à Calgary, au Canada. « Les nouveaux sponsors ne se sont pas bousculés depuis les Jeux, assure-t-il, et dans notre sport on n'en a jamais assez. Tant que la Fédération internationale d'équitation n'aura pas compris que c'est un business au même titre que la formule 1, on devra se débrouiller seuls. Nous avons des stars, chevaux et cavaliers, des sites d'épreuves fantastiques comme celui-ci, mais nous sommes quasiment absents des écrans de télévision. L'esthétique des chevaux est pourtant plus belle que celle des bolides automobiles. »

Sa tenue chic de cavalier dissimulée sous une veste chaude, le fils de Nelson « Neco » Pessoa maugrée en vieux briscard d'un circuit qu'il fréquente en tant que compétiteur depuis déjà sept ans. A Paris, Rodrigo n'est venu accompagné que de trois chevaux et d'un palefrenier. Pessoa père, entraîneur national brésilien et légende vivante des sports équestres, est resté à l'écurie familiale, en Belgique. Il y prépare encore les chevaux qu'il monte en alternance avec son fils. A soixante ans, bon pied bon oeil, « Neco » vient de remporter le célèbre derby britannique d'Ascot.

« C'est pour le plaisir car il n'a plus rien à prouver », explique fièrement Rodrigo. Il est devenu le second « pilote » de sa propre écurie, mais mon succès, et celui de l'équipe brésilienne à

Atlanta, est essentiellement dû à son expérience et à son savoir-faire. C'est fondamental d'avoir quelqu'un comme lui autour de la piste pour signaler aux cavaliers ce qu'ils ne voient pas. La médaille d'Atlanta prouve l'élévation du niveau de notre pays pour l'organisation, l'élevage, l'entraînement, la préparation d'une équipe de quatre cavaliers qui tournent bien. »

CHEF D'ENTREPRISE
Né à Neuilly-sur-Seine, Rodrigo vit désormais à Bruxelles, où la famille Pessoa a élu domicile, mais il n'est pas fâché de donner le pion aux Européens. « Mon père s'est installé en Europe dans les années 60, car c'est ici que tout se passe en matière d'équitation, dit-il avec un accent belge inattendu. Mais je me sens très proche des Brésiliens et de leur mentalité ouverte et décontractée. Je ne vois le reste de ma famille et mes amis que trois ou quatre fois par an. » A grandes enjambées, Rodrigo Pessoa arpente le parcours du Champ-de-

Mars pendant la période de reconnaissance réglementaire. Expert, il mesure la distance séparant les obstacles. Tout en racontant sa vie de sportif de haut niveau qui « met la main à la pâte, forme des lads, rentre les camions, nourrit et soigne ses chevaux », il évalue la stabilité des barres.

Rodrigo parle de son écurie avec l'assurance d'un chef d'entreprise expérimenté. Il n'a jamais cherché sa voie. Elle était irrémédiablement tracée par une de ces hérédités trop lourdes pour qu'on cherche à les combattre. Nul ne lui aurait pardonné de refuser le destin qui s'offrait à lui. Il suffit pour en être convaincu de prêter l'oreille aux propos qui s'échangent au bord de la piste. « Rodrigo a le talent et le meilleur entraîneur du monde pour père, dit-on. « Neco » a dirigé l'équipe nationale brésilienne avant de devenir entraîneur national brésilien. Il s'est aussi occupé de champions comme Pierre Durand. Et il est toujours parvenu à faire des résultats avec des chevaux

difficiles, ce qui lui a valu le surnom de « sorcier brésilien », alors... »

« Je suis un peu passé à côté de ma vie d'adolescent », explique Rodrigo, mais au fond je savais bien que je ne voulais pas être médecin, ni architecte ou avocat, et il faut être cavalier à plein temps ou riche si l'on veut vivre de cet art. J'aurais bien le temps de vivre plus tard. »

En garçon raisonnable, il a fait « collégienne ou savante mise en scène paternelle » ses débuts en concours international en 1989 à l'âge de seize ans, à Stockholm, la ville où son père s'était lancé en 1956 à vingt ans. Elevé à proximité des écuries, il se frotte sans complexes à une opposition de haut niveau et obtient des résultats probants. Son nom fait le reste. Un an plus tard, les responsables de Moët et Chandon, qui soutiennent son père depuis dix-sept ans, décident de lui donner sa chance.

De l'avis général, le gamin au regard sombre et aux cheveux de jais est sciemment doué. De son propre aveu, il porte un nom agréable aux oreilles des rares sponsors. Entre ses trois contrats - avec une société de préparation de voiture, une marque allemande de vêtements d'équitation et une firme italienne de cachemire - et ses gains en concours, il se considère comme « le cavalier le mieux payé du circuit ». « Il est sûrement aussi le meilleur cavalier du monde actuellement en matière de style », estime Pascal Renard, collaborateur de l'Épervier, un magazine d'élevage et de sports équestres. De son père, il a hérité la monte : légère, élégante, en avant et dans le rythme. « Un style à suivre et toujours d'époque. »

Le Finlandais Tommi Makkinen champion du monde des rallyes

APRÈS SA VICTOIRE à l'issue de la dernière étape du rallye d'Australie, lundi 16 septembre, Tommi Makkinen (Mitsubishi Lancer) est assuré de remporter le titre de champion du monde 1996. Le pilote finlandais, âgé de 32 ans, a devancé le Suédois Kenneth Eriksson (Subaru Impreza) et l'Espagnol Carlos Sainz (Ford Escort Cosworth) dans cette septième manche du championnat du monde. Alors qu'il reste deux manches du championnat du monde des rallyes à courir d'ici à la fin de la saison, le Finlandais est maintenant assuré de devancer les pilotes espagnol et suédois au classement mondial.

Motocyclisme : troisième titre pour Michael Doohan en 500 cm³

LE PILOTE motocycliste australien Michael Doohan, âgé de 31 ans, s'est contenté d'une deuxième place derrière l'Espagnol Carlos Checa dans le Grand Prix de Catalogne, disputé dimanche 15 septembre, sur le circuit de Barcelone. Mais en devançant l'Espagnol Alex Crivillé, son plus dangereux rival, il remporte son troisième titre de champion du monde d'affilée dans la catégorie des 500 cm³, à deux courses de la fin de la saison. L'Australien rejoint ainsi l'Américain Kenny Robert et son compatriote Wayne Rainey, qui furent eux aussi sacrés trois fois dans la catégorie reine de la moto de vitesse. En 250 cm³, le Français Olivier Jacque (Honda Tech 3) prend la deuxième place, pour la quatrième fois de la saison. Après avoir mené la course pendant cinq tours, le jeune Français a dû une nouvelle fois s'incliner devant l'Italien Max Biaggi, impétueux sur son Aprilia, et de plus en plus proche de remporter lui aussi un nouveau titre de champion du monde.

DÉPÊCHES

HOCKEY SUR GLACE : Les États-Unis ont remporté la finale de la Coupe du monde en battant le Canada (5-2), dans un match décisif, samedi 14 septembre, à Montréal. Les Américains se sont imposés par deux victoires à une dans cette phase finale d'une compétition organisée pour la première fois. Le Canada, impressionnant vainqueur de la rencontre initiale à Philadelphie, comptait pourtant bien s'imposer dans un des deux matches suivants devant son public, mais les États-Unis ont su faire la différence dans les toutes dernières minutes d'une rencontre suivie par 21 000 spectateurs et des millions de téléspectateurs nord-américains. (AFP)

RUGBY : une liste de vingt-trois joueurs a été retenue par Jean-Claude Skrela, pour les tests physiques préalables à la rencontre Pays de Galles-France, mercredi 25 septembre à Cardiff. L'entraîneur du XV de France n'a inclus qu'un seul nouveau dans sa liste : le troisième ligne de Toulon, Christophe Mon. Les deuxième ligne Olivier Roumat et Olivier Brouzet, blessés, n'ont pas été convoqués, tandis que Richard Castel, le troisième ligne de Béziers, et Raphaël Ibanez, l'ataqueur de Dax, champions du monde universitaire cet été en Afrique du Sud, ont été rappelés.

VOILE : Loly Peyron a remporté le Trophée des multicoques, dimanche 15 septembre, à La Trinité (Morbihan). Le vainqueur de la Transat anglaise en solitaire et de la course Québec-Saint-Malo, en équipage s'impose ainsi comme le grand vainqueur de la saison en multicoque. Cette victoire, la seconde, dans le dernier des trois grands prix de la saison, a cependant été difficile pour le skipper de l'Épave. Il a en effet dû se battre jusqu'à la dernière régate face à Laurent Bourgnon sur Primargat. (AFP)

La confirmation d'Alexandra Ledermann

Après sa médaille de bronze individuelle aux Jeux olympiques, Alexandra Ledermann était très attendue à Paris. Avec la complicité de son cheval hongre, Rochet M, la cavalière de vingt-sept ans a confirmé sa performance d'Atlanta en s'adjugeant l'épreuve du Grand Prix. Malgré les multiples sollicitations depuis le mois d'août, Alexandra Ledermann s'est appliquée à maintenir sa concentration pour réaliser le plus rapide des « sans-faute » de l'épreuve.

« J'étais très énervée juste avant le début de la compétition, a-t-elle reconnu. Impossible de faire trois pas sans être harcelée. » Inquiète à l'issue du tour initial, au cours duquel Rochet M avait froissé des sabots les cinq derniers obstacles, Alexandra a enjoint sa monture de prendre davantage de hauteur. « Comme il est très respectueux, il a fait un super-parcours », s'est félicitée la Française. Cette performance lui permet de succéder à Roger-Yves Bost, dernier vainqueur de l'épreuve, en 1993.

JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE: LES JOURNÉES PUNTO.

ATTENTION, LE 1^{ER} OCTOBRE LES PRIX S'ENVOLENT.

FIAT PUNTO 41 900 F.

CRÉDIT À 4,36% AVEC 1^{RE} ÉCHEANCE EN 9700 F, VIGNETTE 97 REMBOURSER^(*).

AUJOURD'HUI: DERNIER JOUR DES PORTES OUVERTES FIAT.

Si votre voiture a plus de 3 ans, vous bénéficiez jusqu'au 30/09/96 des conditions d'application de l'offre gouvernementale.

Exemple pour 10 000 F empruntés : TBS à 4,36 %, durée 15 mois avec 1^{re} échéance en janvier 97, 12 mensualités de 862,89 F hors assurance facultative. Coût total : 13 467 F. Sous réserve d'approbation par Fiat Crédit France.

Vous bénéficiez d'un financement par Fiat Crédit France pour un minimum de 30 000 F empruntés, sous réserve d'approbation par Fiat Crédit France.

CHÉZ LES CONCESSIONNAIRES PARTICIPANT À L'OPÉRATION FIAT



manifestants
implantation
rasbourg

Le non-dit des gestes de la vie quotidienne

Ethnologues et sociologues sont formels : les façons de se saluer ou de fermer les portes des habitations en disent beaucoup plus long qu'il y paraît

IL N'Y A JAMAIS rien de totalement banal dans nos stéréotypes quotidiens. Pour peu que l'on s'attarde à les décortiquer, leur insignifiance apparaît rapidement pour ce qu'elle est : une façade derrière laquelle se dissimulent les petits secrets de nos façons d'être. Dans la dernière édition de la revue *Ethnologie française*, dirigée par Claude Rivière, professeur d'anthropologie à l'université de la Sorbonne, plusieurs chercheurs se penchent sur quelques-uns des « micro-rituels » les plus ordinaires, sur lesquels ils jettent un regard à la fois clinique et caustique.

L'important, dans le rituel, n'est pas tant son contenu que le contexte dans lequel il intervient. D'ailleurs, insiste le sociologue belge Claude Javeau, on ne parle jamais pour ne rien dire. Afin d'illustrer son propos, ce professeur à l'université libre de Bruxelles s'est livré à une étonnante radiographie des « ça va ! » — peut-on rêver meilleur terrain d'enquête ? — qui ponctuent la vie de tous les jours. Conclusion : cette formule n'est pas aussi transparente qu'il y paraît, car ses multiples variations trahissent des non-dits riches de sens. « Ça va » ne veut pas dire réellement que les choses vont bien mais que « ça suffit pour l'instant, je n'ai pas envie d'engager avec vous autre chose qu'un échange anodin ». Rien n'est dit, mais, d'une certaine manière, tout est dit », analyse le chercheur.

Les apparences sont donc trompeuses. Derrière sa façade apparemment neutre, la formule peut exprimer l'accueil mais aussi le rejet de l'autre. « Non pas rejet absolu, mais rejet motivé par le souci de ne pas s'engager sur la voie d'une relation difficile à gérer. » En échangeant des « Ça va ! » à tout bout de champ, nous nous comportons comme des acteurs. « Il peut s'agir de maintenir les apparences d'une relation par la mise en scène d'un échange factice : je ne vous dirai pas que je vous déteste, mais, en jouant avec vous la comédie, je vous le dis quand même. La réponse peut, aussi, être parfaitement mensongère dans la mesure où les choses, pour dire vrai, ne vont pas bien du tout », insiste Claude Javeau.

Le chercheur n'en est pas à son premier essai : il a déjà passé au crible « le bisou à la secrétaire, qui

suscite un malaise si, par malheur, on l'oublie » et s'est appesanti sur la fonction sociale du grognement « qui, en libérant l'agressivité de l'automobiliste urbain, contribue au maintien de l'ordre social ». « Dans la société, les rituels servent à nous protéger, assure Claude Javeau. Heureusement, car si ce n'était plus possible, l'individu se retrouverait tout nu. Ce serait le totalitarisme ! »

Sociologue du quotidien lui aussi, Jean-Claude Kaufmann s'est intéressé au curieux cérémonial de la « fermeture du chez-soi ». Après avoir interrogé quarante ménages pendant deux heures — et vaincu, non sans mal, de vives réticences à s'exprimer sur ce sujet —, il entrebâille la porte sur le monde foisonnant et irrationnel des « rituels conjuratoires ».

Le « rituel conjuratoire » reste l'un des plus sûrs remèdes contre le sentiment d'insécurité

« Plutôt que de réfléchir à une protection efficace, doit-elle être unique, la préférence va vers l'accumulation de lignes de défense, y compris quand elles sont tellement dérisoires que cela ne peut être ignoré », constate-t-il. Parmi de multiples exemples, le sociologue évoque cet homme qui, chaque soir, se saisi de son marteau et frappe sur la poignée de la fenêtre afin d'en vérifier la fermeture ; ou de cette femme qui ne peut s'empêcher de donner un bref mais vigoureux coup d'épaule afin d'éprouver — on est jamais trop prudent — la solidité de la serrure.

Au centre de ce cérémonial sécuritaire trône la clé. Souvent réintroduite dans la serrure, une fois fermée de l'intérieur, afin de dissuader — du moins, s'en persuade-t-on — une éventuelle tentative de cambriolage, elle nourrit de curieuses contradictions. Par prudence, environ 20 % de l'échantillon étudié par Jean-Claude Kaufmann préfèrent disposer d'un nombre de clés infé-

rieur au nombre de personnes qui composent le foyer.

Ce dispositif implique de dissimuler le précieux petit objet en un lieu dont le choix, relève le sociologue, ne fait que rarement appel à l'imagination : boîte aux lettres, paillason, pot de fleurs... De même, on hésite à confier ses clés à la famille, mais on remettra sans hésitation aucune le trousseau à l'entreprise venue réaliser des travaux.

Chez certains, ces rituels de verrouillage se retournent contre leurs auteurs et deviennent auto-génés. « Fermer la porte, témoigne M. R., c'est tellement automatique qu'on ne s'en souvient pas après. Aussi, je fais exprès un petit bruit spécial pour me rappeler que je l'ai

fermée. Je cogne ou je fais du bruit avec mes clés. Après, dans le bus, je me dis : tu te rappelles ma fille, tu faisais du bruit avec tes clés ! »

Pour vivre moins douloureusement la contradiction entre nécessaire vigilance et besoin de relativiser le danger pour ne pas en être prisonnier, il est courant que s'opère une répartition des rôles au sein du couple. L'un assure la fonction de « gardien du rite », en veillant scrupuleusement à ce que toutes les précautions soient prises ; pendant que l'autre, sorte d'antidote, se comporte comme « l'idéologue de la décontraction, le philosophe de l'art de vivre ».

Bien que son efficacité réelle risque d'être souvent mise en défaut, le « rituel conjuratoire » reste l'un des plus sûrs remèdes contre le sentiment d'insécurité, observe Jean-Claude Kaufmann. Equipement occidental du gri-gri africain, il assure une fonction de réconfort que la technologie n'est pas forcément en mesure de rem-



de verres d'optique dans le monde », ces lunettes importées constitueraient « un des moyens de détruire l'industrie française ».

Des procès ont déjà opposé les deux parties. Opticiens et pharmaciens ont tour à tour été reconnus dans leur bon droit par les tribunaux, sans que la question de leur « dangerosité » soit véritablement tranchée. Aujourd'hui, le dossier est entre les mains de la direction générale de la concurrence et de la consommation. Les pharmaciens s'avouent assez confiants. « Devant un

État de fait, peut-on arrêter les choses ? », demande Jean Parrot, président de l'ordre national des pharmaciens. Sur le million ou million et demi de paires vendues chaque année — les estimations restent floues —, les opticiens n'en vendraient que 20 %, à des prix qu'ils prétendent afficher plus compétitifs.

Des deux côtés, on assure de toute façon conseiller au client de consulter, quel que soit le confort qu'il découvre avec les demi-lunes. « On a toujours vendu des face-à-matin. Les lunettes prismatiques, c'est la même chose », avancent les apothicaires. « Est-ce qu'on se permet de vendre des médicaments ? » répondent les opticiens. Cela ne saurait pourtant tarder. Ils souhaitent en effet pouvoir également distribuer les produits de contactologie, jusque-là monopole pharmaceutique. La querelle de santé publique tourne à la bataille entre commerçants.

Jean-Michel Normand

* *Ethnologie française*, n° 26, juin 1996, Armand Colin.

Aude Dassanville

Les dictons à l'épreuve de Météo-France

IL AURA FALLU une bonne gelée, puis un rideau de pluie, pour que la tradition orale fasse douter la science. Technicien supérieur de l'antenne vendéenne de Météo-France, Didier Groussin prêtait une oreille plutôt distraite aux dictons que lui délivrait quotidiennement son voisin agriculteur sur le climat des jours à venir.

Jusqu'à cette matinée de novembre 1995 où, évoquant le froid venu trop brutalement, ce dernier lui affirme tout net qu'« une gelée comme ça, ça passe en dessous du pont ». Le surlendemain, le temps tourne comme prévu à la pluie. Depuis, après avoir convaincu le chef du centre météorologique départemental, « auquel tout cela paraissait un peu ridicule », Didier Groussin a entrepris de collecter les dictons populaires afin d'en évaluer la pertinence.

En juin, un appel relayé par la presse locale a été lancé dans un bulletin météorologique largement diffusé à travers le département. Et Didier Groussin a commencé à battre la campagne pour recueillir les adages, « les savoirs qui se sont transmis de génération en génération dans les exploitations agricoles ». Pour lui il s'agissait d'un travail d'écoute d'autant plus important que, « face à un technicien de Météo-France, certains hésitent à parler de leurs modes de prévision empiriques, de peur de passer pour des idiots. Il faut réconcilier notre théorie et leur pratique ». Ensuite, ces dictons seront confrontés aux données thermiques ou pluviométriques.

« CONSULTANTS »

Joël Robert, délégué départemental de Météo-France Vendée, avoue accorder quelque crédit aux dictons portant sur des prévisions à très court terme, « car ils s'appuient sur des observations de phénomènes naturels ». « Ciel pomerelle comme femme fardée sera de courte durée », veut la tradition populaire. « Nous, nous parlons d'atmosphère pré-orageuse, sourit Joël Robert. En revanche, les dictons concernant le long terme, comme « Noël au balcon, Pluie aux tisons », ont souvent davantage de valeur poétique que météorologique. »

Les conclusions tirées de l'observation de la faune suscitent tout autant de réserves. Selon le bon sens vendéen, les nids de pie haut perchés annoncent une saison sans vent. « L'oiseau peut-il intuitivement capter la tendance météo d'une saison de nidification et ne rechercher la fraîcheur à la cime des arbres que s'il pressent qu'il n'y aura pas de vent ? », s'interroge Didier Groussin.

De ce recensement des adages, les météorologues de La Rochesur-Yon n'attendent guère une aide à la prévision. Tout juste croient-ils en la mise en évidence de phénomènes climatiques très localisés. Didier Groussin, qui rêve de développer un réseau de « consultants » capables de lui signaler les passages d'ondes sauvages « pour compléter les modèles mathématiques », souhaite « ajouter l'intuition humaine à la science. Éviter que cette richesse populaire qu'est la mémoire paysanne ne disparaisse ».

Une fois évoqués oies sauvages et savoirs ancestraux, on reconnaît, à La Rochesur-Yon, que la collecte des dictons tient également de l'opération de communication. Le prétexte est trouvé pour aller à la rencontre des Vendéens et, surtout, « réaffirmer que nos bulletins ne sont pas faits par des Parisiens, mais par des gens qui habitent vraiment la région... »

Pascale Krémer

AUTO MOBIL

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 96
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou
financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33
Pascal Bonnet

TIGRA 1.4i Auto. Clim
1.500 km - 96 - Gris métal
CLIO Baccara Auto.
373 km - 96 - Gris argent
AVIS CENTRE OCCASIONS
(1) 44.18.10.65
Port. 07.84.10.33

FORD SADEVA
150 véhicules disponibles
MONDEO 1800i 1996
Etat neuf - AC - Airbag - 103 000 F
ESCORT 1600i Clippier 1996
Etat neuf - Airbag - 79 000 F
Tél. : 47.39.71.13

CHAQUE LUNDI RETROUVEZ LA RUBRIQUE « AUTOMOBILE »
pour vos annonces publicitaires contactez : PASCAL BONNET
Tél. 01 44 43 79 23 - (Port. 07 84 10 33)

Géant OCCASIONS GROUPE NEUBAUER
3, bd. Gervais Saint Cyr
75017 PARIS
Tél. 47.66.02.44

300 OCCASIONS
TOUTES MARQUES, GARANTIES
Notre sélection, cette semaine :

106 XT SP Direct, ans. LIVE CCP AM 96	5 800 km
106 Kd SP Peinture robot AM 96	4 800 km
106 Green SP Vitres teintées AM 96	06 km
106 XSD SP Peinture métal AM 96	9 600 km
306 Green 1.6 SP TO Clm. AM 96	9 800 km
306 XTDT ABR Clm Radio AM 96	9 040 km
306 S 1.6 SP Clm Clm AM 96	18 300 km
405 Style TO DA LIVE CCP AM 96	11 km
405 Break Sillage DA LIVE CCP AM 96	18 km
806 STD Clm. Radio AM 96	11 200 km

Contactez M. LECHALVRE

Des températures fraîches

LES PRESSIONS élevées situées sur le Bénélux continuent à protéger une grande moitié nord de notre pays tandis qu'une perturbation atlantique abordera l'extrême sud-ouest et gagnera les régions méditerranéennes.

Mardi, dans les Ardennes, en Lorraine, Alsace et Franche-Comté, les bancs de brume et de brouillard formés en fin de nuit se dissipent dans la matinée et malgré quelques nuages résiduels, c'est le soleil qui

dominera. En Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon le ciel se couvrira par l'ouest en cours de matinée; le ciel sera très nuageux, le temps lourd avec des pluies instables et des orages sur le relief des Pyrénées qui débordent parfois en plaine. L'après-midi, ce temps perturbé gagnera la Provence.

Dans la région Rhône-Alpes et sur la Côte d'Azur, la matinée sera bien ensoleillée; l'après-midi le ciel se voilera par nuages moyens et élevés et des ondées ou des orages isolés pourront se déclencher sur le relief des Alpes. Du Poitou-Charentes au Limousin et à l'Auvergne, malgré quelques débordements de nuages élevés l'après-midi, la journée sera dominée par le soleil. En Corse, malgré quelques développements cumuliformes sur le relief, la journée sera agréable et ensoleillée.

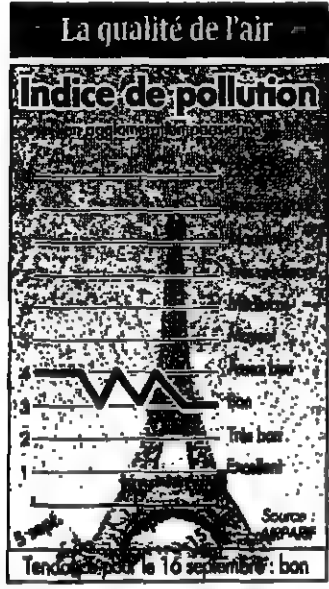
Dans les autres régions: Bretagne, Centre, Ile-de-France, Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Champagne et Bourgogne, les brumes parfois présentes au lever du jour se dissipent rapidement et le soleil sera présent toute la journée. Sur les côtes de la Manche, le vent d'est soufflera jusqu'à 50 km/h en rafales.

Les températures maximales seront comprises entre 9 et 12 degrés sur le quart sud-est du pays; sur le pourtour méditerranéen et en Corse, elles évolueront de 11 à 15 degrés. Dans une grande moitié nord, elles resteront assez fraîches, généralement comprises entre 4 et 10 degrés mais pouvant localement descendre jusqu'à 1 degré, en particulier dans le nord-est. L'après-midi, les températures du Sud-Ouest au pourtour méditerranéen seront en légère baisse comprises entre 20 et 24 degrés; ailleurs, elles seront stationnaires comprises entre 18 et 21 degrés mais avec un petit vent d'est l'impression de fraîcheur persistera.

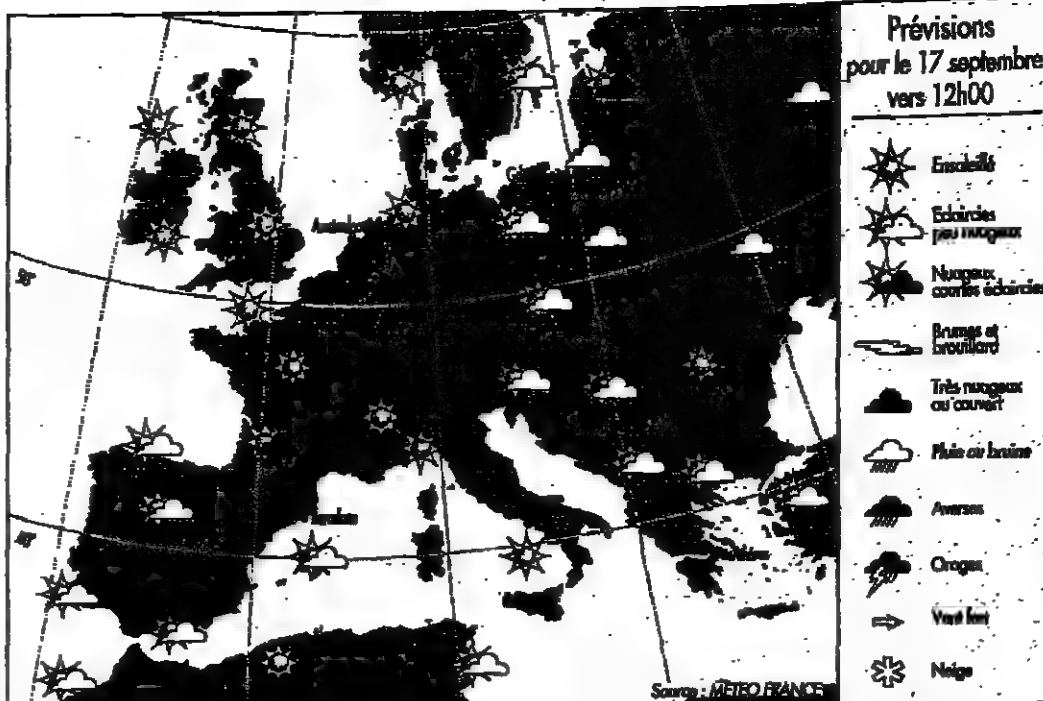
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



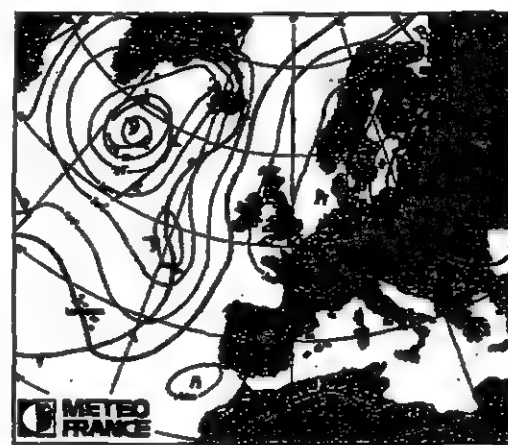
Prévisions pour le 17 septembre vers 12h00



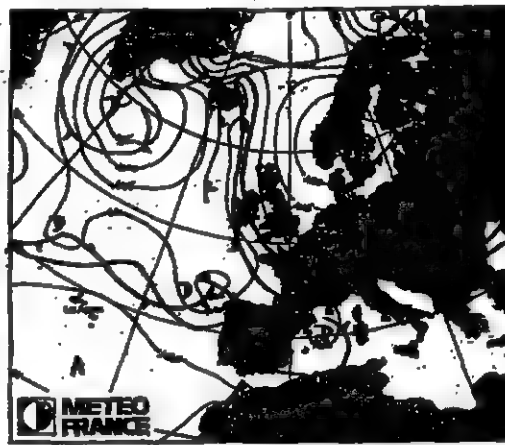
Tendances pour le 16 septembre: bon



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	21/7	TOURS	21/8	CHICAGO	17/10	LISBONNE	24/5	REKOTIA	24/12
du 15 septembre	LILLE	18/7	STRASBOURG	21/8	NEW YORK	17/10	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12
MONTPELLIER	20/7	LYON	21/8	DURBAN	17/10	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
NANTES	20/7	PARIS	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
BOULOGNE	20/7	STRASBOURG	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
CAEN	20/7	LYON	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
CHERBOURG	20/7	PARIS	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
CLERMONT	20/7	STRASBOURG	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
DJON	20/7	LYON	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
POK-DE-PR	20/7	PARIS	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	
TOULOUSE	20/7	STRASBOURG	21/8	JOHANNESBURG	24/12	LOS ANGELES	23/7	JOHANNESBURG	24/12	



Situation le 16 septembre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 18 septembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Décentralisation symphonique

LA PREUVE est faite, et bien faite, et c'est l'Orchestre municipal de Mulhouse qui vient de nous la donner: la décentralisation symphonique n'est pas une chimère. Elle peut, elle doit être réalisée, et ce que la grande ville de la Haute-Alsace vient d'accomplir, les autres grandes villes de France doivent, à son exemple, le réussir. Créé en octobre 1945, l'Orchestre de Mulhouse, grâce au dévouement et à la foi agissante d'un chef de rare valeur, Ernest Bour, est parvenu, en moins d'un an, à un degré de perfection qui a conquis, du premier coup, le public parisien. Public difficile car il y avait dans la salle du Conservatoire le ban et l'arrière-ban des musiciens.

Le programme, très judicieusement composé, offrait l'attrait de deux ouvrages donnés en première audition, un *Divertimento pour archets et cuivres*, de Madeleine Will, et une *Suite française*, de Darius Milhaud. Composée en décembre 1944, la *Suite française* est comme une gerbe de fleurs cueillies en Normandie, en Bretagne, en Ile-de-France, en Alsace et en Provence; fleurs dont le parfum est plus doux encore au cœur de l'Alsace. Jamais Darius Milhaud n'a plus délicatement manié l'orchestre qu'en ces pages colorées, tour à tour débordantes de gaieté ou empreintes d'une grave et religieuse tendresse.

La charmante *Petite suite*, d'Albert Roussel, et la *Symphonie en ut majeur*, de Georges Bizet, complétaient le programme dont l'exécution valut à l'orchestre et à son chef un succès éclatant. Ernest Bour et les musiciens de Mulhouse emporteront, certes, un beau souvenir de l'accueil qu'ils ont trouvé à Paris; mais nous aussi, nous garderons mémoire de ce concert.

René Dumesnil
(17 septembre 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6910

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Qualifie un chemin qui peut être plein de charmes.
II. Préposée à l'enregistrement du timbre.
III. Adverbe. Exprime une réprobation. Adjectif pour une bonne œuvre.
IV. Sans changement.
V. Connait bien un livre sacré. Pour la troisième fois.
VI. Frère qui rend des services. Un

vrai rapace.
VII. Simule comme une passe.
VIII. En route. Sorte de pigeon.
IX. Dans une série de sept. Ville de l'Orne.
X. Ne portait pas toujours la culotte. Port d'Italie.
XI. Prendre la moitié.

VERTICALEMENT
1. Est parfois enchaîné. Peut avoir beaucoup de panache.
2. Tendue par celui qui ne veut rien perdre. Une victime de la jalousie.
3. Participe. Troublait le silence de la forêt. Apparu.
4. Qui ressemble à des souris.
5. Frappa latéralement une balle. Un individu précis, pour l'ethnologie.
6. Possessif. S'il est chéri, peut être assimilé à un petit Suisse.
7. Qui peuvent fondre facilement.
8. Qui vont pouvoir circuler. Utile, pour faire des projets.
9. Brame. Parler comme un dieu.

SOLUTION DU N° 6909
HORIZONTALEMENT
I. Restaurateur. RF.
II. Egalité. Is. User.
III. Gelée. Natte. Osa.
IV. Reims. Viragos.
V. Ec. Pélerin. As.
VI. Tirelire. Idéale.
VII. Sténo. Née. Ms.
VIII. Us. Crête. Uns.
IX. Or. Saumâtres. Eu.
X. Séculier. Iliens.
XI. Eternueront. Tu.
XII. Noisette. Es.
XIII. An. Sir. Ess.
XIV. Génisse. Nasses.
XV. Enule. Tuteur. Pou.

VERTICALEMENT
1. Regrets. OS. Age.
2. Egée. Iturbennes.
3. Salières. Co. Nu.
4. Tiemcen. Surt. Il.
5. Ales. Locales. Se.
6. Ut. Pl. Ruinées.
7. Rensuement. Es.
8. Aile. Tarens.
9. Titre. Met. Reine.
10. Estaire. Rio. RAIL.
11. Espide. Bine. SR.
12. Ra. One. Usurées.
13. SOS. Ain. Sep.
14. Res. Ailient. SSO.
15. Fraises. Usure.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements	24, avenue du G ^e Leduc - 69646 Chamilly Cedex - TEL: (1) 42-17-22-90
le chèque	la carte bancaire
1 an	2 890 F
2 ans	5 390 F
3 ans	7 890 F

LE MONDE (ISSN: 0000-0000) est publié tous les jours (sauf le dimanche) à 11 heures, par Claude Bernard, 75001 Paris Cedex 05, France, périodiquement par la Compagnie N. L. D. S. et son siège social: 11, rue de la Harpe, 75001 Paris Cedex 05, France. Pour les abonnements étrangers: LE MONDE, 11, rue de la Harpe, 75001 Paris Cedex 05, France. Téléphone: (1) 42-17-22-90. Telex: 330 000. Fax: (1) 42-17-22-90.

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Pays: _____

Ci-joint mon règlement de: _____ FF par chèque bancaire ou postal; par Carte bancaire: _____

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse: _____

● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements: Portage à domicile ● Suspendu vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 42-17-22-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 CODE LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde	42-17-20-00
Télématique	3615 code LE MONDE
CompuServe	GO LEMONDE
Adresse Internet	http://www.lemonde.fr
Documentation sur minitel	3615 LEMONDE ou 36-29-04-56
CD-ROM	(1) 44-08-78-30
Index et microfiches	(1) 42-17-29-33
Films à Paris et en province	36-08-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 franc)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Gumbours, 94062 Ivry-Cedex. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé au Monde: 12, rue M. Gumbours, 94062 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Directeur général: Dominique Alduy

Directeur général: Gérard Monnet

ES, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 09

TEL: (1) 44-43-78-00; fax: (1) 44-43-77-36

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ ISRAËL. Le pays est passé à l'heure d'hiver dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 septembre. Les pendules ont été retardées, et sont, désormais, en avance de deux heures par rapport à GMT au lieu de trois. Les Palestiniens des territoires de Cisjordanie et de Gaza restent pour le moment à l'heure d'été, c'est-à-dire à GMT + 3. (AFP)

■ BIRMANIE. La Royal Brunei Airlines a inauguré, jeudi 12 septembre, son premier vol direct entre la Birmanie et l'Europe. La liaison, bihebdomadaire, relie Rangoon à Londres via Abou Dhabbi. (AFP)

■ RUSSIE. La compagnie aérienne russe Aeroflot, qui a décidé de renouveler sa flotte, a confirmé son intention d'acheter dix Boeing 737 malgré l'indignation des aviateurs russes. La compagnie estime que les appareils occidentaux sont plus performants et plus sûrs que les avions russes. (AR)

■ CANADA. Des milliers de Canadiens d'origine chinoise, craignant de perdre leur droit à vivre à Hongkong quand la colonie britannique reviendra à la Chine le 1^{er} juillet prochain, se sont rués dans les agences de voyages de Vancouver, capitale de la Colombie-Britannique, pour obtenir des billets d'avion afin de se trouver sur place à la fin du mois de juin. A l'heure actuelle, il n'y aurait plus un siège de libre pour Hongkong durant la période du 11 au 30 juin et, sur certains vols, aucune place ne serait disponible en liste d'attente. (AFP)

■ NORVÈGE. Le croisiériste Norwégien Cruise Line (NCL), qui a décidé de se séparer de deux de ses plus anciens navires de huit cents places, le Star Odyssey, et le Royal Odyssey, envisage d'acquiescer deux autres de ses paquebots, le Windward et le Dreamward, capables d'accueillir actuellement mille deux cent quarante-deux passagers. Surtout présent sur la destination Caraïbes, le croisiériste a annoncé qu'il positionnerait, l'été prochain, le Norwegian Crown en Méditerranée et en Scandinavie dans l'espoir de séduire davantage la clientèle européenne. (AFP)

PARIS EN VISITE

Mercredi 18 septembre

■ MUSÉE D'ORSAY: visite par artiste, Monet (36 F + prix d'entrée), 11 h 30; une œuvre à voir, *Prêtre du soir dans le Sahara*, de Guillaumet (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

■ L'OPÉRA-GARNIER (37 F + prix d'entrée), 12 heures, dans le vestibule au pied de la statue de Lully (Monuments historiques).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): *La Diane d'Anet*, 12 h 30; les cinq piliers de l'Islam, 14 h 30; le village des artisans de Deir el Médineh, 19 h 30; le trésor de Saint-Denis, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE DU MOYEN ÂGE (36 F + prix d'entrée): les thermes de Lutèce et les galeries souterraines, 14 heures; l'hôtel des abbés de Cluny et les collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ LE QUARTIER CHINOIS (50 F), 14 heures, sortie du métro. Tolbiac côté numéros impairs de l'avenue d'Italie (Institut culturel de Paris).

■ LES CATACOMBES, avec exposition photographique (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 1, place Dauterive-Rochereau (Musées de la Ville de Paris).

■ DU QUARTIER DE LA GLACIÈRE au château de la Reine-Blanche (50 F), 14 h 30, sortie du métro Glacière (Paris pittoresque et insolite).

■ L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS et son quartier (55 F), 15 heures, 2, place du Louvre (Paris et son histoire).

3615 LEMONDE

MUSÉE D'ART MODERNE

exposition Calder (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).

■ LE PARC FLORAL: vivaces d'été et dahlias (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté esplanade du château de Vincennes (Ville de Paris).

■ LE VIEUX BELLEVILLE (40 F), 15 heures, devant l'église Saint-Jean-Baptiste (Approche de l'art).

■ LE VILLAGE DE VAUGHARD (55 F), 15 heures, sortie du métro Volontaires (Pierre-Tves Jalet).

■ MUSÉE DU LOUVRE: l'alle Richelieu et les appartements Napoléon III (37 F + prix d'entrée), 15 h 30, sous la Pyramide côté Auditorium (Monuments historiques).

JEUX

LE MONDE	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12
13	14
15	16
17	18
19	20
21	22
23	24
25	26
27	28
29	30
31	32
33	34
35	36
37	38
39	40
41	42
43	44
45	46
47	48
49	50
51	52
53	54
55	56
57	58
59	60
61	62
63	64
65	66
67	68
69	70
71	72
73	74
75	76
77	78
79	80
81	82
83	84
85	86
87	88
89	90
91	92
93	94
95	96
97	98
99	100

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

• PARIS ET ALGER ENTRE BROUILLES ET COMPLICITÉS — Pages 4 et 5

10 010 - 42 ans

SEPTEMBRE 1994

ENQUÊTE
Le vagabond
des déchets to

(Page 24 et 25)

MONDE

atique

RIES

• PARIS ET ALGER EN

LE MONDE

diplomatique

32 pages - 22 F
Abonnement 1980 : 100 F
Abonnement 1981 : 100 F
Abonnement 1982 : 100 F

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75002 Paris Cedex 06

Abonnements: voir tarif page 28

Croisade antiterroriste

Par ALAIN GRESH

Une grande messe solennelle organisée par le cardinal de Paris, Mgr Lefebvre, à l'occasion du centenaire de la mort de Louis de Gonzague, duc de Guise, a été célébrée à Paris, le 25 janvier, dans la cathédrale de Notre-Dame de Paris. Le cardinal de Paris, Mgr Lefebvre, a prononcé une messe solennelle à 10 heures, en présence de nombreux cardinaux, évêques, prêtres, religieux, et d'un grand nombre de fidèles. Le cardinal de Paris, Mgr Lefebvre, a prononcé une messe solennelle à 10 heures, en présence de nombreux cardinaux, évêques, prêtres, religieux, et d'un grand nombre de fidèles.

[illegible]

GEORGES SEGAL. — « Sun lire » (1990)

Je suis sûr. Ce n'est pas la voie
 choisie par le président William Clin-
 ton, qui tente de l'imposer comme le ter-
 minus d'une croisade contre le terror-
 isme. Les arabes-pautes des terroristes
 ne sont pas des lâches de sa stratégie.
 Mais son dessein est trop large : embler
 avant l'effondrement de Washington des
 villes résistants depuis la fin de la guerre
 froide à accepter son leadership.
 Je le leur refuse et j'ai dit : à la Mer

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES À L'ÉPREUVE DES FAITS

Vers le choc social

[illegible]

PAR CLAUDE JULIEN *

Après des années de « mort-
vive », l'Occident se penche sur
l'Asie. Une exploration, tout au moins
temporaire, à la recherche d'un monde
nouveau, riche, et à la fois différent.
Des entreprises se lancent dans la
découverte de nouvelles terres, de
nouvelles richesses, de nouvelles
opportunités. Elles cherchent à
établir des relations commerciales
avec des pays qui, jusqu'à présent,
étaient considérés comme des terres
inconnues. Elles cherchent à établir
des relations commerciales avec des
pays qui, jusqu'à présent, étaient
considérés comme des terres inconnues.
Elles cherchent à établir des relations
commerciales avec des pays qui, jusqu'à
présent, étaient considérés comme des
terres inconnues.

[illegible]

SEPTEMBRE
1996

CE MOIS-CI PALESTINE

CE MOIS-CI
PALESTINE
Douloureux réveil pour Hamas (Wendy Kristiansen Levitt).
EX-YOUGOSLAVIE
Serbes bosniaques (La Guerre)

EX-YOUGOSLAVIE

EX-YOUGOSLAVIE
Cauchemar pour les réfugiés bosniaques (Paolo Raffone) et les bonnes feuilles de « La Guerre des Balkans » (John Reed).

ARCTIQUE

Après-guerre froide à la frontière
russo-scandinave (Erlends Calabuig Odins).

Egalement au sommaire

ARCTIQUE

Près-guerre froide à la frontière
nord-scandinave (Erlends Calabuig Odins).

Egalement au sommaire

- BANLIEUES : Splendeurs et misère du « fast-foot ».
- EXPORTATIONS : Tartarin à l'assaut des marchés.
- DÉFENSE : Faut-il regretter le service militaire ?
- ALGÉRIE : A nouveau, le mirage pétrolier.
- MAROC : La monarchie tentée par la réforme.
- JORDANIE : Une paix trop royale.
- IRAK : Bataille de clans.
- SUISSE : De l'usage de la démocratie directe.
- ÉTATS-UNIS : Quand le président Clinton « réforme » la pauvreté.
- SALVADOR : Amère convalescence.
- AFRIQUE : Dures épreuves pour les démocraties.
- RÉUNION : L'instinct de résistance.
- ÉCOLOGIE : Les animaux sauvages victimes du commerce.

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F**

**EN VENTE CHEZ
VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX
22 F**

THÉÂTRE Pour sa rentrée, le théâtre privé parisien frappe fort : un trio de stars. Deux monstres sacrés et un chanteur à succès seront en même temps à l'affiche.

Du pain bénit pour un secteur toujours avide de comédiens capables, sur leur nom, d'attirer le public et d'assurer les recettes qui font vivre le privé. ● ALAIN DELON provo-

quera sans doute l'événement. Vingt-huit ans après ses derniers pas sur les planches, il crée, avec Francis Huster, la nouvelle pièce d'Eric-Emmanuel Schmitt, *Variations éni-*

matiques. ● JEAN-PAUL BELMONDO, après *Cyrano* et *Kean*, se lance dans *La Puce à l'oreille*, de Feydeau, affirmant ainsi sa présence persistante au théâtre - il a acheté

celui des Variétés. ● MICHEL SARDOU, enfin, fait ainsi ses premiers pas sur scène, où il joue le rôle d'un... chanteur qui se lance dans la comédie. Du « sur-mesure ».

Delon, Belmondo, Sardou, trois stars se partagent le haut des affiches

Le « privé » s'offre un spectaculaire début de saison à Paris.

Deux monstres sacrés et un chanteur populaire montent sur scène en même temps. A chacun ses raisons

EN LANÇANT trois stars à la conquête du public - Jean-Paul Belmondo, Alain Delon et Michel Sardou -, le théâtre privé parisien vise le haut de l'affiche. Michel Sardou donne le coup d'envoi : dès le 17 septembre, il interprète au Théâtre de Paris *Bagatelles*, une comédie de Noël Coward, mise en scène par Pierre Mondy. Le 24 octobre, Jean-Paul Belmondo attaque au Théâtre des Variétés *La Puce à l'oreille*, de Georges Feydeau, mise en scène par Bernard Murat. Mais c'est un mois plus tôt, le 24 septembre, qu'aura lieu à Marigny l'événement attendu avec le plus de curiosité : le retour d'Alain Delon sur une scène, après vingt-huit ans d'absence, avec *Variations énigmatiques*, pièce d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène - encore - par Bernard Murat.

La présence simultanée de Jean-Paul Belmondo et d'Alain Delon ne manque évidemment pas déjà d'être qualifiée de « duel » entre les deux vedettes. Elles s'en défendent, à juste raison d'ailleurs, puisque leur rencontre à distance relève de la pure coïncidence, d'un hasard du calendrier. Jean-Paul Belmondo devait en effet jouer la saison dernière *La Puce à l'oreille*. Des problèmes de santé l'en ont empêché. Alain Delon aurait donc dû avoir l'exclusivité de la nouveauté pour la rentrée de cet automne. Que les deux comédiens se retrouvent en compétition n'est sans doute pas plus mal pour les directeurs de théâtre, à qui cette « confrontation » apporte un élément publicitaire - et gratuit - de plus à leur marketing.

Les théâtres privés parisiens ont toujours joué, en effet, la carte de la célébrité. Pour assurer leurs recettes, ils ont besoin de rentabiliser les spectacles au maximum. Les directeurs de salle, et les producteurs, sont donc toujours à la recherche de stars. Le pire que l'on puisse dire d'un comédien, dans ce circuit, c'est qu'il ne fait pas un *strapontin* - entendez qu'il n'ait pas de spectateurs sur son seul nom. Cette quête peut aller jusqu'au point-limite où peu importe



le choix de la pièce, du moment qu'une « tête » sauve l'affiche. On a ainsi vu des comédiens fameux - comme Michel Galabru ou Jacqueline Maillan - dans des spectacles qui auraient mérité d'être remboursés par la Sécurité sociale, mais où leur présence faisait merveille, allant jusqu'à pallier l'indigence de la pièce - un alibi sur lequel ils greffaient des répliques de leur cru, souvent bien supérieures à celles des auteurs.

LE FILM ANNELO-SARDOU

Dans ce contexte, le cas Sardou est intéressant, parce que révélateur d'une stratégie. Le chanteur issu d'une lignée de comédiens, a choisi une pièce de Noël Coward - un Britannique, auteur de comédies à succès. Pour le théâtre privé parisien, le répertoire contemporain anglo-saxon est un filon (en passe de s'épuiser) dans lequel il pioche des textes aptes à traverser efficacement l'Atlantique, pourvu qu'ils soient « relâchés » de manière que le public français ne se sente

pas exclu. L'avantage est indéniable : il permet de rentabiliser dans une étoffe d'importation des costumes sur mesure. Ainsi, Michel Sardou chanteur du show-business, joue le rôle d'un... chanteur de show-business décidé à devenir comédien. On ne saurait mieux coller au propos.

Jean-Paul Belmondo et Alain Delon évoluent dans un autre registre. Que Michel Sardou réussisse ou non ses débuts à la scène, importe peu pour son avenir professionnel : ses tournées remplissent les salles, et ses disques restent, au bout de plus de vingt-cinq ans de carrière, dans le peloton de tête des ventes de chansons françaises.

Ni Delon ni Belmondo ne peuvent en dire autant. Stars incontestées du cinéma français des années 70, l'un et l'autre ont connu depuis une baisse de leur popularité - qui n'atteint pas leurs personnes, mais les films qu'ils ont tournés. Les spectateurs français

préfèrent aujourd'hui *Gazon maudit* (dans lequel on imagine mal Alain Delon) au *Guignolo* (écrit pour Jean-Paul Belmondo). Quand le cinéma ne leur fait plus la fête, le théâtre reste un recours pour les comédiens. La pratique ne date pas d'hier. On ne saurait compter les acteurs qui, dans les vingt dernières années, ont déclaré, avec des trémolos dans la voix, qu'ils re-

venaient au théâtre (où la plupart firent leurs débuts) après avoir joué au cinéma, parce que la scène, « c'est la vérité » - quand ce n'est pas « la vie ». D'après un indice de fréquentation en baisse, ces propos n'ont souvent été qu'une façon, plus ou moins élégante, de masquer la tristesse ou le dépit de n'être plus aimé, ou de l'être moins : le cinéma aussi est sans pitié.

UNE STATUE

Jean-Paul Belmondo a amorcé sa reconversion en homme averti. Il a acheté le Théâtre des Variétés - dont il révoit, chaque fois qu'il passait devant, en allant au Conservatoire -, en 1991. Ce n'était pas qu'une coquetterie : pour diriger un théâtre, il vaut mieux avoir les reins solides. Il a aussi repris du service sur les plateaux, en jouant des rôles de monstres sacrés : *Kean*, de Dumas (en 1987), ou *Cyrano de Bergerac*, de Rostand (en 1990). Ainsi, il a laissé au vestiaire du cinéma sa carrière, pour gagner au théâtre une stature. Et « Bel » est redevenu Belmondo, dans les énormes machineries théâtrales mises en scène par Robert Hossein.

Avec *La Puce à l'oreille*, le comédien joue pour la première fois dans son théâtre. La pièce est plus modeste (en risques) que *Kean* ou *Cyrano de Bergerac*. Le vaudeville de Feydeau entraîne quinze personnages, certes, mais les deux

principaux rôles sont tenus par le même acteur - Jean-Paul Belmondo, soit une chance au grantage et une au tirage. Bernard Murat remplace Robert Hossein pour la mise en scène. Question de style : Robert Hossein vise Dieu, Bernard Murat les hommes. Depuis qu'il a été lancé dans la carrière (par *Tailleur pour dames*, avec Pierre Arditi, en 1985), il a accumulé des mises en scène qui se résument à des distributions. Avec un mot d'ordre : le prestige. Bernard Murat sait s'y prendre : de même qu'il avait réussi à faire croire que *Tailleur pour dames* était de Feydeau alors que Jean Poirat avait rallongé le manuscrit original d'une bonne demi-heure, de même sait-il accoupler les noms de comédiens sur les affiches.

D'ailleurs - et c'est là que cette rentrée devient piquante -, les *Variations énigmatiques*, jouées par Alain Delon sont mises en scène par... Bernard Murat. Mais l'enjeu repose sur Alain Delon. D'abord, parce qu'il n'a pas joué depuis... mal 68, c'était *Les Yeux crevés*, une pièce de Jean Cau, interrompue par les « événements ». Ensuite, parce qu'il ne s'agit pas de se lover dans un grand rôle du répertoire, mais de « défendre » une pièce d'aujourd'hui. Enfin, parce que ces *Variations énigmatiques* arrivent grevées d'un passif : si l'auteur, Eric-Emmanuel Schmitt, a connu un gros succès avec sa deuxième pièce *Le Visiteur* (en 1993), il a fait l'apprentissage de l'échec avec *Golden Joe*, la saison dernière. Un échec sans appel : la pièce a tenu l'affiche le temps d'un soufflet.

Avec *Golden Joe*, Eric-Emmanuel Schmitt transposait *Hamlet* de Shakespeare dans les milieux de la finance new-yorkaise. Ses *Variations énigmatiques* mettent en scène un journaliste (Francis Huster) et un écrivain célèbre (Alain Delon), qui s'affrontent sur le thème : « Qui aime-t-on quand on aime ? » Bonne question : aime-t-on Delon quand on aime Delon ?

Brigitte Salino

Alain Delon joue « Variations énigmatiques », d'Eric-Emmanuel Schmitt

« C'est à moi de faire le succès de la pièce »

« La dernière fois que vous avez joué, c'était en 1968, dans *Les Yeux crevés*, une pièce de Jean Cau qui n'a pas tenu l'affiche.

— On a joué vingt-deux fois, et on a dû arrêter à cause de mai 1968. Quand il y a eu les événements, tous les théâtres ont fermé leurs portes. Moi, je voulais continuer à jouer. Je vivais dans le théâtre, je couchais dans le théâtre, je fuyais. Marie Bell, ma partenaire et directrice de la salle, avait fait venir des catcheurs - comme l'Anglais blanc ou le Bourreau de Bâthune - pour assurer la sécurité. Des gens ont défilé devant le théâtre en disant : « Delon à l'usine. » Pendant vingt-quatre heures, j'ai été le seul à jouer à Paris. Le lendemain, je suis sorti une heure du théâtre, pour manger ou faire une course, et quand je suis revenu il y avait des chaînes devant les portes. Là, j'ai dû arrêter. Sinon, je ne sais pas combien de temps on aurait joué *Les Yeux crevés*.

— Pourquoi n'êtes-vous pas remonté sur une scène depuis ?

— C'est très simple. D'abord parce que je ne suis pas un comédien. Je suis un acteur. Mon métier, mon monde et mon univers, c'est le cinéma. Je n'ai aucune formation théâtrale, je n'en ai jamais eu, comme Francis Huster ou Jean-Paul Belmondo, qui sont passés par le Conservatoire. De plus, je n'ai ni la vocation ni le tempérament des comédiens de théâtre, qui peuvent jouer un rôle mille fois. Par nature, je ne peux pas être tenu. Si je devais aller sur scène tous les soirs pendant un an, j'aurais l'impression

d'aller au bureau, d'être ce qu'on appelait un microsilencieux.

— Je suis un acteur d'instinct, de pulsion, de passion. Je peux me donner pendant trois mois, pas trois ans. J'ai donc toujours dit que je ferais du théâtre quand je trouverais une pièce qui me fasse « bander », c'est le mot. Cette pièce, je ne l'avais jamais trouvée avant de lire les *Variations énigmatiques*, d'Eric-Emmanuel Schmitt. Mon retour au théâtre est donc une question de circonstance. D'ailleurs, pensent que c'est réfléchi, pensé, voulu. Pas du tout. J'ai toujours tout fait à l'instinct. Là aussi.

— N'y a-t-il aucun lien entre ce retour et le fait que vos films marchent beaucoup moins bien, depuis quelques années ?

— Les phénomènes de lassitude, ça existe dans les couples, dans l'amour, dans les relations. Comment voudriez-vous que ça n'existe pas avec un acteur ? J'ai fait quatre-vingt-sept films, pendant vingt ans ; j'ai été une sorte de héros moderne qui collait parfaitement au cinéma des années 60 et 70. Tout ça bouge, évolue, change. Je me sens totalement décalé par rapport à l'époque, et, malheureusement, au cinéma d'aujourd'hui. C'est peut-être inhabituel de le dire, mais je crois que notre cinéma - celui de Jean-Paul Belmondo et le mien -, ce cinéma que nous avons fait et aimé, il est foutu, terminé, ailleurs. C'est normal, c'est la marche du temps. Une carrière, c'est une vie.

— Ça fait quarante ans que je suis là. Je m'émervaille de voir que je suis toujours aussi présent, aussi vi-



ALAIN DELON

vant. Et ça, grâce à la télévision, qui n'apporte pas que du mal. Elle a aussi des avantages. Quand je débute, je regardais les Jean-Claude Pascal et les Georges Marchal. Qui les connaît encore ? Moi, j'ai eu la chance de bénéficier du relais de la télévision : *Mélie en sous-sol* est passé quatorze fois, *Plein soleil*, seize fois. Ainsi, on continue à vivre : les jeunes vous découvrent, ils vous suivent, ils vous aiment. Les comédiens comme Jean-Claude Pascal ou Georges Marchal n'ont pas eu cette chance.

— Par ailleurs, on ne peut pas dire que je tourne moins. Dans les dernières années, j'ai fait un film par an, ou un tout les deux ans. J'ai cherché à changer de registre, sortir de mon image. Il y a un film pour lequel j'ai une affection terrible : *Casanova*. J'ai voulu que ce soit un Casanova sur le retour, qui, après son exil, revient à Venise pour mourir. Et, en général, ça s'est terminé par : « Dis-donc, t'as vu Delon ? Qu'est-ce qu'il a ? » On n'accepte pas qu'un acteur français compose un

personnage, sorte de son registre. J'ai tourné toute la série des films de films - qui me plaisaient d'ailleurs - pour pouvoir produire des films comme *Monsieur Klein*, *Notre Histoire* ou *Le Professeur*. Comme j'ai fait des bides à chaque fois, je suis retourné aux films. Les films, ça ne se fait pas avec des soufres.

— Vous êtes à l'affiche du Théâtre Marigny, Jean-Paul Belmondo à celle des Variétés. Avez-vous le sentiment d'un duel ?

— Pas du tout. J'ai lu ça dans un journal, et ça m'a étonné. S'il y avait un duel, ce serait à la limite avec Francis Huster - mon partenaire des *Variations énigmatiques* -, mais pas avec Jean-Paul. On ne fait pas un duel par théâtre interposé. En plus, Jean-Paul a l'habitude de la scène, il a tout joué, *Kean*, *Cyrano*, et il est directeur d'un théâtre. Il n'y a jamais eu de duel entre Belmondo et moi. Ça fait quarante ans qu'on court le 100 mètres ensemble. Un jour, je passe la ligne en premier, un jour, c'est lui. Vous croyez que, s'il n'avait pas été là, j'aurais fait ce que j'ai fait ? Et que si je n'avais pas été là, il aurait eu cette carrière-là ? La rivalité, on l'a, de fait, créée. Avec le temps, ce n'est plus un 100 mètres qu'on court, maintenant, mais un marathon. Vous voulez savoir qui passera la dernière ligne en premier ? On la passera ensemble, main dans la main.

— Sur une scène ?

— Une pièce tous les deux ? C'est une pièce à écrire. Je ne vois pas très bien ce qu'on pourrait trouver dans le répertoire. Si ça se présente, je jouerai avec Jean-Paul sans aucun

problème. On a fait un film ensemble, on va en tourner un autre, en 1997.

« Je me sens totalement décalé par rapport à l'époque et, malheureusement, au cinéma d'aujourd'hui »

— Eric-Emmanuel Schmitt a connu un échec cuisant avec sa deuxième pièce, *Golden Joe*, qui s'est donnée à l'automne 1995. L'avez-vous vue ?

— Non, je vais peu au théâtre. Mais je me fiche complètement que *Golden Joe* ait fait un bide. Ça me plaît, au contraire. On dit toujours : « Delon ne prend pas de risques, il ne tourne pas avec des jeunes. » Comment ? J'ai fait débiter Blier, j'ai fait débiter Manson, j'ai fait *Attention, les enfants regardent*, que tout le monde avait refusé. Quand j'ai lu un scénario, peu m'importe qui l'a écrit. Je ne cherche pas à savoir qui est l'auteur, ce qu'il a fait, s'il a eu du succès ou pas. C'est à moi de faire le succès de la pièce de Schmitt.

— Le personnage que vous interprétez est un vieil écrivain, célèbre. Un solitaire proche de la

mort, comme souvent dans vos films.

— Oui, il y a peut-être un lien entre la solitude du personnage de la pièce et celle du samouraï, par exemple. Mais le samouraï, ça faisait partie d'un cinéma où le héros était un filon ou un voyou qui devait mourir à la fin parce qu'on n'est un héros que si on meurt. J'ai fait toute ma carrière sur le samouraï, le filon, le voyou, la solitude. Ça ne veut pas dire que c'est ma caractéristique.

— C'est quand même un peu vous, non ?

— Bien sûr. Mais ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas moi qui ai fait aimer ce cinéma qui a fait mon succès. Les films que j'ai tournés étaient ceux que les gens avaient envie de voir dans les années 70. Moi, je suis tombé juste, au bon moment. Si j'étais né vingt ans avant, ou après, je n'aurais peut-être pas fait ce que j'ai fait. Il faut vivre avec son temps, son âge, son physique. Il faut s'adapter. Vous savez, pour moi les choses sont très simples. J'ai commencé avec *Plein soleil*, *Rocco et ses frères*. J'avais vingt-trois ans, j'étais l'idole. Aujourd'hui, j'ai soixante et un ans. J'ai eu une vie extraordinaire, et j'ai aujourd'hui la chance fabuleuse d'avoir la famille que j'ai toujours voulue. La priorité, c'est ça. Le reste, je m'en fiche. Je peux m'arrêter. J'ai tout fait. Je n'ai aucun regret.

Propos recueillis par Jacques Buob et Brigitte Salino

هكذا من الإمل

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996 / 25

JOHN TRAVOLTA

**John Travolta
plus émouvant
que jamais.**

PHÉNOMÈNE

B.O.F. INCLUS LE SINGLE DE

ERIC CLAPTON
"CHANGE THE WORLD"

DISPONIBLE CHEZ WEA

TOUCHSTONE PICTURES Présente une Production BARBARA BOYLE et MICHAEL TAYLOR en film de JON TURTELTAUB
JOHN TRAVOLTA PHÉNOMÈNE PHÉNOMÈNE KYRA SEDGWICK FOREST WHITAKER et ROBERT DUVALL Musique de THOMAS NEWMAN Montage BRUCE GREEN A.C.E.
Production des décors GARRETH STOVER Directeur de la photographie PHILIP PAPAMICHAEL Production Exécutive de CHARLES NEWIRTH JONATHAN KRANE
Scénario GERALD DREGO Producteur BARBARA BOYLE et MICHAEL TAYLOR Réalisé par JON TURTELTAUB



MERCREDI



Un choix des concerts de la rentrée

Nous publions, à partir de lundi 16 septembre (daté mardi 17) et jusqu'au vendredi 20 (daté 21), un choix de concerts, spectacles, films et expositions de la rentrée à Paris et en régions. Aujourd'hui: chansons, musiques du monde et rock.

CHANSONS

MAURANE

au Grand Rex
Elle se présente en scène de la chanteuse belge Claude Maurane, après la parution d'un album à tendance nostalgique, *Différent*, qu'elle saura sans doute faire éclater en scène.
★ Grand Rex, 100 F (80 F pour les adhérents). Tél.: 42-36-43-93.

SYLVIE VARTAN

à l'Olympia
Elle se plaignait que personne ne commentait ses textes de chansons. Elle a soigné son nouvel album, *Toutes les femmes ont un secret*, composé avec Jean-Louis Murat, Yves Simon ou Richard Cocciante. Elle revient à l'Olympia de ses débuts.
★ Olympia, 28, bd des Capucines. M^o Opéra ou Madeleine. Du 15 au 3 novembre. Tél.: 47-42-25-49. Puis tournée française jusqu'en décembre.

JANE BIRKIN

à l'Olympia
Jane Birkin prépare sa rentrée à l'Olympia en partant de la région parisienne, poursuivant sa croisée en faveur du génie de Gainsbourg. En refaisant avec des complices rockers ou musiciens plus traditionnels les chansons de Serge dans un album tout en surprises, elle avait prouvé que Gainsbourg était « touchable ». Après l'Olympia, la tournée se poursuivra en France.
★ Olympia, 28, bd des Capucines. M^o Opéra ou Madeleine. Du 15 au 13 octobre. Tél.: 47-42-25-49.

CHARLES AZNAVOUR

au Zénith d'Orléans
Alors que la maison de disques EMI s'apprête à terminer la publication de l'intégrale (vingt-six volumes) des chansons de Charles Aznavour, et d'un album enregistré au Carnegie Hall de New York, l'infatigable (et excellent) crooner inaugure la nouvelle salle orléanaise.
★ Orléans, Zénith. Le 3 octobre. Tél.: 38-25-05-06.

L'ESTIVAL de Saint-Germain-en-Laye

■ Festival populaire et autumnal, l'estival permet à certains de roder leur nouveau spectacle après la parution du disque de rentrée (Arthur H, le 11 octobre), à d'autres de terminer leur tournée ou de la prolonger (Louis Bertignac, le 10), à des jeunes de multiplier les apparitions (Mathieu Boogaerts le 9) ou d'affirmer leur gloire (Les Innocents le 4). Tout se termine par un bal (le 12).
★ Saint-Germain-en-Laye, du 3 au 12 octobre. Tél.: 30-87-01-97.

LIO

au Bataclan
Avec un retour en force (un album très fouillis et très créateur) et une réédition de ses anciens opus, la chanteuse à la voix acidulée et



DESSIN: COUTURE D'ÉCART

aux airs faussement angéliques n'oublie pas pour autant ses origines du Sud (le Portugal), ni ses références rock.

★ Bataclan, 50, boulevard Voltaire. M^o Oberkampf. Les 23 et 24 octobre. Tél.: 47-00-30-12.

HANNA SCHYGULLA

au Théâtre de la Ville
L'actrice chante Jean-Marie Sénia, sur des textes de Fassbinder, Beudelaire, Heiner Müller, Jean-Claude Carrière. Avec ce charme si particulier.
★ Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. M^o Châtelet. Le 2 décembre. Tél.: 42-74-22-77.

BARBARA

en studio
Non, la dame en noir ne fait pas de scène. Pas avant longtemps. Elle fait un disque, le premier depuis seize ans (hors les enregistrements en public), sur lequel le secret sera gardé jusqu'à sa sortie. Elle résume ainsi la tendance de la rentrée dans la chanson française: des albums, beaucoup d'albums (Philippe Léotard, Maxime Le Forestier qui chante Brassens, Jean-Louis Murat, Eddy Mitchell, Stéphane Elcher, Stienne Daho, etc.) et des tournées prévues pour 1997. De Barbara, on sait qu'elle a travaillé avec Didier Lockwood, Eddy Louiss, Maurice Vander, Richard Galliano ou Michel Portal, tout le bataillon avancé du jazz français. Douze nouvelles chansons.
★ Sortie chez Mercury, début novembre.

MUSIQUES DU MONDE

MUSIQUE ARABE

à l'Institut du monde arabe
A l'Institut du monde arabe (IMA) il ne faudra pas manquer les concerts consacrés à la musique arabo-andalouse, avec un volet marocain (l'Orchestre de Fès, dirigé par Mohamed Briouel, les 18 et 19 octobre) et un autre algérien (l'Ensemble El Mossila el Djazair, dirigé par Ben Merabet, les 20 et 21). Pour novembre, après une pose dans le Sahara algérien (Kheili Ahmed, les 11 et 12), des per-

cussions (la *daqqa* de Marrakech, avec El Hadj Abdelhamid, les 22 et 23), de la comédie (l'ensemble populaire de Hédi Doma, les 8 et 9), suivi d'un cycle de musiques de transe (le *divan* de Biskra, les 15 et 16, les Aïssawa de Meknès, le 28). Le 6 décembre, les chants d'amour des Femmes du Sud marocain occuperont l'espace sonore du grand auditorium (les B'net Houariyat), avant le luthiste solitaire Alla, de Béchar (le 13).

★ Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés Saint-Bernard. M^o Jussieu. 20 h 30. 100 F (80 F pour les adhérents). Tél.: 40-51-38-37.

LA HONGRIE ET L'ANDALOUSIE

à la Cité de la musique
En collaboration avec ActesSud, la Cité de la musique double ses cycles de musiques du monde de la publication d'un livre-CD, consacré au pays concerné. Du 25 au 27 octobre, la Hongrie est à l'honneur, avec ses légendes de campagne (les tris Joyeux Kék Lang, le 25 à 20 heures, les deux Gustav Varga et son groupe Kalyag, le 27 à 16 h 30) et de ville (Anni Szalai, violoniste virtuose, le 26 à 20 heures), ses stars nationales (Marta Sebestyén, le 26 à 16 h 30). En décembre, ce sera le tour de l'Andalousie, des saetas de la semaine sainte et du flamenco (Agüetas et Antonio Carrasco, le 6 à 20 heures), de la danse (Manolete le 7 à 20 heures) et un programme consacré à Manuel de Falla (le 8 à 15 heures).
★ Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures. M^o Porte-de-Pantin. Tél.: 44-84-45-00. Minitel 3615, code CTEMUSIQUE.

MUSIQUES DE L'INDE

au Théâtre de la Ville
La saison indienne du Théâtre de la Ville, avec son lot de chanteurs et musiciens jamais entendus ici: Pandit Jasraj, chant khayal, le 14 à 20 h 30, suivi de Gundecha Bandhu (chant dhrupad, le 21 à 20 h 30), Ustad Sultan Khan et Zakir Hussain (sarangi et tabla, le 9 décembre à 20 h 30), tous de l'Inde du Nord. Pour l'Inde du Sud, il faudra attendre janvier (Aruma Sayearam, le 12 à 17 heures).
★ Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. M^o Châtelet. Tél.: 42-74-22-77. De 60 F à 140 F. Diverses formules d'abonnement.

CAETANO VELOSO

au Théâtre de la Ville et à l'Auditorium de Lyon
Ce Brésilien à la voix de miel, l'un des musiciens les plus créatifs de l'époque, vient pour la première fois en récital (il a participé à des concerts d'été ou à des programmes commémoratifs dans une salle de prestige à Paris, *Fina Estampa*, le dernier album (des vieilles chansons sud-américaines) et le show qui s'ensuivit (présenté au Théâtre de la Ville) est d'une finesse rare.
★ Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. M^o Châtelet. 20 h 30, les 28, 29, 30 octobre. Tél.: 42-74-22-77. Lyon, Auditorium. Le 8 novembre. Tél.: 78-95-95-00.

ALIM KASSIMOV

au Théâtre de la Ville
Merveilleux chanteur azéri, Alim Kassimov est un habitué du Théâtre de la Ville, où il vient presque chaque année livrer quelques-uns des secrets des *maghams* classiques de cette république ex-soviétique demeurée profondément mystique.
★ Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet. M^o Châtelet. 20 h 30, le 8 décembre. Tél.: 42-74-22-77.

OUMOU SANGARÉ

au New Morning
L'idole du Mali, la jeune et militante (pour les femmes, l'avenir de l'Afrique) chanteuse possède une présence rare en scène. Deuxième

passage à Paris de l'année pour cette princesse de la musique wasoulou, profondément rythmique et irrésistible. Une bonne entrée en matière avant la plongée profonde dans le continent noir avec le festival Africolor de Saint-Denis, les 20, 21 et 24 décembre.

★ New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. M^o Château-d'Eau. 20 h 30, le 16 novembre. Tél.: 45-23-51-41.

LA FIESTA DES SUDS

à Marseille
Tout ce qui fait le charme de la musique actuelle des Suds - authenticité, mélanges, sincérité, joie, ferveur et conscience sociale - se retrouve dans ce festival de fins de semaine. Lio, Cheba Zhoira (le 11 octobre), Los Paillass, Kimax, les Derviches tourneurs de Damas (le 12), les rockers piémontais Mau-Mau, les chanteurs napolitains de la Nuova Compagnia di Canto Popolare, la Squadra de Gènes (le 17), Khaled (le 18), Zachary Richard (le 19), Joan Carrasco (le 24), du jazz du sud (le 25), l'ensemble oriental d'Istanbul ou encore le Super Rail Band de Bamako (le 26) nourrissent ces racines multiples de Marseille.
★ Fiesta des Suds, Marseille, du 11 au 26 octobre. Tél.: 91-64-28-61.

SALSA

au New Morning
Avec le Hot Brass, qui tente de s'imposer dans ce rôle (Tito Puente y joue les 27 et 28 octobre. Tél.: 40-50-66-98), le New Morning est le temple de la bonne salsa, du latin jazz. Le 19 septembre, c'est le groupe Kimax, coqueluche des nuits cubaines (ou de qu'il en reste à La Havane) qui ouvre le feu. Le 16 octobre, les tribulations aujourd'hui bien acceptées de NG La Banda récidivent dans la petite salle vouée au jazz. En novembre, Inakere débarque (le 21), et Ray Barreto, fidèle, perpétue le jazz latin le 21 novembre.
★ New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. M^o Château-d'Eau. Tél.: 45-23-51-41.

MUSIQUES CAJUN-ZYDECO

à Lille
The Bruce Daignepoint Cajun Band, la nouvelle tradition académique, Simple and the Louisiana Sunspots, représentants du blues zydeco, font partie des attractions musicales du festival America de Lille, où figurent également les ragas-men d'Israël Vibration, et le Ritmo Caribeño, créés à La Nouvelle-Orléans par des latinos du cru.
★ Festival de Lille, Du 5 au 26 octobre. Tél.: 20-52-74-23.

DÉPÊCHES

■ AKIS: huit mille œuvres d'art saisies par les nazis vont être vendues les 29 et 30 octobre, à Vienne, au bénéfice de la communauté juive autrichienne, principale victime de ces vols, a annoncé à New York la maison Christie's. Cette vente d'« art sans héritiers » devrait rapporter 9,5 millions de dollars (environ 16 millions de francs), selon l'estimation de la maison britannique, qui, pour l'occasion, ne fera pas de profit. Cette collection, d'un intérêt artistique inégal, « œuvre une formidable fenêtre sur un monde disparu, celui de la bourgeoisie juive autrichienne », a déclaré Lord Poltmore, chef du département de peintures du XIX^e siècle chez Christie's, qui a réalisé l'inventaire. Parmi les pièces importantes figurent une tête hellénistique (III^e siècle avant J.-C.) d'Alexandre le Grand, de nombreuses aquarelles peintes à la fin du XIX^e par le Viennois Rudolf von Alt, ou encore l'Orientale, du portraitiste autrichien Friedrich von Amerling.

■ MUSIQUE: la dixième édition de *L'Officiel de la musique* vient de paraître. Outil précieux pour le musicien amateur ou le professionnel de la musique, il est édité par le Centre d'information et de ressources pour les musiques actuelles (IRMA). Plus de huit cents pages de renseignements pratiques sont proposées: organismes de financement, studios, maisons de disque, éditeurs, médias, festivals... Mine d'information, « Who's Who » des musiques populaires, *L'Officiel de la musique* paraisse ce carnet de 25 000 adresses de fiches pratiques et d'articles de commentaires sur l'année écoulée. En vente dans les FNAC, Virgin et librairies spécialisées, *L'Officiel de la musique*, guide-annuaire des musiques actuelles (804 pages, 260 francs) peut aussi être commandé à l'IRMA, 21 bis, rue Paradis, 75010 Paris. Tél.: 44-83-10-30.

ROCK

FESTIVAL DE MARNE

■ Depuis dix ans, chaque automne, le Val-de-Marne se mobilise pour fêter la francophonie. Deux semaines durant, cent artistes se produiront dans vingt villes du département. Le rock (Ludwig Von 88, Les Wampas, Les Innocents, Matthieu Boogaerts, Amo...) se taille une belle part dans une programmation qui se risque aussi au groove (Mad in Paris, Mister Gang) et aux musiques du monde (Khaled, Faudel). Pour la chanson on entendra Juliette, Alain Léprieux, Romain Didier, Nicole Croisille, Arthur H., Catherine Ribeiro, Marie-Paule Belle, Isabelle Aubret ou Guy Marchand.
★ Du 1^{er} au 13 octobre dans vingt villes du Val-de-Marne. Tél.: 45-45-07-07.

THE CLUBE

en tournée
■ *Wild Mood Swings*, le dernier album de Clube, n'aura pas décliné l'enthousiasme des foules. Ce qu'y tendrait à prouver que la Robert Smith-manie s'est arrêtée au seuil des années 90. D'autres que lui sont aujourd'hui les chantres du malaise adolescent. Pour cette première tournée depuis des lustres, le groupe tentera de rassembler tous les fidèles.
★ Strasbourg le 10 octobre, Paris (Bercy) le 15, Lyon le 26, Marseille le 28, Toulouse le 3 novembre, Rennes le 5, Orléans le 6, Metz le 8, Lille le 10.

THE FUGEES

au Zénith de Paris
■ Sans sacrifier l'engagement de ses textes, ce trio, composé d'une jeune New-Yorkaise épaulée par deux fils de réfugiés haïtiens, a peaufiné des chansons qui prouvent que rap et mélodie ne sont pas incompatibles. Trop brouillon, leur dernier passage sur scène n'avait pas été à la hauteur de leurs enregistrements. Espérons la période de rodage terminée.
★ Zénith, 217, avenue Jean-Jaures. M^o Porte-de-Pantin. Les 12 et 13 octobre. Tél.: 44-52-54-56. Réservations Fnac et Mezzanine.

THE DIVINE COMEDY

en tournée
■ Adopté par la France - il vient d'enregistrer avec Valérie Lemerrier et Dominique Delcan - Neil Hannon, petit prince de la pop irlandaise, revient présenter les magnifiques chansons de l'album *Casanova*, gommes d'ambitions immenses. Faire plus grandiose que

Scott Walker, plus émouvant que Jacques Brel et plus drôle que M. Bean.

★ Paris le 21 octobre, Nancy le 22, Saint-Brieuc le 24, Saint-Lô le 25, Lille le 26, Angers le 29, Poitiers le 30, Clermont-Ferrand le 31.

FESTIVAL FNAC-INROCKUPTIBLES

en tournée
■ On a souvent reproché au magazine *Les Inrockuptibles* de privilégier la pop blanche anglo-saxonne. Les musiques noires sont pourtant présentes dans la programmation de leur festival itinérant. Que ce soit le rap de Pharcyde, le reggae de Bim Sherman ou le trip hop de Tricky, Morcheeba ou Neneh Cherry, qui partageront l'affiche avec les Fun Lovin' Criminals, Fiona Apple, Jonny Polonsky, The Mike Flowers Pop, Lisa Germano, Mazzy Star, Garage Land, Gorky's Zygotic Mynci, Trash Can Sinistras et les meilleurs anglois du moment, Placebo et Eels.

★ Lille les 8 et 9 novembre, Paris (Olympia, Divan du monde, Cigale) les 9, 10 et 11, Nantes les 10, 11 et 12, Toulouse les 11 et 13.

MARIANNE FAITHFULL

en tournée
■ Les joyeux excès des années 60, les gouffres otroyés dans les années 70 ont voilé le chant de Marianne Faithfull. L'ancienne égérie des Rolling Stones met aujourd'hui ce vécu au service des chansons de Kurt Weill. Après avoir enregistré un album en public au New Morning, Marianne repart sur les routes, accompagnée d'un pianiste.
★ Lille le 18 novembre, Brest le 19, Paris le 20, Lyon le 22, Bordeaux le 23, Marseille le 24, Grenoble le 25.

RENCONTRES TRANSMUSICALES

à Rennes
■ La programmation des Transmusicales n'est pas encore bouclée, mais gageons qu'elle permettra à nouveau de pister les tendances et de révéler les groupes dont on parle. Premiers sélectionnés jusqu'à présent: Nola Shaker, The Driven, The Aloof, Speaker, Pimps, Daft Punk, Jérôme Miniere, Alan Vega accompagné d'Alex Clifton et Ben Vignato. A suivre de près une étonnante israélienne: Meira Asher.
★ Rennes, les 5, 6 et 7 décembre. Renseignements: 98-91-12-10.

Sélections Chansons et musiques du monde: Véronique Montagne. Sélections rock: Stéphane Davet.

DEMAIN: Théâtre et danse.

CONCERTS

JEUDI 19 SEPTEMBRE - 20 h 30

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Jeanne Fize Productions en association avec Warner Classics et Erato Disques

AMSTERDAM
BAROQUE ORCHESTRA
Dir: Ton Koopman
BACH: Cantates
Pl. 50 à 200 F. Tél.: 46-82-50-50

VENREDI 20 SEPTEMBRE - 20 heures

Auditorium du Louvre
Boje Skovhus, baryton
Heinrich Deutsch, piano.
BRAHMS, LANGE-MÜLLER, ZEMLINSKY, GRIEG, SCHUMANN, SCHUBERT
dans le cadre du cycle de Lieder autour de Heinrich Heine
Places 130 F, 85 F, 50 F (40-20-52-25)

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE - 20 h 30

Basilique Notre-Dame
49 bis, bd Serrurier-18^e
La Fondation Gulbenkian présente
CHŒUR de CHAMBRE
GULBENKIAN
Musique Sacrée
Portugaise et européenne

LUNDI 7 et JEUDI 10 OCTOBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Montserrat CABALLE
soprano
le 10 octobre avec
Montserrat MARTI
Tél. Rés.: 49-53-05-07

Fedele
Grisso
Marcland
Francesconi
Ensemble
Intercontemporain
Kwame Ryan

MARDI 8 OCTOBRE - 20 h 30

SALLE GAVEAU
Jean-Marc LUISADA
Haydn-Schumann-Beethoven
Tél. Rés.: 49-53-05-07



Orchestre National de France

Charles Dutoit, directeur musical
Il est encore temps de vous abonner!
Brochure gratuite
42 20 42 20



L'impossible et l'à-peu-près

« Etre sans père », la première œuvre de Tchekhov, mise en scène par Claire Lasne



Ecrite en 1876, raturée, inachevée, *Etre sans père* est la première pièce écrite par Anton Tchekhov. Il a dix-huit ans, et la matrice de son œuvre à venir est déjà là. Ses « héros » n'ont rien d'exceptionnel. Simple, ils s'ennuient à mourir, incapables de s'arracher aux autres et à eux-mêmes. Il y a Sacha (le médecin ivrogne), Ivan (le colonel en retraite), Bougrov (l'usurier), Porfiry (le vieux banquier), Anna (la veuve du général), et ce « fou » de Platonov, farouchement résistant et désespérément lucide : « *Hamlet avait peur de rêver, moi j'ai peur de vivre.* »

Jean Vilar créa la pièce au Théâtre national populaire (TNP) en 1956. La traduction d'André Markovitch et Françoise Morvan offre aujourd'hui à Claire Lasne et à sa troupe de comédiens l'occasion de faire résonner, avec force et conviction, la voix de ces créatures tchekhoviennes qui se débattaient entre l'impossible, l'à-quoi-bon et le trop-tard.

UNE SOIRÉE À PARIS

Soul Coupling
Entre les dessins anguleux du rock expérimental et le groove des musiques de rue de Brooklyn, Soul Coupling façonne une musique étrange, reflet des ambiances parisiennes de Big Apple. Impérial sur scène, le groupe new-yorkais vient de publier son deuxième album, *Irresistible Bliss*.
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher, 20 heures, le 17. Tél. : 69-43-05-05. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.
Daumik Lazzo, Stephen Oliva, Laurent Hoevenaers, Claude Tchamitchian
Lazzo (saxophone), Oliva (piano) et Tchamitchian (contrebasse) c'était, en septembre 1995, lors de la célèbre Fête de l'Humanité, un trio à tête rêver. Le violoncelliste Laurent Hoevenaers le transforme en quartet pour de nouveaux moments de grâce précieuse.
Montreuil (93). *Instant chaviré*, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 17. Tél. : 42-87-25-91. De 40 F à 80 F.
Maynard Ferguson
Le trompettiste Maynard Ferguson a mauvaise réputation en raison

son de ses nombreux arrangements - qui ne sont pas piqués des hautes notes, c'est vrai -, de grands succès éternels et de musiques de films. Pourtant à la tête de son big band « jazz », il est capable de bien mieux et même du meilleur. Soirée réhabilitation.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M. Châtelet d'Eau, 20 h 30, le 17. Tél. : 45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Jane Birkin
La scène est comme une drogue : on jure que c'est la dernière fois, et l'on y revient. L'« Ex-fim des sixties » n'y a pas résisté. Depuis la mort de Gainsbourg, Jane Birkin poursuit sa croisade en faveur de son ex-compagnon. Dans son dernier album, elle avait montré que l'on pouvait avantageusement réinterpréter Gainsbourg. Campée sur ces bases, elle commence une nouvelle tournée.
Théâtre André-Malraux, place des Arts, 92 Rueil-Malmaison, 20 h 45, le 17. Tél. : 42-87-24-42. De 70 F à 200 F.
A Crêteil, les 26 et 27. Colombes, le 28; Olympia à Paris du 1^{er} au 13 octobre.

MUSIQUE ET DANSE

Une sélection de concerts, classiques, jazz, chanson, musiques du monde et spectacles de danse à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

A la quête du la
Œuvres de Beethoven, Fauré, Granados, Saint-Saëns, Liszt, Franck et Paganini. Renaud Fontanarosa (violon), Frédéric Fontanarosa (piano).
Théâtre du Conservatoire, rue du Conservatoire, Paris-6^e. M. Hôtel de Ville, 19 heures, le mardi au samedi; 11 heures, le dimanche. Jusqu'au 29 décembre. Tél. : 46-26-32-06. De 50 F à 120 F.
Mitsuko Shirai (soprano), Hartmut Höll (piano)
Schumann : *Les Cinq*
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris-1^{re}. M. Louvre, Palais-Royal, 20 heures, le 18. Tél. : 40-20-52-29. 130 F.
Rizako Kurosawa, Mitsuko Shirai (soprano), Hartmut Höll (piano)
Œuvres de Mendelssohn, Loewe, Meyerbeer et Schumann. Schubert : *Les Cinq*
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris-1^{re}. M. Louvre, Palais-Royal, 21 heures, le 18. Tél. : 40-20-52-29. 60 F.
Hanna Jurczyk (piano)
Œuvres de Haydn, Schumann et Chopin.
Palais de l'Unesco, 7, place de Fontenay, Paris-7^e. M. Ségur, Camborne, 19 heures, le 18. Tél. : 45-45-65-77. Location Fnac, 90 F.

Assommoir Baroque Orchestra
Bach : *Canzons*. Anne Grimm (soprano), Elisabeth von Magnus (alto), Christoph Prégardien (ténor), Klaus Mertens (basse), Ton Koopman (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M. Alma-Marcou, 20 h 30, le 19. Tél. : 46-52-30-50. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 280 F.

Ensemble Sinfonia de Moscou
Requiem orthodoxe russe. Andrey Kovtchouk (direction).

Opéra de Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e. M. Saint-Germain-des-Prés, 20 h 45, le 19. Tél. : 44-62-70-90. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 150 F.

Et les 21 et 22 septembre en l'église Saint-Louis-en-l'Île.
Boje Slovians (soprano), Helmut Deutsch (piano).

Beethoven : *Bréviaire*, Lange-Müller, Zimling, Grieg, Schütz, Schütz, Schubert et Schumann.
Auditorium du Louvre, accès par la pyramide, Paris-1^{re}. M. Louvre, Palais-Royal, 20 heures, le 20. Tél. : 40-20-52-29. 130 F.

Orchestre philharmonique de Radio-France
Beethoven : *Grande Fugue*. Mozart : *Concerto pour piano et orchestre KV 465*. Bruckner : *Symphonie n° 6*. Alicia de Larrocha (piano), Marek Janowski (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M. Termes, 20 heures, le 20. Tél. : 45-61-33-00. De 80 F à 150 F.

Delid et Hervé N'Kouassa (piano)
Œuvres de Fauré, Grieg, Debussy, Schubert et Liszt.

Palais de l'Unesco, 7, place de Fontenay, Paris-7^e. M. Ségur, Camborne, 21 heures, le 20. Tél. : 45-45-65-77. Location Fnac, 90 F.

Orchestre des Concerts Lamoureux
Bach : *Concerto brandebourgeois BWV 1048*. Mozart : *Rondo pour cor et orchestre KV 447*. Britten : *Concerto pour violon et orchestre*. Hervé Joulain (cor), Patrick Chemla (violon), Gregor Novak (direction).

Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris-8^e. M. Hôtel de Ville, 19 h 30, le 21. Tél. : 46-53-05-07. De 75 F à 130 F.

Urszula Kryger (soprano), François Le Roux (baryton), Hartmut Höll, Philippe Cessant (piano)
Œuvres de Tchaïkovski, Medtner, Tchaïkovski, Mendelssohn et Liszt.

Théâtre du Conservatoire, rue du Conservatoire, Paris-6^e. M. Hôtel de Ville, 19 h 30, le 21. Tél. : 46-53-05-07. De 75 F à 130 F.

Anna Quilès (piano)
Scriabin : *Sonates pour piano*. Mozart : *Pavane KV 475*. Sonate pour piano KV 457. Mendelssohn : *Violoncelle solennel*. Liszt : *La Légende de Saint François de Paule marchant sur les eaux*.

Barbizon (77). Salle Marc-Jacquet, 7, rue Théodore-Rousseau, 20 h 45, le 21. Tél. : 44-09-39-42. 120 F.

Abdellatif El-Bach (piano)
Schubert : *Sonate pour piano D 784*. Schumann : *Sonate pour piano n° 14*. Chopin : *Pavane n° 4*. Mazurkas. Improvisation n° 51. Ballade n° 52. Polka n° 53.

Muséon (92). Orangerie, place Jules-Janssen, 20 h 30, le 21. Tél. : 44-94-28-50. 75 F.

Concerts de la Vierge de l'Assommoir et le vœu de Louis XIII. Chœur grégorien Antiphona, Jean-Patrice Bruze (direction).

Pointoise (95). Église Notre-Dame, 20 h 45, le 21. Tél. : 34-43-35-08. Location Fnac, 90 F.

Ensemble Pédagogique
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Wieloz Ensemble d'Amsterdam
Œuvres de J. S. Bach, Lully, Leclair, Loeuwer, Farnaghi et Lully. Florian Lauridon (violoncelle), Jean-Pierre Robert (contrebasse), Li Ming Huang (direction).

Royumont (95). Abbaye, 18 heures, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

marco (direction).
Royumont (95). Abbaye, 20 h 30, le 21. Tél. : 34-43-35-08.

Quatuor Paris
Beethoven : *Quatuor à cordes op. 59 n° 1*. Schoenberg : *Quatuor à cordes op. 30*. Weber : *Quatuor à cordes op. 35*.

Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M. Bourg-la-Reine, 17 h 30, le 21. Tél. : 46-61-00-66.

A Sol Vud
La renaissance française : du sacré au profane.

Taverny (95). Église Notre-Dame, 21 heures, le 21. Tél. : 30-40-32-04.

Marcel Bocanant (trichon), Jonathan Dumford (viola de gambe).
Œuvres de Marais et textes de Montaigne.

Gressy (77). Moulin-de-Mouillon, 11 heures, le 22. Tél. : 44-94-28-50. 75 F.

Ensemble à vent Maurice Bourgeois
Mozart : *Sérénade KV 361* « Gran Partita ». Debussy : *Sérénade pour dix instruments à vent*. Voloncelle et contrebasse.

Montreuil-Paul-Yvonne (77). Collégiale Notre-Dame, 17 heures, le 22. Tél. : 44-94-28-50. 75 F.

Flora Goud
Mozart : *Quatuor pour piano et cordes*. Brahms : *Quatuor pour piano et cordes op. 25*. Fauré : *Quatuor pour piano et cordes op. 15*. Annick Roussin (violin), Pierre-Henri Xuereb (alto), Philippe Müller (violoncelle), Jean-Paul Huguier (piano).

Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M. Bourg-la-Reine, 17 h 30, le 22. Tél. : 46-61-00-66.

DANSE
Tango passion
D'après une idée de Hel Howard. Chorégraphie Hector Zazou. Arrangements musicaux et direction d'orchestre José Libertella et Luis Szaco.

Avec Gunilla Wingquist, comédienne, et des chanteurs et danseurs argentins et de l'orchestre du Sexteto Mayor.
Conception scénique John Falabella.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M. Alma-Marcou, 20 h 30, le 16. Tél. : 46-52-30-50. Location Fnac, Virgin. De 60 F à 280 F.

Compagnie Éléonore
Irene Tamembaco : *Wakari*. Vity (94). Théâtre Jean-Viel, 5, avenue Yvonne-Garange, 21 heures, le 17. Tél. : 45-42-83-85. 50 F.

Amazone de l'Est
The Seven Acrobats. Compagnie Jérôme Thomas. Troupe Jumbo de Nairobi. Jérôme Thomas : *Cine Duet* avec moi et mon bus.

Malakoff (92). Théâtre 71, place du 11-Novembre. M. Malakoff-Plateau-de-Vannes, 21 heures, le 21. Tél. : 46-55-43-45. Location Fnac, Virgin. De 85 F à 115 F.

JAZZ
Jimmy Gourley Trio
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 h 30, le 16 et 17. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6^e. M. Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 16 et 17. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Pierre Michelot, Gilles Clément
Petit Opportun, 15, rue des Lavedières-Sainte-Opportune, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 h 30, le 17 et 18. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Art Sound Orchestra
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 heures, le 18. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

Maxwell Bachmann Trio
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 heures, le 18. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Bobby Ruggieri Trio
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 h 30, le 18 et 19. Tél. : 42-33-22-88. Location Fnac, Virgin. De 70 F à 100 F.

Aldo Romano Quartet
La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6^e. M. Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 18 et 19. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Sylvie Boissel, Isabelle Kancel
Au Café chantant, 36, rue Richer, Paris-10^e. M. République, Goncourt, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-08-83-33. De 30 F à 40 F.

Les Électriques
Guinguette Pirate, quai de la Gare, Paris-13^e. M. Quai-de-la-Gare, 21 heures, le 18. Tél. : 47-97-22-22.

Cécile Dion
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 20 h 30, le 20, 21, 22, 24 et 25. Tél. : 44-68-44-68. De 198 F à 298 F.

Jean-François Jenny Clark
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), bois de Vincennes, Paris-12^e. M. Châtelet d'Eau, 16 heures, le 21. Tél. : 43-43-92-85. 10 F.

Edith Gomez-Tito
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10^e. M. Châtelet d'Eau, 20 h 30, le 21. Tél. : 43-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Palais du Quartier
La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6^e. M. Saint-Germain-des-Prés, 22 h 30, le 21, 23 et 24. Tél. : 43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Alain Jean-Marie
Michel Grallier
Petit Opportun, 15, rue des Lavedières-Sainte-Opportune, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 h 30, le 21 et 24. Tél. : 42-36-01-36. De 50 F à 80 F.

Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M. Châtelet, 22 heures, le 22. Tél. : 40-26-46-60. Location Fnac, Virgin. 78 F.

Rémy Janin, Fabrice Thompson, Arnaud Vincent
Montreuil (93). *Instant chaviré*, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 19. Tél. : 42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Perido Villalón, Pablo Cusco
Montreuil (93). *Instant chaviré*, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 20. Tél. : 42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Soirée label Rectangle
Avec The Rascals, Yves Robert, Prohibition.

Montreuil (93). Instant chaviré, 7, rue Richard-Lenoir, 20 h 30, le 21. Tél. : 42-87-25-91. 50 F.

ROCK
Metallica
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris-9^e. M. Porte-de-Bercy, 19 h 30, le 16. Tél. : 44-68-44-68. Location Fnac, Virgin. 200 F.

Camille Esposito
Limonaire, 88, rue de Charenton, Paris-12^e. 21 heures, le 17 et 24 septembre et le 7^e octobre. Tél. : 43-43-45-14. Et à Meudon (78), Café de la Plage, place Jean-Moulin. 21 heures, le 20. Tél. : 30-50-90-40.

B.L.L. & Baïla Larous
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris-14^e. M. Pernety, 22 heures, le 19. Tél. : 43-22-79-56.

Mongin & Mardier
Utopia Jazz Club, 79, rue de l'Ouest, Paris-14^e. M. Pernety, 22 heures, le 20. Tél. : 43-22-79-56.

Amorphis
Arapaho, 30, avenue d'Italie (contre l'île II), Paris-13^e. M. Place d'Italie, 17 h 30, le 21. Tél. : 53-79-00-11. De 70 F à 80 F.

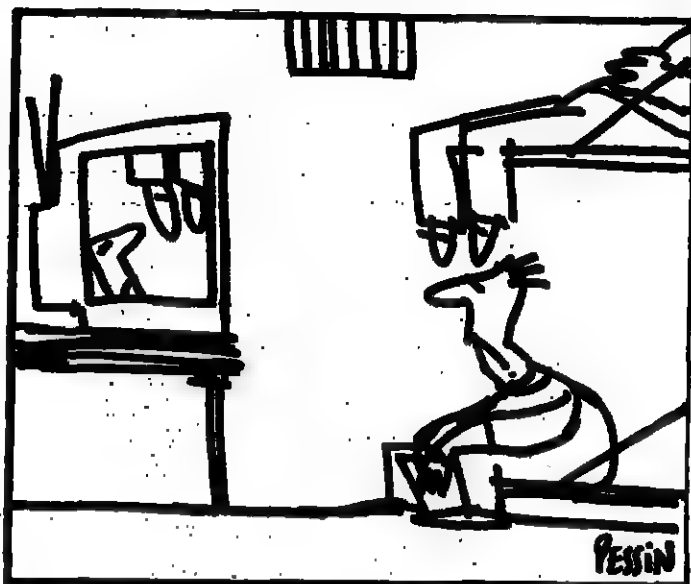
CHANSON
Hommage à Marcel Dadi
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8^e. M. Opéra, Madeleine, 20 h 30, le 16. Tél. : 47-42-25-49. De 160 F à 250 F.

Paroles de prisonniers sur Canal Plus

Comment surmonte-t-on la privation de liberté ? Eliane de Latour a posé la question à huit détenus de la Santé. Avec elle, ils ont composé un film surprenant : « Si bleu si calme »

« LE CIEL est par-dessus le toit, si bleu, si calme », écrivait Paul Verlaine en 1876, dans la prison de Mons. Bleu aussi le ciel de Paris vers lequel se hisse un prisonnier de la Maison d'arrêt de la Santé, suspendu aux barreaux de la fenêtre de sa cellule. Bleu et calme, le monde privé, l'univers intime que chaque détenu s'invente pour résister à l'enfermement, pour n'être pas qu'un numéro matricule, réduit à la passivité. Si bleu si calme. La prison intérieure, tel est le titre du très beau film réalisé par la cinéaste et anthropologue Eliane de Latour pour faire entendre la parole des prisonniers.

La rencontre a eu lieu à l'automne 1994, à l'occasion d'un atelier sur le cinéma documentaire dans le cadre des « activités » proposées aux détenus de la Santé. Eliane de Latour a découvert qu'en tant qu'intervenante extérieure elle avait droit au parloir des avocats pour des conversations avec les détenus. Elle a eu l'intuition qu'il y a autant de prisons que de détenus et a proposé à chacun d'écrire, en toute liberté, sa façon de vivre la privation de liberté, avec l'idée d'en faire un film. Tous ont été d'accord et il s'est avéré qu'aucun des textes, effectivement, ne ressemblait à un autre. Tous uniques, tous témoins de la formidable volonté, l'extraordinaire capacité à créer un autre monde, fait de rêves, de projections dans le passé ou vers le futur, qui se superpose à l'univers fermé, aux contraintes de la prison.



Chaque détenu a alors enregistré son texte, en prenant le temps de le lire, de le relire, de le dire et le redire, pour qu'il soit le plus juste possible. Puis Eliane de Latour a obtenu le feu vert pour passer un ou deux après-midis dans chaque cellule, en l'absence de tout surveillant.

Elle a photographié chacun dans son lieu clos, en suivant les textes au plus près, comme pour les illustrer mot à mot. Et elle a enregistré des « sons de présence », respirations, soupirs, chuchotements. L'image cinéma et les « sons d'am-

blance » ont été réservés aux commissaires et à l'extérieur. Le montage, remarquable, de ces différents éléments recompose le temps figé, suspendu, de l'enfermement. Il rend bien l'opposition entre le monde personnel, imaginaire, et le monde collectif, institutionnel. Soutenue par les « sons de présence », la parole des détenus s'inscrit sur les images des corps contraints, qui butent contre les murs. Absence d'intimité, trahison de la promesse. Récit de la « vie hors la vie ».

Dans l'espace étroit des cellules, envahi par le bruit incessant, violent de la prison, fait de claque-

ments de portes et de grilles, de grincements de serrures, de frottements métalliques - « Contrôle des barreaux ! », il faut une grande force intérieure pour créer par la pensée un lieu à soi où personne ne va rentrer, que ceux qu'on y invite. Certains s'isolent pour mieux s'évader. D'autres inventent une vie sociale : amitié, complicité, plutôt, basée sur le plus petit dénominateur commun, le langage convenu de la prison - les matons, les « affaires », les avocats, les femmes.

Une relation qui a ses limites. Il y a des rêves qu'on est obligé de garder pour soi. Impossible, par exemple, de parler à ses codétenus d'un amour romantique ! Dans la cellule des Africains, on tente de reconstituer une utopie, le chef du Front national a tenu les propos que l'on sait sur l'inégalité des races. Il a aussi organisé le braguage des obèses du jeune Nicolas, tué à Marseille par un garçon de son âge qui, en plus d'être un meurtrier, a commis la faute de goûter d'origine marocaine. Les paramètres ont donc changé. Jean-Marie Le Pen a-t-il franchi un degré de plus, un degré de trop dans l'abjection ? C'est sans doute ce qu'a pensé Christine Ockrent, qui se lance dans un long préambule dégoûté et passablement embarrassé où elle expose le cas de conscience que constituerait pour les journalistes le fait d'inviter cet individu à la télévision.

On l'aurait parlé d'avance : le fauve a croqué le compte tout cru. Il ne fallait pas être grand clerc pour imaginer que, dès lors que la puissance invivante se serait elle-même affranchie des règles traditionnelles de l'hospitalité et se posait plus en citoyen qu'en journaliste, l'invité - et cet invité-là en particulier - relèverait le gant. « Ah ! vous cherchez la castagne, eh bien, ma petite dame, vous l'aurez ! » Aussitôt dit, aussitôt fait. Cela va bas. Cloué à son fauteuil, le téléspectateur regardait pleuvoir les coups, jeu de mains, jeu de vilain. Elle suffoquée, lui hagard. C'était moche. Collante comme un chewing-gum trop remâché, la rhétorique de Jean-Marie Le Pen poissait les oreilles. Christine Ockrent se noyait dans ses propres contradictions. L'autre s'y enfonçait avec brutalité. On était mal d'être là. Écouter, c'était se salir.

Touchant les limites extrêmes du genre, on reprenait l'exercice par tous les bouts. Tout le monde s'est cassé les dents sur Jean-Marie Le Pen. Mieux ou agressif, neutres ou engagés, les journalistes ne trouvent jamais le ton juste. Ils tentent de ficeler la bête, et s'entortillent eux-mêmes dans la ficelle. Ils vont à Le Pen comme on va au combat, avec des ruses et des stratagèmes cousus de fil blanc, que l'autre déjoue sans la moindre difficulté. Jamais il ne perd un pouce de terrain. A chaque fois que la parole lui est concédée, et que les questions sont les questions, il profite. Il gagne. Seul le silence pourrait avoir raison de lui.

Silence

par Agathe Logeart

ELLE, assise sur un cactus. Lui, les yeux levés. S'est-il passé quelque chose au vestiaire juste avant le début du match ? Ils n'ont pas l'air dans leur assiette. Elle, d'ordinaire si calme, si saine, si première de la classe, a perdu de sa superbe. C'est rarissime, elle bute sur les mots. Lui, dont l'habitude stratégique de séduction commande qu'il fasse assaut d'ouïe, montre les dents. Ce n'est plus un studio de télévision, c'est l'arène d'un cirque. Le dompteur est déstabilisé. Le fauve refuse de faire sa cabriole dans le rond du cerceau.

Christine Ockrent avait invité Jean-Marie Le Pen à son émission, « Dimanche soir » sur France 3, avec l'idée de commenter avec lui le projet de modification du mode de scrutin qui pourrait le conduire, avec ses amis, à revenir au Palais-Bourbon. Entre-temps, le chef du Front national a tenu les propos que l'on sait sur l'inégalité des races. Il a aussi organisé le braguage des obèses du jeune Nicolas, tué à Marseille par un garçon de son âge qui, en plus d'être un meurtrier, a commis la faute de goûter d'origine marocaine. Les paramètres ont donc changé. Jean-Marie Le Pen a-t-il franchi un degré de plus, un degré de trop dans l'abjection ? C'est sans doute ce qu'a pensé Christine Ockrent, qui se lance dans un long préambule dégoûté et passablement embarrassé où elle expose le cas de conscience que constituerait pour les journalistes le fait d'inviter cet individu à la télévision.

On l'aurait parlé d'avance : le fauve a croqué le compte tout cru. Il ne fallait pas être grand clerc pour imaginer que, dès lors que la puissance invivante se serait elle-même affranchie des règles traditionnelles de l'hospitalité et se posait plus en citoyen qu'en journaliste, l'invité - et cet invité-là en particulier - relèverait le gant. « Ah ! vous cherchez la castagne, eh bien, ma petite dame, vous l'aurez ! » Aussitôt dit, aussitôt fait. Cela va bas. Cloué à son fauteuil, le téléspectateur regardait pleuvoir les coups, jeu de mains, jeu de vilain. Elle suffoquée, lui hagard. C'était moche. Collante comme un chewing-gum trop remâché, la rhétorique de Jean-Marie Le Pen poissait les oreilles. Christine Ockrent se noyait dans ses propres contradictions. L'autre s'y enfonçait avec brutalité. On était mal d'être là. Écouter, c'était se salir.

Touchant les limites extrêmes du genre, on reprenait l'exercice par tous les bouts. Tout le monde s'est cassé les dents sur Jean-Marie Le Pen. Mieux ou agressif, neutres ou engagés, les journalistes ne trouvent jamais le ton juste. Ils tentent de ficeler la bête, et s'entortillent eux-mêmes dans la ficelle. Ils vont à Le Pen comme on va au combat, avec des ruses et des stratagèmes cousus de fil blanc, que l'autre déjoue sans la moindre difficulté. Jamais il ne perd un pouce de terrain. A chaque fois que la parole lui est concédée, et que les questions sont les questions, il profite. Il gagne. Seul le silence pourrait avoir raison de lui.

MARDI 17 SEPTEMBRE

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine. 13.00 Journal. Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Fiction. 14.35 Dallas. Fiction. 15.30 Hôpital. Série. 16.25 Une famille en or. 16.35 Club Dorothée. 17.40 Jamais 2 sans toi... Série. Mercredi du cadeau. 18.05 Le Rebelle. Série. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 20.00 Journal. Tierscé, Météo.	12.15 et 4.15 Pyramide. Jeu. 12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal. 13.30 Secret de chef. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Fiction. 14.35 Dallas. Fiction. 15.30 Hôpital. Série. 16.25 Une famille en or. 16.35 Club Dorothée. 17.40 Jamais 2 sans toi... Série. Mercredi du cadeau. 18.05 Le Rebelle. Série. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 20.00 Journal. Tierscé, Météo.	12.59 Journal. 13.32 Keno. 13.40 La crotte d'armes. 14.30 Simon et Simon. Série. 15.30 Les Enquêtes de Remington Steele. Série. Un mariage blanc. 16.10 Les deux tour du lot. 16.40 Les Malheureux. Tintin : Les Tortues Ninja. Cendrillon. 17.45 Je passe à la télé. 18.30 Questions pour un champion. Jeu. 18.40 Un livre, un jour. Ombre héroïque. d'Emmanuel Teraay. 18.55 Le 19-20 de l'information. 19.05 Pa si la chance. Jeu. 20.35 Tout le sport.	13.00 Mésanges extrêmes (7/2). 13.30 Nouveaux Horizons. 14.00 Nouvelle-Calédonie. 15.00 Qui vive. 16.00 Vaisseau Terre. Habits humains (7/10). 16.30 La Magie du climat. Signaux climats. 17.00 Le Tour du monde en 80 jours (7/2). 17.30 A la 18.00 Mon héros préféré. MITS L'Or de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux. Séries inédites : les oiseaux qui ne volent pas.	12.25 Les Routes du paradis. Quele folle. Série. 13.25 Opération Red Flag : le jeu de la guerre. TéliFilm de Don Taylor (91 min). 14.25 Drôles de dames. Série. 14.35 11e Machine. Série. 17.00 Rhinôdin Junior. Série. 17.30 Classe mannequin. Les mondes parallèles. Un monde sans coquilles. Série. 18.55 Highlander. Série. (V) Une alliance dangereuse. 20.00 Une nouvelle d'information. 20.35 E = M 6 Junior. Magazine. 20.35 Le Journal du cinéma. aquarium de Saint-Malo.	En clair jusqu'à 13.35 12.30 La Grande Famille. 13.35 La Surprise. Film de Richard Benjamin (1994, 108 min). 13.35 Le Vrai Journal. 16.00 Le Journal du cinéma. Spécial arts martiaux (20 min). 16.20 Police Story 2. Film de Jackie Chan (1988, 87 min). 17.55 Billy the Cat. dans la peau d'un chat. En clair jusqu'à 20.35 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Eric Albert, oration de Conformity. 20.30 Le Journal du cinéma. Magazine.	20.00 Le Rythme et la Raison. Musique rockabilly. 20.30 Archipel science. 21.32 Grand angle. (Redif). Un nouveau dialogue à l'épave. 22.40 Nuits magiques. L'engagement (1). 0.05 Du jour au lendemain. Front Meuble (l'homme en guerre). 0.30 Coca. Musique au temps de Heinrich Heine (D. 1.00 Les Nuits de France-Culture (Redif). Les Capotons de Julio Cortazar (D). Les Capotons de Jean-Jacques (D). 2.30 Didier Dodelin (Le Promeneur d'obélisque). 2.58 Joseph Roth, romancier européen. 4.46. Le cinéma de Jean Giono (6.00, La Colline, de Jean Giono.

20.50	20.55	20.50	20.45	20.55	20.55
MA VIE EN UN ENFER Film de Josiane Balasko (1991, 105 min). 800000 Une grasse fille mal fagotée et compléte invivable par hasard, à travers un miroir magique, un diable subtilissime.	UN POISSON NOMMÉ WANDA Film de Charles Orson (1984, 105 min). 847077 Une femme et son amant dénoncent à la police leur amour dans un vol de diamants.	SPECIAL FA. SI LA CHANTER Diversité présentée par Pascal Brunet. Invités : les Carpentiers, Danny Blandin, Philippe Livi, Gilbert Montagné, Enrico Macias, Nicolas Peyrac, Fabienne Thibault (20 min). 832272 22.50 Journal, Météo.	LA VIE EN FACE : PROSTITUTION Documentaire. (20) Jeune femme à l'ouest, de Miréille Dumas (50 min). 844790 Deux hommes de vingt-six ans, issus de milieux différents, produisent la prostitution pour des raisons que Miréille Dumas tente, au-delà des causes économiques, de comprendre.	DOCTEUR QUINN, FEMME MÉDECIN Série. Mère et fille. Les enfants du docteur Mike se sont abandonnés depuis son mariage. au dévotisme d'un homme au comportement insupportable. 22.15 Flash d'information.	GAZON MAUDIT Film de Josiane Balasko (1995, 105 min). 800105 C'est une comédie satirique est une variante du mariage à travers le prisme d'un homme au comportement insupportable. 22.15 Flash d'information.

22.45	22.55	23.20	21.35	22.45	22.25
LE MAGAZINE DE PAUL AMAR Nouvelles magazine de société (titre provisoire). 8887388 Une des surprises de la rentrée audiovisuelle. L'ex-présentateur du « 20 heures » de France 2 anime un nouveau magazine de société. 0.35 Journal, Météo. 0.45 Reportage (Redif). 1.15 et 2.20, 3.25, 4.25 171 min. 1.25 et 3.25, 4.25, 5.10 Histoires satiriques. 5.30 Histoires des invincibles. 5.30 Histoires.	TARATATA Variétés présentées par Alexandra Kazan. Spécial duo. Avec Florent Pagny et Moustaki. Sing et Josselin. 0.05. (60 min). 8002340 0.25 Le Cercle de minuit. Magazine. L'Élysée. Invités : Hubert Valtier, Michel Cassagne et Robert Schneider ; Pierre Favre et Michel Martin Roland ; Nicole Bapine ; Françoise Giesbert (80 min). 7088302 1.45 Histoires courtes. La cloque. Court métrage d'Annie Giam. 2.25 Baroque. Série. Ces chers petits anges. 3.30 Unit. Court métrage de l'école en Côte d'Ivoire. 3.35 24 heures d'Unit. 3.45 Météo. 3.50 Robin des Bois Junior.	COULEUR PAYS Déroulement régional. Programme des trépas télévisés régionaux. 0.00 min. 4778748 0.30 Sage. Chis (Redif). Un film écrit et réalisé par des jeunes âgés de 12 à 14 ans, élèves au collège Jean-Jacques de Rungis. 1.20 Sémaine (Redif). Magazine. 1.30 Capitaine Pédale. Série. Une souris et un homme. Une jeune fille noire est enlevée. Furtif, chargé de l'enquête, est accusé à la prison de ses supérieurs, de l'opposition politique mais aussi de ses ennemis. Bonne nuit de la victime. 2.25 Musique Giffith (20 min).	THÉÂTRE 21.36 Retour à Kolbits. Documentaire. Mort en 1989 à l'âge de quarante ans et un, Bernard-Marie Kolbits s'était fait connaître du grand public par les mises en scène de Patrice Chéreau. 21.40 Le Retour aux départs. Pièce de Bernard-Marie Kolbits, mise en scène de Jacques Nichet (120 min). 843478 Quittant une Algérie en guerre, une femme s'installe avec ses deux enfants chez son frère. Celui-ci l'a dénoncée des années plus tôt pour complicité avec l'occupant allemand, ce qui lui avait valu l'humiliation d'être tondue... 21.40 Laurent Terzieff. Documentaire de Léon Descloux (50 min). 828049 0.30 En route pour la gloire. Film américain de Hal Ashby (1974, v.o., 144 min). 72675147	LA CINQUIÈME VICTIME TéliFilm d'Ivan Nagay, avec Eva Marie Saint (92 min). 8368272 Une femme, frappée d'amnésie, est retrouvée dans un bois après avoir été victime d'une agression. Exploitant l'affaire dans la presse, la police déclenche la fureur du tueur. 0.30 Capital. Magazine (Redif). La révolution dans nos années. 2.20et 5.05 Culture pub. Magazine. 2.40 Base of 100% France. 3.30 Hot Forme. Magazine. 4.15 Broadway Magazine. 5.05 Culture pub. Magazine (25 min).	SI BLEU, SI CALME Documentaire. La prison intérieure. d'Eliane de Latour (75 min). 1354017 Comment vivre la privation de liberté ? Huit détenus se racontent au long d'un tournage de plusieurs mois à la Santé. Chacun invente sa méthode pour résister, continuer d'exister. « Un film d'été » 23.40 Tu ne tueras point. Film de Krzysztof Kieslowski (1988, v.o., 82 min). 1825559 1.00 Capitaine Singrid. Film de Jean Leduc (1988, 80 min). 1894418 2.25 Surprises (40 min).

23.30	23.30	23.30	23.30	23.30	23.30
Les soirées sur le câble et le satellite TV 5 20.00 Envoyé spécial. France 2 du 17/19. 21.30 Perfecto. 21.55 Météo. des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Bonifon de culture. 23.45 Vite. 0.30 Solt 3 (France 3).	Paris Première 20.00 et 0.10 20 à Paris Première. 21.00 Jean-Edern's Club. 21.35 Premières loges. 22.25 Jeremiah Johnson. Film de Clint Eastwood (1972, v.o., 105 min). 1858494	Ciné Cinéma 20.30 L'Immortelle. Film d'Alain Robbe-Grillet (1968, v.o., 100 min). 7050559 22.10 The Brasher. Film de John Brahm (1947, v.o., 70 min). 8218059 23.20 Tourbillon de Paris. Film d'Henri-Georges Clouzot (1959, v.o., 95 min). 8882543 0.35 Le Partout vivant. Film de T. Hayes Hunter (1953, v.o., 70 min). 87942128	Ciné Cinéma 20.30 La Fille prodigue. Film de Jacques Duvall (1981, 95 min). 7947830 22.05 Passager 57. Film de Kevin Hooks (1992, v.o., 80 min). 8279811 23.25 Le Prince de joutland. Film de Gabriel Axel (1993, 110 min). 80293479	Série Club 20.45 Les Champions. Opération Américaine. 21.40 et 0.40 Un juge, un flic. Les revues. 22.30 Colonel March. Messages interprétés. 23.00 L'Homme du Picardie. 23.50 Quincy. Proche pour un viol. 1.30 Mariages. La solution (60 min).	Canal Jimmy 21.00 Friends. Calé qui fait craquer Rachel. 21.25 Le Tugit. La fille de la petite Egypte. 22.15 Chronique de la route. 22.25 Abbott et Costello se joignent. 23.10 V.K.S. Occasion Folle. 23.55 Earth Two. L'étranger. 0.45 Mister Gum. Un après-midi d'été. 1.10 Motor trend (20 min).

L'outrage

par Pierre Georges

IL FAUT BIEN avouer quelque désinvolture. N'ayant pas tout à fait suivi, comme il conviendrait à un voyeur de presse, les malheurs de la famille Grimaldi aux prises avec Monsieur Gendire et les paparazzi, on manque un peu de compétence.

Adonques cela irait mal sur le Rocher. Très mal ! Stéphanie qu'on a quelque difficulté à ne pas confondre avec Caroline, et vice versa, mais si ce n'est elle, c'est donc sa sœur - Stéphanie serait donc la sœur et les tourments. Ne voilà-t-il pas que le prince consort, ou présumé, son époux, un certain Daniel Ducruet, autant dire un Dupond ou un Durand de la Principauté, l'a trompée. Pas d'une tromperie ordinaire, une petite et discrète escapade maritale. Mais d'une manière torride, tonitruante, crue, presque en direct, avec une somptueuse gourmandine.

Les photos sont dans tous les hebdomadaires à sensation italiens et espagnols. Toujours plus de photos, sans la moindre équivoque, autrement dit parfaitement équivoques, pour attester que le crime d'adultère fut consommé allègrement. Même, dit-on, que les auteurs des photos ont aussi pris leurs précautions, deux salopettes velant mieux qu'une, pour immortaliser les ébats. Une cassette chahutait du côté de Vintimille, vendue sous le manteau, qui prouve tout et ne cache rien.

C'est un fait évident, tragique, établi. Stéphanie fut trompée. Et elle le fut vivement. Ajoutant l'outrage à la trahison, l'humiliation à l'adultère, l'infidèle avait choisi pour compagne une Miss. Epoux d'une princesse, amant d'une Miss, voyez le genre ! S'il s'agit de Miss Monde ou carrément de Miss Univers, la chose eût pu se discuter. Mais là Miss Belgique Seins Nus, avec, il est vrai, quel-

ques solides raisons de l'être, Miss Fily Houteman, effeuilleuse de bastingsue, il y avait de quoi blâmer sous l'outrage. Ce n'est pas qu'on veuille accabler la Belgique, autrement préoccupée ces temps-ci. Mais une Miss Belgique Seins Nus, on aura beau dire, cela ne fait pas trop « classieux » dans une famille estimable et un paysage princier.

Bref, samedi lors d'un mariage de qualité entre gens de la meilleure société, nous en vîmes à discuter de l'Affaire. La conversation manquait un peu de savoir-vivre, autant parler de corde dans la maison d'un pendu, mais elle fut passionnante. Un photographe fort connu et fort au fait des mœurs de la confrérie fit connaître son sentiment. Pour lui, deux évidences s'imposaient. La première est que cette couche assez basse de gamme ne serait pas perdue pour tout le monde. Notamment pour les auteurs du « scoop » et surtout pour l'agence ayant pris soin d'en acquiescer les droits : au moins 5 millions de francs, garantis sur scandale. Seconde évidence, selon lui, la famille Grimaldi se trouvait là punie par où elle avait péché, la mise aux enchères systématique de l'album de photos à tout propos et hors de propos.

Vrai, faux ? Ce monde-là nous échappe. Retenons simplement, pour la morale de l'histoire, que les princesses ne devraient jamais épouser des palefreniers. Ni leur garde du corps. Sauf à subir une version K de *Bodyguard*. Et pour le reste, alors qu'on en est à parler de divorce, retenons cette autre piste. Savez-vous quelle est la photographie jackpot, la photo des photos que tout paparazzi rêve de réaliser ? Celle du baiser, même chaste, même furtif entre le prince Charles et sa douce Camilla. Mise à prix : 10 millions de francs !

Bonne orientation à la Bourse de Paris

La Bourse de Paris qui avait ouvert en très légère hausse, lundi 16 septembre, progressait plus franchement au fil des transactions. Aux alentours de 12 h 30, l'indice CAC 40 gagnait 0,32 % à 2 087,01 points après avoir débordé la séance sur une avance de 0,08 %. A la Bourse de Londres, dès le début des transactions, les valeurs britanniques inscrivirent un nouveau record et à la mi-journée elles gagnaient 0,21 % à 3 976,10 points.

La Bourse de Tokyo a chuté lundi. En raison d'une fête locale, les marchés financiers et boursiers ont gardé portes closes.

Le contrat notional du Matif qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français continuait sur sa tendance haussière. Le contrat échéance décembre gagnait 24 centimes à 123,86 alors que le contrat septembre arrivait à

échéance lundi. Sur le marché des changes, le franc restait stable, notamment face au deutschemark. La devise française qui avait déjà atteint, vendredi, son plus haut niveau depuis trois mois face au DM à 3,4053 francs s'échangeait à 3,4092 francs. Le dollar perdait quelques fractions à 5,555 francs contre 5,1790 francs à la veille du week-end.

SEANCE 12H30		16/09	15/09	14/09
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3015 LEMONDE

Cours relevés le lundi 16 septembre, à 12 h 30 (Paris)

FUTURES		16/09	15/09	14/09
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70
SEANCE	12H30	2087,01	2086,70	2086,70

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVICES	cours BDF 1309	% 1209	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	341,4500	+0,08	330	354
Belgique (100 f)	16,5840	+0,05	16,0300	17,1300
France (100 f)	304,6800	+0,02	304	305
Grande-Bretagne (100 £)	6,3020	+0,07	7,9200	8,4800
Italie (1000 L)	3,3780	+0,09	3,1400	3,6400
Irlande (100 £)	8,3020	+0,07	7,9200	8,4800
Grande-Bretagne (100 £)	6,3020	+0,07	7,9200	8,4800
Grèce (100 drach.)	2,1420	+0,05	1,9000	2,4000
Suède (100 kr)	77,2900	+0,08	71	85
Suisse (100 f)	412,8500	+0,02	404	421
Autriche (100 sch)	48,5240	+0,06	47,0500	50,1900
Espagne (100 pes.)	4,0670	+0,05	3,7400	4,3900
Portugal (100 esc.)	3,3400	+0,05	2,9500	3,7300
Canada 1 dollar ca	3,7600	+0,08	3,4600	4,0600
Japon (100 yens)	4,6757	+0,03	4,4700	4,9000

Tirage du Monde daté dimanche 15-lundi 16 septembre : 546 988 exemplaires

Alcatel Alsthom et Lagardère Groupe se sont portés candidats au rachat de Thomson

Le gouvernement choisira entre les deux prétendants début octobre

LE GOUVERNEMENT français a désormais en main les offres formulées par Alcatel Alsthom et par Lagardère Groupe pour la privatisation de gré à gré du groupe d'électronique Thomson SA. Les deux candidats ont déposé leurs dossiers respectifs lundi 16 septembre au matin au ministère des Finances. A Matignon, on indiquait, lundi matin, que le choix du repreneur, après examen par la Commission de privatisation, sera officialisé entre le 1^{er} et le 15 octobre.

La direction d'Alcatel Alsthom se refusait, lundi, à tout commentaire supplémentaire. Elle a notamment refusé d'indiquer si son offre porte sur l'intégralité de Thomson SA, c'est-à-dire à la fois sur les activités d'électronique de défense et profession-

nelle de Thomson-CSF, filiale à 58 %, et sur les activités d'électronique grand public de Thomson Multimédia, filiale à 100 %.

Chez Alcatel Alsthom, on se refusait également à préciser si le groupe, présent à la fois dans les télécommunications et l'énergie, a fait son offre seul, ou avec un partenaire.

La direction de Lagardère Groupe, de son côté, n'a pas caché depuis plusieurs semaines qu'elle n'est intéressée que par la seule activité d'électronique de défense de Thomson et qu'elle n'entend pas reprendre l'activité de ce dernier dans l'électronique grand public. Le groupe veut confier le sort de Thomson Multimédia à l'industriel sud-coréen Daewoo Electronics.

En ce qui concerne Thomson-

CSF et ses activités militaires, le projet est de fusionner avec Matra Défense Espace pour donner naissance à un nouveau pôle, baptisé Thomson-Matra, dont Lagardère Groupe détiendrait au moins 60 % du capital.

L'Etat devrait être amené, d'une façon ou d'une autre, à mettre la main au portefeuille

Le groupe britannique British Aerospace disposerait d'une participation dans ce nouvel

ensemble, qui pourrait également nouer des alliances, par métiers, avec les groupes britannique GEC et allemand Deutsche Aerospace (DASA).

Le gouvernement va désormais devoir trancher. Son choix ne pourra pas être uniquement basé sur des critères financiers. Compte tenu de la situation du groupe Thomson, caractérisée par un lourd endettement (10 milliards de francs au niveau de Thomson SA, 14 milliards au niveau de Thomson Multimédia) et par les fortes pertes de Thomson Multimédia, l'Etat ne peut, de toute façon, espérer réaliser, avec cette opération, une plus-value.

L'Etat devrait même au contraire, d'une façon ou d'une autre, être amené à mettre la main au portefeuille, les évaluations de Thomson, faites par les deux candidats, lui accordant une valeur négative selon les experts.

Le choix du gouvernement devra être guidé non seulement par la vision qu'il a de l'avenir de l'industrie de l'électronique de défense en France, c'est-à-dire du meilleur choix à faire pour Thomson-CSF, mais aussi par la place qu'il estime devoir être celles des industries des technologies de l'information dans l'Hexagone. Dans ce dossier, le sort réservé à Thomson Multimédia sera primordial. De même, celui du fabricant de semi-conducteurs SGS-Thomson, dont Thomson-CSF est l'un des principaux actionnaires.

Philippe Le Cour

M. Barrot souhaite continuer à baisser les charges sociales des entreprises

LE GOUVERNEMENT veut renforcer le traitement économique du chômage, quitte à réduire les crédits alloués au traitement social. C'est dans cet esprit que le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, déclare, dans un entretien publié lundi 16 septembre par *Le Parisien*, qu'il va continuer la baisse des charges sociales des entreprises. M. Barrot rappelle que la Commission d'évaluation de la loi quinquennale sur l'emploi a constaté que, « progressivement, la baisse du coût du travail crée des emplois ».

Il confirme qu'à partir d'octobre « tout salaire mensuel en dessous de 133 % du SMIC (soit 8 500 francs), y compris pour les emplois à temps partiel, bénéficiera d'une ristourne significative sur les cotisations ».

M. Barrot estime que, « pour porter ses fruits, une politique de baisse des cotisations doit être durable et ainsi créer de nouveaux réflexes chez les employeurs ». Il précise que la baisse du chômage passe également par un « effort à travers l'aménagement et la réduction du temps de travail », ajoutant que, dès octobre, « les PME pourront obtenir le financement des études et des conseils nécessaires pour engager des négociations sur

le temps de travail ». Le temps partiel choisi doit, selon lui, être encouragé. Concernant les abus en matière d'heures supplémentaires, M. Barrot affirme qu'il n'est « pas question de supprimer » ces heures mais qu'« il faut en faire un usage plus responsable ».

UNE LARGE CONCERTATION

Le ministre du travail rappelle que le troisième volet de sa politique de l'emploi repose sur le développement des emplois de services. Sur ce point, il juge que la création, début 1997, d'une prestation en faveur de certaines personnes âgées dépendantes, qui sera versée sous forme d'heures de services effectivement rendus à ces personnes, permettra de créer environ 50 000 emplois.

En ailleurs, M. Barrot confirme que le « projet de loi de cohésion sociale » (lutte contre l'exclusion) sera soumis à la fin du mois au Conseil économique et social, et présenté au Parlement « début 1997 après une large concertation ». Dans ce cadre, annonce-t-il, un effort particulier devrait être fait pour les 50 000 jeunes sortant chaque année du système scolaire sans qualification.

Nominations à la rédaction du « Monde »

JEAN-MARIE COLOMBANI, directeur du Monde, a procédé à deux nominations au sein de la direction de la rédaction : Jean-Yves Lhommeau devient directeur adjoint de la rédaction, aux côtés de Thomas Fereczi et de Robert Solé ; Michel Kajman devient rédacteur en chef. Rédacteur en chef depuis 1995, Jean-Yves Lhommeau, âgé de cinquante ans, est entré au Monde en 1980 et y est revenu en 1994, après avoir rejoint *Libération* en 1991. Rédacteur en chef adjoint depuis 1995, chargé des pages « Débats », Michel Kajman, âgé de quarante-sept ans, est entré au Monde en 1973. Rédacteur en chef depuis 1994, Luc Rosenzweig est nommé correspondant permanent à Bruxelles. Également rédacteur en chef, Danièle Heynmann et Manuel Luchert ont quitté cet été *Le Monde* dans le cadre du plan social ouvert en 1995.

RAFAL

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 80 - Tél. 48.87.34.04

CAP 3000 - NICE
10, av. J. Bédouin
LYON - Flanry
80, rue E. Maréchal

Clovis, l'Eglise et la République

Un cahier de 8 pages

dans notre édition de mercredi 18 septembre

datée jeudi 19

Le Monde

SCIENCE & VIE

HORS SERIE

LE DOSSIER COMPLET DES NOUVELLES PLANÈTES

Entre celles qu'on découvre et celles qu'on croyait connaître, les planètes vous réservent une constellation de mystères...

Le Lu

Sera

ne manquez

Des entre

nombreu

COMPETENCES

L'Etat se met à l'heure des ressources humaines page IV



PORTRAIT

Jean-Marc Le Gall, DRH de la CNAV, page III

Le Monde des INITIATIVES

MARDI 17 SEPTEMBRE 1996

MÉTIERS



DEMAIN DANS INITIATIVES EMPLOI Le monde du travail face aux sectes

ANNONCES CLASSÉES

de la page V à la page XII



PASCAL HENRI

Les contrôleurs de gestion gagnent du terrain

Pression concurrentielle, course aux gains de productivité, la fonction gagne tous les rouages de l'entreprise

manes de toutes les fonctions indirectes de l'entreprise», souligne Daniel de Longeaux. L'heure n'est plus aux taux de croissance élevés et au simple contrôle comptable des procédures budgétaires. Il faut à présent optimiser chacune des fonctions de l'entreprise : la production, certes, mais également la vente, la distribution, les frais généraux, etc. La plupart des

comptes pour vérifier le passé, il a essentiellement un rôle de pilotage dans les entreprises, c'est-à-dire d'aide à la décision. » Elaboration de tableau de bord pour la DG ou telle direction opérationnelle, tâche de « reporting » lors des quatre réactualisations budgétaires annuelles, conseil, prise en compte de la qualité des produits, du respect des flux tendus, de la

Une formation généraliste

Domnée dans un premier temps par les comptables, la fonction de contrôleur de gestion fait appel depuis quelques années à des formations plus généralistes, comme celles assurées par les écoles de commerce. « Les cursus portent tous d'une nécessité : les futurs contrôleurs de gestion doivent avoir une bonne compréhension générale de l'économie de l'entreprise », souligne Christian Fauvel, directeur de la filière commerce-gestion du pôle universitaire Léonard-de-Vinci (Hauts-de-Seine).

La spécialisation - commerce ou finance-gestion - ne vient donc qu'après deux ans de formation généraliste. « Avant de devenir des spécialistes, les élèves doivent acquérir une solide formation sur toutes les fonctions de l'entreprise », assure Christian Fauvel.

grandes fonctions opérationnelles des entreprises - directions commerciale, du personnel, services à la clientèle, etc. - ont donc aujourd'hui soit intégré une fonction de contrôle de gestion, soit y sont régulièrement soumis.

On l'imagine, cette évolution a également transformé la nature des missions du contrôleur de gestion. « On a souvent une fausse idée de cette profession, précise Jean Alécian, secrétaire général de la DFCG. Le contrôleur de gestion n'est pas celui qui épluche les

satisfaction des clients : « De plus en plus, ces missions font appel à des paramètres qui ne sont pas uniquement comptables ou financiers », poursuit Jean Alécian.

Mais s'il est vrai que le contrôleur de gestion est de plus en plus amené à assumer une fonction de « pilotage » dans l'entreprise, en formulant notamment des projets d'évolution, il n'en garde pas moins celle d'être un contrôleur.

Olivier Piot
Lire la suite page II

QUEL secteur de l'entreprise peut prétendre aujourd'hui avoir échappé aux griffes du contrôle de gestion ? Depuis le début des années 80, cette fonction s'est généralisée dans les sociétés. Mieux : elle s'est décentralisée et touche aujourd'hui chacun de leurs rouages. Présenté comme une « aide à la décision », le contrôleur de gestion est aussi perçu comme celui qui vérifie épluche et dissèque les comptes. Placé dans un rapport de pouvoir au sein de l'entreprise, il en fait parfois lui-même les frais.

Tout a commencé il y a plus de trente ans, vers la fin des années 50. Une époque où les méthodes de management à l'améri-

caine faisaient déjà des émules dans l'Hexagone. La présence de contrôleurs au sein des équipes dirigeantes des filiales américaines implantées en France intriguait. En quelques années, le modèle a pourtant vite été assimilé. Le plus souvent directement rattaché à la direction générale (DG) des entreprises, le contrôle de gestion était, pendant cette période pionnière, essentiellement appliqué aux unités de production des entreprises industrielles. « Dans certaines entreprises, le contrôle budgétaire ne dépasse pas les murs de l'usine », résume Daniel de Longeaux, directeur du département conseil à la Cegos, dans un article de la revue *Echanges de la DFCG* (Association nationale des directeurs financiers et de contrôle de gestion) et consacré à l'histoire de la profession.

Adaptation des capacités de production en moyens humains et matériels à la croissance des ventes, suivi budgétaire des unités de fabrication par une approche « dont le caractère comptable » était très marqué : telles étaient alors les missions du contrôleur de gestion. Et la fonction était alors totalement inexistante dans l'administration et seulement « embryonnaire » dans les sociétés de services. Avec le développement de la « direction participative par objectifs », à la fin des années 60 et, surtout, la première crise économique en 1975, le contrôle de gestion a franchi une nouvelle étape.

Pression concurrentielle accrue, chasse aux frais fixes, course aux gains de productivité : au tournant des années 80, le contrôle de gestion accompagne

la mutation des entreprises. Résultat, il n'existe aujourd'hui « pratiquement plus d'entreprise ou d'organisation ne disposant pas d'un système de contrôle de gestion plus ou moins élaboré », souligne Daniel de Longeaux. L'administration et les sociétés de services sont entrées dans le rang. Et il n'est pas rare de voir aujourd'hui des groupes posséder une véritable armée de contrôleurs de gestion.

OPTIMISER LES PERFORMANCES

Mais en même temps que sous les effets de la crise, la fonction s'est généralisée, elle s'est également décentralisée. « L'apreté de la concurrence et la rapidité des changements demandent des progrès constants, non seulement sur la qualité et le coût des produits, mais également sur les perfor-

Le Lundi 23 septembre*

Le Monde INITIATIVES MÉTIERS

Sera entièrement consacré aux INGENIEURS ne manquez pas ce rendez-vous spécial.

Des entreprises vous proposeront de nombreuses opportunités de carrières

* daté 24 septembre

DIRIGEANTS votre métier est en mutation

MANAGEMENT GÉNÉRAL À L'ESSEC
ADVANCED MANAGEMENT PROGRAM*



Diriger aujourd'hui, c'est comprendre mieux que les autres pour agir plus vite que les autres. Management Général, c'est apprendre à gérer la complexité de l'environnement international pour mieux piloter votre stratégie. Management Général, c'est apprendre à mobiliser les talents pour mieux servir l'innovation, la productivité et la rentabilité. Construit autour d'un Projet Stratégique appliqué, le programme Management Général à l'ESSEC vous permet de mettre en œuvre, en temps réel, les acquis de votre formation.

Contactez Thierry Godart au (1) 46.92.21.40

Petit déjeuner d'information au CMIT le 18 septembre à 8h15

Prochaine session : 30 jours échelonnés essentiellement les vendredis et samedis du 14/11/96 au 09/07/97

*Programme de management avancé - Diplôme homologué niveau 1 (DESS)

ESSEC

INTERNATIONAL MANAGEMENT DEVELOPMENT
CONSTRUIRE L'AVENIR, C'EST L'AVANT-PROJET

مركز الامن النظم

Décentralisation : les conseils régionaux jouent un rôle de pivot

Deux ans après l'entrée en vigueur du transfert aux régions de la formation professionnelle des jeunes, un premier bilan positif

Au début de l'été 1996 était rendu public un gros document d'analyse austère qui n'a pas eu - c'est le moins que l'on puisse dire - un retentissement proportionnel à son volume et surtout à son intérêt. Son titre : « Rapport d'activité 1993-1996. Première partie. Évaluation des politiques régionales de formation professionnelle ». Sa source : le Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue (ce document est disponible au comité du même nom, 55, rue Saint-Dominique, 75007 Paris ; fax : (1) 40-63-25-33). Un intitulé si long que l'habitude s'est prise - faute sans doute d'arriver à le dater d'un sigle acceptable - de l'appeler au quotidien Comité de coordination : un raccourci qui a l'inconvénient de n'être compréhensible que des initiés.

Pour les profanes, il n'est sans doute pas surprenant de présenter ce comité. Créé en 1983, il est chargé d'accompagner la mise en œuvre de la décentralisation de la formation professionnelle dans les différentes régions. On y trouve 26 conseillers régionaux, 12 représentants des organisations syndicales et patronales ainsi que 12 représentants de l'État. Comme aime à le souligner Marie-Thérèse Geoffroy, son actuelle présidente, il s'agit de la seule instance nationale où ces trois parties se retrouvent ensemble. Le comité constitue pour elles un lieu de confrontation et de concertation, d'analyse, de bilan, de prospective.

Depuis sa création, ses compétences n'ont cessé de s'élargir. Ce fut le cas notamment en 1993, lorsque la loi quinquennale sur l'emploi l'a chargé d'une mission d'évaluation des politiques de formation professionnelle des régions. Bilan renouvelable tous les trois ans. Le rapport qui vient d'être établi est le premier de la série. Et c'est un événement. Les conseils régionaux, l'État, les partenaires sociaux présentent ensemble aux Français les points positifs et les insuffisances de ce qu'ils ont tenté de réaliser en matière de formation des jeunes.

Cet événement a une triple dimension politique : régionale, locale et au niveau du Comité de coordination lui-même. Les propos qui suivent ont été relevés au tout début de l'étude sur les plans régionaux de développement des formations professionnelles des jeunes (PRDF) que vient d'achever l'un des

groupes de travail du Comité de coordination : « De l'avis général au sein du groupe de travail (...), le simple fait de rassembler les différents acteurs concernés pour tenter de construire un diagnostic commun (...) est porteur d'effets positifs ».

Le comité de pilotage constitué au sein du Comité de coordination pour réaliser l'évaluation a vécu la même expérience : un authentique dialogue entre tous ses membres - représentants de l'État, des conseils régionaux, des organisations professionnelles et syndicales -, mais aussi experts chargés de les aider. Il a également réussi à travailler en réel partenariat avec les décideurs et acteurs régionaux. L'évaluation ne veut en effet pas être « une procédure de contrôle ou d'audit » pas plus qu'une « stricte activité d'étude », souligne le rapport. Elle constitue « un processus d'élaboration d'une connaissance partagée ». « Le sentiment que chacun a de la gravité de la situation et de l'importance des enjeux a permis de renverser les barrières », constate Marie-Thérèse Geoffroy. La qualité du rapport en témoigne.

PREMIERS ACQUIS

Ce travail est aussi un événement politique en ce qu'il apporte les premières informations solides sur l'un des aspects majeurs de la décentralisation. Le transfert aux régions de la formation professionnelle des jeunes constitue-t-il un « plus » en

Expectative

Quelques constats majeurs émergent de l'évaluation réalisée par le Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Certes, ils reflètent une situation encore non stabilisée, mais les difficultés qu'ils soulèvent pourraient croître si l'on n'y prend garde. Ici et là, les services déconcentrés de l'État sont en position d'expectative quand ce n'est pas d'opposition avec le conseil régional, notamment si la concertation est faible.

Les tensions principales s'observent en ce qui concerne les recrutements où l'apprentissage est la seule période du conseil régional et - pour les directions régionales du travail - là où le conseil tient peu compte des jeunes de bas niveau de qualification. Autre constat : les organisations syndicales et patronales ont du mal à jouer leur rôle, faute d'une visibilité et d'une expertise suffisantes. Un processus positif semble néanmoins engagé.

matière d'efficacité ? Permet-il notamment de mieux coordonner ce qui se faisait jusqu'ici dans une dispersion extrême et de remédier ainsi aux gaspillages ? Représente-t-il l'avancée démocratique attendue ? Sur le premier point, à deux ans seulement de la promulgation de la loi, il est encore trop tôt pour dresser un véritable bilan. Le rapport présente les « processus en cours »,



Formation des jeunes sortis du système éducatif

Source : Comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue 1993-1996

les « premiers acquis », les « premières difficultés » ; rien n'est stabilisé. Pourtant les enseignements de l'enquête sont déjà importants. Il se révèle que le conseil régional est reconnu par tous dans son rôle de pivot. Mais, selon les régions, il ne montre pas la même conception politique de son rôle. Il ne peut remplir sa nouvelle mission sans développer les contacts avec les acteurs publics et privés des filières et dispositifs de la formation professionnelle. Et, pourtant, constate le

rapport, dans un petit quart des régions, le conseil régional « n'a pas souhaité ou n'a pas encore pu initier une démarche collective ».

Le plus souvent on observe alors « une logique de face-à-face entre la région et l'éducation nationale, chacun étant replié sur ses missions et ses dispositifs ». Dans tous les autres cas, on constate une « volonté d'organiser une concertation en général assez

large ». Mais la logique choisie varie nettement d'un conseil régional à l'autre.

La concertation peut être utilisée comme « moyen d'affirmation d'une autorité non partagée ». Les différents acteurs sont consultés dans une première étape. Puis le conseil exerce son arbitrage entre les divers choix possibles et décide en maître.

« Comme dans l'entreprise, lors d'un changement de direction, analyse le rapport, le recours à l'audit est le moyen d'affirmer une autorité nouvelle, mais pas nécessairement de construire une « représentation commune ».

Il en va ainsi dans huit régions. Dans certaines autres, le conseil régional s'est au contraire donné comme objectif de « construire une représentation commune ».

On voit alors pointer un nouveau contenu possible pour une démocratie plus concrète. Et c'est d'autant plus intéressant que la logique de ce mouvement amène tout naturellement à l'échelle à un troisième niveau : le local après le régional. La forme reste à préciser mais les choses ont déjà commencé à se concrétiser : zone d'emploi, bassin de formation, espace de concertation.

Reste un aspect dans ce travail d'évaluation : l'indispensable effort de communication pour le faire connaître. Les citoyens dans leur ensemble ne deviendront partie prenante de ce mouvement que s'ils en sont largement informés et en comprennent l'intérêt. Ce qui est trop peu le cas aujourd'hui.

Marie-Claude Belbédier

Une section pour futurs mécaniciens de course

Un lycée de Clermont-Ferrand initie des jeunes à l'assistance de rallye

L'IDÉE est venue d'un particulier passionné de rallye. « Il avait du mal à trouver des mécaniciens pour l'assister pendant les courses. Il en a parlé à l'un de nos professeurs, qui s'est montré intéressé », raconte Joël Faure, professeur au lycée Roger-Claustres. La formation intitulée « techniques en préparation et assistance de rallye » a vu le jour il y a quatre ans. Dès sa création, le lycée a établi des contacts avec des entreprises susceptibles d'accueillir les jeunes en stage et, très vite, un partenariat a été conclu avec Peugeot Sport. « Ce partenariat, ce n'est pas qu'un simple bout de papier, précise Joël Faure, Peugeot Sport apporte un financement de 250 000 francs, ce qui fait que la section ne coûte pratiquement rien en termes de fonctionnement. Et l'entreprise s'est également engagée à embaucher ou à demander à ses sous-traitants de privilégier les jeunes passés par cette formation ».

Ainsi, sur les quatorze diplômés issus de la dernière promotion, quatre ont été embauchés dès leur sortie de l'école chez des sous-traitants de Peugeot Sport. Tous les jeunes passent également dans l'entreprise : « Ils viennent par groupes de quatre et sont intégrés dans une équipe comme s'ils étaient ouvriers, sous la responsabilité directe du chef d'atelier. Cela leur permet de participer à toute la préparation des voitures et de vivre la course de l'intérieur », indique Jean-Pierre Nicolas, responsable du département Compétition clients. Ouverte aux titulaires d'un BEP de maintenance automobile, d'un bac professionnel également en maintenance automobile ou d'un bac sciences et

techniques industrielles option systèmes motorisés, cette section, unique en France, propose un enseignement original partagé entre des apprentissages théoriques liés à la compétition automobile (réaliser un plan d'assistance, lire une carte, comprendre la réglementation...) et des préparations en temps réel de voitures pour différents rallyes ayant lieu en France et à l'étranger.

MONTAGE COMPLET

A la sortie, 90 % des diplômés parviennent à s'insérer comme mécaniciens dans le secteur du sport automobile. Stéphane, vingt-deux ans, entré en stage à la mi-avril dans l'entreprise Enjourn, sous-traitant de Peugeot Sport spécialisé dans la préparation des voitures de course, a été embauché le 1^{er} juillet dernier. Depuis son arrivée, il a déjà participé au montage de deux voitures - depuis la caisse nue jusqu'à l'essai - et a ensuite effectué l'assistance sur un rallye de championnat de France : « C'est un métier qui réclame beaucoup de volonté, de passion, de méticulosité... On dit qu'un rallye se gagne à plus de trois quarts à l'atelier. En effet, il faut tout être disponible parce que les compétitions se déroulent le week-end et que le reste du temps on ne compte pas les heures », explique ce jeune débutant.

Créée avec dix places, la section accueillera vingt étudiants dès cette rentrée. L'an dernier quatre-vingt-dix candidats avaient postulé et seuls quatorze avaient été retenus.

Nathalie Milkaus

■ APPRENTISSAGE. 1995 a été à la fois une année de récul et de progrès. Certains secteurs d'activité tertiaire, traditionnellement utilisateurs de l'apprentissage, perdent du terrain, tels les commerces, qui recrutent néanmoins encore 30 % des apprentis. Dans les services aux particuliers, on constate des évolutions contrastées entre les salons de coiffure, où le nombre d'apprentis est en baisse, et les hôtels-café-restaurants, où il croît de manière constante. La part de l'industrie continue à s'élever, mais il s'agit essentiellement des secteurs agricole et alimentaire. La proportion de filles ne cesse de reculer : elles représentent seulement 28 % des nouveaux apprentis en 1995, alors qu'elles constituaient près du tiers des effectifs au début de la décennie. Les jeunes âgés de dix-huit ans et plus sont désormais majoritaires, alors qu'ils dépassaient à peine le tiers des effectifs voilà cinq ans. (Dares, Premières synthèses, septembre 1996, « Apprentissage et contrat de qualification en 1995 ».)

Les contrôleurs de gestion gagnent du terrain

Suite de la page 1

« Ce n'est pas un hasard si la fonction ne s'appelle pas conseil "en" gestion, souligne Henri T., ancien contrôleur de gestion passé à la direction financière d'un groupe industriel français. Sa tâche reste en grande partie liée à la vérification du respect des budgets et à l'analyse des erreurs commises ».

A quoi a servi l'argent dépensé ? C'est bien à cette question que les directions générales souhaitent répondre.

L'analyse comptable des investissements engagés, des dépenses effectuées ou des choix stratégiques opérés aux différents échelons hiérarchiques - direction comme atelier - reste donc l'une des prérogatives majeures du contrôleur de gestion. Et, bien évidemment, cette mission n'est pas sans conséquences dans l'entreprise.

En fonction des groupes, de leur taille, de leur culture et des hommes, les lignes hiérarchiques et fonctionnelles revêtent des allures différentes. Dans tel groupe, la di-

rection du contrôle de gestion est directement rattachée à la DG, traitant une ligne hiérarchique parallèle à celle de la direction financière. Dans telle autre entreprise, c'est la direction financière qui coiffe la fonction du contrôle de gestion. « L'enjeu de cette configuration n'est pas neutre, précise Georges L., consultant. Car, der-

rière, se joue souvent un rapport de forces très politique entre des hommes ».

Ainsi, plus la direction financière a la mainmise sur la direction du contrôle de gestion, plus elle peut prétendre avoir son mot à dire auprès de la direction générale.

pouvoir, le contrôleur de gestion joue un rôle essentiel. Mettre en évidence des gisements potentiels d'accroissement de l'efficacité de telle ou telle fonction de l'entreprise, remettre en cause les méthodes de travail de tel ou tel responsable, détecter les erreurs ou les

Comme le souligne Jacques Fettu, président de la DFCG et directeur financier du groupe Framatome, « de plus en plus, le directeur financier central est étroitement associé à l'élaboration de la stratégie générale de l'entreprise et à sa définition. La maîtrise du contrôle de gestion lui permet d'y contribuer ».

Derrière ces rapports évidents de

« L'enjeu de cette configuration n'est pas neutre, car, derrière, se joue souvent un rapport de forces très politique »

pouvait, le contrôleur de gestion joue un rôle essentiel. Mettre en évidence des gisements potentiels d'accroissement de l'efficacité de telle ou telle fonction de l'entreprise, remettre en cause les méthodes de travail de tel ou tel responsable, détecter les erreurs ou les

dépenses excessives : cette mission n'est pas toujours simple à mettre en œuvre. « Il m'est arrivé de faire des rapports qui ne peignaient pas en rose un dirigeant, et que celui-ci se plaignait ensuite auprès de mon patron de mes difficultés relationnelles », raconte Henri T.

« On sent d'ailleurs très bien que les gens sont stressés lorsqu'on arrive avec notre cravate et notre serviette, poursuit-il. C'est donc un métier qui demande du doigté et de la diplomatie ». Une solution existe, pourtant : faire appel aux services d'un audit. Les comptes sont alors clairement épluchés. « Lorsque les contrôleurs de gestion sont recrutés, on leur laisse entendre que c'est une bonne façon de progresser rapidement dans les organigrammes des entreprises. Mais on apprend vite que le métier ne nous fournit pas que des amis. A force de se mettre des gens à dos, la carrière peut devenir très vite bloquée... »

Olivier Plot

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ? Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minutél !

3615 LEMONDE

LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Le Monde

Colloque 26, 27, 28 septembre 1996

la cité

L'orientation tout au long de la vie

Changement de la vie professionnelle, évolution des qualifications et des métiers, reconversions, précarisation de l'emploi, chômage : depuis vingt ans, les situations d'orientation se sont multipliées, du collège à la sortie de la vie active.

Jeudi 26 et Vendredi 27 septembre Deux journées de travail

Pendant ces deux premières journées, destinées aux professionnels de l'éducation, de la formation et des relations humaines, confrontation et analyse d'expériences européennes avec chaque jour : 1 conférence, 8 ateliers, 2 tables rondes, sur des thèmes tels que :

- L'individu face aux mutations du travail
- L'approche compétence : enjeux et significations
- Les politiques d'accompagnement de l'orientation
- La formation des professionnels
- Les pratiques professionnelles de l'orientation dans un contexte en mutation.

Accès payant.

Accès libre sur inscription.

Renseignements, envois des programmes et inscriptions :

Sylvain Kahn, Olivier Gobet - Tél. : 40 05 74 11 - Fax : 40 05 79 76

la cité des Sciences et de l'Industrie - Direction Jeunesse Formation

30, avenue Corontin-Cariou 75019 Paris

1996 / Année Européenne de l'Éducation et de la Formation tout au long de la Vie.

le service pub

LES MASTERS

Jean-Marc Le Gall, DRH de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse

Le service public de père en fils

L'homme, il marche, Jean-Marc Le Gall. Le long des sentiers des Alpes ou dans les rues de New York. Peut-être pour se sentir « zen », lui qui a du mal à l'être au quotidien, à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) dont il est le directeur des ressources humaines (DRH). La CNAV, c'est 4 000 agents, deux millions de retraités versés chaque mois et 650 000 visiteurs par an. Elle fédère quinze caisses régionales et gère elle-même celle d'Ile-de-France.

Jean-Marc Le Gall est « très énergique. Il va à cent à l'heure », témoigne l'une de ses amies, Danièle Lévy, responsable des services généraux à la CNAV. « C'est un homme pressé, par la curiosité, par l'envie de vivre le plus de choses possibles », réchiffre Alain Tapie, son « premier patron », ancien directeur délégué de la CNAV, aujourd'hui directeur général-adjoint de l'Unedev. Pressé aussi par le désir de « bouger cette maison », cinquante-neuf ans dernier. Mais « il veut aller trop vite par rapport à la mentalité de cette entreprise, par rapport à sa culture », lui reproche Gilles Pollet, délégué syndical central CFDT.

La CNAV a une utilité « plus importante que jamais en ces temps de déflation sociale », souligne Jean-Marc Le Gall. Un rôle de « stabilisateur à jouer ». Mais elle n'y parviendra que si elle s'adapte aux évolutions de la société. « Débureaucratiser », la CNAV est son leitmotiv. Pour se rapprocher de ses assurés sociaux, car la « personne, ce n'est pas un dossier », martèle-t-il. Pour redonner aussi une « dignité à ses salariés, usés par les attaques contre la Sécurité sociale », il sait bien qu'à la CNAV, qui n'est pas une « PME californienne, encore moins coréenne », et qui vogue « un peu à un rythme de paquebot », les changements ne se décrètent pas. Bref, Jean-Marc Le Gall n'a pas choisi la voie de la facilité. Heureusement, ce farouche défenseur de « service public fort », qui dit « aimer diriger et faire pousser des projets », est entouré d'une « équipe en or ».

« Extrêmement exigeant » envers les autres, tout en étant « très attentif aux personnes », dit-on dans son entourage, « rude » parfois mais « très droit », capable à la fois de porter des jugements « très durs » sur les gens et de faire preuve d'« humour », cet « écorché vif » n'est pas complaisant. Envers lui-même non plus d'ailleurs. Il n'est ainsi l'un des 1995, dans des études à Sciences-Po, qu'il suit durant ses « horaires privés » et avec « humilité ». « Quand vous vous retrouvez à quarante-quatre ans aux côtés d'étudiants de vingt ou vingt-deux ans, sacrément musclés, vous faites profil bas ». Actuellement en



deuxième année, Jean-Marc Le Gall, déjà diplômé d'un doctorat en sciences économiques, avoue qu'il en a « vraiment bavé » à Sciences-Po. Mais il a vécu un « dépassement extraordinaire et une remise en question ». Mais d'où lui est venue cette idée ?

Embauché à la CNAV en 1980, DRH depuis 1985, il a senti que son « horizon » avait « tendance à se rétrécir ». Pas question cependant de suivre « ces formations de managers aux dents longues où l'on vous apprend à décupler votre performance déjà exceptionnelle. Ce

des connaissances », dit-il. Soixante cadres ont dit « banco » tandis qu'une centaine d'autres salariés suivent des cursus universitaires depuis 1994.

C'est son père qui lui a démontré que l'on « peut toujours progresser, apprendre ». Coursier sur le port du Havre, son père est devenu agent comptable puis directeur de caisse d'assurance-maladie, puis chef de bureau à la CNAV, d'une famille de dix enfants, il est vraiment parti de rien. Pour moi, il est un modèle. Son père, ce « juste » resté cinq ans dans un

Marc Le Gall « plus d'importance qu'il n'en a ». A l'évidence, ce syndicat ne l'apprécie pas. Il est vrai que lorsqu'il a pris les rênes de la DRH, il a mis un terme à une « sorte de co-gestion à la Billancourt », reconnaît-il. Il admet aussi qu'il n'est pas « spontanément diplomate avec les partenaires sociaux. Mais en dix ans, je me suis corrigé ». Même mariage du côté de l'écologie ouverte. En revanche, Gilles Pollet, de la CFDT, éprouve de l'estime pour ce DRH qui « écoute, bousille et ne fuit pas la confrontation ».

Jean-Marc Le Gall l'a démontré, en 1989, lors d'un conflit au département « accueil et information » dont il avait été responsable de 1982 à 1984. Seize jours de grève suivie à 100 %. « Il faisait partie des gens extrêmement rares qui allaient parler aux grévistes », se souvient Alain Tapie. Un autre conflit, intense bien que bref, a laissé des traces : celui de 1994. Un conflit « pour la dignité », résume Gilles Pollet. « La tête de la direction et celle du DRH étaient demandées ». Ce mouvement portait sur la mise en place d'une nouvelle grille de classification, basée sur un système d'appréciation des agents « en décalage complet avec le vécu du personnel », selon la CFDT. « Sur le fond, les salariés avaient raison », avoue Jean-Marc Le Gall. Nous avions été assez nuls mais cela a été une excellente leçon. Dans certains cas, le conflit permet de construire des choses qui n'auraient pas pu l'être autrement. »

Francine Aizicovici

« Redonner dignité à ces salariés, usés par les attaques contre la sécurité sociale »

ne sont pas mes valeurs ». Dans la foulée, il a voulu en entraîner d'autres. Ainsi, fin 1995, a été mis en place à la CNAV, à l'intention des cadres de trente-cinq à quarante-cinq ans, un stage de préparation au concours d'entrée non pas à Sciences-Po, mais au CNES (Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale), dont il est lui-même diplômé. Histoire de répondre à « l'envie qu'ont certainement beaucoup d'agents de se remettre en question, d'acquies-

camp en Allemagne, lui « aussi donné le goût du service public, qui dans ces années-là n'était pas une « bureaucratie industrielle », mais un service « en prise avec la population ». Comment retrouver cette proximité ? Par une présence sur le terrain, une connaissance des publics accueillis. C'est pourquoi, en 1996, la CNAV a engagé en Ile-de-France un grand chantier de décentralisation appelé Proxima. D'ici cinq ans, une vingtaine d'agences locales seront créées et deux cents « techniciens conseil » y travailleront en liaison avec d'autres services sociaux.

L'engagement global demandé au personnel de la CNAV débouchera-t-il sur une revalorisation des salaires réclamée par la CFDT ? Ce sera l'objet de négociations à la rentrée prochaine. Les marges de manœuvre du DRH sont étroites. Le plan Juppé impose en effet à la CNAV 125 millions de francs d'économie sur son budget de fonctionnement. En outre, depuis 1989, une action de communication interne est menée après qu'une étude auprès du personnel ait révélé un fort malaise. Ses conclusions se résument en deux mots : « fierté et honte ». Journal interne, stages pour mieux connaître les métiers de la CNAV, conférences et table rondes, suivies en volontariat et sur le temps de travail, font désormais partie de la vie de la maison.

Lancé voici quatre mois, un autre stage combine des séances d'analyse de la réalité sociale avec la réalisation d'une vidéo dans laquelle, CameoScope sur l'épaule, les salariés interviewent des assurés sociaux dans la rue. « Je peux vous dire que ça décoiffe ! », se réjouit Jean-Marc Le Gall. Comment ces actions sont-elles perçues par les syndicats ? La CGT, première organisation, ne veut pas s'exprimer, pour ne pas donner à Jean-

Parcours

● Né le 15 décembre 1952 au Havre, Jean-Marc Le Gall a obtenu son doctorat en sciences économiques en 1978, avant d'être diplômé, deux ans plus tard, du Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale. ● Sa carrière à la CNAV débute en 1980. Embauché comme attaché auprès du directeur de l'informatique et de l'organisation, il devient, en 1982, responsable du département accueil et

information. Il est nommé directeur des ressources humaines en 1985, après en avoir occupé le poste d'adjoint durant deux ans. ● Depuis 1986, Jean-Marc Le Gall est chargé de cours au Celsa (Institut des hautes études en sciences de l'information et de la communication). Il écrit régulièrement dans des revues, telles qu'*Humanisme et entreprise*. Son thème préféré, « la gestion des ressources humaines », est aussi le titre du « Que sais-je ? » qu'il a publié en 1992.

Mastères Spécialisés de l'ESIEE

- Ingénierie du Multimedia
- Innovation technologique et Management de projet
- Intégration des Micro-systèmes

Journée Portes ouvertes : vendredi 4 octobre 1996

Informations : 45 92 66 25



Devenez l'expert des hautes technologies : Technologies de l'information, Systèmes et réseaux de communication, Ingénierie par projet, Transfert de technologie, Microélectronique.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Groupe ECOLE SUPERIEURE DE GESTION

SESSIONS D'ADMISSION EN SEPTEMBRE dans les 3 écoles du Groupe en 1ère, 2ème et 3ème année de : **ECOLE SUPERIEURE DE GESTION** **ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET FINANCE** **ESG COMMERCE INTERNATIONAL**

- Diplômes homologués par l'Etat et préparation en option à des diplômes d'Etat et européens en Comptabilité, Finances, Marketing (DPEC, DECF, BTS, DEESMA, DESMI) et aux diplômes des Chambres de Commerce étrangères
- Formation à temps plein avec stages en entreprises ou en alternance Ecole-entreprise
- Cycles internationaux en anglais (niveau BA et MBA)
- Des moyens humains, matériels et une notoriété exceptionnels. L'ESG est classée 4ème des Grandes Ecoles indépendantes (Magazine PODIUM) juin 96

Groupe ECOLE SUPERIEURE DE GESTION 25, rue Saint AMBROISE - 75011 PARIS Téléphone : 43 55 44 44

LES MASTERS ESG

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION - ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ETAT

12 formations de 3^e cycle en alternance, Ecole-entreprise cartes maîtresses professionnelles pour les titulaires de diplômes Bac+4 et plus (toutes disciplines). Formations pouvant être financées et rémunérées

- FINANCES et MARCHES des CAPITAUX
- AUDIT et CONTRÔLE de GESTION
- COMMERCE INTERNATIONAL
- MARKETING et PUBLICITE
- MANAGEMENT du TOURISME et des LOISIRS
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- CREATION, REPRISSE et GESTION des P.M.E.
- ASSURANCES et GESTION des PATRIMOINES
- GESTION des ENTREPRISES
- FISCALITE, DROIT des AFFAIRES et MANAGEMENT
- MASTERS IN ENGLISH
- EUROPEAN MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION (EMBA)
- AMERICAN MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION (AMBA)

2 sessions au choix : octobre ou février 25, RUE SAINT-AMBROISE - 75011 PARIS - TEL : 43 55 44 44

Diplôme Bac+5 ou Bac+4 (notes lillères) Cadre d'entreprise expérimenté (10 ans minimum) Donnez-vous les moyens d'être encore meilleur

l'Institut Supérieur du Commerce

- Gestion et administration d'entreprise Management stratégique et entrepreneurial
- Directeur de PME
- Directeur Administratif et Financier...
- Ingénierie d'affaires et Négociation internationale
- Trade
- Ingénierie d'affaires...
- Audit et Management des ressources humaines (en alternance)
- DRH
- Audit stratégique/organisation...
- Marketing et Gestion commerciale
- Chef de produit
- Directeur de communication/stratégie...
- Gestion de patrimoine
- Conseiller patrimonial
- Expert financier/immobilier...
- Audit et Conseil
- Contrôleur de gestion, Auditeur et contrôleur...
- Marketing, Logistique et Distribution
- Logisticien
- Manager qualité totale...
- Finances, Trésorerie, Ingénierie financière
- Ingénieur financier
- Trésorier d'entreprise ou de banque...

22, bd du Fort de Vaux 75017 PARIS Fax : 40.53.98.98

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECONNU PAR L'ETAT



Inscriptions au 40.53.99.99

Les dérives du management activent le stress en entreprise

Une psychologue dénonce huit méthodes de gestion hautement critiquables pour les hommes comme pour la productivité

C'est ni un travail scientifique ni un rapport officiel. Plutôt le résultat d'une douzaine d'années de conseil en entreprise au Canada, aux États-Unis, au Mexique puis en France. Viviane Amar, dont la formation est celle d'une psychologue industrielle et organisationnelle (diplôme obtenu au Québec), a écrit, comme elle l'intitule elle-même, une sorte de « lettre ouverte aux dirigeants ». Cadres intermédiaires, directeurs d'usine, présidents de grands groupes, le niveau hiérarchique lui importe peu. L'objectif est surtout de raconter et de mettre en garde tout ceux qui animent aujourd'hui des équipes contre « les dérives importantes liées à des pratiques et stratégies de management de plus en plus universelles ». Afin de constater si ce qu'elle avait entendu et ce qu'elle entend encore au cours d'entretiens avec des salariés – leurs colères, leurs frustrations – était partagé par d'autres, elle a recueilli plusieurs témoignages de médecins du travail français pour lesquels, à une ou deux exceptions près, « les idées évoquées font bien écho avec leur travail en entreprise », à en croire l'un d'entre eux.

On connaît les manifestations physiques du stress : insomnies, hypertension, mal-être, nervosité, augmentation des troubles cardiaques, désarroi, une plus grande vulnérabilité psychique. Viviane Amar s'interroge sur les raisons de la souffrance des salariés en entreprise. Selon elle, « ils paient le prix des cultes, mythologies et tabous sous-jacents aux stratégies individuelles et organisationnelles qu'ils adoptent ou qu'ils subissent ». Son expérience l'amène ainsi à répertorier huit méthodes de gestion largement critiquables. D'abord, « la gestion par le silence ». Silence sur les

décisions et les stratégies, sur l'avenir, sur l'évolution du métier et des postes individuels. « Nous avons affaire à des organisations qui semblent atteintes de surdité et de cécité émotives. » La « gestion par le cerveau gauche », elle, fait référence à l'image de directeurs et d'experts boulimiques de dossiers, de notes et de chiffres, bref, « à des directions qui phosphorent », alors que la base, confrontée quotidiennement aux vrais enjeux, « rame et tente de travailler en réseau pour s'en sortir ». Le troisième élément, « la gestion par le pouvoir », concerne les dirigeants qui adoptent des comportements

La présence du chef

Désormais, dans les entreprises, les équipes sont de plus en plus restreintes, et la charge de travail, accrue. Viviane Amar rend compte « de contacts relationnels plus rares entre management et employés ». Un service dont le responsable est comploté du terrain et fait une réminiscence agnès, assure sa cohésion au détriment de certains bons émissaires, pour peu qu'il existe en son sein une ou deux personnes fragilisées. Les comportements individuels de survie sont alors généralement plus fréquents. Tableau inverse dans une équipe où le chef est présent : la solidarité se manifeste véritablement, ce qui a pour effet d'activer la motivation.

que l'on croit organisationnels et qui sont, « en réalité, irrationnels », résultats de conflits personnels non résolus. Le « nombrilisme hiérarchique », qui donne naissance à ce que Viviane Amar appelle « la gestion par l'héliocentrisme », repose sur l'isolement d'un manager, sur le temps qu'il passe à justifier son poste ou son service. Cette attitude se traduit par la constitution de monopoles, de plus en plus éphémères d'ailleurs, qui empêchent un responsable de penser à la concurrence externe tant il est occupé à planter des barbelés autour de sa fonction, envieux par certains collaborateurs. Il faut aussi compter sur « la gestion par la distance hiérar-

chique ». « Nous sommes entrés dans un nouveau mode de management », retient Viviane Amar : le « post-it ». Le papier jaune remplace le contact humain, donc les réunions interminables qui passaient le temps. « On a tellement formé nos élites au rationnel qu'elles en oublient le rationnel », insiste-t-elle. De plus en plus nombreux sont ceux qui, à tous les niveaux, se demandent s'ils existent encore pour leur organisation. Ils expriment d'ailleurs d'autant plus leur désarroi qu'ils sont confrontés à « la gestion par le flot ». Les « on navigue à vue », « on n'a plus de repères »

montrent que l'entreprise ne sait plus très bien ce qu'il faut faire, quand et avec qui. « La gestion par les croyances et les tabous » vise un management qui « sait » et qui ne peut dire qu'il doute. « D'ailleurs », explique la consultante, il est sûr qu'il préservera sa crédibilité en protégeant ses zones d'ignorance. Mais il se trompe. Les salariés ne veulent plus être infantilisés. Ils savent ou connaissent qu'aujourd'hui, leurs responsables ne savent plus, qu'ils sont perdus. » Quant aux tabous, ils sont nombreux. Ainsi, qu'on prononce en entreprise les mots susceptibles de traduire une vie en collectivité (amitié, espoir, amour...) ? Peu de per-

sonnes, « la majorité étant plutôt habituée à réagir en termes de survie ». Dernier élément, « la gestion par les stratégies miracles ». Viviane Amar montre là toutes les méthodes de management en forme d'épidémie de recettes qui ont laissé beaucoup de salariés sur le chemin. Principalement mises en cause, les stratégies de réduction d'effectifs, « tactique facile, demandant bien moins d'imagination que celle nécessaire pour améliorer la productivité, l'innovation et le service aux clients ».

MÉDECIN DU TRAVAIL
« A quel moment les organisations successives ? contamine l'un des médecins du travail interrogé : à l'augmentation du stress pour ceux qui restent en entreprise, parce qu'ils se retrouvent avec de plus en plus de travail et de moins en moins de temps pour le faire. Sans parler de ceux dont l'activité est supprimée et à qui on offre un placard ou à qui on demande de retrouver par eux-mêmes un travail en interne. »

Le bilan est sombre. Et le pire, l'interdit Viviane Amar, « c'est que personne ne s'autorise à remettre en question ce type d'organisation. On a l'impression de dire tout haut ce que beaucoup de personnes vivent dans leur entreprise mais taisent totalement ». A contrario, la consultante identifie très bien les facteurs de succès qui font que « certaines entreprises sont triomphantes de vie » : vision partagée, cohérence du management entre le discours et les comportements, réhabilitation de la personne et de son intelligence globale, courage de dire, etc. Une multitude d'éléments qui favorisent la pérennité d'une entreprise. Car l'argument majeur est bien celui-ci : le mal-être réside bien, à la longue, d'engendrer la contre-productivité.

Marie-Béatrice Baudet

Marie-Béatrice Baudet

De la charrette au carrosse

On connaissait les charrettes de salariés, il faut désormais prévoir les carrosses de PDG. General Motors devait y penser puisque c'est sur la terre américaine que ce slogan prend aujourd'hui racine, et ce, le plus sérieusement du monde. Korn-Ferry International, cabinet de stratégie qui étend ses tentacules de Houston à Kuala-Lumpur en passant par Bratislava, vient de rédiger les conclusions de sa vingt-troisième étude, centrée sur le fonctionnement des conseils d'administration aux États-Unis. Mille présidents et administrateurs, l'élite en somme, ont été interrogés et sont convenus d'un commun accord que leur piédestal commençait à vaciller. Plus des trois quarts indiquent être sous surveillance par l'immédiateté de leurs performances. Avec des sanctions réelles. Un peu plus de la moitié des témoignages recueillis mettent en évidence le cas d'un administrateur (« au moins un ») poussé à la démission parce qu'incompétent ou bien peut-être trop volage. A vouloir butiner des jets de présidence dans les conseils d'administration, on finit bien sûr par se disperser et brûler par son absence ça et là.

Les patrons américains, explique l'étude de Korn-Ferry International, subissent désormais activement les principes du « Corporate Governance » (gouvernement d'entreprise), dont les objectifs respectables visent à garantir davantage de professionnalisme et de transparence à la tête des entreprises. Du travail en perspective pour des tour-opérateurs imaginatifs, qui pourraient proposer aux responsables français intéressés (confidentialité garantie) d'aller découvrir les récentes sagesse managériales du Nouveau Monde. Imaginez aussi que l'une des recommandations qui émanent de l'enquête signale qu'« un administrateur ne devrait pas être membre de plus de 2,5 conseils d'administration ». On comprend mal le 0,6 mais l'intention y est...

Cela dit, en voulant bien faire, les Américains vont au-devant de grandes difficultés, car, comme l'explique de manière limpide (trop peut-être) le communiqué de presse qui synthétise l'étude, « en conséquence, les sociétés se trouvent confrontées à un problème relativement nouveau [sic], celui de trouver des administrateurs extérieurs compétents, disponibles et intéressés à siéger à des conseils alors que les conditions sont plus contraignantes ». Des oiseaux rares. Et là, une grande consolation, puisque les mille PDG et administrateurs interrogés indiquent quelques pistes de recrutement. Parmi les deux catégories les plus plébiscitées, les femmes et les Américains d'origine étrangère.

« Les sociétés se trouvent confrontées à un problème relativement nouveau [sic], celui de trouver des administrateurs compétents »

L'Etat se met à l'heure des ressources humaines

Les administrations publiques ne se contentent plus de faire de la simple gestion de carrière

La gestion du personnel dans les administrations publiques cherche ses marques. Longtemps appréhendée comme une simple application des règles statutaires, elle doit prendre en compte l'évolution des compétences liées aux lois de décentralisation, mais aussi les restrictions budgétaires et les nouvelles exigences des citoyens.

Ici et là, les redéploiements qui s'imposent vers les services déconcentrés, voire entre différentes administrations, exigent de développer de nouvelles méthodes de gestion fondées sur les compétences, et non plus sur les seuls critères de grade et d'ancienneté. « Accompagner ces mouvements nécessite une gestion beaucoup plus

qualitative, à la fois plus globale et plus individualisée », explique Renaud Gace, sous-directeur du personnel des douanes, administration qui a elle aussi dû, avec l'ouverture du grand marché, gérer de nombreuses mobilités, tant géographiques que professionnelles.

PLAN D'ACTION

« Nous sommes appelés à valoriser la notion de métier, relève Jacky Richard, directeur des personnels administratifs, techniques, ouvrier et de service (ATOS) de l'éducation nationale. Le métier est le moyen à la fois de qualifier les emplois et leur évolution et d'identifier les compétences actuelles et futures, ce qui une lecture des corps et des grades ne permet pas. »

Depuis deux ans, cette transformation des pratiques s'est traduite, au sein de la direction, par la mise en œuvre de la démarche Omega (organisation par métiers des effectifs pour la gestion des ATOS). Outil de gestion prévisionnelle, celle-ci a conduit chaque académie à élaborer un plan d'action et à discuter avec l'administration centrale pour ajuster ressources et besoins (en termes de transformation d'emplois, de recrutement, de mouvement et de formation).

C'est une telle évolution des méthodes s'accompagne d'une nécessaire déconcentration des actes de gestion. Et comme le souligne le PDG du cabinet de conseil IDRH, Jean-Luc Placet, « elle suppose de passer d'une logique de procédure à une logique d'objectif et de résultat ».

L'analyse des compétences requises par une fonction, de leur évolution, des besoins de formation ou de mobilité ne s'appuie donc pas, à la différence du statut, sur des bases normatives. Ces notions ne peuvent être appréciées qu'au plus près des réalités du terrain. « Seuls les acteurs locaux peuvent évaluer la bonne adéquation entre le profil des personnes et les compétences requises par les emplois, appuie Jacky Richard. Notre rôle au niveau central est d'impulser une politique, d'apporter des outils, des conseils, d'arbitrer des demandes budgétaires. »

Les directions centrales sont en effet appelées à évoluer vers ce que François Roussely, secrétaire général pour l'administration au ministère de la défense, appelle un

rôle de « management social ». Une révolution copernicienne dans cet univers, où, jusqu'ici, toute décision relevait des états-majors centraux, les chefs de service et cadres déconcentrés n'ayant qu'un rôle de préparation des dossiers et d'exécution. « Il faut aujourd'hui distinguer la fixation des grands objectifs, qui relèvent des directions centrales, et les tâches de mise en œuvre concrètes de ces orientations, qui se feront de plus en plus sur le terrain », insiste Patrick Gandil, directeur adjoint au cabinet de Dominique Perben, ministre de la fonction publique. Les administrations centrales doivent aujourd'hui jouer un rôle d'animation, de tête de réseau, favorisant les échanges entre services. »

Pour Gilbert Santel, directeur du personnel et des services au minis-

tère de l'équipement, ces évolutions passent par un changement en profondeur de la culture managériale de l'ensemble des cadres supérieurs. Tous les directeurs départementaux et chefs de services techniques ou déconcentrés de son ministère doivent, sans exception, suivre une formation au management. « Il est indispensable, avance Gilbert Santel, de rendre les cadres responsables de leur personnel : ils ont un rôle d'entraînement déterminant à jouer dans la conduite du changement. » Une conviction partagée par François Roussely à la défense, où les ressources humaines font aujourd'hui l'objet d'une filière professionnelle à part entière.

Laetitia Van Beckhout

FORMATION PROFESSIONNELLE

Entreprises, associations, collectivités...
Faites votre journal de A à Z
« Conception » « Information »
Rédaction • Formation • Gestion
Formation innovante individuelle ou sur site
Demandez une documentation à
L'ingénierie éditoriale
742, rue de Rivoli 75009 Paris Cedex 01
Tél : 48.70.07.69 - Fax : 48.70.27.67

IICP INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION DE PARIS

Formations Professionnelles de haut niveau du Bac au 3^e Cycle

Communication - Journalisme
Ressources Humaines
Relations Publiques - Relations Presse

- MI-cours / MI-stages fournis par l'Ecole
- Formation Continue / Congé Individuel de Formation

Tél : 42.40.47.47

CSP 1^{ère} ENTREPRISE DE FORMATION CERTIFIÉE ISO 9001

AUTO-EVALUATION QUALITÉ TOTALE
S'auto-évaluer selon le référentiel du Prix Européen de la Qualité.
Dates : 7-8 oct. / 28-29 oct. / 18-19 nov. / 9-10 déc.
Durée : 2 jours

BILAN DE COMPÉTENCES
Construire son projet personnel avec l'aide d'un consultant spécialisé.
Remise d'un rapport de synthèse à la fin du bilan.
Dates : 4-5-6-7 nov. / 9-10-11-12 déc.
Durée : 4 jours

GÉRER SON TEMPS
Analyser l'utilisation de son temps. Acquérir les outils de transformation de son activité.
Dates : 17-18 oct. / 21-22 nov. / 2-3 déc.
Durée : 2 jours

DÉCOUVRIR LES OUTILS DE GESTION
Savoir gérer une entreprise par le biais d'un jeu (principe du Monopoly).
Dates : 4-5-6-7 nov. / 9-10-11-12 déc.
Durée : 4 jours

Pour une Brochure 1996 gratuite, (70 formations) téléphonez au : (1) 42 46 89 99
66 rue La Fayette 75009 PARIS.
Fax : (1) 40 22 08 83

CSP
RÉSULTAT GARANTI

27 ANS D'EXPERIENCE DE LA FORMATION ET DU CONSEIL.

UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE

Cadres et Créateurs

Imaginer, Cursus Ambitieux
vous vous
désolerez et faire fiévre
tout ça, enrichir savoirs et
méthodes en Europe, vous
donner une nouvelle
cohérence à votre attitude et
série de la vie, trouver des
partenaires pour vos projets

- Unique en Europe -
Diplôme d'Études Transdisciplinaires
« ARTS SCIENCES ENTREPRISE »

Animé par un réseau international de 135 personnalités - CETEC -
Admission multilatérale
Bac+5 ou expérience professionnelle

Réunions d'information
mardi 21/09/96 10h00 à
mardi 24/09/96 18h30 à Dauphine
en lecture • CV • DÉTASSE - Paris Dauphine
place Molière de la Tour 75775 Paris Cedex 12
Tél : (1) 44.05.40.04 Fax : (1) 44.05.41.41

هكذا لمن لا يمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996 / V

Le Monde des Ingénieurs

Secteurs de Pointe

Notre société, prestataire de services auprès de l'industrie du semi-conducteur, apporte son savoir-faire et son expertise technique quant à la réalisation de micro contrôleurs, dans le cadre de grands projets destinés à des secteurs tels que le multimédia, l'informatique, l'électronique grand public et le secteur industriel.

Nous recherchons aujourd'hui des

Ingénieurs de conception

Vous êtes ingénieurs en électronique, riche d'une première expérience (2 à 5 ans) acquise chez un fabricant de semi-conducteurs, une société de services ou un industriel de l'électronique.

Vous êtes familiarisé avec le développement de circuits logiques CMOS ou mixtes (analogiques et logiques) et les outils de CAO (VHDL, VERILOG).

Ces postes sont basés dans le Sud méditerranéen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) sous référence 8201/M à KERGUEN - 6 passage Lathuille 75018 PARIS qui le transmettra en toute confidentialité.

Spécialistes en logiciels de Ressources Humaines pour conseiller nos clients



Premier éditeur mondial de logiciels de gestion intégrée avec 7.000 personnes, 9,5 Mds de CA en 1995 et une présence dans 40 pays, SAP poursuit en 1996 sa forte croissance. Acteur reconnu au niveau international pour ses outils de gestion des ressources humaines, SAP propose sa solution "R/3 HR" couvrant la totalité des besoins des entreprises dans ce domaine. SAP France, pôle majeur du Groupe en Europe, renforce son équipe "HR" en recrutant des :

Ingénieurs Solutions "HR" - secteur public

Intégrés à la Direction des Ventes, vous rejoignez l'équipe "HR" et travaillez en étroite relation avec les ingénieurs d'affaires. Vous êtes les garants de l'adéquation de la solution "R/3 HR" aux besoins des clients de SAP. Intervenant en avant vente : ☐ vous analysez les besoins de nos prospects, ☐ vous concevez et présentez les solutions adaptées à leurs besoins.

Diplômés d'études supérieures en Droit, Informatique (MAGE) ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez 4 à 6 ans d'expérience professionnelle, en particulier dans la mise en œuvre de logiciels de Ressources Humaines, soit en SSI, soit chez un éditeur, soit dans un service de Ressources Humaines. La connaissance approfondie du secteur public est indispensable. Réf. C.322/M

Consultants Applicatifs "HR"

Garantis du savoir-faire applicatif de SAP et du bon déroulement des projets, vous conseillez nos clients dans la mise en œuvre des outils. Votre bonne connaissance de la globalité des solutions SAP vous permet d'intervenir utilement auprès de nos clients pour : ☐ les choix fonctionnels, ☐ les possibilités de paramétrage, ☐ les formations nécessaires.

De formation supérieure (Ecole Supérieure d'Ingénieur ou de Commerce), vous possédez une expérience de 4 à 6 ans acquise chez un éditeur, un cabinet de conseil ou en entreprise. Réf. C.321/M

La maîtrise de la langue anglaise est impérative dans chacune des fonctions. Postes basés à Fontenay sous Bois (94). Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à notre conseil Catherine Chervet, qui le transmettra en toute confidentialité.

Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.



JEUNE INGENIEUR QUALITE

AVEC PRES DE 5500 PERSONNES ET PLUS DE 2 MILLIARDS DE C.A., LE GROUPE DES AVIERS EST LEADER DU CONTRÔLE TECHNIQUE INDUSTRIEL EN FRANCE.

IL SE RECRUTE EN PERMANENCE DANS LES DOMAINES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE, DU CONTRÔLE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.

L'APAVE PARISIENNE, L'UNE DES PRINCIPALES ENTITES DU GROUPE, MET À VOTRE DISPOSITION UN SERVICE DES ENTREPRISES D'IMPORTANTS MOYENS D'ANALYSE, DE CONTRÔLE, D'ESSAIS ET D'ESSAIS SUR SITE ET EN LABORATOIRE.

Dans un souci constant d'efficacité l'Apave Parisienne souhaite l'ensemble de ses activités Laboratoire sous Assurance Qualité dans un proche avenir.

Cette perspective nécessite de recruter le concours d'un jeune ingénieur (ou équivalent Bac + 5). Idéalement d'origine Chimie/Physique, il doit justifier au minimum d'une bonne connaissance des normes ISO 9000 et mieux 45 000.

Ce poste en CDD de 6 mois est basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre lettre de motivation avec C.V. et photo en précisant vos prétentions, sous réf. 9628/M à APAVE PARISIENNE, Direction des Ressources Humaines, 17 rue Salmagne 75004 Paris Cedex 17. Fax (1) 40.54.57.99.



Ingénieur de projet senior Techniques Pétrolières

Notre société, filiale commune de grands groupes pétroliers, partage son activité entre la gestion de stockage souterrain d'hydrocarbures en France et l'ingénierie de stockages à l'étranger.

Nous recherchons pour nos installations générales surface un Ingénieur Senior Généraliste (ENSI, Arts et Métiers ou équivalent), ayant au moins 10 ans d'expérience dans l'ingénierie d'installations pétrolières ou gazières (raffinage ou production), pour conduire nos études spécialisées d'implantation, de tuyauterie, de chaudronnerie, etc., des ouvrages de surface des stockages.

Vous aurez également en charge, comme ingénieur de projet, la coordination d'activité d'ingénierie de détail, d'achats et de suivi de réalisation. Un sens du contact est indispensable afin de développer de bonnes relations, aussi bien en interne qu'en externe pour travailler efficacement avec nos clients et fournisseurs. De plus, vous avez des aptitudes pour l'organisation et la gestion des affaires. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'espagnol. Vous êtes disponible pour des missions ponctuelles à l'étranger.

Merci d'adresser, CV, lettre manuscrite et photo sous référence 101540 à EURO RSCG Pubara 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

UN INGENIEUR COMMERCIAL

à qui sera confiée la responsabilité d'un portefeuille de clients importants sur les Charentes et le Limousin.

Profil recherché :

- de 40 ans environ,
- de préférence, de formation supérieure agricole (Bac + 4/5),
- expérience réussie de négociation commerciale,
- la connaissance du monde de la distribution agricole, du secteur des produits pondéreux et engrais, et une sensibilité aux aspects logistiques seraient des atouts déterminants.

Merci d'adresser le dossier de candidature complet, avec lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle (sous n° 9036) à :

LE MONDE Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Ingénieur Formation/Hygiène Sécurité - Environnement

Entreprise industrielle de l'Ouest Atlantique, équipementier automobile, nous sommes un spécialiste reconnu par les principaux constructeurs européens.

Reportant au Chef du Personnel, votre mission s'articulera autour de deux grands axes :

- Formation : élaboration et suivi du plan, mise en place et animation de modules de formation (avec l'appui d'organismes extérieurs), conseil auprès de la Direction et de l'encadrement dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois.
- Hygiène - Sécurité - Environnement : participation au CHSCT, animation de l'évolution des conditions de travail. Vous prendrez en charge les questions liées à l'ergonomie des postes de travail et vous aurez dans ce domaine un rôle de conseil et de proposition. Vous supervisez une équipe de techniciens.

Agé de 30/32 ans, ingénieur généraliste à dominante mécanique (ENI - ICAM - HEI - IDN...), vous êtes à l'aise en anglais. Une expérience de 3/4 ans, acquise dans un service méthode-organisation en production grande série, ou dans la formation, idéalement dans le secteur automobile, vous donne une vision large des métiers de l'entreprise. Homme de terrain réaliste et concret, vous aimez les contacts et êtes force de proposition.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée sous réf. 154-16/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE 43, rue La Fayette - 75009 Paris.



INGÉNIEUR PROJET ENVIRONNEMENT

Filiale française d'un groupe international diversifié, nous sommes leader mondial dans les systèmes d'équipement pour les eaux usées.

Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'ingénieur projet pour prendre en charge notre activité de séchage et d'incinération des boues résiduaires.

En collaboration étroite avec le Directeur Général, vous prospectez notre clientèle de collectivités locales et d'entreprises principalement en France et sur quelques territoires à l'international. Vous travaillez avec notre bureau d'études central basé en Autriche, assurez le bon déroulement des projets jusqu'à la livraison. Vous êtes le support technique dans votre spécialité pour cette nouvelle activité.

Ingénieur de formation, âgé d'au moins 30 ans, vous avez une expérience réussie de chef de projet et la connaissance du traitement thermique et des activités de process.

L'anglais est votre langue de travail.

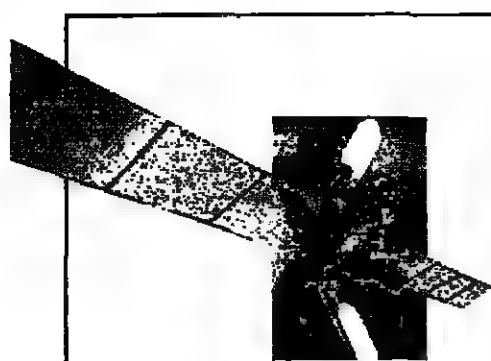
Ce poste évolutif est basé à Orléans.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous réf. LM/70 à Jacques Thibaud & Partners - 34 rue de Ponthieu - 75008 Paris.

JACQUES THIBAUD
& PARTNERS

NORTEL MATRA
CELLULAR

Informatique - Réseaux Télécommunications



INGÉNIEUR PERFORMANCES SYSTÈMES

RÉF. 79/24

Rattaché au Chef de la section Définition des Systèmes futurs, vous analysez les paramètres techniques des nouveaux réseaux à satellite. Vous procédez à l'analyse des systèmes de télécommunications pour évaluer les performances prévues des satellites dans les différentes conditions opérationnelles et pour compléter la validité des nouveaux systèmes, ce qui conduit à la définition et aux spécifications des caractéristiques de télécommunications des satellites pour une exploitation en environnement numérique et/ou analogique.

Vous définissez également les éléments des systèmes reçus et participez à la définition du secteur sol pour assurer la compatibilité avec les systèmes et réseaux.

Pour réussir, vous êtes diplômé dans l'ingénierie des télécommunications et possédez une expérience de l'analyse des performances des systèmes de télécommunications, si possible dans le domaine des satellites.

INGÉNIEUR TRANSMISSION DES SERVICES DE TÉLÉVISION

RÉF. 79/25

En relation avec le Chef de la Section de l'Audiotélevé et du Multimédia, vous participez aux études d'évaluation, de développement et de mise en œuvre des systèmes audiovisuels offerts par EUTELSAT. Une mission qui vous demandera notamment :

- d'évaluer la capacité nécessaire aux liaisons de transmission des services audiovisuels au moyen de systèmes de simulation (TOPSIM, SPW, etc...);
- de participer à la définition des caractéristiques et spécifications générales des systèmes concernés;
- d'assurer la responsabilité de l'analyse, des essais et de l'évaluation des nouveaux systèmes RF;
- d'apporter votre contribution aux projets européens (ACTS, etc...).

Ingénieur Télécom ou équivalent, vous aimez à vos cinq ans d'expérience dans le domaine des télécommunications par satellites, une bonne connaissance de la transmission des signaux de télévision (analogiques et numériques) et de la technologie RF.

EUTELSAT est l'organisation intergouvernementale mise en place par les administrations de télécommunications de différents pays européens. Son rôle consiste à construire, exploiter et entretenir le secteur spatial du système de télécommunications par satellites. Nous recherchons pour notre division Ingénierie des Systèmes basés au siège, à Paris

Pour ces deux postes, vous avez une réelle motivation à travailler dans un environnement international et dans des équipes multiculturelles. Vous avez bien sûr une excellente maîtrise d'une des deux langues officielles de l'Organisation (français, anglais) et une bonne connaissance de l'autre. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous le réf. du poste choisi à Eutelsat, Service du Personnel, 70 rue Balard, 75002 Paris Cedex 15.



EUTELSAT

Dynamique Société de TELECOMMUNICATIONS PROFESSIONNELLES,
leader dans le domaine de brasseurs et multiplexeurs hauts débits,

recherche

INGÉNIEUR ELECTRONICIEN CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude, du développement et de la réalisation de sous-ensembles de télécommunications, à base de microprocesseurs, VLSI spécialisés et composants programmables.

INGÉNIEUR LOGICIEL TEMPS REEL CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude et du développement des logiciels embarqués, temps réel, sur micro-processeur Motorola 16 ou 32 bits.

Vous êtes ingénieur confirmé avec au moins trois années d'expérience effective. Vous maîtrisez l'anglais, vous avez le goût de réalisations de haute technologie et le sens du travail autonome.

Nous vous proposons au sein de notre équipe R & D un poste à fort potentiel et à des conditions très attractives.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature. Confidentialité assurée.
Société CASTOR Informatique, 2 rue du Kéfir, SENIA 343, 94537 Rungis.

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives.

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI
Dirigeants
Organisation & gestion des entreprises

• Gestion/Finances • Conseil/Audit • Juristes/Ressources Humaines
• Marketing & Communication • Fonction Commerciale

Le Monde des Cadres
Carrières Internationales

Dont Carrières Européennes en Entreprises

Le Monde



Groupe

International

spécialisé dans

les outils de

Network

Management

recherche dans

le cadre de son

développement

constant, pour

son laboratoire

basé à

GRENOBLE :

PARTNER'S & DROUARD

1 rue Jean Moulin - 38180 SEYSSINS.

Développeur

RÉF. DE 1096 - Langue maternelle américaine

Une expérience de développement réussie dans les environnements Réseau et Télécom serait appréciée. Vos qualités relationnelles et votre expertise technique sont un atout dans le cadre de vos missions avec nos clients internationaux.

Langages : C, ASM (Intel), RISC - Operating System : OS / 2, Windows NT

Ingénieur support technique

RÉF. SU 1196 - Langue maternelle américaine ou anglaise.

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos clients utilisateurs à l'international. Vous leur apportez les solutions les mieux adaptées. Vous participez aux tests de nos solutions logicielles. Disponibilité, sens de l'écoute et du service sont indispensables. Compétences : Réseaux et Télécom.

Ingénieurs commerciaux France

RÉF. IC 1296

A 25/35 ans, vous avez une expérience prouvée dans la distribution de logiciels. Vous gérez un portefeuille de Grands Comptes européens et de distributeurs partenaires.

Ingénieur commercial Export

RÉF. EX 1396

Longue anglaise indispensable + espagnole ou italienne souhaitée. Vous gérez un portefeuille de Grands Comptes européens et de distributeurs partenaires.

Assistant(e) P.A.O.

RÉF. AS 1496 - Langue maternelle américaine

Vous êtes chargé(e) de la rédaction de divers documents en anglais (manuels, plaquettes...). Familiarisé(e) avec le vocabulaire informatique, vous maîtrisez les outils P.A.O.

Tous ces postes basés à Grenoble, nécessitent une grande mobilité géographique (pour assistant(e) P.A.O.).

Merci d'adresser votre dossier : CV, photo et/ou réf. choisie à notre Coordonnateur : PARTNER'S & DROUARD Coordonnateur
1 rue Jean Moulin - 38180 SEYSSINS.

Entreprise industrielle de tout premier plan, présente actuellement
recherche, pour déployer sa nouvelle stratégie informatique, un

Responsable d'Etudes Informatiques

Dans le cadre d'un plan ambitieux de renouvellement de notre système d'information, vous participez à son élaboration et sa mise en œuvre dans le domaine commercial.

Vous organisez et animez des équipes d'études et développement, et assurez la cohérence du système d'information commercial sur l'ensemble des entités du groupe.

Agé de 35 ans environ et de formation supérieure, votre expérience passée vous a permis d'acquérir une expertise des grands systèmes et des nouvelles technologies de type client/serveur dans le cadre de grands projets informatiques. Vous parlez couramment l'anglais.

Ce poste offre de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser CV + photo + n° de téléphone + rémunération actuelle à : Stéphane Lehideux, Michael Page Informatique, 3 bld Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (Carte 3.63666) sous réf. SLX13358

MP Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

PLASTIC OMNIUM
(5,7 milliards de F
de CA dont

50 % hors de France,
6700 personnes),
un des leaders

Européens dans la
transformation
des matières

plastiques,
recherche pour la
département

environnement
de sa division
Plastic Omnium

Systèmes Urbains,
spécialisé dans
les équipements

et les services aux
collectivités locales
dans le domaine

de la gestion
des déchets, au :



PLASTIC OMNIUM

Chef de Produit Prestations Informatiques

Rattaché au Directeur du Marketing, vous êtes chargé d'analyser le marché : cible technologique, concurrence, élaboration et suivi des normes françaises et internationales.

Vous recueillez les besoins et les attentes de vos clients en fonction des remarques fournies par le réseau commercial, vous concevez en conséquence les solutions logicielles adéquates et les prestations associées en intégrant les contraintes techniques et économiques, vous élaborez une offre commerciale complète et réalisez les livrables produits au sein du réseau tout en assurant la mise à jour permanente de l'offre en fonction des évolutions possibles du marché.

De formation supérieure du type Sup Telecom ou Ingénieur praticien en électronique, vous bénéficiez d'une expérience d'au moins 5 ans en qualité de chef de Produit solutions informatiques. Vous maîtrisez parfaitement les produits et les technologies de l'identification et de la reconnaissance. La connaissance du secteur des collectivités publiques serait un plus.

Vous êtes rigoureux, inventif et doté d'excellentes qualités relationnelles. Vous avez le goût du travail en équipe et vous aimez relever les challenges les plus ambitieux. La pratique de l'anglais est nécessaire et de bonnes connaissances en allemand seraient un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RP9608 à PLASTIC OMNIUM, Service Recrutement Division Systèmes urbains, 1 rue du Parc, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

هكذا لمن لا يمل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996 / IX

Secteurs de Pointe

Important Groupe Chimique spécialisé dans la fabrication de matières plastiques, recherche pour l'un de ses centres de Production et de Recherche situé à proximité de

LILLE

SERVICE TECHNIQUE

2 INGENIEURS Genie Chimique

Débutants ou ayant une expérience de 2 à 3 ans, ils participeront à l'amélioration des procédés de fabrication, à l'étude et à la réalisation de projets d'investissement.



BP CHEMICALS

Pour ces postes, il est indispensable de pratiquer couramment l'anglais.

Merci d'envoyer votre candidature, CV, photo et prétentions à BP CHEMICALS Service du Personnel - BP 62 62410 WINGLES.



BCEOM, Société Française d'Ingénierie

BCEOM, Société Française d'Ingénierie de dimension nationale et internationale recherche dans le cadre de son activité EAU des ingénieurs impérativement diplômés (INPG, ENSHET, ISM...)

Ingénieur Hydraulicien / Chef de Projet

Profil : Ingénieur spécialisé en alimentation en eau potable justifiant d'une expérience de 8 à 15 ans en étude et/ou en exploitation et gestion de systèmes d'AEP : mobilisation de la ressource, traitement, pompage, réseau. (Réf. 96/50)

Ingénieur Hydraulicien / Assainissement

Profil : Ingénieur spécialisé en assainissement, réseaux et épuration, justifiant d'une expérience minimale de 8 à 15 ans en études et maîtrise d'œuvre. (Réf. 96/51)

Ingénieur Traitement des Eaux

Profil : Ingénieur traitement, spécialisé en production eau potable ou épuration des eaux usées, justifiant au minimum d'une expérience de 8 à 10 ans en conception et maîtrise d'œuvre de systèmes de traitement des eaux. (Réf. 96/52)

Ingénieur Électromécanicien

Profil : Ingénieur électromécanicien spécialisé en pompage eau potable/eaux usées, justifiant d'une expérience de 8 à 10 ans en conception et maîtrise d'œuvre de stations de pompage. (Réf. 96/53)

Pour ces différents postes : Bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'espagnol, lu, parlé et écrit ainsi que de bonnes références professionnelles à l'export indispensables.

Type de missions : réalisation d'études, missions de maîtrise d'œuvre et assistance technique à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous la référence de votre choix à : BCEOM DRH - Place des Frères Montgolfier - 76286 GUYANCOURT Cedex. Fax : 33 (1) 30 12 10 95.

Asie - Amérique Latine - Afrique - Europe Centrale et Orientale.

Sony... et votre engagement prend du sens.

Ingénieur Support Produit « Production »



Sony France (3 000 personnes, 8,7 MdF de CA) produit et commercialise des équipements à l'usage du grand public et des professionnels. Sony est à l'origine de nombreuses innovations technologiques majeures sur le marché Broadcast et professionnel, tant dans le domaine du reportage que dans celui de l'enregistrement. Directement rattaché au responsable du marketing Broadcast et en étroite relation avec le chef de produit « Production », vous vous impliquerez très en amont dans le lancement de certains produits de production (magnétoscopes numériques Broadcast, moniteurs, serveurs audiovisuels), et apporterez une réelle expertise technique, ainsi qu'une excellente connaissance de nos produits et de ceux de nos concurrents. Vous agirez en interne auprès des départements commerciaux et techniques, pour assurer une information et une veille technologique pointues sur les produits et leur évolution et auprès de nos clients, vous assurerez les démonstrations produits et mettez en place les formations adaptées.

De formation ingénieur électronique ou techniques audiovisuelles, vous avez une première expérience acquise dans le domaine Broadcast qui vous a permis de développer vos qualités d'analyse, d'écoute et votre esprit d'équipe. Vous êtes disponible et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous la référence MO2 à Sony France, Eric Bastard, 15 rue de Floréal, BP 831, Paris Cedex 17.

SONY

MAÎTRISE D'ŒUVRE - INGÉNIEURIE DES TRANSPORTS PUBLICS



GROUPE SCETAUROUTE

Métros de Lyon, Kuala Lumpur, Canton, Le Caire, Tramways de St Etienne, Nantes, Grenoble, Strasbourg, Dublin, Montpellier, Genève, Porto...

Au sein du groupe SCETAUROUTE, notre société est spécialisée dans le développement harmonieux des transports publics. Dans un environnement de haute technologie, où l'informatique de pointe et l'innovation sont largement développées, nous recherchons pour gérer nos marchés de maîtrise d'œuvre et de réalisation de réseaux de transports urbains des compétences.

Ingénieurs Systèmes et Exploitation

- Définir les objectifs et les principes d'exploitation,
- Elaborer les spécifications fonctionnelles liées à l'exploitation des réseaux de transports,
- Proposer les architectures techniques des systèmes et équipements de transports (Systèmes d'aide à l'exploitation, signalisation, monétique, réseaux de télécommunications, automatismes, gestion technique centralisée...),
- Prendre en charge les estimations de coûts des différentes configurations,
- Garantir tout au long du développement la bonne intégration des interfaces entre ces systèmes et les autres disciplines (génie civil, voirie, second œuvre...).

Sont les missions confiées à des ingénieurs diplômés, ayant une expérience de 5 à 10 ans dans l'exploitation de systèmes industriels, acquise dans une société d'exploitation ou d'ingénierie industrielle, et connaissant les méthodes et outils de modélisation. Des qualités indissociables de créativité et de synthèse, une aisance rédactionnelle, et des dispositions naturelles pour le travail d'équipe leur permettront d'être les interlocuteurs reconnus des exploitants de transports. Pour participer à notre développement, ils maîtrisent parfaitement l'anglais (une seconde langue serait appréciée). Le poste basé à Lyon, implique de nombreux déplacements en France et à l'étranger, et peut proposer des missions d'expertise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) s/réf. 6565 D à notre Conseil Dominique Pierre MILLOT.

People & People

1, place des Cordeliers 69002 Lyon

Découvrez votre emploi de demain avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU MARDI

Organigramme & gestion des entreprises

- Gestion Financière • Contrôle de Gestion • Informatique • Ressources Humaines
- Marketing & Communication • Droit des Commerces

Le Monde des Cadres

Donner Carrière Internationale en France

Le Monde

Initiatives Emploi
chaque mardi matin



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Premier organisme de recherche européen,
recrute par concours

49 INGÉNIEURS DE RECHERCHE

(docteur / diplôme d'ingénieur - université - grandes écoles...)

Pour tout renseignement concernant les métiers,
lieux de travail et formalités d'inscription,
composez le 3614 CNRS.

هكذا من لا أمل

X / LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996

REPRODUCTION INTERDITE

Ingénieurs Commerciaux

Rejoignez un leader mondial de la gestion électronique de l'information

Depuis 1986, Dorotech s'est positionnée parmi les meilleures entreprises mondiales en matière de systèmes de stockage et de gestion de l'information.

Notre technologie et notre savoir-faire sont stratégiques pour nos clients.

Stimulé par un environnement de haute technologie, vous collaborerez à des projets d'envergure et aurez l'opportunité de contribuer à notre développement international.

Fort d'une expérience de 3 à 5 ans dans la vente indirecte : prospection, animation d'un réseau de revendeurs, vos connaissances du milieu GED et/ou « document imaging » (Wordflow, Groupware...) seront appréciées. Agé de 26 à 35 ans, vous avez un bon niveau d'anglais, une solide culture informatique, le sens de l'organisation. Vous saurez identifier, prospecter et animer un réseau de partenaires (VARs, revendeurs) en France et en Europe afin d'assurer la diffusion d'une suite logicielle d'un éditeur américain. De nombreux déplacements sont à prévoir en France et en Europe (réf. IC).

De formation supérieure (bac +4/5), vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'au moins 2 ans comme support technique au sein d'une équipe commerciale, dans le domaine de la gestion électronique de documents. Nous rejoindrons vos connaissances et votre tempérament commercial sur des projets d'envergure, à destination de grands comptes (réf. IAV).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à : DOROTECH FRANCE, Florence Mossant, 344 avenue Georges-Clemenceau, 92024 Nanterre Cedex.

DOROTECH



GMAO, GED

La maintenance dans la gestion globale de l'entreprise

Groupe international N°1 mondial des solutions de maintenance intégrées à la gestion globale de l'entreprise (logiciels de GMAO à large fonctionnalité en environnement client/serveur et workflow). Nous développons nos activités en France depuis 1 an et recherchons pour notre filiale située à St-Quentin-en-Yvelines (78)

RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE

Réf. 68.4286/LM

Rattaché au Directeur Général, et avec une petite équipe (Ingénieurs d'affaires et support), vous serez chargé de conduire notre développement commercial auprès de Grands Comptes Industriels et tertiaires. A 30-40 ans, de formation supérieure, vous avez une solide expérience de la vente de logiciels ou de solutions informatiques dans des environnements industriels importants. Vous savez définir et mettre en œuvre des stratégies de contacts et d'actions à haut niveau. Vous avez également prouvé votre capacité à motiver une équipe, organiser le travail, fixer des objectifs et suivre leur réalisation.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES CONFIRMÉ

Réf. 68.4287/LM

Vous serez chargé de notre développement commercial sur un ou plusieurs secteurs de marchés industriels ou tertiaires. Fin stratège, vous saurez comprendre le métier de vos clients, identifier des besoins complexes, construire des propositions et négocier à haut niveau. A 27-35 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience (3 ans minimum) de la vente de solutions informatiques acquise chez un éditeur de logiciels, un constructeur ou en SSL.

Pour ces 2 postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous offrons de participer à la conquête d'un marché au potentiel important, dans un cadre d'autonomie et de réelles responsabilités. Nous mettons à votre disposition un réseau international de compétences, un savoir-faire reconnu mondialement.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

Ingénieur d'affaires Région Parisienne Sud (94)

Nous sommes spécialisés dans le développement et la commercialisation de logiciels de régulation de trafic urbain et autoroutier et avons acquis une très forte expertise technique sur ce marché émergent. Nous commercialisons nos produits en direct auprès des utilisateurs (municipalités ou sociétés d'autoroute) ou bien en collaboration avec des assembleurs et des constructeurs de matériel.

Nous recherchons un Ingénieur d'affaires qui prendra en charge les opérations de vente et développera les actions de promotion technique du produit en France et à l'étranger. Vous avez environ 30 ans, vous avez une formation d'ingénieur spécialisé en informatique technique avec une expérience en développement de systèmes électroniques associée à une pratique d'interface client (Chef de Projet ou Charge d'affaires) et parlez l'anglais. Alors venez partager notre projet en envoyant votre candidature sous référence 361A à notre Conseil : PSYNERGIE, 2, rue Saint Thomas d'Aquin - 75007 PARIS.

PSYNERGIE
GROUPE PRAXIA



Signe la qualité de vos produits

Notre Société, implantée (sur la ZIRST de Meylan) près de Grenoble (35 personnes dont 21 ingénieurs), est spécialisée dans les équipements de contrôle et de test en production. Nos clients sont essentiellement les industries de l'équipement automobile et les industries électrotechniques. Notre volonté d'étendre notre clientèle conduit à la création de 2 postes :

Jeune Ingénieur Commercial (Réf.102)

Bilingue Allemand

Ingénieur (automatisme, informatique industrielle, mesure, etc...), vous avez 3 à 5 ans d'expérience industrielle en études ou production. Votre tempérament vous conduit tout naturellement à envisager une carrière commerciale.

Après une formation au siège, vous aurez en charge le développement de la clientèle de l'Est de la France et de l'Allemagne. Vous serez basé dans l'Est.

Ingénieur Commercial (Réf.103)

Ingénieur (automatisme, mesure, informatique, etc...) vous bénéficiez de plusieurs années d'expérience dans la vente aux industriels de nos secteurs, de solutions d'équipements spécifiques. L'anglais est indispensable.

Vous êtes à la recherche d'une société ambitieuse, dynamique et innovante possédant un vrai savoir-faire technique, au sein de laquelle vous pourrez pleinement exprimer vos qualités techniques et surtout commerciales.



Merci de nous adresser votre dossier (LM + CV + photo et prétentions), sous réf. choisie, à DIACONSEILS, 24 rue du Commandant Faurax - 69006 LYON. Confidentialité assurée.

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

سكول من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 17 SEPTEMBRE 1996 / XI

Sciences et Santé

LE SECTEUR AGRO D'UN GROUPE CHIMISTE MONDIAL RECHERCHE, POUR RENFORCER SON SERVICE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, un

Ingénieur Brevets

Chimiste - bilingue anglais
Orienté «biotechnologie»

Formation : Ecole Supérieure de Chimie de Paris ou de Lyon - CEPI (ou équivalent).
Principales missions : Participer à la gestion d'un important portefeuille de brevets. Rédaction et protection des brevets. Suivi des litiges. A l'intérieur des filiales françaises et étrangères, conseiller et assister les différents interlocuteurs.
Profil : 30/38 ans. Autonome, rigoureux, sachant aller à l'essentiel, homme de communication ayant des aptitudes commerciales, doté d'une excellente aisance relationnelle, passionné de la P.I., le candidat possède, en outre, une forte capacité de travail.
Pour ce poste basé à LYON, une expérience en entreprise ou en cabinet de Propriété Industrielle ainsi qu'une grande mobilité sont exigées. Salaire très motivant.
Adressez CV, lettre manuscrite, photo et présentations avec référence 8802289 à notre Conseil :
EGGO Conseils - 110, rue de Pisy - 75013 PARIS - Discretion totale assurée.

→ EGGO Conseils

CHEMUNEX

CHEMUNEX,
spécialiste
de l'analyse
microbiologique
rapide
et automatisée
en secteur
industriel
recherche dans
le cadre de son
expansion en

Cadre Recherche et Développement

Titulaire d'un Ph.D ou d'un Doctorat, connaissant la microbiologie, vous justifiez d'une expérience de 10 ans dans le développement de produits.

Nous recherchons un candidat dynamique, à fort potentiel, parfaitement bilingue anglais et apte à prendre rapidement des responsabilités.

Pour ce poste basé à Maisons-Alfort (94), merci d'adresser lettre manuscrite et CV à Jean Louis DROCOURT - CHEMUNEX - 41, rue du 11 novembre 1918 94700 MAISONS-ALFORT.

Une équipe de 100 personnes,
un budget de 60 MF...
un contexte international.

Société de diagnostic, leader mondial dans son domaine, recrute le

DIRECTEUR DU CENTRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Garant du futur, vous dirigez et coordonnez l'ensemble de nos activités de recherche et développement. Dans le cadre de cette mission globale de management, vous intervenez directement dans la définition des budgets, l'optimisation de la gestion, le suivi et l'évolution des outils de recherche et l'animation de vos équipes. Vous inspirez notre politique de Propriété Industrielle en assurant la gestion du Portefeuille de brevets et participez au Comité Scientifique du Groupe : un rôle primordial pour le développement de l'entreprise !

De formation supérieure (école d'ingénieur ou universitaire), vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans du management d'équipes de R&D dans un environnement de diagnostic médical ou de produits pharmaceutiques, acquise si possible dans un contexte international. Bon manager, vous possédez l'ouverture d'esprit nécessaire pour prendre en charge la globalité des programmes de recherche d'un Groupe impliquant des métiers différents à fédérer et animer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 87/546 LM à KEY MEN, Tour Franklin, 92042 Paris la Défense cedex.

KEY MEN

Carrières Internationales

Euromanagers

96

Brussels, December 12 & 13, 1996

Le Monde

EMDS and official media partners in 13 countries invite

EUROPE'S TOP 600 YOUNG PROFESSIONALS

to interview with over 250 recruiters from :

• AIR LIQUIDE • ALSTOM • AMCO • AMCO MANAGEMENT SYSTEMS • AMERSON CONSULTING • AUDI • BARCLAYS PLC • BAYER • BERTSMA • BMW • BOEING • BORG-ALLEN & HAMILTON • BP OIL EUROPE • BZW • COMMERZBANK • DAIHAT-BENZ AEROSPACE • DEUTSCHE BANK/DEUTSCHE MORGAN GRENELL • DRESNER BANK • EUROPEAN INVESTMENT BANK • HELIX & HUCK & CO • HENRIETTES-PAQUARD • ICI • MCINERNEY & CO • MERCEDES-BENZ • NISSAN • PERMUTRA • PHILIP MORRIS • PLASTIC OILS • PROCTER & GAMBLE • R.J. REYNOLDS • REWE • RWE • SBC WARWICK • SCHNEIDER • SHEL • SOCIÉTÉ GÉNÉRALE • THE BOSTON CONSULTING GROUP • THE CHASE MANHATTAN BANK • UBS • WELLS • WEST LB

Applications are welcome from young professionals and 1997 graduates of all disciplines and all nationalities (European & Non-European alike) who are able to demonstrate the following :

- outstanding intellectual and interpersonal skills -
- ability to operate in at least two languages including English -
- international mobility -
- a maximum of five years' professional experience -
- availability for employment in 1997 -

COMMERZBANK

sabena
official carrier

EMDS

European International Management
Development - Young Professionals

Agents : Boston - Brussels - Cologne - London - Munich - Paris - Stockholm - Vienna

EMDS International SA, 15 rue Maistre, B-1050 Brussels, Belgium
Fax +32 2 538 62 32 - E-mail: euromanagers@brussels.be

JEUNE COMMERCIAL POUR LE MARCHÉ ALLEMAND

Cette PME française fabrique et commercialise des fours de traitement thermique destinés aux industriels de la mécanique, de l'automobile, de l'aéronautique.

Le Directeur Commercial souhaite confier la responsabilité du marché allemand, où des fours ont déjà été installés, à un jeune ingénieur généraliste (orientation mécanique et/ou métallurgie) parlant couramment allemand et bi-culturel franco-allemand, ayant par exemple effectué son VSN en Allemagne.

Maturité, autonomie et sens des responsabilités sont bien entendu des qualités fondamentales pour réussir à ce poste, tremplin pour la création d'une agence ou d'une filiale en Allemagne. Résidence à LYON et déplacements fréquents en Allemagne dans un premier temps.

Une bonne connaissance de l'anglais est bien évidemment indispensable.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/réf. C/1408M à notre Conseil PIERRE BUCCAI - CONCORDANCES 77 rue François Marmet - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises

Société d'ingénierie d'envergure internationale recherche pour son activité en Amérique Latine :
Directeur de Projet
Amérique Latine

Dans le cadre d'une assistance technique auprès d'entreprises de distribution d'eau et d'assainissement pour la mise en œuvre de systèmes de gestion technique, administrative, comptable et financière, ce Chef de Projet assurera la coordination et l'animation d'une équipe pluridisciplinaire composée d'une quarantaine d'experts.

A ce titre, il sera chargé de la supervision des différentes équipes de la mise en œuvre des systèmes de gestion auprès des entreprises d'eau situées dans des villes de taille moyenne et, à cet effet, devra leur rendre régulièrement visite.

Responsable direct de cette opération, il assurera la gestion de ce contrat d'assistance technique et sera en contact permanent avec le client, le bailleur de fonds ainsi que les entreprises de distribution d'eau.

Ce poste, basé en capitale et en espérance de longue durée, implique des déplacements réguliers à l'intérieur du pays. Une bonne maîtrise de l'espagnol, parlé, lu, et écrit est indispensable.

A 40/45 ans, diplômé Ingénieur Hydraulicien ou Economiste 11ème cycle, vous avez exercé des fonctions d'administrateur d'entreprises de distribution d'eau ou assuré des responsabilités techniques analogues au sein de sociétés du secteur en France et à l'étranger.

Ce poste est à pourvoir d'urgence.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous référence DPM/96 à notre Conseil : POMSET Conseil - Monsieur PERCIE du SERT 48, rue Ruy - 92300 LEVALLOIS PERRET ou faxer au 33 (1) 47 39 89 55.

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NRK - HANDELS-BLAD - EL PAIS - ~~Le Monde~~ - Süddeutsche Zeitung - BEIHLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - ~~THE INDEPENDENT~~ - THE IRISH TIMES



You will be the Company's representative in dealing with the Commission and you will be responsible for the profitability of the project. For these key positions we need people with hands-on experience and business leadership experience who have worked back-to-back in business-to-business sales projects for five years. 10 years or more would be a bonus. The above-mentioned person should be a native English speaker and a native or near-native French speaker. He or she should be of average stature, capable of listening to your needs and motivating them to drive the sales.

After 3 to 6 months of training near Paris, you will be ready for an expatriate assignment for 1 to 2 years within Europe.

This opportunity is to be taken quickly.

For this appointment, please apply by writing with CV, photo, and salary expectations to:

**NORTEC MATRIA CELLULAR, DRH, Arnette Comella, 1, place des Eclairs Montgoufier,
78042 Gouvioncourt, France, quoting reference DPE/M1.**

NØRTEL MATRA CELLULAR

2025-2026 Financial Statement

WIESBADEN - DEUTSCHLAND

Die Vertriebsgesellschaften der Bongrain S.A., einer weltweit agierenden Gruppe der Lebensmittelindustrie mit Marktführerschaft in einzelnen Segmenten, distribuieren ihre Spezialitäten (z.B. Gâteaux, Tartares, Châtaignes, Henri, Rambol oder Bresse Bleu...) auch in Deutschland.

Für die in Wiesbaden ansässigen 5 Verkaufs-Divisionen soll die Position eines Personalleiters neu geschaffen werden.

Die Gesellschaften erzielen mit 150 Mitarbeitern mehrere hunderte Mio. DM Umsatz.

Der Personalleiter berichtet an den Geschäftsführer der deutschen Holding und ist Mitglied des Direktoriums der Tochtergesellschaften. Er verantwortet die Personalverwaltung sowie die Entlohnung und unterstützt das Management in den Bereichen Personalsuche-Auswahl, Ausbildung und Kommunikation.

Die Gruppe erwartet einen kreativen und dynamischen Gestalter.

Gesucht wird ein Kandidat mit Hochschulabschluss und Stärken in der Kommunikation, mit nachweisbaren Erfolgen im Personalbereich mit internationaler Ausrichtung. Eine exzellente Beherrschung der deutschen und französischen Sprache ist Voraussetzung.

Richten Sie bitte Ihre Bewerbung mit den kompletten Unterlagen unter Kennziffer 242/96 an Groupe SOPARIND - Direction des Ressources Humaines - 80 bis, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY, FRANCE

Pour en savoir plus sur les 2 cahiers Initiatives
Contactez le Département Emploi
du Monde Publicité
Tél. : 44-43-76-13
Fax : 44-43-77-32

**Chefs de projets
en organisation informatique**
sur toute l'Europe

Il y a du nouveau dans l'imagerie et l'informatique : Imation.
Imation est une nouvelle société créée par 3M, mais aujourd'hui totalement indépendante.
Avec des ventes de 2,25 milliards de dollars, 10 000 employés dans le monde, des produits et des marques leaders, Imation a pour vocation de créer des solutions d'imagerie et d'informatique adaptées aux besoins des clients.
Imation vient de décider de se doter, au niveau mondial, du système de gestion informatique «Oracle» pour toutes ses activités Internes.

Dans le cadre de cette réforme, nous recherchons des Chefs de Projets sur toute l'Europe. Basé dans votre propre pays, vous interviendrez dans les différents pays européens pour un domaine donné (finances, logistique, ressources humaines, manufacturing, sales et marketing...). Vous définirez le cahier des charges auprès des futurs utilisateurs et serez notre contact avec notre prestataire extérieur dans la mise en place du système. Diplômé(e) d'une école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez une première expérience en gestion de projets ou en

organisation. Vous aimez voyager, parlez un anglais courant et avez des talents dans le management de projets (analyse, synthèse, animation de groupes, communication, suivi).

Ce poste vous permettra d'accéder par la suite à des responsabilités opérationnelles au sein d'Imation, en fonction de vos compétences et aspirations.

Merci d'adresser votre dossier
de candidature sous référence LM
à Nicole Famier, Imation France,
35, boulevard du Port,
95097 Cergy-Pontoise Cedex, France.



IMATION

Grand groupe aéronautique recherche son

REPRÉSENTANT PERMANENT POUR LA CEI

Vous serez chargé, d'assurer la représentation des différentes sociétés du groupe.

Vous devrez animer les actions de soutien aux opérations commerciales et mettre en place les coopérations industrielles avec les partenaires locaux.

Pour cela vous devrez établir ou développer les contacts nécessaires avec les industriels, les compagnies aériennes, et aussi avec les autorités politiques et diplomatiques des pays concernés.

Ce poste sera confié à un cadre de haut niveau, de formation supérieure, ayant une expérience technico-commerciale de quelques années dans le secteur aéronautique.

Le titulaire du poste résidera à Moscou et devra prévoir de fréquents déplacements.

La maîtrise du russe et de l'anglais est exigée.
Une bonne connaissance de la Russie est demandée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions
sous référence n° 90/30 à :
Le Monde Publicité - 133, Avenue des Champs Elysées
75409 PARIS Cedex 08

**Le Monde Publicité - 133, Avenue des Champs Elysées
75409 PARIS Cedex 08**